

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

2010-
2011

TOME I – QUESTIONS 1 À 49

AVRIL 2010

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
1	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 31 mars 2009 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	1
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2009 concernant le TASER.	3
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	61
4	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	87
5	Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	91
6	Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	95
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.	99
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2008-2009 et pour 2009-2010.	103
9	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2009-2010.	107
10	Liste de tous les sondages commandés en 2009-2010, en incluant les coûts.	109
11	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2009-2010.	111
12	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	115
13	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010, et prévisions pour 2010-2011.	271
14	L'investissement pour la période 2009-2010 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2010-2011.	
15	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2010, répartis par districts et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	
16	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2010.	

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
17	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2010.	
18	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2009-2010 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2009 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	271 (suite)
19	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2009-2010.	
20	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2009-2010, ainsi que les augmentations prévues.	
21	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2009-2010.	273
22	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2010.	277
23	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	281
24	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	299
25	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.	303
26	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.	307
27	Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.	311
28	Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2009-2010.	315
29	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	319
30	Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	325
31	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	329
32	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	335
33	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2009-2010 ventilés par établissement.	339

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
34	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010 par région administrative.	343
35	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.	347
36	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	351
37	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2008-2009 et 2009-2010.	355
38	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2009-2010.	359
39	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011.	361
40	Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	399
41	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2009-2010.	403
42	Échéancier complet relativement à la construction de la prison à Sorel.	407
43	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	411
44	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	415
45	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	423
46	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2010-2011.	439
47	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	443
48	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	447
49	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2009-2010, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	451

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
50	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2009-2010.	589
51	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations prévues.	593
52	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2007, 2008, 2009 et 2010 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	597
53	La liste des enquêtes terminées en 2009-2010 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	601
54	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2010 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	605
55	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2009-2010.	609
56	Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2009-2010.	611
57	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	615
58	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2009-2010 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	619
59	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2009-2010 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	623
60	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.	627
61	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	631
62	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2009-2010.	635
63	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations prévues.	639
64	Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2009-2010.	643
65	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2010, par catégories et par origines.	647
66	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	651
67	Les effectifs de la CQLC, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	655

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
68	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2009-2010, incluant leur CV, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	659
69	La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2009-2010, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	665
70	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2009-2010.	669
71	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	673
72	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2009-2010.	697
73	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations prévues.	701
74	Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	705
75	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	713
76	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2009-2010.	719
77	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	723
78	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2009-2010.	727
79	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2009-2010, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	731
80	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2009-2010, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	735
81	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2009-2010.	739
82	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2009-2010.	743
83	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2009-2010 ainsi que le résultat de la décision.	747
84	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2009-2010.	751

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
85	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2008-2009 et en 2009-2010.	755
86	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2008-2009 et 2009-2010.	759
87	Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	763
88	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, par corps policier et région.	767
89	Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	771
90	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	775
91	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	779
92	Le coût des roulottes dans les prisons en 2009-2010, et ce, par prison.	783
93	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.	787

N°	NOUVELLES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2 ^E GROUPE D'OPPOSITION	PAGE
1	Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années : a) date et contexte de création; b) objectifs poursuivis; c) nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant le cas échéant les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur Curriculum Vitae; d) indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin; e) indiquer le budget dévolu.	793
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 1 ^{er} mai 2006 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du Ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	795
3	Liste de tous les comités interministériels formés en 2009-2010, dont ont fait partie le Ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	797
10	Pour tout organisme relevant du Ministère, concernant le bureau de la présidence : a) nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents; b) liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation; d) liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	799
13	La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision.	801
14 ET 54	Copie des résolutions envoyées par des conseils municipaux concernant les services de la Sûreté du Québec pour la période 2009-2010.	815
17	Le nombre d'effectifs affectés à la patrouille de la cybercriminalité, leur rémunération, ainsi que le coût du module de cybercrime de la Sûreté du Québec (SQ). pour 2009-2010. Prévisions pour 2010-2011. Si possible, comparer avec les trois années financières précédentes.	817
18	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2009-2010 et au cours des trois années financières précédentes, séparés par corps de police, et prévisions pour 2010-2011.	819
19	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2009-2010. Prévisions pour 2010-2011.	823
21	Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2009-2010. Prévisions pour 2010-2011.	839
22	Le total et le détail des visites effectuées dans les bars dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars en 2009-2010. Prévisions pour 2010-2011.	843
23	Les sommes investies et l'état d'avancement des travaux sur les nouvelles orientations gouvernementales en matière d'agressions sexuelles et du Plan d'action qui y est relié.	847
26	Le nombre de dossiers disciplinaires actifs au ministère. Ventiler par direction et organisme.	857

N°	NOUVELLES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2 ^E GROUPE D'OPPOSITION	PAGE
27	Normes édictées par le ministère relatives au remplacement des infrastructures de radiocommunication municipales lorsqu'elles doivent être remplacées.	861
28	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec (SQ), la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2009-2010 ainsi que les augmentations ou bonis reçus. Préciser le nombre de policiers retraités embauchés sous contrat pour la même période et le détail de leur rémunération.	863
30	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2010.	
31	L'investissement pour la période 2009-2010 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2010-2011.	
33	La liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.	865
35	Le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières pour 2009-2010. Comparer avec les effectifs des trois années financières précédentes. Prévisions pour 2010-2011.	879
40	La répartition au 31 mars 2010 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget annuel accordé, par lieux d'affectation.	
42	La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2009-2010 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2010-2011.	
47	Effectifs additionnels embauchés pour la période 2009-2010 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.	881
48	Copie de toute correspondance concernant les Escouades régionales mixtes pour la période 2009-2010.	885
49	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	
50	Total et détail des montants facturés aux villes par la Sûreté du Québec lors d'assistance aux services de police municipaux de ces villes pour 2009-2010.	
51	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis (le nombre d'effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire).	887
52	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2010, répartis par corps de police municipal.	893

N°	NOUVELLES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2 ^E GROUPE D'OPPOSITION	PAGE
60	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2010.	897
70	Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.	901
71	Nombre de dossiers ouverts concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	903
73	Détail des activités de réinsertion pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Préciser pour chaque prison les revenus engendrés par celles-ci et les salaires donnés aux détenus.	911
74	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels pour la période 2008-2009 et 2009-2010.	917
75	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les centres de détention pour la période 2008-2009 et 2009-2010. Ventilation par centre de détention.	921
76	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les centres de détention et les palais de Justice pour la période 2008-2009 et 2009-2010. Ventilation par centre de détention.	925
77	Le nombre et le coût des installations modulaires dans les prisons pour 2008-2009 et 2009-2010. Ventiler par centre de détention.	929
79	État de situation du Plan des infrastructures carcérales. Fournir la liste et le détail des projets en cours, des projets terminés et des projets non commencés tels qu'annoncés dans le Plan en 2006.	933
80	La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, le budget et les effectifs et les montants versés du 1 ^{er} avril 2006 à aujourd'hui.	937
118	Liste de tous les contrats, subventions ou autres montants octroyés par le ministère à l'Association des directeurs de police du Québec (ADPQ) pour les périodes 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	943

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

1. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 31 mars 2009 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

(AUCUN)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2009 concernant le TASER.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ PROTECTION – 01.04

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2009 concernant le TASER.

- Analyses et recommandations pour l'utilisation systématique d'une caméra greffée au dispositif à impulsions (23 septembre 2009).
(Les pages 17 à 32 de l'étude ont été retirées conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.)
- RESTORING PUBLIC CONFIDENCE Restricting the use of the conducted energy weapons in British Columbia (June 18, 2009) / Braidwood Commission on conducted energy weapon use.
- Training bulletin 15.0 : Medical research update and revised warnings (October 12, 2009) / Training Department of Taser International Inc.

Analyses et recommandations pour l'utilisation systématique d'une caméra greffée au dispositif à impulsions

Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force

23 septembre 2009

**Analyses et recommandations
pour l'utilisation systématique
d'une caméra greffée
au dispositif à impulsions**

Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force

PRODUCTION : Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force (SCCPEF)
350, rue Marguerite-D'Youville
Nicolet (Québec) J3T 1X4

© Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force, 2009.

Note : Dans ce document, le genre masculin est utilisé sans discrimination et uniquement pour alléger le texte.

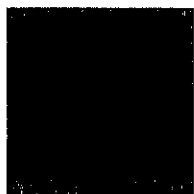


Table des matières

- 1 – MISE EN CONTEXTE ET PRÉSENTATION DU MANDAT 1
- 2 – PRINCIPAUX ÉLÉMENTS MÉTHODOLOGIQUES 3
- 3 – ÉQUIPEMENT, CARACTÉRISTIQUES ET MODES D'UTILISATION 5
 - 3.1 Le dispositif à impulsions TASER X26 5
 - 3.2 La caméra TASER CAM..... 8
- 4 – REVUE DES PRINCIPALES ÉTUDES SUR LE SUJET..... 11
 - 4.1 Étude du Home Office Scientific Development Branch 11
 - 4.2 Étude du Weapons & Equipment Research Institute 12
 - 4.3 Étude de l'International Association of Chiefs of Police (IACP) 13
- 5 – ANALYSE D'OPPORTUNITÉ DU RECOURS DE LA TASER CAM 17
 - 5.1 Considérations sociétales..... 17
 - 5.2 Considérations opérationnelles 18
 - 5.3 Considérations légales..... 24
 - 5.4 Considérations organisationnelles..... 27
- 6 – CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 29
- Annexe A — Liste des membres et des collaborateurs du SCCPEF 33
- Annexe B — Fiche technique de la TASER CAM de TASER International inc.. 35
- Références..... 37

Liste des tableaux et des figures

- Figure 1 : Nomenclature externe du TASER X26 6
- Figure 2 : TASER CAM et TASER X26 8
- Figure 3 : Variations de configuration du TASER X26 11
- Figure 4 : Séquences de sortie et prise de l'arme 20



Mise en contexte et présentation du mandat

Le 25 août 2008, la coroner, M^{me} Catherine Rudel-Tessier, transmettait au sous-ministre de la Sécurité publique (MSP), M. Paul Girard, un rapport d'investigation exposant les causes et circonstances du décès de M. Quilem Registre, survenu le 18 octobre 2007, à la suite de son arrestation par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) le 14 octobre 2007, lors de laquelle un dispositif à impulsions (DI) a été utilisé.

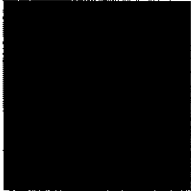
À la suite de son investigation, la coroner a formulé des recommandations au MSP, notamment celle d'étudier l'opportunité d'obliger les services de police à se servir d'une caméra lors de chacune de leurs interventions avec le DI afin de mieux surveiller et d'analyser son emploi.

Dans une correspondance datée du 3 novembre 2008 et adressée à M. Bruno Poulin, expert-conseil en emploi de la force à l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et président du Sous-comité consultatif permanent en emploi de la force (SCCPEF), le sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières, M. Robert Lafrenière, confiait au SCCPEF le mandat suivant :

Concernant la recommandation du coroner Rudel-Tessier, son mandat est :

- ▶ de recenser les études existantes;
- ▶ d'effectuer les tests avec la caméra DI;
- ▶ d'analyser l'impact de l'utilisation de la caméra DI;
- ▶ de réfléchir sur la pertinence d'obliger les corps de police à recourir à la caméra DI;
- ▶ de produire un rapport sur l'utilisation d'une caméra greffée au DI.

Le 17 décembre 2007, le SCCPEF déposait un premier rapport intitulé « *Analyses et recommandations pour une pratique policière québécoise sur l'utilisation du dispositif à impulsions* ». Les réflexions et les analyses dont il est fait état ici s'inspirent grandement et s'inscrivent dans la continuité de ces travaux ayant mené à l'adoption de la pratique policière québécoise sur le dispositif à impulsions.



Principaux éléments méthodologiques

Dans le cadre du présent mandat, le SCCPEF a mené en parallèle des travaux concomitants mettant en question tantôt le fond, tantôt la forme. Si le fait de se pencher sur l'utilisation d'une caméra greffée sur le DI et sur la pertinence d'obliger les corps de police à recourir à un tel équipement peut se faire indépendamment des solutions technologiques disponibles, force est de constater que ces dernières restent très limitées. Encore aujourd'hui, la compagnie TASER International inc. exerce un quasi-monopole dans la commercialisation des dispositifs à impulsions sur le territoire québécois et n'offre qu'un seul modèle de caméra pouvant être utilisée conjointement avec ses DI. Ainsi, les analyses techniques présentées dans le présent rapport se limitent au TASER X26 ainsi qu'à la caméra TASER CAM. Ce choix technologique est représentatif de ce qui est actuellement utilisé par les organisations policières québécoises.

Par ailleurs, bien que le mandat transmis au SCCPEF concerne spécifiquement la « caméra DI » (TASER CAM), les dimensions relatives à ce que l'on pourrait appeler « la documentation vidéo des interventions policières » dépassent largement le seul cadre des solutions technologiques actuellement disponibles. Le présent rapport tentera donc, autant que faire se peut, de présenter de façon distincte et complémentaire les avantages et les inconvénients liés à l'utilisation de la TASER CAM de ceux ayant trait à une éventuelle documentation vidéo des utilisations de DI par les policiers québécois.

En plus du soutien méthodologique aux travaux du Sous-comité, le Centre d'intégration et de diffusion de la recherche en activités policières de l'École nationale de police du Québec (CIDRAP) a produit un premier inventaire de la littérature scientifique et professionnelle sur le sujet de la caméra greffée au dispositif à impulsions (DI).

Plusieurs questions d'ordre juridique ont été soulevées tout au long des travaux. Certaines de ces questions ont mené à la rédaction et au dépôt d'un avis légal de la part du Bureau des affaires criminelles et jeunesse du ministère de la Justice du Québec. Sur la base de cet avis, la réflexion s'est poursuivie grâce aux travaux de l'expert-conseil juridique de l'ENPQ.

Les membres du SCCPEF ont pu manipuler un TASER X26 doté d'une TASER CAM afin de se familiariser avec l'appareil. Des tests ont aussi été menés, dans un environnement contrôlé, afin d'explorer certaines particularités de fonctionnement et de simuler des interventions correspondant au cadre provincial d'utilisation du dispositif à impulsions. Mentionnons par ailleurs qu'aucun test scienti-

fique n'a été effectué dans le cadre des présents travaux. Le présent rapport ne constitue pas une nouvelle étude sur le TASER X26 et la TASER CAM au sens qu'il ne produit pas de nouvelles connaissances scientifiques sur le sujet. Mentionnons aussi que les membres ont, par souci de transparence et d'objectivité, porté une attention particulière à la question de l'indépendance des études et des publications retenues pour analyse.

Les rencontres de travail nécessaires à la réalisation du présent mandat ont eu lieu à l'École nationale de police du Québec. La liste des membres et collaborateurs du SCCPEF est présentée à l'annexe A.

Équipement, caractéristiques et modes d'utilisation

Au Québec, le terme dispositif à impulsions (DI) est utilisé pour désigner toute arme dont le fonctionnement repose sur un système qui combine la génération d'impulsions électriques et leur transmission à un individu dans le but d'interférer avec les fonctions sensibles et motrices de son système nerveux.

Les dimensions technologiques du présent rapport se basent sur une analyse de l'utilisation conjointe d'un DI spécifique et de la caméra greffée dont il peut être équipé : le TASER X26 et la caméra TASER CAM de la compagnie *TASER International inc.* Cette section présente brièvement ces deux pièces d'équipement, leurs principales caractéristiques et leurs modes d'utilisation.

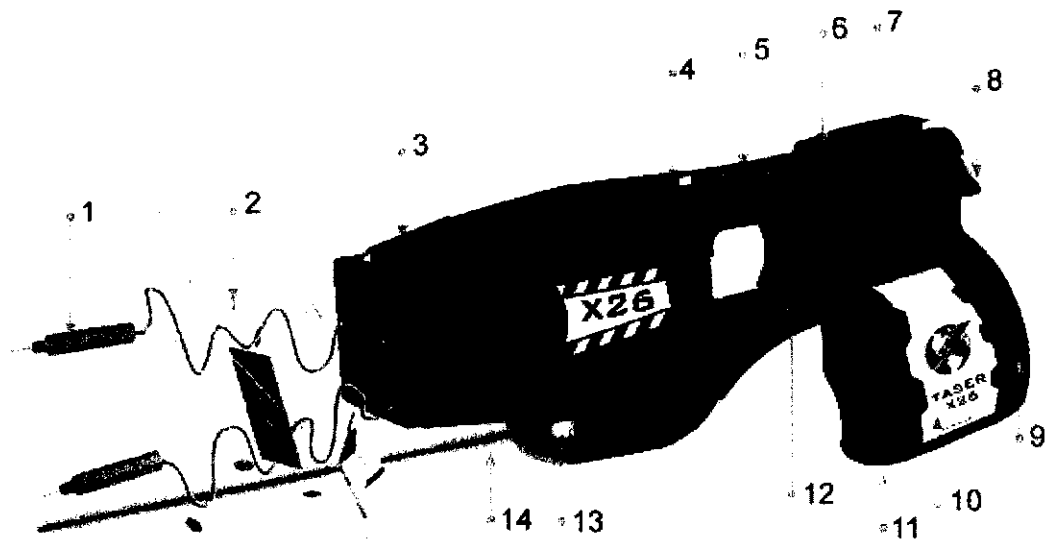
■ 3.1 LE DISPOSITIF À IMPULSIONS TASER X26

Le TASER X26 est un DI commercialisé depuis 2003 par la compagnie TASER International inc. Il s'agit du DI le plus répandu et le plus utilisé, au Canada comme au Québec. Ce DI produit des impulsions électriques de 50 000 volts d'une moyenne de 2,1 milliampères (mA) qui, lorsque transférées à un sujet, interfèrent à la fois avec les nerfs des systèmes sensitif et moteur.

Le TASER X26 peut être utilisé de façon dissuasive (mode démonstration), par contact direct des électrodes sur un sujet (mode contact), ou encore à distance, par l'entremise de sondes projetées et qui lui restent reliées (mode projection). Pour les deux derniers modes, l'efficacité repose sur la création d'un circuit électrique qui implique une partie plus ou moins importante du corps du sujet. L'importance de l'effet sur les systèmes nerveux sensitif et moteur est directement liée au mode d'application. Les impulsions électriques suivent le chemin offrant le moins de résistance entre les deux sondes; plus l'écart entre les sondes sur le sujet est grand, plus on peut s'attendre à un effet important.

À la suite de la pression et de la relâche de la détente, le TASER X26 enverra une décharge électrique qui s'arrêtera automatiquement après cinq secondes. L'utilisateur peut contrôler la durée des décharges électriques ainsi que le nombre de cycles de répétition, le cas échéant. Il est aussi possible pour l'utilisateur de ce même DI d'obtenir une décharge électrique plus longue tant qu'il maintient la détente enfoncée. L'interrupteur ambidextre peut aussi être utilisé en tout temps afin d'interrompre immédiatement l'activation du DI.

FIGURE 1 — Nomenclature externe du TASER X26*



- 1 Sondes
- 2 AFID confettis
- 3 Cartouche
- 4 Visée mécanique
- 5 Numéro de série
- 6 Sélecteur de fonctions
- 7 Interrupteur ambidextre
- 8 Écran numérique de contrôle
- 9 Bouton d'éjection de la pile
- 10 Plaque antichocs en acier
- 11 Pile *Digital Power Magazine* (DPM)
- 12 Détente
- 13 Lumière basse intensité
- 14 Laser de visée

* ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC, *Dispositif à impulsions*, Nicolet, ENPQ, 2009, p. 40. (précis de cours [FOR-1025]).

■ Mode démonstration

Le mode démonstration n'implique aucun transfert de courant électrique au sujet. Il s'agit plutôt ici de présenter l'arme et d'en démontrer le fonctionnement afin d'obtenir la coopération du sujet et qu'il obtempère à l'ordre qui lui a été donné. Il s'agit d'un type de force que l'on pourrait assimiler à celui de la présence policière. Dans ce mode d'utilisation, le policier communique au sujet le fait qu'il a un DI à sa disposition et qu'il pourrait y avoir recours. Il peut présenter l'arme en la sortant de son étui, utiliser le pointeur laser ou activer le DI de manière à créer un arc électrique entre les deux électrodes. L'efficacité de ce mode d'utilisation est influencée par les possibles expériences passées du sujet avec le DI de même que par ses capacités cognitives au moment de l'intervention.

■ Mode contact

Lorsque les deux électrodes sont apposées directement sur un sujet et qu'il est actionné, le TASER X26 transmet des impulsions électriques qui voyagent de façon continue entre ses électrodes. Ces impulsions électriques interfèrent avec le système nerveux sensitif qui relaie un message de douleur au système nerveux central. Elles agissent simultanément sur le système nerveux moteur en causant des contractions involontaires des groupes musculaires avoisinants. Le sujet ressent non seulement une douleur intense, mais il lui est par ailleurs très difficile, voire impossible, de contrôler les groupes musculaires ainsi sollicités. Alors que la douleur et l'inconfort peuvent être ressentis de façon globale, la paralysie musculaire qui accompagne le mode contact demeure locale. On qualifie cet effet de *dysfonction biomécanique locale*.

■ Mode projection

En mode projection, une cartouche spécifique est utilisée afin de projeter sur le sujet deux sondes qui restent reliées au DI par leur filin respectif qui les alimentera électriquement. Contrairement aux électrodes du mode contact, les sondes ainsi projetées sont munies de dards qui leur permettent de perforer les vêtements ou la peau du sujet afin de s'y accrocher. Une cartouche ne peut être utilisée qu'une seule fois. La nature des impulsions électriques reste la même en mode projection qu'en mode contact, tout comme leur effet sur le système nerveux sensitif. La douleur est tout aussi intense.

L'effet sur le système nerveux moteur peut cependant différer en fonction de la distance qui sépare les deux sondes. Dans les cas où cette distance est suffisamment grande (plus de 10 centimètres), l'effet sur le système nerveux moteur est susceptible de déclencher une incapacité physique généralisée, que l'on nomme aussi *neutralisation neuromusculaire* (NNM). L'effet de la neutralisation neuromusculaire se fait ressentir dans tout le corps du sujet, indépendamment de l'endroit où sont logées les sondes. Le sujet est alors atteint d'une incapacité telle qu'il ne peut maintenir une coordination musculaire minimale nécessaire au

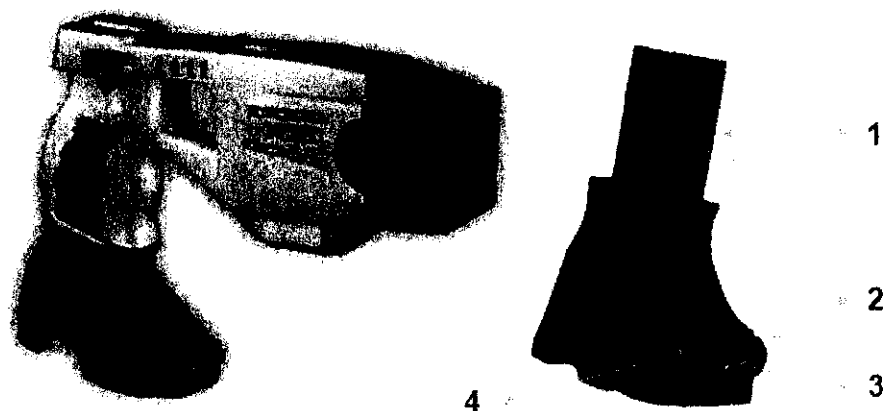
maintien d'une station verticale, ce qui a comme effet général de provoquer sa chute. L'effet de la neutralisation neuromusculaire est indépendant de l'état psychologique du sujet, de sa détermination à combattre ou de sa résistance à la douleur.

■ 3.2 LA CAMÉRA TASER CAM

La caméra TASER CAM est conçue pour être utilisée exclusivement avec le DI de modèle TASER X26 dont elle n'altère aucunement les fonctionnalités de base. Il s'agit d'un module optionnel, doté de sa propre pile d'alimentation rechargeable, qui s'installe dans la crosse du TASER X26, en place et lieu de la pile standard (DPM).

La figure 2 présente un module TASER CAM seul, à droite, ainsi que l'aspect d'un TASER X26 équipé de la TASER CAM, à gauche. On remarque qu'une partie importante de la TASER CAM vient compléter la crosse du TASER X26, pouvant ainsi modifier de façon significative la prise de l'arme [HOME OFFICE 2007, MESLOH *et al.*, 2008]. L'extrémité avant de la TASER CAM présente la lentille de la caméra, le microphone ainsi qu'une source lumineuse infrarouge qui facilite la saisie d'images en situation de faible luminosité ambiante.

FIGURE 2 — TASER CAM et TASER X26



- 1 Pile d'alimentation rechargeable
- 2 Microphone
- 3 Lentille de la caméra
- 4 Source lumineuse infrarouge

La TASER CAM démarre automatiquement l'enregistrement du son et des images approximativement 1,5 seconde après que l'interrupteur ambidextre aura été désactivé [HOME OFFICE, 2007]. La capacité de stockage interne correspond à approximativement 90 minutes d'enregistrement audio-vidéo. Une fois la capacité de stockage interne atteinte, l'appareil continue à enregistrer et à sauvegarder les séquences audio-vidéo en remplaçant celle en mémoire dont la date de création est la plus éloignée. Les séquences audio-vidéo sont enregistrées en format QVGA noir et blanc à une vitesse de dix images par seconde dans une résolution de 320 par 240 pixels. Les séquences sont compressées avec l'algorithme MPEG4 sans cryptage de sécurité. Ces formats d'enregistrement et de compression sont très communs et leur recours rend la lecture des séquences audio-vidéo accessibles à la très grande majorité des lecteurs multimédias offerts sur les ordinateurs personnels.

Un câble de type USB est fourni avec chaque TASER CAM afin de pouvoir télécharger les séquences audio-vidéo en mémoire à partir d'un logiciel fourni par le fabricant. Ce logiciel permet aussi de télécharger les données relatives aux utilisations du TASER X26, soit le moment et la durée de chaque utilisation de l'arme, et ce, indépendamment de la présence de la TASER CAM.

Deux signaux d'avertissement visuels s'activent afin d'avertir l'opérateur d'un TASER X26 équipé d'une TASER CAM de l'obstruction de la lentille de cette dernière. Dans le cas où une telle obstruction est détectée, le code « 88 » se met à clignoter sur l'écran numérique de contrôle situé à l'arrière de l'arme. Le pointeur laser rouge se met aussi à clignoter; dans un tel cas, ce second signal s'observera toutefois sur la cible visée. La TASER CAM continue alors l'enregistrement audio-vidéo tout en maintenant ces signaux d'avertissement. Des tests de laboratoire ont démontré que l'activation de ces signaux d'avertissement survient approximativement trois secondes après une obstruction complète de la lentille de la TASER CAM [HOME OFFICE, 2007].

Revue des principales études sur le sujet

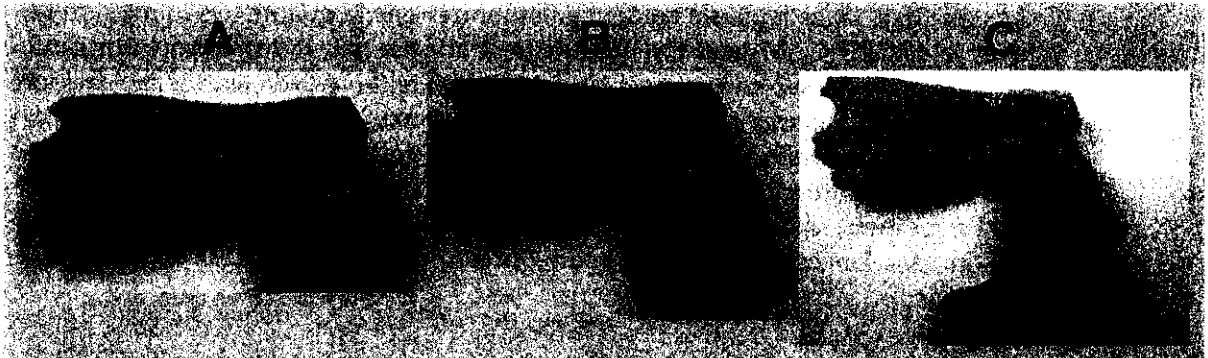
Il n'existe à notre connaissance que deux études indépendantes au sujet de la TASER CAM et de son utilisation par les forces policières. De plus, une troisième étude aux visées plus larges s'est penchée sur la question de l'impact du recours aux preuves vidéo sur les activités policières. Ces trois études ainsi que leurs principaux résultats sont ici présentés brièvement.

■ 4.1 ÉTUDE DU HOME OFFICE SCIENTIFIC DEVELOPMENT BRANCH

Réalisée par le *Scientific Development Branch* du *Home Office* britannique et publiée en 2007 sous le titre « *Taser Cam Evaluation* » [HOME OFFICE, 2007], cette étude s'est intéressée à l'impact éventuel de la TASER CAM sur la qualité des tirs effectués à partir d'un TASER X26 qui en serait muni de même qu'aux qualités techniques de cette caméra greffée.

La figure 3 illustre quelques-unes des différentes configurations possibles du TASER X26. On remarque que ces configurations présentent des différences significatives quant à la morphologie de l'arme. Dans sa configuration de base (A), le TASER X26 est alimenté par une pile insérée dans sa crosse (*Digital Power Magazine* [DPM]). Une version étendue de cette pile (B) permet de loger une cartouche de rechange sous la crosse de l'arme (*eXtended Digital Power Magazine* [XDPM]). Finalement, le module TASER CAM (C) remplace la pile standard en se branchant au même endroit.

FIGURE 3 — Variations de configuration du TASER X26



Source : HOME OFFICE, 2007.

Au moment de l'étude, les policiers britanniques qui utilisaient le TASER X26 avaient à leur disposition une arme avec une pile étendue (*eXtended Digital Power Magazine* [XDPM]). Les chercheurs ont donc d'abord mesuré l'impact éventuel que pourrait avoir l'utilisation de la TASER CAM sur la qualité des tirs. Un échantillon de policiers de profils variés a participé à différentes mises en situation afin de mesurer les performances de tir avec les deux configurations de l'arme. Les résultats n'ont démontré aucune variation significative quant aux zones des cibles atteintes et aux pourcentages de cibles ratées [HOME OFFICE, 2007]. De façon générale, les participants ont toutefois rapporté préférer la prise de l'arme que permet la configuration XDPM par rapport à la configuration TASER CAM. Les participants du sous-groupe ayant le plus d'expérience dans le maniement des armes ont aussi mentionné que la TASER CAM les avait contraints à une prise de l'arme différente, à deux mains, laquelle pouvait favoriser l'obstruction de la lentille de la caméra.

L'étude s'est dans un second temps intéressée aux qualités techniques de saisie d'image de la TASER CAM. Bien que les séquences vidéo produites ne soient pas d'une qualité exceptionnelle, elles le sont suffisamment pour leur utilité première qui consiste à documenter une intervention; on y reconnaîtra facilement les lieux et les personnes impliqués. De toutes les spécificités techniques testées, seule la vitesse de réglage de la TASER CAM à un changement important et rapide de la luminosité ambiante semble poser problème en causant un délai de réglage de 1,5 à 2 secondes [HOME OFFICE, 2007]. Aucun test n'a été effectué sur la qualité des enregistrements audio.

■ 4.2 ÉTUDE DU WEAPONS & EQUIPMENT RESEARCH INSTITUTE

Une équipe de chercheurs du Weapons & Equipment Research Institute de la Florida Gulf Coast University déposait au National Institute of Justice américain, le 5 mars 2008, une étude comparative portant sur deux modèles de DI : le TASER X26 et le Stinger S200 [MESLOH *et al.*, 2008]. Un volet de cette étude portait spécifiquement sur les capacités d'enregistrement vidéo.

Les résultats de cette étude tendent à démontrer que la qualité des images saisies avec la TASER CAM peut être grandement affectée par la luminosité ambiante, la vitesse des déplacements ainsi que la position relative de la lentille par rapport à la principale source de luminosité [MESLOH *et al.*, 2008]. Ces limitations ne sont cependant pas spécifiques à la TASER CAM et s'appliquent à la grande majorité des caméras numériques offertes sur le marché. On mentionne aussi que la prise de l'arme peut, dans certains cas, obstruer la lentille et ainsi empêcher la saisie des images. Les enregistrements audio ont pour leur part été jugés de qualité raisonnable.

■ 4.3 ÉTUDE DE L'INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE (IACP)

Le Département américain de la justice, par l'entremise de son programme de services pour la promotion du modèle de police communautaire (COPS*), a mis à la disposition des organisations policières américaines 21 millions de dollars, sous forme de prêts, afin de faciliter l'acquisition et l'installation de caméras véhiculaires pour les autopatrouilles. Ce sont au total plus de 5 000 caméras véhiculaires qui ont été financées par l'entremise de ce programme. En 2002, l'Association internationale des chefs de police a mené une étude afin de mesurer les effets de ce programme, notamment quant à l'impact de l'utilisation des caméras véhiculaires chez les organisations policières qui en avaient ainsi fait l'acquisition [IACP, 2007]. D'une durée de 18 mois, cette étude a été menée auprès de 47 organisations policières provenant de 21 États américains.

Bien qu'ils ne s'intéressent pas au cas particulier de la TASER CAM, les résultats de cette étude s'avèrent fort intéressants pour la présente démarche. Nous avons plus spécifiquement retenu les constats suivants.

■ Perception de sécurité des policiers

À partir des réponses au questionnaire papier, plus du tiers des policiers répondants (33 %) ont rapporté se sentir plus en sécurité lorsque la caméra véhiculaire était utilisée. Lors des entrevues, à la question de l'utilisation faite des bandes vidéo, la grande majorité des répondants ont rapporté analyser leurs interventions dans un effort d'autocritique afin de déceler les éléments moins sécuritaires et identifier des pistes d'amélioration. Plusieurs répondants ont aussi mentionné avoir réussi à désamorcer une situation en informant les citoyens de la présence de la caméra véhiculaire et du fait que l'intervention était filmée. De façon générale, plus les policiers avaient de l'expérience avec les caméras véhiculaires, plus ils étaient susceptibles de rapporter un impact positif sur leur perception de sécurité lorsque la caméra véhiculaire était utilisée [IACP, 2007].

Un aspect négatif non négligeable a aussi été évoqué. Certains répondants ont mentionné avoir tenté d'orchestrer le déroulement d'une opération afin d'obtenir les meilleurs angles pour la caméra, se plaçant ainsi involontairement dans des situations moins sécuritaires ou moins favorables sur le plan tactique.

■ Responsabilité et contrôle interne

Tant dans le questionnaire papier que lors des entrevues personnelles avec les chercheurs, les policiers répondants ont été questionnés sur leurs expériences personnelles d'allégations de mauvaise conduite à la suite d'événements pour

* COPS : Community Oriented Policing Services (www.cops.usdoj.gov).

lesquels des séquences vidéo saisies à partir de caméras véhiculaires d'une autopatrouille étaient disponibles. Dans 93 % de ces cas, les policiers ont été innocentés alors que les allégations ont été vérifiées dans seulement 5 % des cas [IACP, 2007]. L'étude ne présente pas de pourcentage comparatif de disculpation à la suite d'allégations de mauvaise conduite pour des événements n'étant pas filmés.

Des répondants des affaires internes des organisations participantes ont aussi rapporté avoir pu régler des dossiers après une première analyse se basant sur les séquences vidéo saisies par des caméras véhiculaires, plutôt que de recommander que des enquêtes formelles soient menées afin d'avoir toutes les informations requises.

■ Perception du public

Des groupes de discussion ont été organisés dans 12 des 47 États américains touchés par l'étude afin de mesurer la perception du public relativement au recours aux caméras véhiculaires par la police. Plus de 900 personnes de 18 États américains ont par ailleurs répondu à un sondage postal sur le même sujet. La très grande majorité des répondants (94 %) disent approuver et soutenir l'utilisation de telles caméras alors que 71 % d'entre eux estiment qu'ils devraient être informés par les policiers lorsqu'ils sont ainsi filmés [IACP, 2007]. Les répondants ont par ailleurs mentionné que la présence de caméras ferait en sorte qu'ils seraient moins susceptibles de conduire leur véhicule de façon agressive.

■ Procédures judiciaires

Afin de mesurer l'utilité des images saisies dans le cadre de procédures judiciaires, les chercheurs ont établi une collaboration de recherche avec l'Association américaine des procureurs généraux ainsi qu'avec un institut de recherche sur la magistrature américaine*. De l'ensemble des avocats interrogés, 91 % ont dit avoir utilisé à la cour des extraits de vidéos saisies à partir de caméras véhiculaires des autopatrouilles policières [IACP, 2007].

Plusieurs problèmes ont aussi été soulevés, dont les plus communs ont trait au champ de vision limité des caméras, à la piètre qualité vidéo et audio des extraits ainsi qu'à la difficulté à obtenir des copies des séquences avant le procès.

■ Performance et professionnalisme des policiers

La courtoisie des policiers et celle des personnes auprès desquelles ils interviennent sont interdépendantes et s'influencent mutuellement [IACP, 2007]. Au-delà des réactions des individus se sachant filmés lors d'une intervention policière, l'étude tend à démontrer que les policiers sont eux aussi influencés par la pré-

* La *National District Attorney's Association* (NDAA) et le *American Prosecutors Research Institute* (APRI).

sence de la caméra véhiculaire en adoptant une approche moins agressive et plus courtoise.

L'étude n'a par ailleurs pu identifier qu'un faible nombre d'organisations policières dont les directives internes exigent des policiers qu'ils informent les individus lorsqu'ils sont filmés dans le cadre d'interventions policières.



Membres du SCCPEF

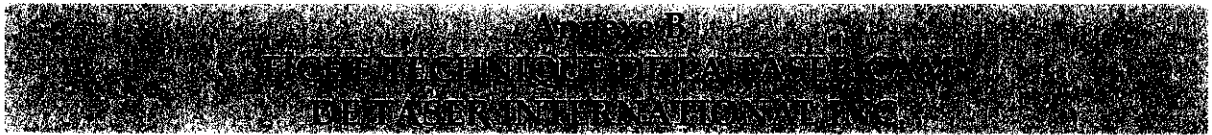
- **M. René ALLARD, inspecteur**
Service des opérations corporatives
Service de police de la Ville de Montréal
- **M. René BLAIS, md, FRCPC, ABMT, directeur médical**
Centre antipoison du Québec
- **M^{me} Lise CARON, conseillère**
Direction de l'organisation et des pratiques policières
Ministère de la Sécurité publique
- **M. Steeve CARRIER, lieutenant**
Division des enquêtes spécialisées
Service de police de la Ville de Québec
- **M. Jean LABRÈCHE, conseiller**
Direction des affaires autochtones
Ministère de la Sécurité publique
- **M. Richard LINTEAU**
Chaire d'éthique appliquée
Université de Sherbrooke
- **M. Pierre-L. MATHIEU, inspecteur, adjoint opérationnel**
Division des enquêtes spécialisées
Service de police de la Ville de Québec
- **M. Danny McCONNELL, capitaine**
Surveillance du territoire
Commandant GI
Service de police de Sherbrooke
- **M. Serge MONGEAU, inspecteur**
Soutien spécialisé
Service de protection des citoyens de Laval
- **M. Bruno POULIN, expert-conseil en emploi de la force**
Direction du soutien pédagogique et de la recherche
École nationale de police du Québec
- **M. Mario VADNAIS, capitaine**
Direction du développement et de la formation
Sûreté du Québec
- **M. Michel VERREAULT, inspecteur**
Gendarmerie
Service de la Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines

Collaborateurs aux travaux

- **M. Yves BRASSARD, lieutenant**
Soutien spécialisé/
Groupe d'intervention
Service de protection des citoyens de Laval
- **M. Robert PEDNAULT, inspecteur**
Surveillance du territoire
Service de police de Sherbrooke

De l'École nationale de police du Québec : invités réguliers et direction

- **M. Marc DESAULNIERS, coordonnateur du CIDRAP et des experts-conseils**
Direction du soutien pédagogique et de la recherche
École nationale de police du Québec
- **M^{me} Monique LAROSE, agente de secrétariat**
Direction du soutien pédagogique et de la recherche
École nationale de police du Québec
- **M^e Lucie MARTEL, experte-conseil juridique**
Direction du soutien pédagogique et de la recherche
École nationale de police du Québec
- **M. Jean-René MORISSETTE, coordonnateur en emploi de la force**
Direction du perfectionnement professionnel
École nationale de police du Québec
- **M. Luc PELLERIN, directeur**
Direction du soutien pédagogique et de la recherche
École nationale de police du Québec



Accountability

A picture is worth a thousand words

The new TASER CAM™ offers increased accountability – not just for officers, but for the people they arrest. Until now, it's been the officer's word against the suspect's word. Now with the TASER CAM, every potential TASER® X26 deployment can be recorded with full audio and video – even in zero light conditions.

With our already proven AFID tracking system and dataport firing log download, TASER devices have pioneered the use of technology in accountability. Accountability works: Agencies with TASER Officer Safety Programs reported decreases of up to 50% in citizen complaints.

The TASER CAM is an audio-video recording device integrated into a rechargeable TASER X26 power supply that replaces the standard Digital Power Magazine (DPM). The TASER CAM is activated anytime the safety is in the up (armed) position. This allows officers to capture vital information prior to, during, and after the potential deployment of a TASER X26 device.

The TASER CAM records over an hour of MPEG4 video and audio data. An optional upgrade system, the TASER CAM is compatible with all TASER X26s and provides another layer of accountability to corroborate an officer's report.



Cost Effective and Simple

The TASER CAM is rechargeable and replaces your current DPM

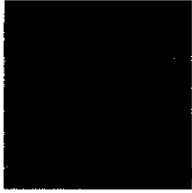


No tools or modifications are necessary to utilize the TASER CAM. It is a replacement for the current TASER X26 DPM. With its self contained rechargeable lithium battery, the TASER CAM system can virtually pay for itself over time by replacing the need to purchase additional DPMs.

TASER CAM

- Records approximately 1.5 hours of audio and MPEG video (black & white) at 10 frames per second in QVGA format (320 x 240)
- Records subjects in complete darkness using an infrared illuminator
- Rechargeable power supply compatible with all TASER X26 devices
- Central Information Display (CID) provides a warning if the camera lens is blocked
- Comes complete with USB download cable, download software and wall charger*
- Storage bay for a spare TASER Cartridge





éférences

SOUS-COMITÉ CONSULTATIF PERMANENT EN EMPLOI DE LA FORCE (2007), *Analyses et recommandations pour une pratique policière québécoise sur l'utilisation du dispositif à impulsions*, 82 p.

HOME OFFICE SCIENTIFIC DEVELOPMENT BRANCH (2007), *Taser Cam Evaluation*, 52 p.

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF CHIEFS OF POLICE (2007), *The Impact of Video Evidence on Modern Policing – Research and Best Practices from the IACP Study on In-Car Cameras*, 159 p.

MESLOH, C., HENYCH, M., THOMPSON, L.F. et R. WOLF (2008), *A Qualitative & Quantitative Analysis of Conducted Energy Devices : TASER X26 vs. Stinger S200 – A report to the National Institute of Justice, Weapons & Equipment Research Institute, Florida Gulf Coast University*, 115 p.

**École nationale
de police**

Québec 

350, rue Marguerite-D'Youville
Nicolet (Québec) J3T 1X4

RESTORING PUBLIC CONFIDENCE

Restricting the Use of Conducted Energy Weapons in British Columbia

**BRAIDWOOD COMMISSION
ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE**

JUNE 2009

Access to Report

Please contact the following if you are interested in receiving a copy of the report or a CD-ROM of the report:

Distribution Centre-Victoria
PO Box 9455 STN PROV GOVT
Victoria, BC V8W 9V7

Fax: 250 952 4559

Email: DCVCustomerSer@gov.bc.ca

URL : <http://www.bcsolutions.gov.bc.ca/opc/>

For general inquiries, please call Service BC Call Centre

Hours of operation are 7:30 AM to 5 PM PST—Monday through Friday

In Victoria call: 250 387 5121

In Vancouver call: 604 660 2421

Elsewhere in BC call: 1 800 663 7867

Outside British Columbia: 1 604 660 2421

Email address: EnquiryBC@gov.bc.ca

Telephone Device for the Deaf (TDD)

In Vancouver call: 604 775 0303

Elsewhere in BC call: 1 800 661 8773

TABLE OF CONTENTS

PART 1:	EXECUTIVE SUMMARY AND RECOMMENDATIONS	1
A.	EXECUTIVE SUMMARY	5
B.	SUMMARY OF RECOMMENDATIONS	19
PART 2:	THE COMMISSION OF INQUIRY	27
A.	THE COMMISSION	31
B.	PUBLIC FORUMS	36
C.	RESEARCH PROGRAMS	40
D.	THE COMMISSION'S REPORT	43
PART 3:	CONDUCTED ENERGY WEAPONS	45
A.	HISTORY OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS	49
B.	TASER® INTERNATIONAL, INC.	50
PART 4:	THE REGULATORY FRAMEWORK	57
A.	USE OF FORCE BY POLICE OFFICERS—THE LEGAL FRAMEWORK	61
B.	CURRENT REGULATION OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS	72
C.	COURT DECISIONS ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE	83
PART 5:	BC POLICE DEPARTMENTS' POLICIES ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE	89
A.	INTRODUCTION	93
B.	THE USE OF FORCE CONTINUUM	94
C.	POLICIES ON USE OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS	104
D.	CONCLUSIONS	116
PART 6:	TRAINING ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE	119
A.	INTRODUCTION	123
B.	TRAINING MATERIALS	123
C.	ASPECTS OF TRAINING	125
D.	CONCLUSIONS	141

TABLE OF CONTENTS

PART 7: INCIDENCE OF CONDUCTED ENERGY WEAPON USE IN BRITISH COLUMBIA.....	145
A. INTRODUCTION.....	149
B. THE INTRODUCTION OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS	149
C. MUNICIPAL POLICE DEPARTMENTS	151
D. ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE.....	169
E. TRANSIT AUTHORITY POLICE.....	171
F. PROVINCIAL SHERIFF SERVICES	171
G. PROVINCIAL CORRECTIONS BRANCH	175
PART 8: RECENT REPORTS ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE	181
A. RECENT REPORTS ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE.....	185
PART 9: MEDICAL RISKS	213
A. INTRODUCTION.....	217
B. CARDIAC RISKS	219
C. RESPIRATORY RISKS	242
D. METABOLIC RISKS	245
E. MENTAL ILLNESS	246
F. SUBJECTS WITH OTHER VULNERABILITIES	264
G. RISKS ASSOCIATED WITH HOW THE WEAPON IS USED	266
H. THE IMPACT OF WEAPON USE ON INJURIES AND FATALITIES.....	272
PART 10: RECOMMENDATIONS.....	285
A. INTRODUCTION.....	289
B. GUIDING PRINCIPLES	289
C. DO WE HAVE ENOUGH INFORMATION ABOUT CONDUCTED ENERGY WEAPONS?	291
D. SHOULD BC ALLOW USE OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS?.....	293
E. THRESHOLDS FOR USE	294
F. MULTIPLE DEPLOYMENTS	311
G. OTHER PRECAUTIONARY MEASURES.....	314
H. PROVINCIAL REGULATION	318
I. TRAINING AND RE-TRAINING	319
J. CERTIFICATION AND TESTING OF CONDUCTED ENERGY WEAPONS.....	321
K. REPORTING ON CONDUCTED ENERGY WEAPON USE.....	325
L. THE NEED FOR FURTHER RESEARCH	329
M. FUTURE REVIEW.....	332

TABLE OF CONTENTS

PART 11: RCMP COMPLIANCE WITH PROVINCIAL REGULATION	335
---	-----

APPENDICES	341
------------------	-----

A. Terms of Reference	343
B. List of Submitters	345
C. Bibliography for Part 9: Medical Risks.....	349
D. Provincial Standards for Municipal Police Departments in British Columbia	359
E. British Columbia Law Enforcement Agencies: Comparisons of Use-of-Force and CEW Policies	363
F. British Columbia Law Enforcement Agencies: Comparisons of CEW Training Policies and Practices	397
G. Use of CEW by Municipal Police Agencies in BC	457
H. Use of CEW by the Sheriff Services in BC	505
I. Use of CEW by Provincial Corrections in BC.....	523

GLOSSARY	543
----------------	-----

LIST OF TABLES

Table 1: Delivered charge of M26 and X26 models.....	56
Table 2: Abnormal electrical characteristics of tested X26 weapons.....	79
Table 3: Municipal police departments in British Columbia	93
Table 4: Inventory of CEWs by municipal police department, by year	154
Table 5: Ratio between policing agencies' authorized strength and number of conducted energy weapons in their inventory.....	155
Table 6: Frequency of conducted energy weapon deployment	158
Table 7: Per capita CEW deployment by municipal police departments (2006).....	160
Table 8: Types of incidents resulting in conducted energy weapon deployment	161
Table 9: Subject behaviours/actions	162
Table 10: Instances of single mode of deployment.....	163
Table 11: Method of CEW use by highest level of subject resistance	166
Table 12: Number of weapons in use and number of weapon incidents, 2001-2007	173
Table 13: Severity of injuries associated with conducted energy weapon use	278
Table 14: In-custody deaths per 100,000 arrests, before and after deployment of conducted energy weapons	281

LIST OF GRAPHS

Graph 1: Increase in CEWs and CEW deployments, 1998-2007	157
Graph 2: Increase in CEW deployments for four municipal police departments.....	159

TABLE OF CONTENTS

Graph 3: Arrest-related officer injuries in Vancouver Police Department 273

Graph 4: Ratio of number of VPD officer injuries to authorized strength 274

Graph 5: WorkSafe BC injury claims by police officers 275

Graph 6: WorkSafe BC injury claims by correctional service officers 275

Graph 7: WorkSafe BC injury claims by sheriffs and bailiffs 276

Graph 8: Number of police-shooting deaths in British Columbia 280

Graph 9: Number of police-shooting deaths in British Columbia, per capita 280

LIST OF DIAGRAMS

Diagram 1: National Use of Force Framework 95

Diagram 2: Incident Management/Intervention Model 99

Diagram 3: Revised Incident Management/Intervention Model 102

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
 Department: Training
 Version: 2.0
 Release Date: 10/12/2009



New Medical Research Disproves the Acidosis Theory of Liability Used in the Heston Case

TASER ECD Does not Cause Dangerous Levels of Acidosis

Background. TASER International periodically provides updates on medical research findings regarding the physiologic effects of electronic control devices (ECDs) on human and animal subjects. This Training Bulletin contains the most recent research findings as of the date of release.

Synopsis

Law enforcement personnel are frequently called upon to deal with individuals in crisis who are physiologically compromised and are at a heightened risk of serious injury or death, regardless of actions taken by law enforcement. In addition, the restraint and arrest process can introduce additional physiologic changes that may worsen a person's baseline physiology. These changes may include significant acidosis, cardiac arrest, or other medical conditions.

Acidosis:

- Recent human medical research determined that muscle contractions from TASER ECD exposures for up to 10 and 15 seconds in rested human subjects resulted in minimal increases in acidosis that did not approach a dangerous level and was clinically not noticed by the test subjects.
- This research also showed that application of a TASER device for up to 15 seconds to an exerted, already acidotic person did not worsen the acidosis that was already present.
- This medical research disproves the "straw that broke the camel's back theory" of worsening acidosis that theorizes that the physiologic effect from a TASER device discharge on an already acidotic person was an added acidosis "straw" that contributed to death from acidosis. This was essentially the theory of liability used in the *Betty Lou Heston, et al. v. City of Salinas, et al.* (CA) lawsuit. This new research reveals the flaws in this jury verdict since application of a TASER device for up to 15 seconds to an exerted, already acidotic person did not worsen the acidosis that was already present.
- In comparing volitional actions by the individual, the top two worst things that a criminal suspect could do with regard to acidosis are resist and flee – in that order. These two volitional actions produce profound metabolic acidosis that can make the suspect very ill (in addition to any other volitional behaviors that they may have undertaken such as abuse of illicit drugs or consuming a significant amount of alcohol). When compared with a TASER device application, this research data indicates that a continued, prolonged resistive struggle or a foot chase is more dangerous.
- The TASER device, with a good probe spread may represent the best option that will allow quick restraint and EMS care.

Cardiac:

- Human research has shown that the immediate induction of ventricular fibrillation, an arrhythmia that can be fatal without intervention, by the direct electrical effects of the TASER X26 on the normal adult heart is unlikely and that the induction of delayed cardiac arrest by this mechanism is extremely unlikely.
- Researchers have concluded that the a close distance between the ECD dart and the heart is the primary factor in determining whether an ECD will affect the heart. This risk is judged to be extremely low in field use.

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
 Department: Training
 Version: 2.0
 Release Date: 10/12/2009



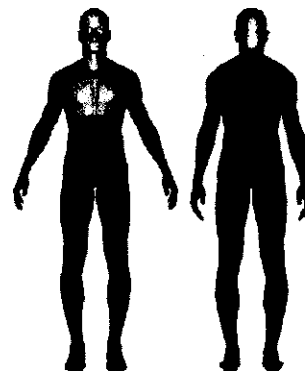
Electronic Control Device
 • Can temporarily incapacitate target
 • Can cause injury
 • May cause pain, discomfort and all loss
 • Carry with you and follow training materials and recommendations
 • See www.TASER.com

- The risk of an adverse cardiac event related to a TASER ECD discharge is deemed to be extremely low. However, it is not possible to predict nor test against the entire spectrum of potential human physiologies or conditions such as unpredictable combinations of drugs of unknown concentration or origin in the presence of underlying cardiac or other disease. Furthermore, a law enforcement officer will have no means to diagnose these factors in any event.
- Sudden Cardiac Arrest (SCA) is a leading cause of death in the United States, claiming an estimated 325,000 lives each year. These deaths occur on golf courses, in airports, during physical exertions, from startle or other stimuli, or just about anywhere. Should Sudden Cardiac Arrest occur in a scenario involving a TASER discharge to the chest area – it would place the law enforcement agency, the officer, and TASER International in the difficult situation of trying to ascertain what role, if any, the TASER ECD could have played in a unique situation that cannot be replicated in human clinical safety evaluations. In order to reduce the risk of such an event, and in light of the fact that frontal applications of TASER ECDs have been found to be more effective when the probes are targeted at the lower torso (engaging the balancing muscles of the pelvic triangle) we have lowered the recommended point of aim from the center of mass to the lower center of mass for frontal discharges. We believe this recommendation will improve the effective use of TASER ECDs while also further increasing safety margins and enhancing the ability to defend such cases in post event legal proceedings.

Overview and Training Implications

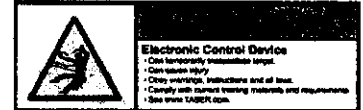
- We have issued a new TASER Targeting Guide that will apply for the new XREP impact munition as well as ECDs such as the X26, M26 and X3.** Note, we have lowered the recommended point of aim from center of mass to lower-center of mass for front shots. The blue highlighted area in the adjacent target man represents the preferred target area. There are three reasons:
 - Simplify targeting for all TASER systems to one easy to remember map, avoiding chest shots when possible and the risk of a head/eye shot in a dynamic situation, as is standard for impact munitions
 - When possible, avoiding chest shots with ECDs avoids the controversy about whether ECDs do or do not affect the human heart.
 - Close-spread ECD discharges to the front of the body are more effective when at least one probe is in the major muscles of the pelvic triangle or thigh region.

Preferred Target Areas in Blue



Back shots remain the preferred area when practical.

- When dealing with exhausted individuals or persons exhibiting symptoms of distress or agitated/excited delirium:**
 - Once officers engage in capture procedures, it is important to minimize the duration of the physical struggle.** New research shows that physical struggle, simulated by punching a heavy bag at full intensity, can cause acidosis that can reach dangerous levels in only 45 seconds of intense exertion, starting from a resting state. Accordingly, officers engaging subjects in a physical struggle or in an exhaustive state should develop a plan to capture and restrain the subject as expeditiously as possible to minimize



Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
Department: Training
Version: 2.0
Release Date: 10/12/2009



Electronic Control Device

- Can temporarily incapacitate target
- Can cause injury
- Obey warnings, instructions and all laws
- Comply with current training materials and requirements
- See www.taser.com

Medical Research Update Details

Recent human medical research continues to affirm the general safety of TASER® electronic control devices (ECDs or devices).¹ In 2008 alone, over 30 new medical studies were published in paper, abstract, or poster form on TASER technology. Some of these studies presented ground breaking research in the areas of human physiological changes and cardiac safety. In addition, several new ECD field-use epidemiological studies were published.² Dr. James Jauchem published a new article on deaths in custody³ focusing on excited delirium and ECDs.⁴ Two new books were published, one solely dedicated to ECDs⁵ and one with a significant chapter on ECDs.⁶ Some of these studies provided substantial evidence confirming generally held beliefs regarding the effects of law enforcement force and restraint in the areas of human physiological changes and cardiac safety.

Physiologic Changes⁷

Law enforcement personnel are frequently called upon to deal with individuals in crisis who are physiologically compromised⁸ and are at a heightened risk of serious injury or death. The restraint and arrest process can introduce additional physiologic changes that may worsen a person's baseline physiology. These changes may include significant acidosis, cardiac arrest, or other medical conditions⁹. Recent US Bureau of Justice Statistics showed 2,002 US arrest-related deaths for the period 2003-2005; 55% of which were homicides, 13% involved drugs or alcohol, and 0.1% involved use of a baton or TASER device.

A. Acidosis

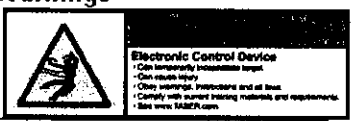
Acidosis refers to a condition of decreasing pH (usually measured in blood plasma). Although numerous conditions can cause acidosis, law enforcement personnel commonly confront individuals who are susceptible to developing acidosis because of the individual's behaviors that may include: illicit or prescription drug use, intoxication, agitation, delirium, physical exertion, fighting, resisting arrest and restraint, or fleeing from officers. Many of these behaviors occur in combination and may be additive.

Acidosis is a condition that occurs across a spectrum. While both a pH of 7.35 and 6.20 indicate an acidotic state; these 2 pH levels are clinically very different. The lower value of 6.20 is likely to be lethal and the upper value of 7.35 would likely not even be physically noticeable to an individual. An individual can be acidotic (by definition) but NOT be in any danger physiologically. For instance, briskly walking up flights of stairs would make most people acidotic, but would not put one in any medical danger.

Recent human medical research investigated the physiologic health risks associated with physical exertion similar to resisting arrest or fleeing from police officers, as well as, those risks associated with certain law enforcement control tools. The three law enforcement control tools tested for their effects on causing acidosis were law enforcement canine for capture and restraint, oleoresin capicum (OC) spray exposure to the face and neck, and TASER ECD exposure for 10 and 15 seconds to the torso. The researchers measured acidosis changes associated with the above physical exertion and police tools and found the following:

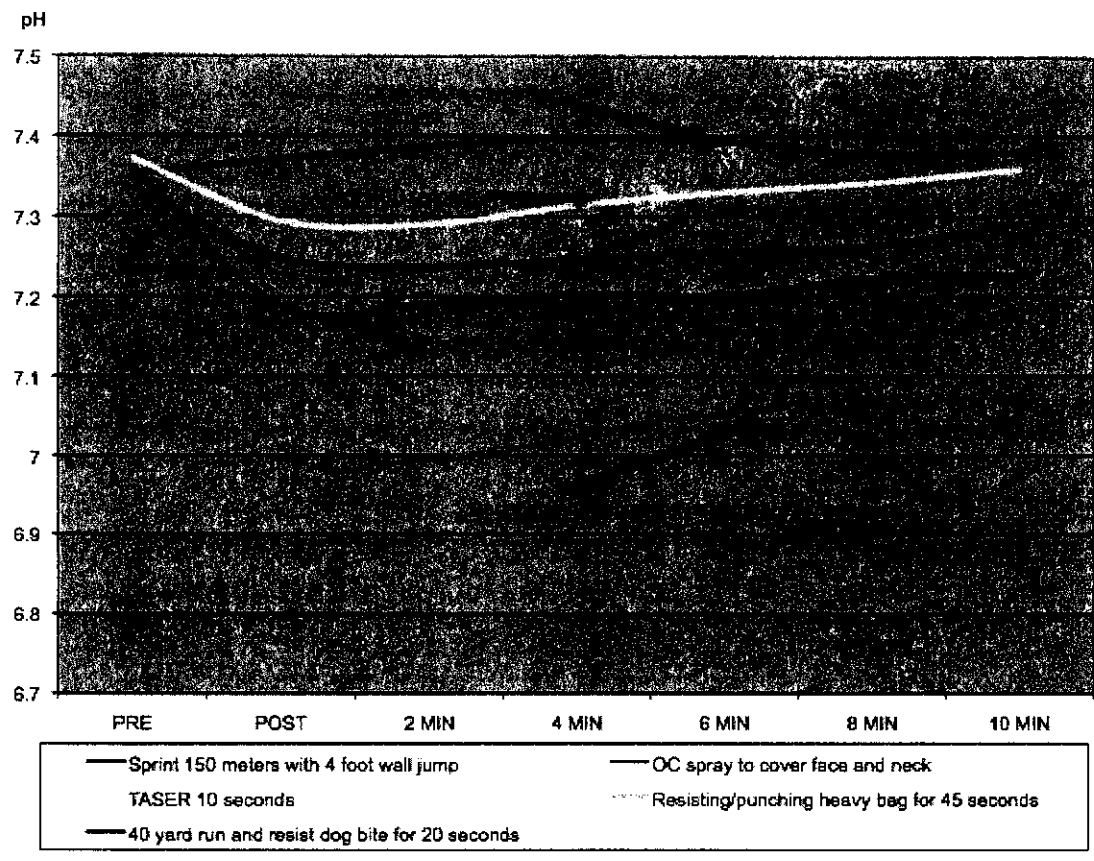
- Muscle contractions from TASER device exposures for up to 10 and 15 seconds in **rested** human subjects resulted in minimal increases in acidosis that did not approach a dangerous level and was clinically not noticed by the test subjects.
- Physical activity similar to fighting and resisting or fleeing from law enforcement produced the worst and most clinically significant acidosis. This volitional activity was clearly the most potentially harmful from a physiologic standpoint and the test subjects clinically felt ill following this activity.
- Canine takedown and restraint had the highest increase of acidosis levels of the **law enforcement tools tested**.
- OC spray had the least increase in acidosis levels of the **law enforcement tools tested**. This was expected since TASER device application stimulates muscles and OC spray does not. The researchers opined that since OC spray does not usually incapacitate a focused person or a person intoxicated on drugs or alcohol, **the fight or flight is likely to continue and may result in**

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
Department: Training
Version: 2.0
Release Date: 10/12/2009



worsening acidosis. It is likely that OC spray, while not directly causing acidosis, could indirectly make it worse.

Following is a pH graph that depicts these results. The least amount of decrease in pH is the safest.



Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings

Department: Training

Version: 2.0

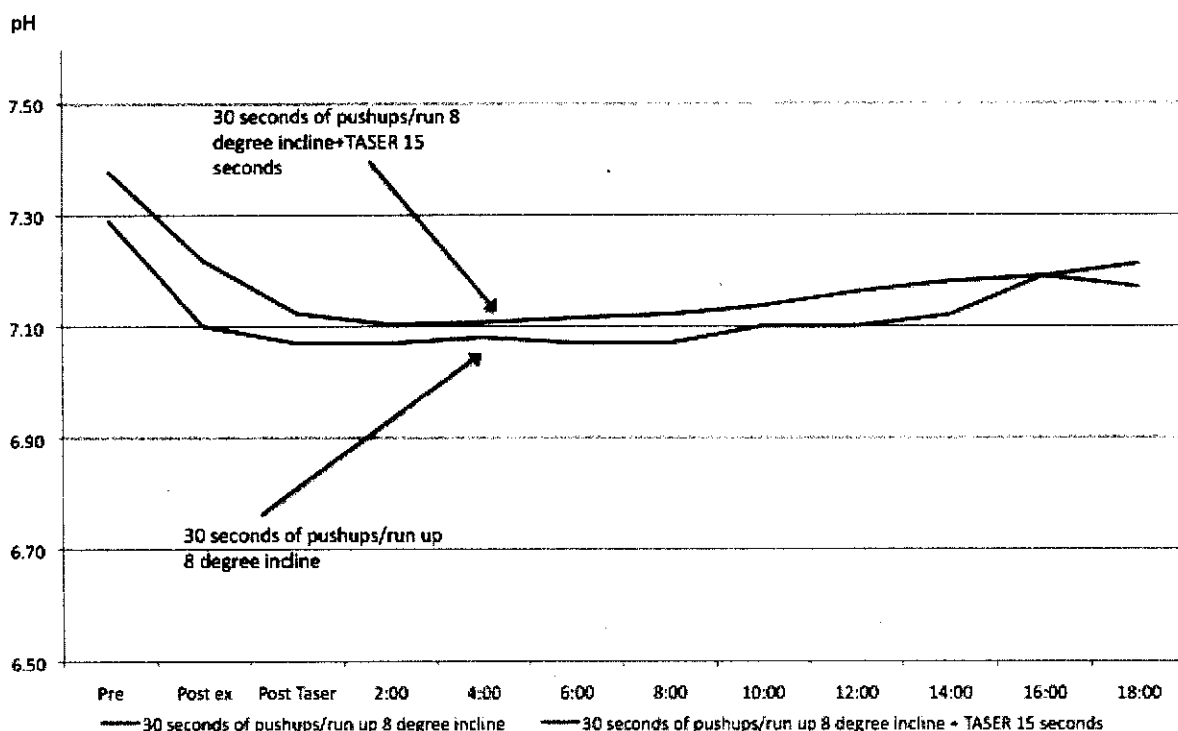
Release Date: 10/12/2009



Electronic Control Device

- Can temporarily incapacitate target
- Can cause injury
- Only wearers, instructors and all laws
- Comply with current training materials and requirements
- See www.taser.com

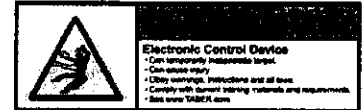
- Recent human medical research also investigated the physiologic health risks associated with a TASER discharge on an already acidotic person. **This research showed that application of a TASER device for up to 15 seconds to an exerted, already acidotic person did not worsen the acidosis that was already present.** The following graph depicts these test results:



- This medical research disproves the “straw that broke the camel’s back theory” of worsening acidosis that theorizes that the physiologic effect from a TASER device discharge was an added acidosis “straw” that contributed to death from acidosis. This was essentially the theory of liability used in the *Betty Lou Heston, et al. v. City of Salinas, et al.* (CA) lawsuit which resulted in a jury finding that the TASER device contributed 15% to Heston’s death while his own actions, which included methamphetamine intoxication, prolonged physical exertion and resisting arrest; contributed 85% to his death. This new research reveals the flaws in this jury verdict since application of a TASER device for up to 15 seconds to an exerted, already acidotic person did not worsen the acidosis that was already present.

In comparing volitional actions by the individual, the top two worst things that a criminal suspect could do with regard to acidosis are resist and flee – in that order. These two volitional actions produce profound metabolic acidosis that can make the suspect very ill (in addition to any other volitional behaviors that they may have undertaken such as abuse of illicit drugs or consuming a significant amount of alcohol). When compared with a TASER device application, this research data indicates that a continued, prolonged resistive struggle or a foot chase is more dangerous. It appears that it is these physical actions of resisting and fleeing that will most worsen acidosis. While the scientific studies were able to demonstrate this profound effect on acidosis with only 45 seconds of exertion, many arrest-related struggles last much longer.

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
Department: Training
Version: 2.0
Release Date: 10/12/2009



Based on the research data referenced above, by the time the officers arrive, many suspects are already significantly acidotic from their own volitional actions – likely with lower pH levels resulting in an increased chance of injury, worsening condition, or possibly death, independent of any other action taken by the police officers. Potential danger exists in allowing the suspect to continue with agitated or resistive behavior. Prolonging restraint by allowing a fight or a fleeing situation may only serve to worsen the suspect's condition. The TASER device, with a good probe spread may represent a tool that will allow quick restraint and EMS care.

Human medical tests have, for the most part, been limited to 15-second ECD applications. Recent animal research tested the physiological effects of ECD exposures up to 30 minutes on anesthetized swine and concluded that "The dose does not seem to be cumulative. We did not observe an accumulation of the TASER® [ECD] effect to a 'toxic' level. There was no increased mortality with longer durations of TASER [ECD] exposure".¹⁰

Please see "Attachment A" for a summary of related human medical research.

B. Cardiac

The conclusions of recently published human medical cardiac studies are summarized as follows:

- In summary, this review of the scientific literature suggests that the immediate induction of ventricular fibrillation by the direct electrical effects of the TASER X26 on the normal adult heart is unlikely and that the induction of delayed cardiac arrest by this mechanism is extremely unlikely.¹¹
- Although heart rate increased in some cases, there were no cardiac dysrhythmias, or interval morphology changes in human subjects who received a TASER discharge based on a 12-lead ECG performed immediately before and within 1 minute after a TASER device activation.¹² The cardiac changes were also evaluated in acidotic, exhausted humans and the same conclusion was reached.¹³
- Prolonged 15-second ECD application in a physically exhausted adult human did not cause a detectable change in their 12-lead ECGs. Theories of CEW-induced dysrhythmias are not supported.¹⁴
- A 10-second ECD exposure in an ideal cardiac axis application did not demonstrate concerning tachyarrhythmias using human models. The swine model may have limitations when evaluating ECD technology.¹⁵
- In a resting adult population, the ECD did not affect the recordable cardiac electrical activity within a 24-hour period following a standard 5-second application. The authors were unable to detect any induced electrical dysrhythmias or significant direct cardiac cellular damage that may be related to sudden and unexpected death proximal to ECD exposure. Additionally, no evidence of dangerous hyperkalemia or induced acidosis was found. The authors recommended further study in the area of the in-custody death phenomenon to better understand its causes.¹⁶
- Human volunteers exposed to a single shock from a ECD did not develop an abnormal serum troponin I level 6 hours after exposure, suggesting that there was no myocardial necrosis or infarction.¹⁷
- CEW [Conducted Energy Weapon or ECD] exposure produced no detectable dysrhythmias and a statistically significant increase in heart rate. Overall, TASER CEW exposure appears to be safe and well tolerated from a cardiovascular standpoint in this population. This study increases the cumulative

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
Department: Training
Version: 2.0
Release Date: 10/12/2009



Electronic Control Device
 • Can temporarily incapacitate target
 • Can cause injury
 • Only weapons, projectiles and all laws
 • Comply with current warning protocols and measurements
 • See www.TASER.com

human subject experience of CEW exposure with continuous ECG monitoring and includes 28 full 5-s exposures¹⁸.

- Relatively large variations about the X26 operating level were found not to result in fibrillation or asystole¹⁹.
- CEW exposure produced no detectable dysrhythmias and a statistically significant increase in heart rate. Overall, TASER CEW exposure appears to be safe and well tolerated from a cardiovascular standpoint in this population. This study increases the cumulative human subject experience of CEW exposure with continuous ECG monitoring and includes 28 full 5-s exposures²⁰.

Conclusion regarding the potential for cardiac effects: Researchers have been able to demonstrate changes in heart rate and rhythm consistent with cardiac pacing and, in some cases, ventricular fibrillation (VF) in small swine, an arrhythmia that can be fatal without intervention, and have concluded that the close distance between the ECD dart and the heart is the primary factor in determining whether an ECD will affect the heart. The threshold for VF has been estimated to be 12.6 times that for cardiac pacing²¹. This risk is judged to be extremely low in field use. In order to increase the safety margin and since field experience shows that ECD discharges are effective when deployed to the large muscles of the back, abdomen, legs and pelvic triangle, users should aim for the back or (when practical) toward the mid lower abdomen and avoid intentionally targeting the chest area with probe applications to increase effectiveness and avoid the remote potential risk of cardiac effect.

Revised Warnings

Attached are the new Product Warnings which have been updated based on this new human medical research. Go to www.TASER.com for the complete Product Warnings document and glossary of terms for Law Enforcement.

Any questions regarding this Training Bulletin should be directed to the TASER International Training Department at (800) 978-2737 or by email to Training@TASER.com.

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
 Department: Training
 Version: 2.0
 Release Date: 10/12/2009



ATTACHMENT A

Acidosis

- Acidosis is worse from continued exertion when compared to a TASER device application. This does not support an association between TASER device applications and sudden death due to worsening acidosis. It does support a worsening acidosis from continued exertion independent of TASER device application.²²
- The TASER XREP™ projectile is new technology that will be used to control dangerous, agitated or potentially violent persons in the community. It will allow greater law enforcement and suspect safety because of its ability to help control individuals from a greater distance. The initial investigation into the physiologic effect that this device will have on humans with regard to serum biomarkers was done with the unfinished product while under development. Prolonged ECD application with this initial design caused small but statistically insignificant changes in measured serum biomarkers. These small changes would likely result in limited clinical significance. It appears that the tested developmental XREP ECD represents an adequate risk/benefit ratio if used for its intended purpose.²³ Further testing of the final XREP product is now underway.
- There were no clinically significant or lasting statistically significant changes in cardiovascular, electrolyte, lactate or pH levels in human subjects after a 5 second TASER activation.²⁴
- Markers of acidosis and cardiac injury were similar among acidotic subjects who underwent both sham and real prolonged CEW exposure. Prolonged CEW exposure in humans does not appear to have an effect with regard to worsening acidosis that is already present.²⁵
- There were no worrisome changes in measured serum biomarkers. There was a significant decrease in serum lactate after exposure. This data does not support a causal relationship between ECD driven-stun applications and worsening physiology.²⁶
- In this resting adult population, the TASER X26 device did not affect the recordable cardiac electrical activity within a 24-hour period following a standard five-second (s) application. The authors were unable to detect any induced electrical dysrhythmias or significant direct cardiac cellular damage that may be related to sudden and unexpected death proximal to CEW exposure. Additionally, no evidence of dangerous hyperkalemia or induced acidosis was found. Further study in the area of the in-custody death phenomenon to better understand its causes is recommended.²⁷
- Cardio-respiratory and blood parameters were followed before and for 60 min after a 5 s TASER exposure on 21 men and women law enforcement officer volunteers.²⁸
- ...the repeated use of electro-muscular incapacitating devices in a short period of time is, at least, feasible, with the caveat that some medical monitoring of subjects may be required (to observe factors such as lactate and acidosis).²⁹
- Three repeated TASER device exposures had only transient effects on blood factors, which all returned to pre-exposure levels, with the exception of hematocrit (which remained elevated after 3 h). Since the increase in this factor was less than that which may occur after short periods of exercise, it is unlikely that this would be an indicator of any serious harm.³⁰
- Intoxicated adults with prolonged CEW exposure demonstrate small transient increases in measures of acidosis and no change in markers of cardiac injury. The increased acidosis was not clinically significant and self corrected.³¹

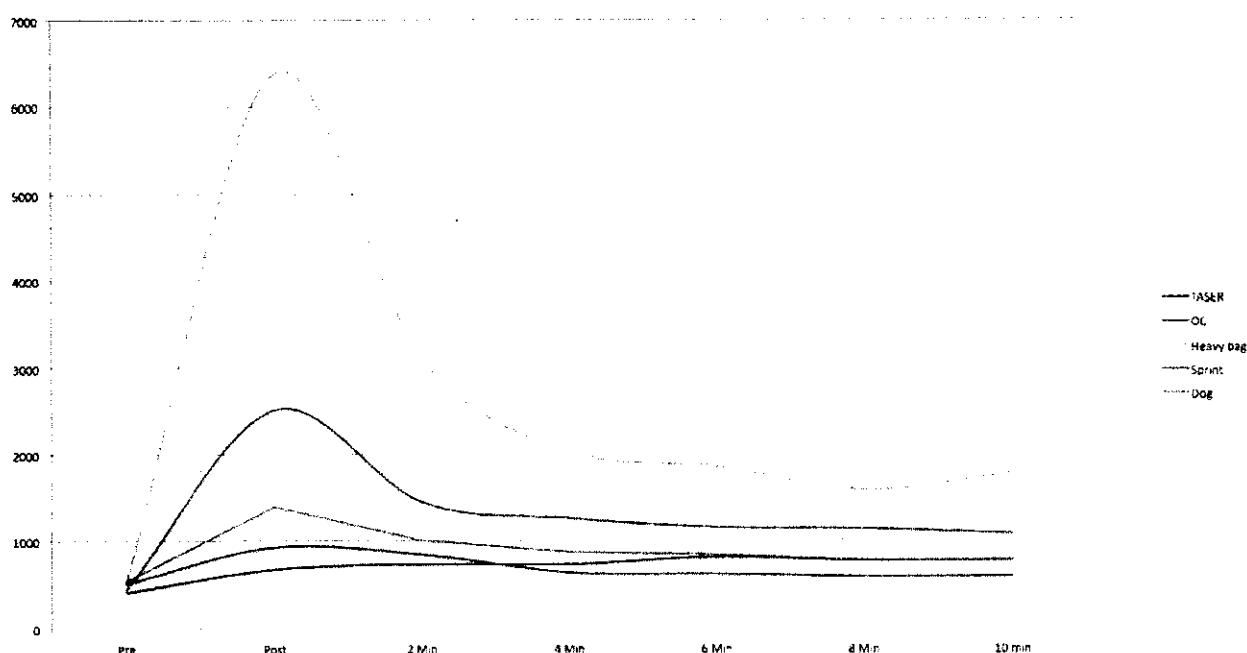
Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
 Department: Training
 Version: 2.0
 Release Date: 10/12/2009



Electronic Control Device
 • Can temporarily incapacitate target
 • Can cause injury
 • Other warnings, instructions and all laws
 • Comply with current training materials and requirements
 See www.TASER.com

Stress

- Alpha-amylase had the greatest increase from baseline at 10–15 min with the defensive tactics drill. Cortisol had the greatest increase at 15–20 min with O.C. spray. Cortisol remained most elevated at 40–60 min in the defensive tactics drill group. Our preliminary data suggests that physical exertion during custodial arrest may be most activating of the human stress response, particularly the sympathetic-adrenal-medulla axis. This may suggest that techniques to limit the duration of this exertion may be the safest means to apprehend subjects, particularly those at high-risk for in-custody death. Conducted electrical weapons were not more activating of the human stress response than other uses of force.³² Please see the following graph:



- A 5-second exposure of a TASER X26 [device] to healthy law enforcement personnel does not result in clinically significant changes of physiologic stress.³³

M26, X3, X26, and Ⓢ are trademarks of TASER International, Inc., and TASER® is a registered trademark of TASER International, Inc., registered in the U.S. All rights reserved. © 2009 TASER International, Inc.

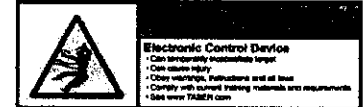
¹ For a complete listing see the most current Electronic Control Device Research Index posted on TASER International, Inc.'s (TASER) website at www.TASER.com.

² Bozeman WP, Hauda WE, 2nd, Heck JJ, Graham DD, Jr., Martin BP, Winslow JE. Safety and Injury Profile of Conducted Electrical Weapons Used by Law Enforcement Officers Against Criminal Suspects. Ann Emerg Med. Jan 21 2009.

³ For more information on excited delirium and custody related death issues see the Custody Related Death Research Index posted on TASER's website at www.TASER.com, and www.incustodydeath.com.

⁴ Jauchem, PhD, James R., Deaths in custody: Are some due to electronic control devices (including TASER® devices) or excited delirium? Journal of Forensic and Legal Medicine, doi:10.1016/j.jflm.2008.05.011.

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings
Department: Training
Version: 2.0
Release Date: 10/12/2009



- ⁵ Mark W. Kroll (Editor), Jeffrey D. Ho (Editor). TASER® Electronic Control Devices: Physiology, Pathology, and Law. Springer.
- ⁶ Edited by Raymond M. Fish and Leslie A. Geddes, Lawyers & Judges Publishing Company, Inc. Electrical Injuries: Medical and Bioengineering Aspects, Second Edition, Chapter 42: TASER Electronic Control Devices.
- ⁷ "Physiologic changes" include, but are not limited to, changes in: heart rate; heart rhythm; stress hormones or other biochemical neuromodulators (e.g., catecholamines); respiration; adrenergic states; tissue temperature; myoglobin; potassium; creatine kinase; lactic acid, or pH.
- ⁸ "Physiologically compromised" include those persons whose lives in rare circumstances may be at risk of arrest-related death due to excited or agitated delirium, acidosis, cardiac arrest, serotonin syndrome, neuroleptic malignant syndrome, sudden unexpected death in epilepsy, catecholamine release or buildup, compromised cardiac or pulmonary conditions, sickle cell compromise, and drug or alcohol use or withdrawal.
- ⁹ Such as hyperkalemia, rhabdomyolysis, apnea, increased adrenergic states, or hypercarbia.
- ¹⁰ Hughes E, Kennett M, Murray W, Werner J, Jenkins D. *Electro-Muscular Disruption (EMD) bioeffects: A study of the Effects of Continuous Application of the TASER X26 Waveform on Swine*: Penn State University Institute for Non-Lethal Defense Technologies; Nov 30 2007.
- ¹¹ Raymond Ideker, MD, PhD and Derek J. Dossdall, PhD; Can the Direct Cardiac Effects of the Electric Pulses Generated by the TASER X26 Cause Immediate or Delayed Sudden Cardiac Arrest in Normal Adults? *The American Journal of Forensic Medicine and Pathology*, Vol 28, No. 3, September 2007.
- ¹² Vilke GM, Sloane C, Levine S, Neuman T, Castillo E, Chan TC. Twelve-lead electrocardiogram monitoring of subjects before and after voluntary exposure to the TASER X26. *Am J Emerg Med*. Jan 2008;26(1):1-4.
- ¹³ Ho JD, Dawes DM, Heegaard WG, Calkins HG, Moscatti RM and JR Miner. Absence of Electrocardiographic Change Following Prolonged Application of a Conducted Electrical Weapon on Physically Exhausted Adults. *J Emerg Med*, 2009;In Press.
- ¹⁴ Ho J, Dawes D, Calkins H, Johnson M. Absence of Electrocardiographic Change Following Prolonged Application of a Conducted Electrical Weapon in Physically Exhausted Adults. *Acad Emerg Med* 2007;14(5):128-129.
- ¹⁵ Ho JD, Dawes DM, Reardon RF, et al. Echocardiographic Evaluation of a TASER-X26 Application in the Ideal Human Cardiac Axis. *Acad Emerg Med*. Aug 10 2008.
- ¹⁶ Ho JD, Miner JR, Lakireddy DR, Bultman LL, Heegaard WG. Cardiovascular and physiologic effects of conducted electrical weapon discharge in resting adults. *Acad Emerg Med*. Jun 2006;13(6):589-595.
- ¹⁷ Sloane CM, Chan TC, Levine SD, Dunford JV, Neuman T, Vilke GM. Serum troponin measurement of subjects exposed to the TASER X-26. *J Emerg Med*. Jul 2008;35(1):29-32.
- ¹⁸ Bozeman study Immediate cardiovascular effects of the TASER X26 conducted electrical weapon, W P Bozeman, D G Barnes, Jr, J E Winslow, III, J C Johnson, III, C H Phillips, and R Alson, *Emerg. Med. J.* 2009; 26(8): p. 567-570; <http://emj.bmj.com/cgi/content/abstract/26/8/567?ct=ct>.
- ¹⁹ Beason CW, Jauchem JR, Clark CD, 3rd, Parker JE, Fines DA. Pulse variations of a conducted energy weapon (similar to the TASER X26 device): effects on muscle contraction and threshold for ventricular fibrillation. *J Forensic Sci*. Sep 2009;54(5):1113-1118.
- ²⁰ Bozeman WP, Barnes DG Jr, Winslow JE III, Johnson JC III, Phillips CH, Alson R. "Immediate cardiovascular effects of the TASER X26 conducted electrical weapon," *Emerg. Med. J.* 2009, 26; 567-570.

Title: Training Bulletin 15.0 Medical Research Update and Revised Warnings

Department: Training

Version: 2.0

Release Date: 10/12/2009



Electronic Control Device
 • Can temporarily incapacitate target
 • Can cause injury
 • Often misused, mislabeled and ill used.
 • Comply with current training materials and requirements.
 • See www.taser.com

²¹ Raymond Ideker, MD, PhD and Derek J. Dosdall, PhD; Can the Direct Cardiac Effects of the Electric Pulses Generated by the TASER X26 Cause Immediate or Delayed Sudden Cardiac Arrest in Normal Adults? *The American Journal of Forensic Medicine and Pathology*, Vol 28, No. 3, September 2007.

²² Ho, J.D., et al., Can Prolonged TASER X26 Exposure or Continued Exertion Contribute to Sudden Cardiac Death Through Worsening Acidosis? 2009, CardioRhythm, Hong Kong; Dept. of Emergency Medicine, Hennepin County Medical Center, Minneapolis, MN Dept. of Emergency Medicine, Lompoc Valley Medical Center, Lompoc, CA.

²³ Serum Biomarker Effects of Prolonged TASER XREP Device Exposure, Jeffrey D. Ho, MD, Donald M. Dawes, James R. Miner, MD., NAME (National Association of Medical Examiners) 2008 Annual Conference (Louisville, Kentucky); European Society of Emergency Medicine Scientific Assembly, Munich Germany Sept 2008.

²⁴ Vilke G, Sloane C, Bouton K, et al. Cardiovascular and Metabolic Effects of the TASER on Human Subjects. *Acad Emerg Med* 2007;14(5):104-105.

²⁵ Ho J, Dawes D, Bultman L, et al. Physiologic Effects of Prolonged Conducted Electrical Weapon Discharge on Acidotic Adults. *Acad Emerg Med* 2007;14(5):63.

²⁶ Ho JD, Dawes DM, Lapine AL, et al. PROLONGED TASER® "DRIVE-STUN" EXPOSURE IN HUMANS DOES NOT CAUSE WORRISOME BIOMARKER CHANGES Hennepin County Medical Center: National Association of EMS Physicians; 2008.

²⁷ Ho JD, Miner JR, Lakireddy DR, Bultman LL, Heegaard WG. Cardiovascular and physiologic effects of conducted electrical weapon discharge in resting adults. *Acad Emerg Med*. Jun 2006;13(6):589-595.

²⁸ Bouton K, Vilke G, Chan T, et al. Physiological Effects of a Five Second TASER Exposure. San Diego State University San Diego Heart Institute: Society for Academic Emergency Medicine; 2007.

²⁹ Jauchem JR, Sherry CJ, Fines DA, Cook MC. Acidosis, lactate, electrolytes, muscle enzymes, and other factors in the blood of *Sus scrofa* following repeated TASER exposures. *Forensic Sci Int*. Aug 10 2006;161(1):20-30.

³⁰ Jauchem JR, Cook MC, Beason CW. Blood factors of *Sus scrofa* following a series of three TASER® electronic control device exposures. *Forensic Sci Int*. Jul 12 2007.

³¹ Moscati R, Ho J, Dawes D, et al. Physiologic Effects of Prolonged Conducted Electrical Weapon Discharge on Intoxicated Adults. *Acad Emerg Med* 2007;14(5):63-64.

³² Dawes D, Ho J, Miner J. The neuroendocrine effects of the TASER X26: a brief report. *Forensic Sci Int*. Jan 10 2009;183(1-3):14-19.

³³ Vilke GM, Sloane CM, Bouton KD, et al. Physiological Effects of a Conducted Electrical Weapon on Human Subjects. *Ann Emerg Med*. Aug 23 2007.



TASER® X3™, X26™, and M26™ ECD Warnings, Instructions, and Information: Law Enforcement



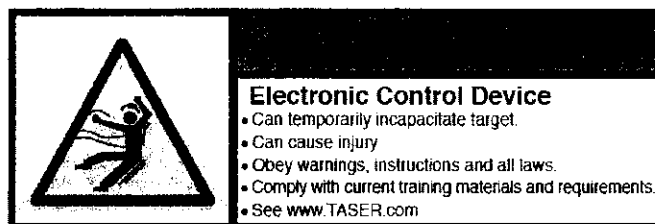
IMPORTANT ECD PRODUCT SAFETY AND HEALTH INFORMATION

These safety warnings are for your protection as well as the safety of others. Disregarding this information could result in death or serious injury.¹

Complete Training First. Significant differences exist between each of the TASER International, Inc. ("TASER") Electronic Control Device ("ECD") models. Do not Use² or attempt to Use any ECD model unless you have been trained and certified by a Certified TASER Instructor³ on that particular model.

Read and Obey. Read, study, understand, and follow all instructions, warnings, information, training bulletins and TASER training materials⁴ before Using the ADVANCED TASER® M26™ ECD, TASER X3™ ECD, or TASER X26™ ECD. Failure to comply with these instructions, warnings, information, training bulletins, and TASER training materials could result in death or serious injury to the User, force recipient, and others.

Obey Applicable Laws. Use the ECD only in accordance with applicable federal, state, local laws and other regulations or legal requirements. Your law enforcement agency's Guidance⁵ must also be followed.⁶ Any Use of an ECD must be legally justifiable. Resistance to law enforcement interaction incurs substantial risk of death or serious injury and subjects who resist law enforcement assume all such risks of death or serious injury.



This warning label appears on newer ECD models.

These warnings are effective September 30, 2009, and supersede all prior revisions and relevant Training Bulletins. The most current warnings are online at www.TASER.com.

SCOPE AND PURPOSE

This document presents important safety warnings, instructions, and information intended to reasonably minimize hazards associated with ECD deployment, intended Use, side effects, and environment of Use.

Confronting, apprehending, capturing, controlling, restraining, incapacitating, and taking persons into custody are high risk events that could result in death or serious injury.

¹ These warnings are state of the art but cannot address all possible ECD application circumstances or permutations. They are intended to inform Users about reasonably foreseeable potential risks of harm. The decision to Use the ECD in a particular manner or circumstance must follow applicable legal standards. These warnings do not create a standard of care. Herein, the singular is also the plural, the plural includes the singular, and the masculine is also the feminine.

² The terms "Use," "Used," "Using," or "User" include, but are not limited to: acquiring; accessing; entrusting; providing; possessing; storing; handling; manipulating; carrying; holstering; drawing; brandishing; displaying; deploying; utilizing; drive-stunning; using alligator or other types of clips or attachments; or discharging an ECD.

³ A Certified TASER Instructor possesses and maintains a current TASER instructor certification for the specific product model they are teaching, demonstrating, or Using and is required to be fully compliant with TASER's most current training requirements and materials.

⁴ Current TASER Instructor Training materials may be obtained by contacting TASER's Training Department.

⁵ Law enforcement agencies are force and force tools experts and are solely responsible for their own Guidance. "Guidance" includes, but is not limited to, policy, procedure, rule, order, directive, training, continuum, and standard. TASER has no power or authority to mandate or require Guidance, set policy, or establish standards of care or conduct.

⁶ Law enforcement agencies, government entities, and Users are sophisticated purchasers, sophisticated users, and learned intermediaries with respect to law enforcement weapons (including ECDs), force, force use, legality of force use, and reporting.



**TASER® X3™, X26™, and M26™
ECD Warnings, Instructions, and
Information: Law Enforcement**



When lawfully Used as directed, ECDs are designed in probe-deployment mode to temporarily incapacitate a person from a safer distance than some other force options, while reducing the likelihood of death or serious injury. Any use of force, physical exertion, capture, control, restraint, or incapacitation involves risks that a person may get hurt or die.⁷

Within this document certain safety signals and signal words are used to call attention to safety messages:



The safety alert symbol is used to alert Users to potential injury hazards. ALWAYS Obey all safety messages that follow this symbol to reasonably minimize the risk of death or serious injury when the ECD is Used and to enhance safe operation of the ECD.

The signal word WARNING indicates a hazardous situation which, if not avoided or heeded, could result in death or serious injury. It is intended to direct the User's attention to hazards that may not be obvious, but may be reasonably mitigated by heeding training and instructions, or avoiding certain actions, circumstances, or behaviors, thereby improving the safety of the ECD. WARNINGS may be followed by instructions and information integral to the WARNING.

SAFETY INFORMATION: GENERAL PRECAUTIONS

Unintentional Deployment Hazard. Unintentional ECD activation could result in death or serious injury to the User, force recipient, and others. Follow and comply with the following instructions to reduce the risk of unintentional Use, deployment, or activation.

Store in a Secure Location. Store ECDs, cartridges, and accessories in secure locations inaccessible to children and other unauthorized persons to prevent inappropriate Use, which may result in death or serious injury to the User, other persons, or animals. ECDs, cartridges, and accessories are not toys.

Use of ECD Safety. Always place the ECD safety switch in the down (SAFE) position when not in Use. Remember to place the ECD safety switch in the up (ARMED) position when you intend to Use the ECD.

Assume ECD is Loaded. Always assume that an ECD is loaded and capable of discharging. To avoid unexpected discharge, ensure that no live cartridge is in the ECD when inserting: a battery; CDPM™, DPM™, EPM™, TPM™, or XDPM™ battery pack; TASER CAM™ recorder; or while performing spark tests (except when spark testing the X3 ECD), maintenance, data downloading, or battery charging.

Be Aware of ECD Deployment Mode. Keep your finger off the trigger until it is legally justifiable to use the ECD. Be aware of the deployment mode (manual or semi-automatic) set on the X3 ECD before discharging that ECD.

Keep Body Parts away from Front of ECD or Cartridge. Keep your hands and body parts away from the front of the ECD and cartridge, unless instructed otherwise. A discharging ECD or cartridge could result in serious injury.

Avoid Static Electricity. Keep the cartridge away from sources of static electricity. Static electricity can cause the ECD or X26 or M26 cartridge to discharge unexpectedly, which could result in serious injury.

Beware of Electronic Equipment Interference. Interference from electronic transmission equipment in close proximity to the ECD could interfere with the proper operation of the ECD and cause the ECD to discharge. Keep the ECD at least several inches away from other electronic equipment. Place the ECD safety switch in the down (SAFE) position whenever it is immediately adjacent to electronic equipment (including transmitting radios and cell phones). Remember to place the ECD safety switch in the up (ARMED) position prior to attempting Use.

⁷ "Almost every use of force, however minute, poses some risk of death." *Garrett v. Athens-Clarke County*, 378 F.3d 1274, 1280, n.12 (11th Cir. 2004).



**TASER® X3™, X26™, and M26™
ECD Warnings, Instructions, and
Information: Law Enforcement**



Avoid Dropping ECD or Cartridge. If an ECD or cartridge is dropped or damaged it may unintentionally deploy or discharge, become inoperable, or fail to function, making it unsafe for continued use. If an ECD or cartridge has been dropped or damaged, refer to the procedure recommended in the current version of the TASER Instructor Training materials.

Failure to maintain an ECD as instructed may cause the ECD to malfunction or fail to function optimally and could result in death or serious injury. Follow and comply with the following instructions to reduce the risk of ECD malfunction, including failure.

Damaged ECD or Cartridge. Do not use a cartridge with a missing blast door unless facing an immediate threat. ECD repair or modification by an unauthorized person may cause the ECD to fire or malfunction, will void the warranty, and may put the User or other person at risk of death or serious injury.

Update ECD Software. Some ECDs, including the TASER X26 and X3, have the capability for software updating. It is important to acquire, update, and maintain the latest ECD software update. Current ECD software may be obtained by contacting TASER's Customer Service Department or following instructions at the EVIDENCE.COM™ site.

Use Only TASER-Approved Components, Batteries, Accessories, and Cartridges. The ECD is a sophisticated electronic system. In order to provide proper function, only TASER-approved components, batteries, accessories, and cartridges are to be used with the ECD. Use of anything other than TASER-approved components, batteries, accessories, and cartridges will void the warranty, may cause malfunction, and may put the User or other person at risk of death or serious injury.

Avoid Exposure to Wet Conditions. If the ECD is drenched or immersed in water or other liquid, DO NOT Use the ECD until completing the procedure recommended in the current version of the TASER Instructor Training materials.

SAFETY INFORMATION: ECD DEPLOYMENT AND USE

Perform Spark Test Prior to Each Shift. ECDs must be safely spark tested prior to each shift.

Avoid Misuse. Use an ECD only for its intended purpose, in legally justifiable situations, and in accordance with User's agency's Guidance.

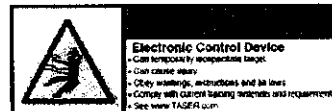
Never Confuse Handgun with ECD. Confusing a handgun with an ECD could result in death or serious injury. **ALWAYS** follow your agency's equipment carrying and holstering location Guidance and training regarding distinguishing between handguns, other weapons, and ECDs.

Be Aware that an ECD or Cartridge may Fail to Fire, Operate, or be Effective. No weapons system, tool, technique, or ECD is always effective. If an ECD, cartridge, or accessory is inoperable, fails to function, or the intended ECD application is ineffective in achieving the desired effect, consider reloading and redeploying, using other force options, disengaging, or using other alternatives according to agency Guidance. The failure of the ECD to fire, operate, or be effective could result in death or serious injury.

Prepare to Redeploy ECD or Use Backup Plan. Always prepare to redeploy the ECD or Use a backup plan. Be familiar with backup plans and acceptable alternatives in the event of ineffective deployment.



**TASER® X3™, X26™, and M26™
ECD Warnings, Instructions, and
Information: Law Enforcement**



Probe or Electrode Injury or Infection Hazard. ECD Use may cause a mark, burn, scar, penetration, other skin, or tissue damage or infection. Provide First Aid and medical care as needed.

Scarring. Use of an ECD may cause irritation, puncture, mark, abrasion, rash, burn, keloid, or other scarring that may be permanent. This risk may be increased when using the M26 or X26 in drive-stun mode with the cartridge removed or the X3 ECD in drive-stun mode due to the multiple sets of electrical contacts. The nature and severity of these effects depends on the area of exposure and method of application, individual susceptibility, and other circumstances surrounding ECD Use, exposure, and after care.

Penetration Injury. The TASER probe has a small dart point which may cause a penetration injury to blood vessel, or internal organ (including lung, bone, or nerve). The probe or dart point (which may detach) can also puncture or become embedded into a bone, organ, or tissue, which may require immediate medical attention, surgical removal, or may result in scarring, infection, or other serious injury.

Penetration Injury Care. Injury due to penetration of the probe or dart point into a blood vessel, organ, nerve, or bone may require medical attention. A probe, dart point, or barb embedded in a sensitive area such as the eye, the genital area, breast, neck, throat, or vascular structure may cause serious injury and may require special medical attention and further evaluation.

Probe Removal. Probe removal may cause injury. Leaving a probe in the body may result in pain or injury. Follow your agency's Guidance and biohazard protocols for probe removal. In the case of embedment, organ or bone penetration, or probe, dart point, or barb detachment, immediate medical attention and possible surgical removal may be required.

Skin, Wound, or Infection Treatment. ECD Use may cause a skin irritation, puncture wound, abrasion, mark, rash, burn, keloid or other scar which may require medical attention and may be permanent. As with any injury of this type, infection or tetanus may occur in some circumstances.

Biohazards. Utilize appropriate biohazard protocols and personal protective equipment including Body Substance Isolation procedures, gloves, masks, and washing of hands and exposed areas as necessary. Follow your agency's Guidance and appropriate biohazard, waste, and evidence protocols when dealing with biohazards.

Untethered Discharged Probe. In probe deployment, it is possible that a discharged probe that does not impact a subject or target may become untethered from the wire and travel a significant distance. A loose, untethered probe can cause serious injury.

Eye Injury Hazard. If a TASER probe, electrode or electrical discharge contacts or comes into close proximity to an eye it could result in serious injury, including permanent vision loss. DO NOT intentionally aim an ECD at the eye of a person or animal without justification.

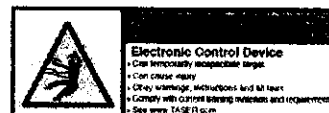


LASER light could result in serious eye injury. The ECD uses a LASER as a targeting aid. Avoid intentionally aiming the LASER at the eye of a person or animal without justification. NEVER aim the LASER at aircraft.

Sensitive Body Part Hazard. When possible, avoid intentionally targeting the ECD on sensitive areas of the body such as the head, throat, chest/breast, or known pre-existing injury areas without legal justification. The preferred target areas are the lower center mass (below chest) for front shots and below the neck area for back shots.



**TASER® X3™, X26™, and M26™
ECD Warnings, Instructions, and
Information: Law Enforcement**



Minimize Repeated, Continuous, or Simultaneous⁸ Exposures. Reasonable efforts should be made to minimize the number of ECD exposures. ECD Users should use the lowest number of ECD exposures that are objectively reasonable to accomplish lawful objectives and should reassess the subject's resistance level before initiating or continuing the exposure.

Control and Restrain Immediately. Begin control and restraint procedures, including restraining the subject during ECD exposure, as soon as reasonably safe and practical to do so in order to minimize total ECD exposure. The ECD User, and those individuals assisting the User, should avoid touching the probes, wires, and the area between the probes to avoid accidental or unintended shock during ECD electrical discharge.

Incapacitation, Falling, and Startle Hazard. ECD Use may cause muscular contraction, Neuro Muscular Incapacitation ("NMI"), startling, and falling, which could result in death or serious injury.

NMI and Secondary Injuries. An ECD may cause NMI if probes are within sufficient proximity to complete a circuit, with sufficient spread, and an adequate circuit is completed and maintained rendering the subject temporarily unable to control movement and may cause a fall. Also, ECD use may cause a startle response. This loss of control or startle may increase risk of death or serious injury resulting from loss of balance, fall, change in momentum, drowning, or loss of control of any mode of transportation, conveyance, or machinery. Especially at risk is a person who:

- could fall and suffer impact injury to the head or other sensitive area;
- is on an elevated or unstable surface (e.g., tree, roof, ladder, ledge, balcony, porch, bridge, crane, dock, chair, bunk bed, or stair);
- is less able to catch or protect self in a fall (e.g., restrained, handcuffed, incapacitated, or immobilized);
- could fall on a sharp object (e.g., holding a knife or other edged weapon or sharp object on ground);
- is running, in motion, or moving under momentum;
- is operating or riding in or on any mode of transportation (e.g., vehicle, bus, bicycle, motorcycle, cart, train, or airplane), conveyance (e.g., escalator, moving walkway, elevator, skateboard, skates, or rollerblades), or machinery;
- is located in water, mud, or marsh environment if the ability to move is restricted; or
- is physically infirm, elderly, or pregnant.

Fire and Explosion Hazard. ECD Use could result in a fire or explosion when flammable gases, fumes, vapors, liquids, or materials are present.

An ECD can ignite explosive and flammable clothing or materials, liquids, fumes, gases, or vapors (e.g., gasoline, vapor or gas found in sewer lines or methamphetamine labs, butane-type lighters, or flammable hair gels). Do not knowingly Use an ECD in the presence of any explosive or flammable substance without legal justification. Note that some self-defense sprays use a flammable carrier, such as alcohol.

SAFETY INFORMATION: ECD KNOWN AND POTENTIAL SIDE EFFECTS

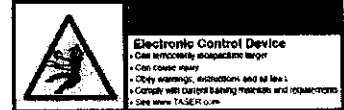
Always follow and comply with all instructions, warnings, information, and current TASER training materials to reasonably minimize the risks associated with possible Use and side effects listed below.

Muscle Contraction or Strain-Related Injury. ECDs can cause strong or moderate muscle contractions that may result in physical exertion, athletic, or sport-type injury, including, but not limited to, injury such as

⁸ "Simultaneous" means delivery to the body of electrical charge by multiple ECDs or multiple completed circuits at the same time.



**TASER® X3™, X26™, and M26™
ECD Warnings, Instructions, and
Information: Law Enforcement**



hernia, rupture, dislocation, tear, or other injury to soft tissue, organ, muscle, tendon, ligament, nerve, bone, or joint. Fracture to bone, including compression fracture to vertebrae, may occur. These injuries may be more serious and more likely to occur in people with pre-existing injuries, conditions or special susceptibilities, which include but are not limited to, known or unknown: pregnancy; osteopenia; osteoporosis; spinal injury; or previous muscle, disc, ligament, joint, bone, or tendon damage or surgery. Such injuries may also occur when a person reacts to the ECD deployment or discharge by making a rapid movement.

Neurocardiogenic Response (Fainting). A person may experience an exaggerated response to an ECD exposure, or threatened exposure, which may result in a person fainting or falling with possible secondary injury.

Seizure. Repetitive stimuli (e.g., flashing light or electrical stimuli) can induce seizure in some people. This risk may be increased in a person with seizure history or if electrical stimuli pass through the head area. This may also result in a person falling with a possible secondary injury.

Stress and Pain. The ECD can cause temporary discomfort, pain, stress, panic, or startle which may be injurious to some people. Anticipation of ECD exposure can cause stress, trepidation, panic, startle, or fear, which may also be injurious to some people.

Physiologic or Metabolic Effects. The ECD can produce physiologic or metabolic effects which include, but are not limited to, changes in: acidosis; adrenergic states; blood pressure; calcium, creatine kinase ("CK"); electrolytes (including potassium), heart rate and rhythm; lactic acid; myoglobin; pH; respiration; stress hormones or other biochemical neuromodulators (e.g., catecholamines). Reasonable effort should be made to minimize the number of ECD exposures and resulting physiologic and metabolic effects. In human studies of electrical discharge from a single ECD of up to 15 seconds, these effects on acidosis, CK, electrolytes, stress hormones, and vital signs have been comparable to or less than changes expected from physical exertion similar to struggling, resistance, fighting, fleeing, or from the application of some other force tools or techniques. Adverse physiologic or metabolic effects may increase risk of death or serious injury.

Higher Risk Populations. ECD Use on a pregnant, infirm, elderly, small child, or low body-mass index (BMI) person could increase the risk of death or serious injury. ECD Use has not been scientifically tested on these populations. The ECD should not be Used on members of these populations unless the situation justifies possible higher risk of death or serious injury.

Physiologically or Metabolically Compromised Persons. Law enforcement personnel are called upon to deal with individuals in crises that are often physiologically or metabolically compromised and may be susceptible to arrest-related death ("ARD"). The factors that may increase susceptibility for an ARD have not been fully characterized but may include: a hypersympathetic state, autonomic dysregulation, capture myopathy, hyperthermia, altered electrolytes, severe acidosis, cardiac arrest, drug or alcohol effects (toxic withdrawal, sensitization to arrhythmias, etc), alterations in brain function (agitated or excited delirium), cardiac disease, pulmonary disease, sickle cell disease, and other pathologic conditions. These risks may exist prior to, during, or after law enforcement intervention or ECD Use, and the subject may already be at risk of death or serious injury as a result of pre-existing conditions, individual susceptibility, or other factors. In a physiologically or metabolically compromised person any physiologic or metabolic change may cause or contribute to death or serious injury. Follow your agency's Guidance when dealing with physiologically or metabolically compromised persons.

Hazardous Substances. The ECD contains components that contain chemicals known to the State of California and others to cause cancer and birth defects or other reproductive harm. Do not disassemble. Refer to your agency's Guidance for proper handling and disposal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de communication sur le cadre de prévention des principaux risques naturels	Ce comité a pour but de mettre de l'avant la stratégie gouvernementale de communication en soutenant les cinq ministères responsables de la mise en œuvre du Cadre de prévention des principaux risques naturels. Les projets peuvent être de deux types, soit les projets prévus à la stratégie (communication générale sur le Cadre de prévention) et les projets spécifiques en lien avec les priorités (projets issus du milieu).	MSP, MAMROT, MDDEP, MTQ, MRNF, Services Québec	100 000 \$	Vidéo présentant la relocalisation possible de résidences de la municipalité de Longue-Rive Encart L'érosion littorale en Gaspésie - Comprendre-Gérer-Agir Pochette : Côtes à côtes face aux risques côtiers : vers un avenir viable pour les communautés du Saint-Laurent

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

64

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe de travail sur le monitoring de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes	Effectuer le monitoring de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes dans le but de faire rapport à l'Assemblée nationale de la mise en œuvre de la loi.	MSP, MJQ, MAMROT, SAAQ	Aucun	Travaux en cours.
Comité conjoint du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS	MSP, MSSS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS.	MSP, MELS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

66

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des membres de groupes criminels	Analyser les requêtes des avocats de cette clientèle et partager l'information avec les administrateurs des établissements et les bureaux de plaideurs, coordonner les interventions.	Services correctionnels du MSP, Direction des poursuites criminelles et pénales, du Service correctionnel du Canada et de la Direction des Affaires juridiques du MSP.	Aucun	Assurer la cohérence des décisions lors de l'analyse des requêtes.
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'Immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente précisant le nombre de places pouvant être utilisées pour la garde des personnes gardées par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des Services frontaliers du Canada (ASFC) et revoir le coût (per diem).	Services correctionnels du MSP et de l'ASFC.	Aucun	Entente à venir. Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.
Comité <i>Programme de surveillance accrue</i> (PSA)	L'objectif principal est de réunir les représentants des différentes parties impliquées dans le PSA afin de régler les problèmes opérationnels découlant de l'application du programme et de l'évaluer.	Services correctionnels du MSP, des corps de police de Montréal, Longueuil, Québec, Sherbrooke, de Laval, du Directeur des poursuites criminelles et pénales et de la Direction générale des affaires policières du MSP.	Aucun	Élargissement du programme afin de rehausser le niveau de surveillance de certains contrevenants dans la communauté et ainsi contribuer à augmenter le sentiment de sécurité de la collectivité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	- Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; - Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; - Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère.	MSP Sûreté du Québec Association des directeurs de police du Québec SPVQ Service de la protection des citoyens de Laval SPVM	Aucun budget spécifique de fonctionnement..	Travaux en cours
Comité des efforts de lutte contre le crime organisé – sous-comité sur la circulation illégale des armes à feu	- Définir le contenu d'un éventuel cadre de collecte de données systématique sur les armes à feu recouvrées au Québec et émettre des recommandations concernant son exploitation et ses modalités de gestion ; - Proposer un projet de procédures visant à uniformiser les pratiques de gestion des armes à feu au Québec en prescrivant notamment les modalités relatives à l'identification, l'expertise balistique et le dépistage.	MSP Service de renseignement criminel du Québec SQ SPVM GRC ADPQ Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

68

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité interministériel sur les gangs de rue	Assurer le suivi de la réalisation des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010 et établir un mécanisme d'échange, de veille et de diffusion d'information sur les tendances observées.	MSP, MSSS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, MELS, ministère du Conseil exécutif - Secrétariat à la jeunesse, MESS, MJQ, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Agence des services frontaliers du Canada, Centre national de prévention du crime, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, Fédération des comités de parents du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Centres jeunesse de Montréal, Institut universitaire, - Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Association des directeurs de police du Québec, SQ, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de Gatineau	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
--	--	--	--	------------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, ministère de la Santé et des Services sociaux, MELS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille et des Aînés, ministère de la Justice, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales	Aucun budget spécifique de fonctionnement..	Travaux en cours
---	--	--	---	------------------

Comité interministériel	Mandat	Membres	Budget	Résultat
Forum des coordonnateurs autochtones	Favoriser le dialogue entre les coordonnateurs autochtones de tous les ministères	Représentants d'une trentaine d'organismes et ministères du gouvernement du Québec	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

Nom du comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
ACCES <i>alcool</i> - Comité tactique (coordonné par le MSP)	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac.	MSP, ADPQ, DPCP MFQ, RACJ RQ, SAQ SPVM, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Voir résultats à la question 45.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

70

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
ACCES <i>tabac</i> - Comité tactique (coordonné par le MSP)	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac.	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada ARC, GRC MFQ, MSSS RQ, SPVM, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Voir résultats à la question 45.
ACCEF - Comité de planification et de suivi (coordonné par le MSP)	Assurer la réalisation des travaux approuvés par le Comité stratégique et identifier les grands axes d'intervention de l'Unité d'enquête, s'assurer de leur mise en œuvre et rendre des comptes au Comité stratégique. Coordonner les mandats des groupes de travail.	MSP AMF DPCP MFQ RQ SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Initiative de lutte contre la malversation et la corruption - Comité directeur (coordonné par le MSP)	Définir les orientations de l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption.	MSP CCQ DPCP MAMROT MTQ RBQ MFQ Ministère du travail RQ SCT, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Initiative de lutte contre la malversation et la corruption - Comité de réalisation (coordonné par le MSP)	Réaliser les mandats confiés par le comité directeur. Documenter les stratagèmes de malversation et de corruption. Proposer des solutions pour prévenir, détecter et réprimer ce type de criminalité.	MSP Bureau de la concurrence du Canada CCQ DPCP MAMROT MTQ RBQ MFQ Ministère du travail RQ, SCT, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité de coordination des efforts de lutte contre le crime organisé (CELCO) (coordonné par le MSP)	Orienter et coordonner les efforts de lutte au crime organisé au Québec. Assurer la liaison avec le CNC	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada GRC MJQ MRQ Service correctionnel du Canada SPVM SPVQ SQ SRCQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	- Échange régulier d'information et concertation entre les partenaires québécois. - Prjets et/ou stratégies communes en matière de lutte contre la criminalité organisée. - Participation concertée aux forums et initiatives Fédérales/Provinciales/Territoriales.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

72

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Nom du comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Forum sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État (coordonné par le MSP)	Échanger, de manière régulière, sur les façons de faire des différents ministères et organismes (M/O) et partager de l'information, entre autres nominative, sur des cas réels de fraude et sur les nouveaux modus operandi utilisés par les fraudeurs. Proposer des modifications législatives pour faciliter le partage d'information.	DEC MESS MICC RAMQ RRQ SAAQ SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Groupe intégré sur la sûreté des infrastructures (GISI) (coordonné par le MSP)	Échanger du renseignement sur les tendances en matière de terrorisme et sur les autres types de menaces intentionnelles susceptibles de cibler les infrastructures stratégiques ainsi que sur des incidents suspects, et communiquer rapidement en situation d'urgence, c'est-à-dire lors de menaces spécifiques ou lors d'incidents internationaux qui peuvent avoir des répercussions sur la protection des infrastructures.	AMT Bell Canada HQ MTQ SPVM SQ STM	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	- Développement et mise en œuvre du Programme sur la sûreté des infrastructures stratégiques. - Projet pilote sur le signalement des incidents suspects.
Comité permanent sur les poursuites policières	Vérifier s'il y a une problématique au niveau de la pratique policière concernant les poursuites policières ou de son application et de formuler toutes recommandations à cet effet. Développer et mettre en application un formulaire de rétroaction sur les poursuites policières en véhicule.	MSP ENPQ, ADPQ, SPVM, SPVQ, SQ, Service de police de Rivière-du-Loup, Régie intermunicipale de Thérèse-de-Blainville, Service de police de l'agglomération de Longueuil.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur le fonds des services policiers municipaux	Analyser la proposition soumise par la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec et en mesurer l'impact fiscal pour le gouvernement du Québec, le cas échéant. Au terme des travaux, le Comité de validation devra soumettre des recommandations au Conseil sur les services policiers du Québec.	Membres : MSP Autres : • Union des municipalités du Québec • Fédération Québécoise des Municipalités • FPMQ • Ville de Montréal • MAMROT	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Sous comité du Conseil sur les services policiers Comité de validation de la mise à jour de la réforme de l'organisation policière	Le mandat de ce comité est de superviser les travaux relatifs à l'analyse de la qualité et de l'efficacité des services policiers dispensés au Québec. À cet effet, le comité doit valider : ➤ l'analyse de l'atteinte de certains objectifs de la réforme de l'organisation policière au Québec de 2001; ➤ les états de situation produits notamment au regard : • du seuil de population à desservir; • du partage des équipements, locaux ou espaces; • de l'offre de services (détention et transport de prévenus); • du partage de l'expertise; ➤ les recommandations et le suivi.	MSP Membres : FQM MSP APPQ FPMQ ADPQ FPPM SPVM Ville de Montréal UMQ SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

74

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Sous-comité du Comité de validation de la mise à jour de la réforme de l'organisation policière : Comité d'analyse de la réforme de l'organisation policière	Le comité d'analyse doit réaliser les travaux pour le comité de validation.	Responsable : MSP Membres : DOPP, MSP Direction de la planification et des politiques, MSP	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité d'harmonisation des activités policières	En tant que forum privilégié constitué d'experts de la gestion policière représentant tous les niveaux de service : - Analyser et formuler des recommandations aux autorités ministérielles concernant les demandes formulées par les municipalités et par les corps de police qui concernent : - Les demandes d'offre de services de détention ou de services de transport de prévenus; - Les demandes d'utilisation commune d'équipements, de locaux ou d'espaces; - Les demandes d'offre d'un service de niveau supérieur; - Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence; - Analyser toute autre disposition à la demande du sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières.	MSP MSP Représentant du niveau 1 Représentant du niveau 2 Représentant du niveau 3 Représentant du niveau 4 Représentant du niveau 5 SQ ENPQ ADPQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de suivi de l'application des niveaux de service	Recevoir et traiter les différends des corps de police municipaux à l'égard de l'intervention de la Sûreté du Québec sur leur territoire dans le cadre de l'offre d'un service supplétif ou supérieur. Recevoir et traiter les différends de la Sûreté du Québec à l'égard d'interventions des corps de police municipaux qui se font à l'extérieur du cadre de leur niveau de service qu'ils doivent respecter. Traiter les problématiques opérationnelles rencontrées dans l'application des niveaux de service. Recommander des modifications au guide d'application des niveaux de service, le cas échéant.	MSP SQ ADPQ Représentant syndical concerné	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Groupe de travail sur les interventions dynamiques	À partir de l'identification et de l'analyse d'au moins dix perquisitions dynamiques majeures qui ont eu lieu au cours des deux dernières années au Québec, des règles de pratiques existantes, ainsi que des travaux du comité d'harmonisation sur les niveaux de services, le mandat consiste à : ➤ analyser les motifs qui justifient une intervention dynamique (circonstances, critères, etc.); ➤ réviser les méthodes d'évaluation des niveaux de risque (développement d'un outil d'évaluation);	MSP SPVM SPVQ SPCL	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

76

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

	➤ réviser les formulaires pour l'obtention des mandats de perquisition (informations à fournir pour l'obtention d'un mandat de perquisition sans l'obligation de s'annoncer); ➤ identifier les niveaux d'autorité au sein des organisations policières devant autoriser une intervention dynamique; ➤ déterminer la formation des policiers habilités à effectuer une intervention dynamique et revoir les méthodes de formation tant sur le plan de l'évaluation que de l'intervention; ➤ revoir l'équipement nécessaire à la réalisation et à l'identification des policiers lors de ces opérations; ➤ envisager la diffusion des travaux du comité à l'intention des organisations policières.			
Groupe de travail sur les besoins de main-d'œuvre policière	Au cours des dernières années, certains corps policiers ont affirmé éprouver des difficultés en matière de recrutement et de rétention de leur main-d'œuvre policière. En raison de l'absence de données détaillées sur le sujet, le Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers a décidé de former un groupe de travail ayant pour mandat de développer une méthodologie appropriée afin de documenter la problématique de la main-d'œuvre policière au Québec.	MSP MSP, MELs, SPVM, SQ, ENPQ, SPVQ ADPQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur la prévention du VIH et des hépatites B et C	<i>Premier volet : récupération sécuritaire des seringues usagées</i> Analyser les impacts de la demande du MSSS liés à la récupération des seringues usagées. Identifier des solutions pour récupérer de façon sécuritaire les seringues usagées. Formuler des recommandations au sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières du ministère de la Sécurité publique, monsieur Martin Prud'homme, sur l'implantation des solutions qui auront été identifiées. <i>Deuxième volet : réflexion sur une cohérence entre les actions policières et les interventions de santé et de services sociaux auprès des personnes qui font usage de drogues par injection.</i> Identifier les besoins de collaboration du MSSS. Trouver des solutions aux problématiques identifiées. Identifier, s'il y a lieu, les ajustements qui pourraient être apportés aux méthodes d'intervention des policiers pour assurer une meilleure cohérence entre les actions du MSSS et des différents corps policiers. Formuler des recommandations au sous-ministre associé à la DGAP.	MSP SPVM, MSP, MSSS, SQ, DSP police Granby police de Laval police de Terrebonne police de Saint-Jean-sur-Richelieu MSSS, ADPQ police de Québec	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours.
--	--	--	---	--------------------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

78

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Projet pilote concernant l'accessibilité à certains renseignements du CRPQ	Analyser les demandes d'accès au CRPQ provenant de la SAAQ et du MRNF. Compléter les projets d'entente à la suite de l'analyse des recommandations de la SQ concernant l'accès. Produire deux bilans intégrés (MSP, SQ, MRNF/SAAQ) et les présenter aux autorités du MSP. Présenter les projets de protocole d'entente (préalablement validés par la DAJ).	MSP Autres représentants SAAQ : MRNF : SQ :	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Protocole d'entente en préparation.
Plan de lutte à l'intimidation envers les groupes de femmes	Le 4 novembre 2008, des représentants de groupes de femmes ont écrit au ministre de la Sécurité publique, monsieur Jacques P. Dupuis, ainsi qu'à la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, madame Christine St-Pierre, dans le but de les informer des actions des groupes antiféministes envers les organismes qui défendent les droits des femmes, particulièrement ceux des femmes violentées. Le 27 novembre 2008, la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine les informait de la mise sur pied d'un comité de travail réunissant des représentants des ministères concernés par la problématique vécue par les groupes de femmes. Le mandat de ce comité, dont la coordination a été confiée à la Direction de la prévention et du soutien du MSP, était de réfléchir	MSP SCF; Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec; L'R des centres de femmes du Québec; Sûreté du Québec; SPVM; SPVQ; SRCQ; ADPQ;	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

	aux moyens possibles pour prévenir ce type de pratiques. À la suite de ces travaux, des recommandations ont été formulées dans un rapport qui a été soumis aux autorités du MSP pour approbation afin de poursuivre les travaux de ce comité. Ce rapport a été approuvé par le sous-ministre au début du mois d'avril. Depuis, le ministre de la Culture, des communications et de la condition féminine a accordé en 2009 une subvention de 45 000 \$ à l'IR des centres de femmes pour que les groupes de femmes se dotent d'un plan de lutte à l'intimidation. Conséquemment, les représentantes des groupes de femmes ont écrit au ministère pour lui demander de coordonner un comité de suivi pour la mise en place de ce plan de lutte. La direction de l'organisation et des pratiques policières a rencontré les groupes de femmes afin de déterminer de quelle manière il serait opportun de leur venir en aide. Par la suite, la DOPP a rencontré individuellement les corps policiers afin de déterminer la marche à suivre pour la mise en place de ce plan. Une prochaine rencontre est à prévoir avec tous les acteurs de ce comité afin de déterminer le mandat et les étapes à suivre pour le comité.			
--	--	--	--	--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

80

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le <i>Guide de pratiques policières</i>	MSP ADPQ, ENPQ, DPCP, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, SQ, SPVM, Service de police de Terrebonne, MJQ, Service de protection des citoyens de Laval.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Approbation des pratiques par le sous -ministre associé
Divulgence de la preuve (dans le cadre du sous-comité protocole)	Établir une procédure pour la communication des infractions policières.	MSP, ADPQ, SPCL, DPCP Service de police de la Ville de Sherbrooke SPVM, SPVQ, SQ, SPAL (Service de police de l'agglomération de Longueuil)	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité provincial de filtrage – Volet Éducation	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des ententes et des lois relativement au filtrage.	Le MSP préside ce comité. SQ ADPQ SPCL SPVM SPVQ MELS	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Conclusion de l'entente-cadre entre le MELS et le MSP.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité provincial de filtrage – Volet Famille	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des ententes et des lois relativement au filtrage.	Le MSP préside ce comité. SQ ADPQ SPCL SPVM SPVQ MFA	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Groupe de travail sur les défibrillateurs externes automatiques (DEA) dans les voitures de patrouille	Évaluer la possibilité d'intégrer des DEA dans les voitures de patrouille.	MSP Participants : MSSS, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de police de la Ville de Laval, Service de police de la Ville de l'Assomption, Service de police de la Ville de Rivière-du-Loup, Service de police de la Ville de St-Jérôme.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Groupe de travail pour renégocier l'entente concernant le Comité de concertation sur la formation des futurs policiers.	Renégocier l'entente concernant la formation des futurs policiers.	Responsable : Aucun Participants : MSP, ENPQ, MELS	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Projet d'entente rédigé
Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions.	MSP, ADPQ, ENPQ, LSJML, SPVM, MJQ, DPCP, SPVQ, SQ, SAAQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux concernant le projet de loi 71 visant à modifier le CSR.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

82

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

	Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie. Émettre des avis. Proposer des recommandations. Agir à titre de consultant relativement aux modifications législatives et réglementaires.			Travaux visant les modifications au Code criminel au regard de la capacité de conduite affaiblie. Divers sous-comités mis sur pied concernant l'entrée en vigueur du projet de loi C-2 et son application (capacité de conduite affaiblie avec drogue). Travaux concernant l'analyse des appareils de détection d'alcool et des alcootests.
--	--	--	--	--

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MRNF, MSG, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCCCCF, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRI, MRQ et SCT.	0 \$
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, Services Québec, MRNF, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDEP, MSSS, MAMROT, MRI et MSG.	N/A
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du (PNSC).	MSP, MDÉIE, MAPAQ, Services Québec, MDDEP, HQ, MRNF, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MESS, MAMROT, MTQ, SCT et Coroner.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – pandémie d'influenza	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de pandémie d'influenza.	Coroner, MCE, CNT, CSST, MAPAQ, MAMROT, MDÉIE, MELS, MESS, MFA, MJQ, MSSS, MSP, MTQ, SCT, Services Québec, SQ.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – inondations	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas d'inondations.	MSP, MDDEP, HQ, CEHQ, MSSS, MAMROT, MTQ, SHQ, MRNF, SQ.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche du rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MFQ, MRNF, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, Services Québec, SQ, UQAM.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ de planification – conditions hivernales extrêmes	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de conditions hivernales extrêmes.	MSP, MTQ, SQ, HQ, MSSS, MELS, SERVICES QUÉBEC, MRNF, MESS.	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

84

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MESS, MDÉIE, MAPAQ, SHQ, SIQ, SERVICES QUÉBEC, MDDEP, CEHQ, MAMROT, MRNF, HQ, MFQ, CSPQ, SQ, MTQ.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ sur les mandats d'enquête des M/O présents sur un site de sinistre	Convenir à l'intérieur du Cadre de coordination de site de la coordination des mandats d'enquête des M/O concernés.	MSP, SQ, MSSS, Coroner, CSST, MDDEP.	0 \$
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieu isolés	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieux isolés.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MRNF, CSST MDDEP, SEPAQ, SAAQ, MAMROT.	0 \$
Sous-comité sur les coûts des sinistres	Convenir des modalités comptables de suivi des dépenses relatives aux sinistres majeurs en vue d'optimiser les réclamations au fédéral.	MSP, MFQ, MSSS, SCT, MTQ, MDÉIE	0 \$
Comité d'experts sur l'érosion côtière	Fournir des conseils et des recommandations scientifiques en matière d'érosion et de submersion côtière au comité de direction en prévention (CDP).	MSP, MTQ, MDDEP, UQAR, Université de Sherbrooke, Pêches et Océan Canada, Environnement Canada, Ouranos	0 \$
<i>Mouvement jeunesse en sécurité civile – comité de pilotage</i>	Encadrer et superviser le développement du <i>Mouvement jeunesse en sécurité civile</i> .	MSP, MESS, SACAIS, CSST, MELS, SEPAQ, Secrétariat à la Jeunesse	0 \$
Comité interministériel de prévention, sous-comité de l'OSCQ (CIP)	Rendre compte à l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ) de la mise en œuvre du cadre de prévention adopté par le gouvernement; Approuver les stratégies de mise en œuvre du cadre de prévention et s'assurer de la cohérence gouvernementale à cet égard; Dégager les ressources nécessaires en fonction des besoins initiaux et de l'évolution de la situation; Adopter les planifications annuelles par aléa devant être réalisées dans le cadre de prévention.	MSP, MRNF, MTQ, MDDEP, MAMROT	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Comité sur le risque d'inondation dans la région de Montréal	Faire l'état de la situation des problématiques des risques fluviaux dans la grande région de Montréal en regard des inondations en eaux libres, avec embâcles et frasil. Développer un programme d'études des risques fluviaux permettant de mesurer les impacts et anticiper les mesures d'atténuation des risques.	MSP, MDDEP, CEHQ, MAMROT, Ouranos	0 \$
Comité interministériel sur les risques technologiques (CIRT)	Assurer la concertation interministérielle dans la gestion des risques technologiques, notamment en ce qui concerne la planification des mesures d'urgence, la communication des risques à la population et l'aménagement du territoire, et fournir des outils aux municipalités pour les aider à assumer leurs responsabilités dans ce domaine : guide, critères d'acceptabilité du risque, etc.	MSP, MDDEP, MAMROT, MSSS	0 \$
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	Développer et mettre en place de nouveaux outils pour la gestion du risque de glissement de terrain à l'intention des municipalités, notamment par la production et la révision de cartes de zones exposées aux glissements de terrain, ainsi que par l'élaboration d'un cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol dans ces zones.	MSP, MTQ, MAMROT, MRNF	0 \$
Comité de travail sur l'aménagement du territoire	Consulter les ministères sur le développement d'outils cartographiques et normatifs utilisés à des fins d'aménagement du territoire et d'urbanisme (en lien notamment avec le Cadre de prévention des principaux risques naturels).	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MTQ	0 \$
Comité consultatif en sécurité civile	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile, plus particulièrement sur les grandes orientations dans le domaine, les besoins des intervenants en matière de soutien à la gestion des risques, les enjeux associés à la sécurité civile ou à l'organisation et au fonctionnement des organisations de sécurité civile, les stratégies de promotion et de mobilisation de la société civile, etc.	MSP (DGSCSI et SQ), MAMROT (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	0 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

86

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2009-2010, dont ont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.			
COMITÉS	MANDAT	MEMBRES	BUDGET
Comité consultatif en sécurité incendie	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations en matière de sécurité incendie, les besoins de la population, les enjeux associés à la sécurité incendie ou à l'organisation et au fonctionnement des services municipaux de sécurité incendie, aux problématiques particulières de lutte contre les incendies et autres sinistres, etc.	MSP (DGSCSI et ÉNPQ), MAMROT, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	0 \$
Comité sur les résidences de personnes âgées – plan de sécurité incendie	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences pour personnes âgées pour proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes.	MSP, MSSS, RBQ (Ville de Montréal et l'ACSIQ)	0 \$
Comité de travail sur les alarmes non fondées	Réduire substantiellement l'occurrence et les conséquences négatives des alarmes d'incendie non fondées.	MSP, RBQ (et plusieurs partenaires extérieurs)	0 \$
Comité directeur en prévention (CDP)	Assurer le bon fonctionnement opérationnel de l'ensemble des projets du cadre de prévention.	MDDEP, MSP, MAMROT, MTQ, MRNF, MSG	0 \$

Résultats : Travaux en cours pour l'ensemble des comités

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010, indiquer :
- a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
 - d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 4 : Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2009-2010, indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Régie des alcools, des courses et des jeux : A, B, C) voir la réponse aux questions 76 et 77
D) 39 813 \$

Commission québécoise des libérations conditionnelles : A, B, C) voir la réponse aux questions 67 et 68
D) 178 559 \$

Commissaire à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 56 et 57
D) - Le Commissaire : 5 963 \$
- Le Commissaire adjoint : 1 415 \$

Comité à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 62 et 63
D) 40 652 \$

Bureau du coroner : A, B, C) voir la réponse aux questions 50 et 51 (les coroners permanents sont nommés par décret)
D) 22 487 \$

Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du conseil des ministres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

5. Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 5 : Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Au ministère, 68 employés ayant un statut d'occasionnel n'ont pas été renouvelés durant la période de référence.

Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activité :

Direction générale des services correctionnels - DGSC	44
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie - DGSCSI	02
Direction générale des services à la gestion - DGSG	03
Direction générale des affaires policières de la prévention et des services de sécurité - DGAPPS	13
Commission québécoise des libérations conditionnelles - CQLC	00
Commissaire à la déontologie policière - COMMIS DP	02
Régie des alcools, des courses et des jeux - RACJ	04
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale - LSJML	00
Bureau du coroner - BC	00
Total	68

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

6. Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 6 : Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.

Au cours de la période concernée, dix-huit (18) employés ont été congédiés.

Deux (2) l'ont été à la Direction générale des affaires policières (DGAP) et seize (16) à la Direction générale des services correctionnels (DGSC).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2010-2011
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2009-2010 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Année budgétaire	Occasionnel	%
2009-2010	719	13
2008-2009	654	13
2007-2008	577	12
2006-2007	458	9
2005-2006	368	7

Source : Média

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2008-2009 et pour 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2008-2009 et pour 2009-2010

Entités	Période de référence 2008-2009			Période de référence 2009-2010		
	<u>Occasionnels</u>			<u>Occasionnels</u>		
	Nbre d'employés occasionnels en poste au 31-03-2009	Nbre d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage	Nbre d'employés occasionnels en poste au 31-03-2010	Nbre d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage
Bureau sous-ministre en titre	7	0	0,00 %	14	0	0,00 %
Bureau du coroner	15	1	6,67 %	12	0	0,00 %
Commissaire à la déontologie policière	5	1	20,00 %	2	0	0,00 %
Comité de déontologie policière	0	1	0,00 %	0	0	0,00 %
Commission québécoise des libérations conditionnelles	7	1	14,29 %	6	0	0,00 %
Direction générale des affaires policières	84	31	36,90 %	82	18	21,95 %
Direction générale des services correctionnels	336	107	31,85 %	380	14	3,68 %
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	56	5	8,93 %	72	0	0,00 %
Direction générale des services à la gestion	38	14	36,84 %	37	0	0,00 %
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	27	3	11,11 %	32	0	0,00 %
Régie des alcools, des courses et des jeux	79	6	7,59 %	82	1	1,21 %
	654	170	25,99 %	719	33	4,59 %

NB: Le mot permanent tel qu'utilisé dans ce contexte signifie que l'employé est maintenant un employé, à tout le moins temporaire en vue d'une permanence.
Ref :Les données ont été extraites de Média pour le nombre d'employés et de Sagip pour le nombre d'employés à caractère permanent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

9. Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2009-2010.

(LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

10. Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2009-2010, en incluant les coûts.

(AUCUN SONDAGE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

11. État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2009-2010.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 11 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2009-2010.

La stratégie du ministère consiste à poursuivre les projets de prévention amorcés dans le but de convenir avec le milieu municipal de solutions préventives à mettre en œuvre.

Ces pourparlers avec le milieu municipal, visent à retenir les solutions pour contrer l'érosion et s'inspirent d'une stratégie convenue avec les quatre autres ministères signataires du cadre de prévention, soit le MTQ, le MAMROT, le MRNF et le MDDEP. Celle-ci privilégie le retrait progressif des résidences et infrastructures menacées, réservant l'option des ouvrages de protection dans les cas d'exception. Cette orientation aura pour effet d'éliminer le risque à la source, de diminuer les coûts potentiels des solutions et d'éviter à l'avenir les coûts récurrents d'entretien ou de remise en état.

La ventilation des sommes consacrées au problème de l'érosion des berges en 2009-2010 auprès des municipalités pour :

– Analyse de risque	1 240 081 \$
– Analyse de solution	43 402 \$
– Mise en œuvre de solution	<u>1 000 000 \$</u>
	<u>2 283 483 \$</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

12. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Accademia Qualitas						Type: Externe		
32298 Mise à niveau ISO 9001:2008		2009/06/19	Réalisée	oui		18	10 j 4 h	2 000,00 \$
32324 Norme ISO 17025-2005		2009/12/02	Réalisée	oui		20	20 j 0 h	2 000,00 \$
Total du fournisseur						38	30 j 4 h	4 000,00 \$
Fournisseur :Accent formation 2000						Type: Externe		
31013 améliorer son français écrit - groupe verbal		2009/02/19	Réalisée	non		1	2 j 0 h	445,00 \$
31111 Rédiger des procédures efficaces		2009/06/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	244,70 \$
31448 Prise de notes, procès-verbal et compte-rendu		2009/03/25	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	0,00 \$
33339 Ponctuation - Majuscule - Abréviation		2009/12/15	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	1 686,27 \$
Total du fournisseur						5	9 j 0 h	2 375,97 \$
Fournisseur :ACGRH (Ass. des cons. gestion des ress. Humaines)						Type: Externe		
30371 Créativité, plaisir et résolution de problèmes		2009/02/10	Réalisée	non		2	2 j 0 h	9,90 \$
30649 Créativité, plaisir et résolution de problèmes		2009/02/10	Réalisée	oui		5	5 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						7	7 j 0 h	9,90 \$
Fournisseur :ACTI-COM						Type: Externe		
31360 Influence et leadership		2009/05/28	Réalisée	non		1	2 j 0 h	563,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	563,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

118

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ACUQ - Association des centres d'urgences 911						Type: Externe		
32254 Colloque sur le 911		2009/11/05	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :Adecco Services-conseils						Type: Externe		
30679 Comportements manipulateurs		2009/03/04	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :AFI						Type: Externe		
31311 APEX avancé		2009/05/25	Réalisée	oui		5	15 j 0 h	5 500,00 \$
31315 APEX avancé		2009/06/08	Réalisée	oui		5	15 j 0 h	5 500,00 \$
31440 Excel 2003 - M-4 Liste de données		2009/03/24	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	135,00 \$
31441 Excel 2003 - M-2 Fonctions & multifeuilles		2009/03/12	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	135,00 \$
32561 Excel 2003 - Module 4 : liste de données		2009/11/17	Réalisée	non		1	0 j 0 h	0,00 \$
33300 Excel - Tableau croisé dynamique		2009/11/17	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	258,60 \$
Total du fournisseur						15	34 j 0 h	11 528,60 \$
Fournisseur :AGILENT TECHNOLOGIES						Type: Externe		
32279 Appareil R-1914A		2009/02/13	Réalisée	oui		1	4 j 0 h	2 210,08 \$
32294 Interpretation of mass spectra H4063A		2009/05/27	Réalisée	oui		1	5 j 2,5 h	2 043,90 \$
32296 Séminaire 2009 Tips & tricks Tour		2009/06/10	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	40,42 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>AGILENT TECHNOLOGIES</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						3	9 j 6 h	4 294,40 \$
Fournisseur : <i>AITQ</i>						Type: Externe		
30976	Réduction des méfaits	2009/04/22	Réalisée	non		1	1 j 2 h	74,30 \$
32146	37e Colloque de l'AITQ	2009/10/26	Réalisée	oui		3	7 j 3 h	1 240,44 \$
33192	37e Colloque de l'AITQ	2009/10/26	Réalisée	oui		2	5 j 0 h	1 166,48 \$
Total du fournisseur						6	13 j 5 h	2 481,22 \$
Fournisseur : <i>AMBULANCE st-JEAN</i>						Type: Externe		
31308	Premiers soins et RCR	2009/05/25	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	0,00 \$
32138	Réanimation cardio-respiratoire	2009/06/01	Réalisée	non		12	13 j 5 h	592,60 \$
32190	Réanimation cardio-respiratoire	2009/06/08	Réalisée	non		14	16 j 0 h	1 185,20 \$
32191	Défibrillateur externe automatisé (DEA)	2009/06/08	Réalisée	non		14	16 j 0 h	57,20 \$
33203	Secourisme en milieu de travail	2009/03/12	Réalisée	non		2	4 j 0 h	0,00 \$
33206	Secourisme en milieu de travail	2009/03/23	Réalisée	non		3	6 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						46	58 j 5 h	1 835,00 \$
Fournisseur : <i>American Learning Institute</i>						Type: Externe		
31300	Social media for government	2009/05/12	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	930,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	930,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>American Learning Institute</i>						Type: Externe		
Fournisseur : <i>APELL</i>						Type: Externe		
32159	Logiciels libres et Administration publique	2009/11/05	Réalisée	oui		5	5 j 0 h	1 165,00 \$
Total du fournisseur						5	5 j 0 h	1 165,00 \$
Fournisseur : <i>APSSAP</i>						Type: Interne		
30429	Formation paritaire SST-APSAP	2009/02/11	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30667	Comités de santé et sécurité	2009/02/17	Réalisée	non		1	2 j 3,5 h	28,60 \$
30691	SIMDUT	2009/01/21	Réalisée	non		5	8 j 0 h	26,62 \$
30735	Comités de santé et sécurité	2009/02/17	Réalisée	non		2	3 j 2 h	94,50 \$
30813	Les comités de santé et sécurité	2009/02/17	Réalisée	non		3	6 j 3,5 h	232,50 \$
30975	Colloque - APSSAP 2009	2009/04/15	Réalisée	non		3	6 j 0 h	465,00 \$
31103	SIMDUT	2009/02/11	Réalisée	non		1	2 j 2 h	521,94 \$
31105	Comités de santé et sécurité	2009/02/17	Réalisée	non		1	9 j 5 h	680,00 \$
31294	Bien-être au travail: Comprendre et agir	2009/04/16	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	240,00 \$
31313	Logiciel de compilation d'information SST	2009/05/27	Réalisée	non		3	1 j 3,5 h	0,00 \$
31317	Logiciel de compilation d'information SST	2009/06/11	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31390	Colloque bien-être au travail : comprendre et agir	2009/04/16	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	129,90 \$
31578	Colloque bien-être au travail : comprendre et agir	2009/04/16	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	120,00 \$
31790	Colloque annuel SST	2009/04/16	Réalisée	oui		2	2 j 2,5 h	627,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>APSSAP</i>						Type: Interne		
31864	APSSAP - COLLOQUE	2009/04/16	Réalisée	non		2	2 j 2 h	120,00 \$
31865	S.R.C.Q. - COLLOQUE	2009/05/20	Réalisée	non		2	3 j 3 h	467,00 \$
31875	SIMDUT	2009/10/13	Réalisée	non		4	6 j 6 h	0,00 \$
32127	Forum régional des comités de santé et de sécurité	2009/05/14	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32418	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL- le grand rendez-	2009/02/05	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32523	Formation SST- inspecteur enquêteur	2009/03/10	Réalisée	non		1	2 j 2 h	44,76 \$
32642	Manipulation matières dangereuses- Prod. Buanderie	2009/12/16	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32822	Colloque APSSAP	2009/04/15	Réalisée	non		2	6 j 0 h	1 050,40 \$
32850	APSSAP - Enquête-accident et inspection	2009/03/11	Réalisée	non		4	9 j 1 h	48,69 \$
32851	APSSAP - Représentant et employeur	2009/03/10	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
33019	APSSAP - Enquête-accident et inspection	2009/11/25	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
33020	APSSAP - Représentant et employeur	2009/11/24	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
Total du fournisseur						52	93 j 5,5 h	4 896,91 \$
Fournisseur : <i>AQESSS (Ass. québ. établ. santé et services soc.)</i>						Type: Externe		
30657	Colloque en gestion de la présence au travail	2009/02/18	Réalisée	oui		1	1 j 3,5 h	545,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 3,5 h	545,00 \$
Fournisseur : <i>ASQDE-American soc. of questioned doc. Examiners</i>						Type: Externe		
32303	Congrès ASQDE 2009	2009/08/08	Réalisée	oui		1	6 j 0 h	2 587,35 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>ASQDE-American soc. of questioned doc. Examiners</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						1	6 j 0 h	2 587,35 \$
Fournisseur : <i>ASRSQ - LIETTE PICARD</i>						Type: Externe		
31536	Prévention du phénomène des gangs de rue	2009/07/13	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	73,31 \$
32036	Troubles de la personnalité	2009/12/04	Réalisée	non		3	6 j 0 h	762,18 \$
33256	Trouble de la personnalité	2009/12/04	Réalisée	non		2	4 j 0 h	310,98 \$
Total du fournisseur						6	11 j 0 h	1 146,47 \$
Fournisseur : <i>Ass. can. pour la science et le génie du littoral</i>						Type: Externe		
33353	Conférence annuelle de l'ACERS	2009/10/29	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	891,00 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	891,00 \$
Fournisseur : <i>Ass. des archivistes du Québec</i>						Type: Externe		
32312	La numérisation	2009/10/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	343,99 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	343,99 \$
Fournisseur : <i>Ass. Médecins protection enfance Québec (AMPEQ)</i>						Type: Externe		
32285	Symposium annuel sur maltraitance des enfants	2009/04/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32300	Symposium annuel sur la maltraitance des enfants	2009/06/25	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	150,00 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	150,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ass. sur l'accès et la protection de l'information						Type: Externe		
30939	Congrès - Association sur l'accès et la protection	2009/05/05	Réalisée	oui		2	3 j 3,5 h	575,00 \$
32007	Congrès annuel accès et protection infor.	2009/05/05	Réalisée	oui		1	2 j 3,5 h	546,25 \$
Total du fournisseur						3	6 j 0 h	1 121,25 \$
Fournisseur :Ass.cadres supérieurs gouv.québec						Type: Interne		
31032	Journée annuelle des cadres du gouvernement	2009/05/21	Réalisée	non		1	1 j 3 h	252,01 \$
Total du fournisseur						1	1 j 3 h	252,01 \$
Fournisseur :Association de géomatique municipale du Québec						Type: Externe		
31852	Colloque Association géomatique municipale Québec	2009/09/29	Réalisée	non		2	2 j 0 h	434,00 \$
33356	Colloque AGMQ	2009/09/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	224,00 \$
Total du fournisseur						3	3 j 0 h	658,00 \$
Fournisseur :ASSOCIATION DES CHEFS DE SERVICES D'INCENDIE DU QU						Type: Externe		
31345	Congrès des chefs en sécurité incendie Québec	2009/06/05	Réalisée	non		2	6 j 0 h	2 150,00 \$
Total du fournisseur						2	6 j 0 h	2 150,00 \$
Fournisseur :ASSOCIATION OF FIREARMS AND TOOL MARK EXAMINERS						Type: Externe		
32295	Congrès de l'AFTE	2009/05/31	Réalisée	oui		2	12 j 0 h	5 661,43 \$
Total du fournisseur						2	12 j 0 h	5 661,43 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ASSOCIATION OF FIREARMS AND TOOL MARK EXAMINERS						Type: Externe		
Fournisseur :Association responsable gestion des plaintes						Type: Interne		
32161 Colloque annuel gestion des plaintes		2009/11/11	Réalisée	non		1	7 j 0 h	120,00 \$
Total du fournisseur						1	7 j 0 h	120,00 \$
Fournisseur :ATELIER DE CONVERSATION ANGLAISE						Type: Externe		
31413 Cours d'anglais intensif		2009/07/13	Réalisée	oui		1	1 j 5 h	140,00 \$
31435 Cours d'anglais		2009/03/10	Réalisée	oui		4	8 j 0 h	900,00 \$
31444 Cours de conversation anglaise		2009/03/09	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	310,00 \$
32617 Cours d'Anglais		2009/09/15	Réalisée	oui		2	8 j 0 h	580,00 \$
32618 Cours d'Anglais intensif		2009/07/13	Réalisée	oui		1	1 j 5 h	140,00 \$
Total du fournisseur						9	21 j 3 h	2 070,00 \$
Fournisseur :BARREAU DU QUÉBEC						Type: Externe		
31114 Affaire Ciment St-Laurent - Barreau		2009/06/11	Réalisée	non		3	0 j 6 h	10,00 \$
31453 Des outils à votre mesure		2009/08/20	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31557 Le profilage racial		2009/09/18	Réalisée	non		2	2 j 0 h	735,34 \$
31558 Convaincre l'art d'ajuster son tir		2009/10/02	Réalisée	non		1	2 j 0 h	558,23 \$
31568 Colloque sur le profilage racial		2009/09/18	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	515,34 \$
31727 Colloque sur le profilage racial		2009/09/18	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	515,34 \$
31728 Les contrôles financiers en droit électoral qc		2009/10/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>BARREAU DU QUÉBEC</i>						Type: Externe		
31729	Conférence droit des affaires	2009/09/11	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 \$
31730	Formation Barreau	2009/10/22	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
31833	Barreau - Contrôles financiers en droit électoral.	2009/10/22	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	8,25 \$
32369	Fouille, perquisition, saisie	2009/11/25	Réalisée	non		3	1 j 3,5 h	279,06 \$
32569	Formation continue du Barreau du Québec	2009/12/09	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
32575	Conférence règles de pratique de la Cour d'appel	2009/11/26	Réalisée	non		2	0 j 2 h	0,00 \$
32580	Psychiatrie légale expliquée aux avocats	2009/12/09	Réalisée	non		4	0 j 5 h	9,75 \$
32585	Conférence sur le droit des affaires	2009/09/11	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 \$
32613	Survol des règles de la Cour d'appel du Québec	2009/11/26	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
33231	Immigration et criminalité	2009/06/15	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
33238	Récents développements en profilage racial	2009/09/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	200,00 \$
Total du fournisseur						28	13 j 6 h	2 831,31 \$
Fournisseur : <i>BELL CANADA</i>						Type: Externe		
29783	Téléphonie IP - 7911	2009/01/07	Réalisée	non		12	6 j 0 h	0,00 \$
29793	Téléphonie IP - 7911	2009/01/08	Réalisée	non		15	7 j 3,5 h	0,00 \$
31320	Téléphonie IP	2009/06/23	Réalisée	oui		3	1 j 3,5 h	0,00 \$
31321	Téléphonie IP	2009/06/25	Réalisée	oui		4	2 j 0 h	0,00 \$
31322	Téléphonie IP	2009/06/26	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	0,00 \$
31323	Téléphonie IP	2009/06/29	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>BELL CANADA</i>						Type: Externe		
31324	Téléphonie IP	2009/07/03	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32014	Téléphonie IP	2009/06/26	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						39	19 j 3,5 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>BNQ</i>						Type: Externe		
31305	Autour d'ISO 26000	2009/05/14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	295,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	295,00 \$
Fournisseur : <i>Brigitte Blanchard</i>						Type: Externe		
32562	Loi - Parcours (Module 3)	2009/06/18	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	507,34 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	507,34 \$
Fournisseur : <i>C.A.R.R.A.</i>						Type: Interne		
29779	Préparation à la retraite	2009/01/07	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
30287	Session de préparation à la retraite	2009/01/05	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
30686	Session de préparation à la retraite	2009/03/09	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
30755	Préparation à la retraite	2009/01/12	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
30931	Préparation à la retraite	2009/03/31	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31100	Préparation à la retraite	2009/05/25	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$
31113	Préparation à la retraite	2009/06/10	Réalisée	non		1	3 j 0 h	98,04 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :C.A.R.R.A.						Type: Interne		
31280	Préparation à la retraite	2009/04/28	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31298	Correction des messages de validation rapport ann.	2009/04/29	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31539	Préparation à la retraite	2009/09/09	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31740	Préparation à la retraite	2009/09/28	Réalisée	non		1	3 j 0 h	330,00 \$
31960	Préparation à la retraite	2009/10/20	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31965	Préparation à la retraite	2009/10/13	Réalisée	non		1	3 j 0 h	16,50 \$
32905	Préparation à la retraite	2009/12/07	Réalisée	non		1	3 j 0 h	480,96 \$
32952	Préparation à la retraite	2009/06/01	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$
33095	Préparation à la retraite	2009/11/02	Réalisée	non		2	8 j 0 h	0,00 \$
33342	Préparation à la retraite	2009/09/23	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						21	61 j 0 h	925,50 \$
Fournisseur :C.S.S.T.						Type: Interne		
30840	Médial CSST	2009/03/19	Réalisée	non		1	0 j 4 h	400,00 \$
31056	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL- le grand rendez-	2009/01/29	Réalisée	non		4	1 j 3 h	2 326,70 \$
31848	SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL- le grand rendez-	2009/11/03	Réalisée	non		1	1 j 1 h	311,60 \$
Total du fournisseur						6	3 j 1 h	3 038,30 \$
Fournisseur :C2 Innovations inc.						Type: Externe		
32169	Programmation C2 Web	2009/11/04	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	2 400,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>C2 Innovations inc.</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	2 400,00 \$
Fournisseur : <i>CAMIQ</i>						Type: Externe		
30615	Profil des préférences cérébrales - Herman	2009/02/02	Réalisée	non		11	5 j 3,5 h	660,00 \$
31295	Hermann	2009/04/16	Réalisée	oui		4	1 j 5 h	240,00 \$
31829	Hermann	2009/06/04	Réalisée	oui		17	19 j 3 h	1 570,48 \$
33266	Herman	2009/06/12	Réalisée	oui		38	39 j 0 h	4 859,58 \$
Total du fournisseur						70	65 j 4,5 h	7 330,06 \$
Fournisseur : <i>CANADIAN INSTITUTE (THE)</i>						Type: Externe		
33305	8th Annual Forum on Anti-Money Laundering	2009/04/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	2 200,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	2 200,00 \$
Fournisseur : <i>CARA</i>						Type: Externe		
31009	session préparation retraite	2009/05/12	Réalisée	non		3	9 j 0 h	295,00 \$
Total du fournisseur						3	9 j 0 h	295,00 \$
Fournisseur : <i>CARRA</i>						Type: Interne		
30660	Cours de préparation à la retraite	2009/02/10	Réalisée	non		1	3 j 0 h	129,00 \$
30662	Cours de préparation à la retraite	2009/02/10	Réalisée	non		3	5 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CARRA						Type: Interne		
30898	Cours de préparation à la retraite	2009/03/09	Réalisée	non		1	3 j 0 h	95,85 \$
30920	Cours de préparation à la retraite	2009/03/24	Réalisée	non		1	3 j 0 h	121,26 \$
31393	Préparation à la retraite	2009/06/02	Réalisée	non		1	4 j 2 h	137,22 \$
31778	Cours de préparation à la retraite	2009/08/20	Réalisée	non		2	8 j 0 h	103,20 \$
31999	Préparation à la retraite	2009/03/31	Réalisée	non		1	3 j 0 h	450,00 \$
32520	Cours de préparation à la retraite	2009/10/27	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$
33181	Cours de préparation à la retraite	2009/02/09	Réalisée	non		1	3 j 0 h	127,80 \$
33219	Cours de préparation à la retraite	2009/11/09	Réalisée	non		1	4 j 0 h	636,00 \$
33234	Préparation à la retraite	2009/09/14	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
33252	Préparation à la retraite	2009/11/24	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						17	51 j 2 h	1 800,33 \$
Fournisseur : CAVAC						Type: Externe		
31399	Colloque 2009 - Les services aux victimes	2009/04/28	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	582,00 \$
32006	Colloque CAVAC 2009	2009/04/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	276,14 \$
Total du fournisseur						3	6 j 0 h	858,14 \$
Fournisseur : CCH						Type: Externe		
30924	Colloque 2009 - Accès à l'information et protection	2009/03/31	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	349,90 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CCH						Type: Externe		
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	349,90 \$
Fournisseur : CEGEP - GARNEAU						Type: Institutionnelle		
31457	Techniques policières	2009/01/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	139,50 \$
Total du fournisseur						1	0 j 0 h	139,50 \$
Fournisseur : CEGEP DE DRUMMONDVILLE						Type: Institutionnelle		
30635	Formation appliquée sécurité civile	2009/02/25	Réalisée	non		2	4 j 0 h	480,00 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	480,00 \$
Fournisseur : CEGEP DE RIMOUSKI						Type: Externe		
32253	Formation français correctif	2009/11/18	Réalisée	non		1	5 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	5 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur : CEGEP DE SAINT-JÉRÔME						Type: Institutionnelle		
30865	Intervention physique - Recertification ag. Multi	2009/05/07	Réalisée	oui		12	38 j 6 h	6 512,62 \$
30866	Intervention physique - Recertification ag. Multi	2009/05/14	Réalisée	non		4	11 j 3 h	7 486,72 \$
30932	Intervention physique	2009/03/31	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	26 117,00 \$
31195	Intervention physique - agent multiplicateur	2009/06/03	Réalisée	non		5	21 j 5 h	1 655,13 \$
31534	Intervention physique - Agents multiplicateurs	2009/06/30	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	12 342,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>CEGEP DE SAINT-JÉRÔME</i>						Type: Institutionnelle		
33001 Intervention physique - agent multiplicateur		2009/02/17	Réalisée	non		2	13 j 5 h	585,00 \$
Total du fournisseur						23	85 j 5 h	54 698,47 \$
Fournisseur : <i>CEGEP JOHN ABBOT</i>						Type: Externe		
30420 Soutien aux études - Automne 2008		2009/01/13	Réalisée	non		2	0 j 0 h	257,24 \$
Total du fournisseur						2	0 j 0 h	257,24 \$
Fournisseur : <i>Centauri 2000</i>						Type: Externe		
31745 Français correctif 1		2009/11/05	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	125,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 3,5 h	125,00 \$
Fournisseur : <i>centre 24/7</i>						Type: Interne		
32141 Prévention du suicide		2009/06/05	Réalisée	non		17	22 j 6 h	98,60 \$
Total du fournisseur						17	22 j 6 h	98,60 \$
Fournisseur : <i>Centre d'accès à l'information juridique</i>						Type: Externe		
31422 Barreau du Québec - méthodes de recherche en droit		2009/08/20	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						2	0 j 6 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>Centre de détention d'Amos (ASC)</i>						Type: Interne		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de détention d'Amos (ASC)						Type: Interne		
30385 Qualification de tir - Arme à feu		2009/01/29	Réalisée	non		5	7 j 6 h	71,50 \$
30389 Qualification de tir - Arme à feu		2009/02/02	Réalisée	non		5	7 j 6 h	166,50 \$
30391 Qualification de tir - Arme à feu		2009/02/03	Réalisée	non		5	7 j 6 h	71,50 \$
30392 Qualification de tir - Arme à feu		2009/02/06	Réalisée	non		5	7 j 6 h	71,50 \$
30819 Qualification de tir - Arme à feu		2009/01/29	Réalisée	non		5	7 j 6 h	71,50 \$
31038 Technique d'intervention physique		2009/05/12	Réalisée	non		7	14 j 0 h	200,00 \$
31039 Formation clinique		2009/04/28	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31040 Formation clinique		2009/05/05	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						41	63 j 0 h	652,50 \$
Fournisseur : Centre de détention de Baie-Comeau (ASC)						Type: Externe		
31158 Armes - Pratique de tir		2009/01/12	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
31159 Armes - Pratique de tir		2009/01/16	Réalisée	non		5	5 j 5 h	9,90 \$
31160 Armes - Pratique de tir		2009/02/16	Réalisée	non		5	5 j 2,5 h	74,10 \$
Total du fournisseur						16	17 j 6,5 h	84,00 \$
Fournisseur : Centre de détention de Montréal						Type: Interne		
30029 Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche		2009/01/15	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30030 Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche		2009/01/28	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
30033 Intégration à la tâche - ASC - CGA		2009/01/08	Réalisée	non		4	6 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de détention de Montréal</i>						Type: Interne		
30036	Intégration à la tâche - ASC - Centre de formation	2009/01/05	Réalisée	non		2	10 j 2 h	0,00 \$
30037	Intégration à la tâche - ASC - Centre de formation	2009/01/12	Réalisée	non		2	10 j 2 h	0,00 \$
30426	Intégration à la tâche - ASC - Formation dossier	2009/02/13	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
30427	Intégration à la tâche - ASC	2009/02/09	Réalisée	non		1	6 j 2 h	0,00 \$
30428	Intégration à la tâche - ASC - Contrôle clé	2009/02/04	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30578	Intégration à la tâche - ASC - Admission	2009/02/26	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30877	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/04/20	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
30888	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/05/04	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
30925	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/05/04	Réalisée	non		2	19 j 3 h	0,00 \$
30954	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/05/18	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
30982	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/05/19	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
30991	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/05/18	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31237	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/06/01	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
31335	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/07/13	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
31341	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/07/30	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31364	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/08/04	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
31541	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/08/13	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31543	Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche	2009/08/21	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31544	Intégration à la tâche - AS- Secteur A	2009/08/19	Réalisée	non		15	19 j 5 h	0,00 \$
31563	Intégration à la tâche - ASC- Secteur A	2009/09/17	Réalisée	non		40	46 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de détention de Montréal						Type: Interne		
31564 Intégration à la tâche - ASC- CGA		2009/10/01	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31567 Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche		2009/06/29	Réalisée	non		19	106 j 1,5 h	0,00 \$
31824 Intégration à la tâche - ASC		2009/10/07	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31944 Intégration à la tâche		2009/11/12	Réalisée	non		9	14 j 6 h	0,00 \$
32037 Intégration à la tâche		2009/10/15	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						133	309 j 6,5 h	0,00 \$
Fournisseur : Centre de détention de New Carlisle (A.S.C.)						Type: Interne		
31702 Armes à feu		2009/09/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	14,30 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	14,30 \$
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE QUÉBEC						Type: Interne		
30741 Intervention d'urgence (ECIU) - test physique		2009/03/16	Réalisée	non		20	14 j 1,5 h	112,23 \$
30774 Intervention d'urgence (ECIU) - test physique		2009/03/23	Réalisée	non		19	12 j 5 h	107,94 \$
Total du fournisseur						39	26 j 6,5 h	220,17 \$
Fournisseur : Centre de détention de Sept Îles						Type: Interne		
31161 intervention O.C.		2009/02/27	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 \$
31162 Armes - Pratique de tir		2009/03/06	Réalisée	non		4	4 j 4 h	95,65 \$
31163 Armes - Pratique de tir		2009/03/10	Réalisée	non		7	9 j 1 h	148,20 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de détention de Sept Îles						Type: Interne		
Total du fournisseur						14	14 j 4 h	243,85 \$
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
30666	Accueil des nouveaux ASC (tpr)	2009/02/09	Réalisée	non		3	60 j 0 h	0,00 \$
30676	Sentences intermittentes	2009/01/08	Réalisée	non		3	5 j 0 h	0,00 \$
30678	Sentences intermittentes	2009/01/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
30894	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/09	Réalisée	non		6	3 j 4 h	0,00 \$
30895	Admission	2009/03/11	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
30896	Armes - Rétentionr	2009/03/10	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
30897	Armes - Rétentionr	2009/03/10	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30899	Armes - Rétentionr	2009/03/11	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 \$
30900	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/11	Réalisée	non		3	1 j 6 h	0,00 \$
30901	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/12	Réalisée	non		4	2 j 3 h	0,00 \$
30902	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/12	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30903	Armes - Rétentionr	2009/03/12	Réalisée	non		4	2 j 2,5 h	0,00 \$
30904	Armes - Rétentionr	2009/03/12	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30905	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/16	Réalisée	non		6	2 j 5 h	0,00 \$
30906	Armes - rétention et pratique	2009/03/16	Réalisée	non		5	5 j 0 h	170,61 \$
30907	Armes - rétention et pratique	2009/03/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
30908	Agent inflammatoire - Personnel - Rappel annuel	2009/03/17	Réalisée	non		3	1 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
30909 Armes - rétention et pratique		2009/03/17	Réalisée	non		5	5 j 0 h	39,55 \$
30910 Armes - rétention et pratique		2009/03/17	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
30912 Armes - rétention et pratique		2009/03/18	Réalisée	non		5	5 j 0 h	86,20 \$
30913 Armes - rétention et pratique		2009/03/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
30914 Armes - rétention et pratique		2009/03/19	Réalisée	non		4	4 j 0 h	43,10 \$
30915 Armes - rétention et pratique		2009/03/19	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
30918 Armes - rétention et pratique		2009/03/20	Réalisée	non		5	5 j 0 h	43,10 \$
30919 Armes - rétention et pratique		2009/03/20	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
30921 Armes - rétention et pratique		2009/03/30	Réalisée	non		7	6 j 4 h	35,63 \$
30922 Armes - rétention et pratique		2009/03/31	Réalisée	non		5	5 j 0 h	41,55 \$
30923 Armes - rétention et pratique		2009/03/31	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31686 Procédure de remise de temps		2009/05/06	Réalisée	non		15	5 j 2,5 h	0,00 \$
31688 Procédure de remise de temps		2009/05/13	Réalisée	non		25	8 j 6,5 h	0,00 \$
31689 Procédure de remise de temps		2009/05/20	Réalisée	non		19	6 j 5,5 h	0,00 \$
31691 Procédure 31H08		2009/05/27	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 \$
31692 Procédure 31H08		2009/06/03	Réalisée	non		20	7 j 1 h	0,00 \$
31693 Réunion d'équipe (BMT)		2009/05/27	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
31695 Réunion d'équipe (BMT)		2009/06/03	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
31696 Réunion d'équipe (BMT)		2009/06/10	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
31697 Procédure 31H08		2009/06/10	Réalisée	non		17	5 j 6,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
31698 Réunion d'équipe		2009/06/17	Réalisée	non		21	7 j 3,5 h	0,00 \$
31699 Système de traitement des plaintes		2009/09/02	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 \$
31704 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/09/23	Réalisée	non		22	7 j 6 h	0,00 \$
31705 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/09/30	Réalisée	non		23	8 j 1,5 h	0,00 \$
31707 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/10/07	Réalisée	non		25	8 j 6,5 h	0,00 \$
31711 Système de traitement des plaintes		2009/10/21	Réalisée	non		22	7 j 6 h	0,00 \$
31765 Armes - Requalification		2009/04/01	Réalisée	non		12	16 j 0 h	259,92 \$
31766 Requalification armes		2009/04/01	Réalisée	non		6	9 j 1 h	0,00 \$
31767 Requalification armes		2009/04/06	Réalisée	non		15	18 j 0 h	359,11 \$
31768 Requalification armes		2009/04/06	Réalisée	non		5	9 j 4 h	0,00 \$
31769 2.4 Accueil et formation de nouveaux a.s.c. TPR		2009/04/06	Réalisée	non		2	40 j 0 h	0,00 \$
31772 Clinique - Titulaire de cas		2009/04/16	Réalisée	non		8	8 j 0 h	0,00 \$
31774 Clinique - Titulaire de cas		2009/04/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31775 2.4 Accueil et formation de nouveaux a.s.c. TPR		2009/04/20	Réalisée	non		3	60 j 0 h	0,00 \$
31776 ADMIISSION		2009/04/15	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31777 ADMIISSION		2009/04/15	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31779 Armes - Requalification		2009/04/20	Réalisée	non		10	12 j 0 h	33,46 \$
31780 Armes - Requalification		2009/04/20	Réalisée	non		3	3 j 2 h	0,00 \$
31781 Armes - Requalification		2009/04/20	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
31783 ADMIISSION		2009/04/22	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE</i>						Type: Interne		
31784 ADMISSION		2009/04/20	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31799 CONTRÔLE PALAIS		2009/04/23	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31800 Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia		2009/04/23	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31803 Armes - rétention et pratique		2009/04/24	Réalisée	non		5	5 j 0 h	16,11 \$
31804 Armes - rétention et pratique		2009/04/24	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31805 Armes - Requalification		2009/04/27	Réalisée	non		3	3 j 0 h	21,55 \$
31806 Armes - Requalification		2009/04/27	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31807 Armes - Requalification		2009/04/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31808 Armes - pratique de tir		2009/04/27	Réalisée	non		10	16 j 0 h	21,55 \$
31810 Armes - pratique de tir		2009/04/27	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31811 Clinique - Titulaire de cas		2009/04/29	Réalisée	non		7	7 j 0 h	0,00 \$
31813 CONTRÔLE CENTRAL		2009/04/25	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31814 Armes - Rétention et pratique		2009/04/29	Réalisée	non		6	6 j 0 h	10,65 \$
31815 Armes - Rétention et pratique		2009/04/29	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31816 Armes - pratique de tir		2009/04/30	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
31817 Armes - pratique de tir		2009/04/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31903 Calcul de sentences		2009/05/05	Réalisée	non		4	7 j 0 h	884,02 \$
31904 Calcul de sentences		2009/05/05	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
31905 2.4 Accueil et formation de nouveaux a.s.c. TPR		2009/05/04	Réalisée	non		4	80 j 0 h	0,00 \$
31906 Sentences intermittentes		2009/05/05	Réalisée	non		3	6 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
31907 Armes - Quaification		2009/05/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	115,36 \$
31908 Armes - Quaification		2009/05/08	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
31909 CONTRÔLE CENTRAL		2009/05/05	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31910 CONTRÔLE CENTRAL		2009/05/05	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
31915 Courtes sentences		2009/05/13	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
31916 CONTRÔLE CENTRAL		2009/05/13	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31922 Casques et boucliers		2009/05/21	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
31924 Casques et boucliers		2009/05/21	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
31926 Admission		2009/05/27	Réalisée	non		3	4 j 0 h	0,00 \$
32477 Armes - 9mm		2009/08/24	Réalisée	non		5	25 j 0 h	508,44 \$
32479 Armes - 9mm		2009/08/24	Réalisée	non		7	11 j 3 h	0,00 \$
32481 Armes - 9mm		2009/08/31	Réalisée	non		5	25 j 0 h	501,59 \$
32482 Armes - 9mm		2009/08/31	Réalisée	non		6	11 j 3 h	0,00 \$
32483 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/08/26	Réalisée	non		3	3 j 0 h	203,00 \$
32486 Armes - rétention et pratique		2009/09/18	Réalisée	non		3	3 j 0 h	64,65 \$
32487 Armes - rétention et pratique		2009/09/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32490 ADMISSION		2009/09/21	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32491 Armes - rétention et pratique		2009/09/21	Réalisée	non		6	6 j 0 h	126,95 \$
32492 Armes - rétention et pratique		2009/09/21	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32494 Armes - rétention et pratique		2009/09/22	Réalisée	non		4	4 j 0 h	86,20 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
32495 Armes - rétention et pratique		2009/09/22	Réalisée	non		3	3 j 1 h	0,00 \$
32496 CONTRÔLE CENTRAL		2009/09/22	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32497 Armes - rétention et pratique		2009/09/23	Réalisée	non		10	11 j 0 h	60,60 \$
32498 Armes - rétention et pratique		2009/09/23	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32501 Armes - Requalification (reprise)		2009/09/30	Réalisée	non		5	5 j 0 h	41,55 \$
32502 Armes - Requalification		2009/09/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32503 Armes - Requalification (reprise)		2009/10/01	Réalisée	non		5	5 j 0 h	88,35 \$
32504 Armes - Requalification (reprise)		2009/10/01	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32505 Armes - Requalification (reprise)		2009/10/06	Réalisée	non		5	5 j 0 h	83,95 \$
32507 Armes - Requalification (reprise)		2009/10/06	Réalisée	non		3	3 j 0,5 h	0,00 \$
32508 Clinique - Titulaire de cas		2009/10/05	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32509 Armes - rétention et pratique		2009/10/08	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
32510 Armes - rétention et pratique		2009/10/08	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32511 ADMISSION		2009/10/09	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32512 Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia		2009/10/15	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
32513 2.4 Accueil et formation de nouveaux a.s.c. TPR		2009/10/19	Réalisée	non		3	60 j 0 h	0,00 \$
32514 Clinique - Titulaire de cas		2009/10/20	Réalisée	non		3	4 j 4 h	0,00 \$
32515 Clinique - Titulaire de cas		2009/10/20	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32521 Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia		2009/10/28	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
32522 Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia		2009/10/28	Réalisée	non		2	2 j 0,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
32546	CONTRÔLE CENTRAL	2009/06/01	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32547	ADMISSION	2009/06/01	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32548	Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia	2009/06/03	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
32553	Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia	2009/06/11	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
32563	Armes - 9mm	2009/06/19	Réalisée	non		5	20 j 0 h	410,32 \$
32565	Armes - 9mm	2009/06/19	Réalisée	non		3	4 j 0 h	0,00 \$
32572	DACOR	2009/06/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32576	Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia	2009/07/07	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
32577	Agent inflammatoire - Personnel - Formation initia	2009/07/09	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
32579	Accueil et formation de nouveaux a.s.c. TPR	2009/07/20	Réalisée	non		1	20 j 0 h	0,00 \$
32581	Armes - Requalification	2009/07/24	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32582	Armes - Requalification	2009/07/24	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32584	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/02	Réalisée	non		6	12 j 0 h	0,00 \$
32587	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/02	Réalisée	non		4	5 j 0 h	0,00 \$
32590	Gestion des renseignements sécuritaires	2009/11/04	Réalisée	non		2	4 j 0 h	0,00 \$
32591	Gestion des renseignements sécuritaires	2009/11/04	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32596	Intervention physique	2009/11/05	Réalisée	non		14	14 j 0 h	0,00 \$
32599	Intervention physique	2009/11/05	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32602	Casques et boucliers	2009/11/06	Réalisée	non		11	11 j 0 h	0,00 \$
32603	Intervention physique	2009/11/09	Réalisée	non		4	10 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE</i>						Type: Interne		
32604	Intervention physique	2009/11/09	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32608	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/12	Réalisée	non		14	14 j 0 h	0,00 \$
32609	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/12	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
32701	Casques et boucliers	2009/11/13	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
32702	Casques et boucliers	2009/11/13	Réalisée	non		4	2 j 1 h	0,00 \$
32703	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/16	Réalisée	non		9	18 j 0 h	0,00 \$
32704	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/16	Réalisée	non		8	12 j 0 h	0,00 \$
32705	Clinique - Titulaire de cas	2009/11/18	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32707	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/19	Réalisée	non		14	14 j 0 h	0,00 \$
32708	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32715	Casques et boucliers	2009/11/20	Réalisée	non		8	8 j 0 h	0,00 \$
32716	Casques et boucliers	2009/11/20	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32720	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/23	Réalisée	non		7	14 j 0 h	0,00 \$
32721	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/23	Réalisée	non		3	4 j 0 h	0,00 \$
32727	Pandémie	2009/11/25	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32728	Armes - rétention et pratique	2009/11/25	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32729	Armes - rétention et pratique	2009/11/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32730	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/26	Réalisée	non		12	12 j 0 h	0,00 \$
32731	Intervention physique- rafraîchissement	2009/11/26	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32963	Intervention physique	2009/11/30	Réalisée	non		12	24 j 0 h	73,86 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE DÉTENTION DE SHERBROOKE						Type: Interne		
32964	Intervention physique	2009/11/30	Réalisée	non		4	5 j 0 h	0,00 \$
32965	Pandémie	2009/12/02	Réalisée	non		22	7 j 6 h	0,00 \$
32969	Intervention physique	2009/12/03	Réalisée	non		9	9 j 0 h	0,00 \$
32970	Intervention physique	2009/12/03	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32971	Casques et boucliers	2009/12/04	Réalisée	non		8	8 j 0 h	0,00 \$
32972	Pandémie	2009/12/09	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 \$
32973	Intervention physique	2009/12/10	Réalisée	non		10	9 j 4 h	0,00 \$
32976	Casques et boucliers	2009/12/11	Réalisée	non		10	10 j 0 h	0,00 \$
32985	Instruction sur les fouilles	2009/12/16	Réalisée	non		18	6 j 3 h	0,00 \$
32988	Armes - rétention et pratique	2009/12/16	Réalisée	non		5	5 j 0 h	30,11 \$
32989	Armes - rétention et pratique	2009/12/16	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32995	Instruction sur les fouilles	2009/12/23	Réalisée	non		21	7 j 3,5 h	0,00 \$
32997	Instruction sur les fouilles	2009/12/30	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
32998	CONTRÔLE CENTRAL	2009/12/29	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
33026	ERM et DACOR	2009/06/17	Réalisée	non		1	0 j 5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						956	1179 j 5,5 h	4 461,04 \$
Fournisseur :Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
29584	Armes à feu	2009/01/05	Réalisée	non		4	4 j 4 h	332,19 \$
29587	Armes à feu	2009/01/06	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de Détention de St-Jérôme</i>						Type: Interne		
29588 Armes à feu		2009/01/07	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29589 Armes à feu		2009/01/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29590 Armes à feu		2009/01/12	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29591 Armes à feu		2009/01/13	Réalisée	non		4	4 j 4 h	332,19 \$
29882 Armes à feu		2009/01/14	Réalisée	non		3	3 j 3 h	317,89 \$
29884 Armes à feu		2009/01/15	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29885 Armes à feu		2009/01/19	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29886 Armes à feu		2009/01/20	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29887 Armes à feu		2009/01/21	Réalisée	non		3	3 j 3 h	317,89 \$
29888 Armes à feu		2009/01/23	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29981 Armes à feu		2009/01/26	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29982 Armes à feu		2009/01/27	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
29983 Agent de Liaison du F (jumelage)		2009/01/19	Réalisée	non		2	29 j 5 h	0,00 \$
30015 Armes à feu		2009/01/28	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
30016 Armes à feu		2009/01/29	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
30017 APRA- préparation session pour chefs		2009/01/23	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30086 Armes à feu		2009/01/30	Réalisée	non		5	5 j 5 h	346,49 \$
30090 APRA-Formation incendie des Chefs		2009/01/28	Réalisée	non		9	11 j 3 h	0,00 \$
30186 APRA- préparation session pour chefs		2009/01/14	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30188 APRA-Formation incendie des Chefs		2009/02/04	Réalisée	non		10	11 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
30298 Armes à feu		2009/02/03	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30335 Armes à feu		2009/02/04	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30337 Armes à feu		2009/02/05	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30471 Armes à feu		2009/02/16	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30472 Armes à feu		2009/02/17	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30473 APRA-Formation incendie des Chefs		2009/02/11	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 \$
30476 FORMATION DES NOUVEAUX ASC		2009/03/09	Réalisée	non		18	30 j 6 h	0,00 \$
30553 Armes à feu		2009/02/18	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30554 Armes à feu		2009/02/19	Réalisée	non		4	4 j 4 h	392,19 \$
30555 Armes à feu		2009/02/23	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30556 Armes à feu		2009/02/24	Réalisée	non		5	5 j 5 h	334,99 \$
30557 Sentences - jumelage-chef d'unité		2009/02/02	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 \$
30560 CANTINE - jumelage		2009/01/12	Réalisée	non		2	20 j 4 h	0,00 \$
30561 Armurier- formateur		2009/01/21	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30586 Intermittents		2009/02/12	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 \$
30587 Accueil - Jumelage		2009/02/18	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
30588 Armes à feu		2009/02/25	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30693 APRA- préparation session		2009/02/12	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30694 Armes à feu		2009/02/26	Réalisée	non		5	28 j 4 h	406,49 \$
30743 Armes à feu		2009/03/25	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
30744 Armes à feu		2009/03/26	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30746 jumelage guérite du C		2009/03/09	Réalisée	non		2	2 j 6 h	0,00 \$
30747 jumelage guérite du C		2009/03/16	Réalisée	non		2	34 j 2 h	0,00 \$
30834 jumelage Palais de Joliette (Dacor)		2009/02/09	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30839 Armes à feu		2009/03/27	Réalisée	non		5	28 j 4 h	2 032,45 \$
30955 SECTEUR C - DOSSIERS - JUMELAGE		2009/04/21	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
30956 SECTEUR C - DOSSIERS - JUMELAGE		2009/04/22	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
30957 Jumelage - dossiers sociaux-Secteur C		2009/04/23	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30958 Armes à feu		2009/04/06	Réalisée	non		4	4 j 4 h	392,19 \$
30959 Armes à feu		2009/04/20	Réalisée	non		5	5 j 5 h	406,49 \$
30960 Armes à feu		2009/04/21	Réalisée	non		3	3 j 3 h	377,89 \$
30961 Armes à feu		2009/04/22	Réalisée	oui		5	28 j 4 h	2 032,45 \$
31468 Armes à feu		2009/05/19	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31469 Armes à feu		2009/05/20	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31470 Armes à feu		2009/05/21	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31471 Armes à feu		2009/05/25	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31472 Armes à feu		2009/05/26	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31473 Armes à feu		2009/05/28	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31474 Armes à feu		2009/06/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31475 Armes à feu		2009/06/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
31476	Armes à feu	2009/06/03	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31477	Armes à feu	2009/06/04	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31478	Armes à feu	2009/06/15	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	392,19 \$
31479	Armes à feu	2009/06/19	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31480	Armes à feu	2009/06/17	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31481	Armes à feu	2009/06/19	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31482	Armes à feu	2009/06/22	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31483	Armes à feu	2009/06/23	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31484	Armes à feu	2009/06/25	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31485	Armes à feu	2009/06/26	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31486	Armes à feu	2009/06/29	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	363,59 \$
31487	Armes à feu	2009/06/30	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	377,89 \$
31488	Armes à feu	2009/09/04	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	420,79 \$
31489	Armes à feu	2009/09/07	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	420,79 \$
31490	Armes à feu	2009/09/08	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	420,79 \$
31491	Armes à feu	2009/09/09	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	420,79 \$
31492	Armes à feu	2009/09/10	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	420,79 \$
31493	Armes à feu	2009/04/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31494	Armes à feu	2009/04/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31495	Armes à feu	2009/03/31	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
31496 Armes à feu		2009/03/30	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31497 Armes à feu		2009/03/27	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	406,49 \$
31520 FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC		2009/06/25	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	0,00 \$
31521 FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC		2009/06/30	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31522 FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC		2009/07/29	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
31523 FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC		2009/08/03	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
31595 Armes à feu		2009/09/17	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31596 Armes à feu		2009/09/23	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31597 Armes à feu		2009/10/07	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	377,29 \$
31598 Armes à feu		2009/10/12	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31599 Armes à feu		2009/10/13	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31600 Armes à feu		2009/10/14	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31601 Armes à feu		2009/10/15	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31602 Armes à feu		2009/10/19	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31603 Armes à feu-Moniteurs		2009/09/15	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	28,20 \$
31604 Jumelage-intégration des nouveaux agents		2009/04/06	Réalisée	non		4	13 j 5 h	0,00 \$
31605 Jumelage-agent de liaison - secteur F		2009/04/01	Réalisée	non		2	29 j 5 h	0,00 \$
31606 Jumelage-Dossiers sociaux - secteur C		2009/04/01	Réalisée	non		2	29 j 5 h	0,00 \$
31607 Jumelage-C.Q.L.C.		2009/04/06	Réalisée	non		2	16 j 0 h	0,00 \$
31608 Jumelage-Palais de St-Jérôme		2009/04/01	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Centre de Détention de St-Jérôme						Type: Interne		
31609	Jumelage-Dossiers Sociaux-Secteur C	2009/04/22	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31610	Jumelage - Parloir	2009/04/15	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31611	Jumelage - Cantine (employé civil - M. Girard)	2009/04/14	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
31612	Jumelage - Chefs unité de nuit	2009/04/06	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 \$
31613	Jumelage -Transferts (sentences)	2009/04/20	Réalisée	non		2	25 j 1 h	0,00 \$
31614	Jumelage -Contrôle Central	2009/04/20	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31615	Jumelage -Comité du C (refresh)	2009/07/02	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31616	Jumelage -Comité du C	2009/08/19	Réalisée	non		3	13 j 5 h	0,00 \$
31617	Jumelage -Palais St-Jérôme	2009/04/20	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31618	Jumelage Contrôle central	2009/05/11	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31619	Jumelage Contrôle central	2009/05/04	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31620	Jumelage -Admission	2009/06/16	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31621	Jumelage -Secteur BE	2009/04/27	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31622	Remise 42 h -Classement	2009/06/24	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
31623	Remise 42 h -Classement	2009/06/23	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
31624	Remise 42 h -Classement	2009/06/23	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 \$
31625	Remise 42 h - Extincteurs	2009/06/17	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
31626	Remise 42 h - Extincteurs	2009/06/16	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
31627	Remise 42 h - Extincteurs	2009/06/16	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
31628	Remise 42 h - Extincteurs	2009/06/10	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de Détention de St-Jérôme</i>						Type: Interne		
31629 Remise 42 h - Extincteurs		2009/06/09	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
31630 Remise 42 h - Extincteurs		2009/06/09	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
31631 Remise 42 h - Extincteurs		2009/06/03	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
31632 Remise 42 h - Extincteurs		2009/06/02	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
31633 Remise 42 h - Extincteurs		2009/06/02	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
31634 Remise 42 h - Gangs de rue		2009/05/27	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
31635 Remise 42 h - Gangs de rue		2009/05/26	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
31636 Remise 42 h - Gangs de rue		2009/05/26	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
31637 Remise 42 h- Intimidation- traitement plaintes		2009/05/20	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
31638 Remise 42 h- Intimidation- traitement plaintes		2009/05/19	Réalisée	non		15	5 j 2,5 h	0,00 \$
31639 Remise 42 h-Gangs de rue		2009/05/12	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
31640 Remise 42 hrs-dossiers sociaux		2009/05/05	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31642 Remise 42 h-Admission		2009/04/29	Réalisée	non		2	0 j 5 h	0,00 \$
31645 Remise 42 h-réunion d'équipe et contentions		2009/04/22	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
31658 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/22	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 \$
31659 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/22	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
31660 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/23	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31661 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/29	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31662 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/29	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
31663 Remise 42 h-classement et revision de classement		2009/09/30	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de Détention de St-Jérôme</i>						Type: Interne		
31664	Remise 42 h-classement et revision de classement	2009/10/06	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31665	Remise 42 h-classement et revision de classement	2009/10/06	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
31666	Remise 42 h-classement et revision de classement	2009/10/07	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
31667	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/13	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
31668	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/13	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
31669	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/14	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
31670	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/20	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
31671	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/20	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31672	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/21	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
31673	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/27	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 \$
31674	Remise 42 h-Soins santé (protocole,entente,CSST	2009/10/27	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
31675	Dossiers sociaux	2009/07/02	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
31722	FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC	2009/09/21	Réalisée	non		31	86 j 6 h	368,50 \$
31759	Armes à feu	2009/10/21	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31760	Armes à feu	2009/10/27	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31761	Armes à feu	2009/10/29	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31763	Intégration à la tâche -nouveaux asc-Secteur DC,DD	2009/10/20	Réalisée	non		13	28 j 0 h	0,00 \$
31841	Jumelage-contrôle principal	2009/09/14	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31856	Armes à feu	2009/11/02	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31857	Armes à feu	2009/11/04	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de Détention de St-Jérôme</i>						Type: Interne		
31982 Armes à feu		2009/11/09	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31983 Armes à feu		2009/11/10	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31984 Armes à feu		2009/11/11	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31985 Armes à feu		2009/11/12	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31986 Armes à feu		2009/11/18	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31987 Armes à feu		2009/11/23	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31988 Armes à feu		2009/11/25	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
31989 Armes à feu		2009/11/30	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
31990 Armes à feu		2009/12/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	405,49 \$
32055 Jumelage - Service - Lagibert		2009/10/14	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32056 Jumelage -Sentences		2009/09/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
32057 Remise 42 h -Soins de santé		2009/10/28	Réalisée	non		10	3 j 6,5 h	0,00 \$
32058 Remise 42 h -rapports d'intervenant informatisé		2009/11/03	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32059 Remise 42 h -rapports d'intervenant informatisé		2009/11/04	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
32060 Remise 42 h -rapports d'intervenant informatisé		2009/11/10	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
32061 Remise 42 h -rapports d'intervenant informatisé		2009/11/11	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32062 Remise 42 h -gestion des dossiers administratif		2009/11/24	Réalisée	non		19	6 j 5,5 h	0,00 \$
32063 Remise 42 h -rapport interv.témoignage cour		2009/12/01	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32064 Remise 42 h -rapport interv.témoignage cour		2009/12/02	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32065 Remise 42 h -rapport interv.témoignage cour		2009/12/08	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de Détention de St-Jérôme</i>						Type: Interne		
32066	Remise 42 h -rapport intervenant informatisé	2009/11/17	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32067	Remise 42 h -rapport intervenant informatisé	2009/11/18	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
32068	Remise 42 h -gestion des dossiers adminsitratif	2009/11/25	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32069	Remise 42 h -rapp interv. Témoignage cour	2009/12/09	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32387	Armes à feu	2009/12/10	Réalisée	oui		5	28 j 4 h	2 027,45 \$
32388	Armes à feu	2009/12/08	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
32389	Armes à feu	2009/12/09	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	391,39 \$
32401	Jumelage-Patrouille	2009/12/08	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1115	1287 j 0,5 h	40 397,58 \$
Fournisseur : <i>centre de détention Québec (ASC)</i>						Type: Interne		
30621	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30622	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/19	Réalisée	non		7	8 j 0 h	35,47 \$
30623	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/17	Réalisée	non		12	13 j 5,5 h	44,12 \$
30624	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/18	Réalisée	non		6	6 j 6,5 h	74,97 \$
30625	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/20	Réalisée	non		10	11 j 0,5 h	105,39 \$
30626	Armes à feu - Pratique et rétention	2009/02/23	Réalisée	non		8	9 j 0,5 h	76,10 \$
30712	Armes à feu - Pratique	2009/02/26	Réalisée	non		9	10 j 0 h	71,61 \$
30713	Armes à feu - Pratique	2009/02/27	Réalisée	non		8	9 j 4,5 h	75,44 \$
30714	Armes à feu - Pratique	2009/03/09	Réalisée	non		7	4 j 0 h	18,92 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :centre de détention Québec (ASC)						Type: Interne		
30715 Armes à feu - Pratique		2009/03/09	Réalisée	non		6	3 j 3 h	33,44 \$
30716 Armes à feu - Pratique		2009/03/10	Réalisée	non		6	3 j 3 h	9,90 \$
30717 Armes à feu - Pratique		2009/03/10	Réalisée	non		7	4 j 3,5 h	44,15 \$
30718 Armes à feu - Pratique		2009/03/12	Réalisée	non		14	9 j 3 h	33,00 \$
30823 Armes à feu - Pratique		2009/03/24	Réalisée	non		11	12 j 0 h	108,99 \$
30824 Armes à feu - Pratique		2009/03/24	Réalisée	non		5	5 j 5 h	23,76 \$
30825 Armes à feu - Pratique		2009/03/26	Réalisée	non		10	7 j 2,5 h	22,05 \$
30826 Armes à feu - Pratique		2009/03/27	Réalisée	non		7	8 j 6 h	0,00 \$
30881 Armes à feu - Pratique		2009/03/23	Réalisée	non		11	6 j 6 h	70,36 \$
31136 Armes à feu - Pratique		2009/03/25	Réalisée	non		10	5 j 6 h	19,36 \$
31137 Armes à feu - Pratique		2009/03/25	Réalisée	non		7	4 j 4 h	42,90 \$
31138 Armes à feu - Pratique		2009/04/07	Réalisée	non		3	1 j 5 h	9,46 \$
31139 Armes à feu - Pratique		2009/04/09	Réalisée	non		8	7 j 3,5 h	76,54 \$
31140 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/23	Réalisée	non		9	5 j 1 h	9,90 \$
31141 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/23	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
31142 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/27	Réalisée	non		13	9 j 4,5 h	43,34 \$
31143 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/28	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
31144 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/29	Réalisée	non		12	8 j 1 h	9,46 \$
31145 Armes à feu - qualification annuelle		2009/04/30	Réalisée	non		9	6 j 0 h	19,80 \$
31146 Armes à feu - qualification annuelle		2009/05/01	Réalisée	non		7	4 j 4 h	18,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>centre de détention Québec (ASC)</i>						Type: Interne		
31147 Armes à feu - qualification annuelle		2009/05/06	Réalisée	non		16	11 j 3,5 h	9,46 \$
31148 Armes à feu - qualification annuelle		2009/05/22	Réalisée	non		14	10 j 1 h	8,60 \$
31149 Armes à feu - qualification annuelle		2009/05/25	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
31150 Armes à feu - qualification & coaching		2009/05/28	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
31151 Armes à feu - pratique des moniteurs		2009/05/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	37,84 \$
Total du fournisseur						280	231 j 1 h	1 152,33 \$
Fournisseur : <i>Centre de formation en secourisme du Québec</i>						Type: Externe		
31003 formation secouriste milieu travail		2009/06/01	Réalisée	non		2	4 j 0 h	192,00 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	192,00 \$
Fournisseur : <i>Centre de formation professionnelle</i>						Type: Externe		
32192 Hygiène et salubrité		2009/06/08	Réalisée	non		2	2 j 2 h	278,60 \$
32205 Hygiène et salubrité		2009/09/08	Réalisée	non		2	2 j 0 h	250,00 \$
32230 Hygiène et salubrité		2009/11/02	Réalisée	non		1	2 j 2 h	107,62 \$
32236 Français		2009/12/02	Réalisée	non		13	13 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						18	19 j 4 h	636,22 \$
Fournisseur : <i>CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE</i>						Type: Externe		
29798 Prévention du suicide		2009/01/26	Réalisée	oui		14	125 j 5 h	2 973,50 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE						Type: Externe		
30480	Prévention du suicide	2009/02/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	313,45 \$
30614	Prévention du suicide - Agir en amont	2009/02/02	Réalisée	non		7	8 j 0 h	501,02 \$
30688	Prévention du suicide	2009/03/09	Réalisée	non		22	59 j 5,5 h	2 741,62 \$
30829	Prévention du suicide - Agir en amont	2009/02/02	Réalisée	non		2	2 j 2 h	630,00 \$
30864	Prévention du suicide	2009/04/28	Réalisée	oui		13	68 j 4 h	2 736,61 \$
30936	Prévention du suicide	2009/04/20	Réalisée	oui		24	93 j 6 h	2 350,36 \$
30948	Prévention du suicide	2009/05/25	Réalisée	oui		20	64 j 2,5 h	2 170,00 \$
30949	Prévention du suicide	2009/05/26	Réalisée	oui		14	80 j 1 h	2 268,04 \$
30950	Prévention du suicide	2009/05/19	Réalisée	oui		14	59 j 3 h	2 685,00 \$
30962	PRÉVENTION SUICIDE	2009/04/30	Réalisée	non		9	19 j 3 h	1 500,00 \$
30966	PRÉVENTION SUICIDE - rafraichissement	2009/04/28	Réalisée	non		1	2 j 2 h	141,04 \$
31033	Prévention du suicide	2009/05/26	Réalisée	non		13	34 j 2 h	0,00 \$
31043	Prévention du suicide	2009/02/05	Réalisée	non		6	6 j 6 h	380,00 \$
31174	Prévention du suicide	2009/05/05	Réalisée	non		3	0 j 5 h	0,00 \$
31525	Prévention Suicide - Rencontre provinciale	2009/05/12	Réalisée	non		2	4 j 4 h	607,82 \$
31565	PRÉVENTION SUICIDE	2009/09/30	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	14,30 \$
31586	Prévention du suicide	2009/10/06	Réalisée	oui		3	5 j 1 h	42,90 \$
31587	PRÉVENTION SUICIDE	2009/09/29	Réalisée	oui		6	14 j 1 h	234,70 \$
32028	Prévention du suicide	2009/04/28	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	2 736,61 \$
32264	Colloque annuel prévention suicide	2009/11/20	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	320,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE						Type: Externe		
32265 Colloque annuel prévention suicide		2009/11/20	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 \$
Total du fournisseur						180	657 j 3 h	25 346,97 \$
Fournisseur :CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE QUÉBEC						Type: Externe		
31584 Prévention du suicide (EIS)		2009/10/26	Réalisée	oui		12	54 j 6 h	2 170,00 \$
31694 Prévention du suicide (EIS)		2009/09/30	Réalisée	oui		17	18 j 2,5 h	148,50 \$
Total du fournisseur						29	73 j 1,5 h	2 318,50 \$
Fournisseur :Centre de prévention suicide de Trois-Rivières						Type: Externe		
31108 Intervenir en situation de crise suicidaire		2009/02/18	Réalisée	non		5	4 j 5 h	562,56 \$
Total du fournisseur						5	4 j 5 h	562,56 \$
Fournisseur :Centre de prévenvion du suicide les Deux Rives						Type: Externe		
31166 Prévention du suicide		2009/04/08	Réalisée	non		9	10 j 2 h	925,00 \$
Total du fournisseur						9	10 j 2 h	925,00 \$
Fournisseur :Centre de santé et des services sociaux de la....						Type: Interne		
31179 Intervention auprès des autochtones		2009/05/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 \$
31184 Approche auprès de la clientèle autochtone		2009/05/27	Réalisée	non		8	8 j 0 h	137,08 \$
Total du fournisseur						9	9 j 0 h	151,38 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Centre de santé et des services sociaux de la...</i>						Type: Interne		
Fournisseur : <i>Centre de services partagés du Québec</i>						Type: Externe		
30748	Leadership - déjeuner-conférence	2009/02/13	Réalisée	non		4	2 j 2 h	330,00 \$
30993	Leadership - déjeuner-conférence	2009/04/03	Réalisée	non		2	1 j 1 h	110,00 \$
32614	Gestionnaires : athlète de haut niveau	2009/09/25	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	55,00 \$
33097	Administration des examens écrits, mod. 6	2009/02/10	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
33358	Leadership en action pour gest. de gestionnaires	2009/10/27	Réalisée	non		1	2 j 0 h	2 570,91 \$
Total du fournisseur						9	7 j 5 h	3 065,91 \$
Fournisseur : <i>centre des services partagés</i>						Type: Interne		
30479	Les petits déjeuners de leadership	2009/02/13	Réalisée	non		1	1 j 1 h	91,82 \$
32755	Petits déjeuners de leadership	2009/02/13	Réalisée	non		2	1 j 1 h	144,26 \$
32757	Petits déjeuners de leadership	2009/11/13	Réalisée	non		1	0 j 3 h	207,75 \$
32759	Petits déjeuners de leadership	2009/11/20	Réalisée	non		2	0 j 6 h	144,25 \$
33167	Petits déjeuners de leadership	2009/11/20	Réalisée	non		2	0 j 4 h	43,28 \$
Total du fournisseur						8	4 j 1 h	631,36 \$
Fournisseur : <i>centre Dollard Cormier</i>						Type: Externe		
30438	Toxicomanie	2009/02/03	Réalisée	non		16	16 j 0 h	125,82 \$
32424	Toxicomanie et entourage	2009/02/12	Réalisée	non		2	2 j 0 h	32,00 \$
32449	Sensibilisation à l'histoire des noirs - SCC	2009/02/25	Réalisée	non		1	1 j 1 h	9,90 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :centre Dollard Cormier						Type: Externe		
32529	Toxicomanie et itinérance	2009/03/12	Réalisée	non		2	2 j 2 h	60,00 \$
33085	Jeu pathologique et la toxicomanie et déficit cog	2009/05/14	Réalisée	non		1	1 j 0 h	91,29 \$
33087	Jeu pathologique et la toxicomanie et déficit cog	2009/04/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	48,54 \$
33249	La réduction des méfaits	2009/10/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	54,20 \$
33253	Colloque Équipe de recherches CDC-IUD et RISQ	2009/11/26	Réalisée	non		1	2 j 0 h	173,96 \$
Total du fournisseur						25	26 j 3 h	595,71 \$
Fournisseur :Centre International de Criminologie comparée						Type: Externe		
30355	Conférence Prisons provinciale du QC trouble mentit	2009/01/07	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 1,5 h	0,00 \$
Fournisseur :CENTRE JEUNESSE						Type: Externe		
30943	Conférence sur les gangs de rue	2009/04/02	Réalisée	oui		13	11 j 1 h	400,00 \$
32431	Conférence - Gang de rue	2009/02/20	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	400,00 \$
32763	Coférence - Problématique des gangs de rue	2009/01/28	Réalisée	oui		12	5 j 1 h	300,00 \$
32764	Problématique des gangs de rue	2009/01/28	Réalisée	oui		12	1 j 5 h	100,00 \$
33042	Conférence sur les gangs de rue	2009/04/02	Réalisée	oui		13	3 j 5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						53	22 j 5,5 h	1 200,00 \$
Fournisseur :CENTRE MICROBUR ENR.						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CENTRE MICROBUR ENR.						Type: Externe		
31112 Nouvelle orthographe		2009/06/03	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32048 Prise de notes, comptes rendus et p.v.		2009/11/02	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	417,00 \$
Total du fournisseur						2	2 j 3,5 h	417,00 \$
Fournisseur : Centre québécois de leadership						Type: Externe		
32160 Petit déjeuner de leadership		2009/11/06	Réalisée	oui		3	0 j 6 h	165,00 \$
Total du fournisseur						3	0 j 6 h	165,00 \$
Fournisseur : Centre services partagés Québec						Type: Interne		
31847 Formation SAGIR		2009/09/15	Réalisée	non		1	1 j 0 h	20,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	20,00 \$
Fournisseur : CEST						Type: Externe		
31423 CEST - jeunesse 2009		2009/04/17	Réalisée	non		1	2 j 0 h	50,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	50,00 \$
Fournisseur : CHU Sainte-Justine						Type: Externe		
31741 4e Colloque québécois sur la maltraitance		2009/10/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	200,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	200,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CIFAS - Intern. Franco. Sur agres. Sex.						Type: Externe		
30951	Congrès international francophone agression sexuelle	2009/05/11	Réalisée	oui		4	12 j 0 h	2 852,75 \$
31200	Congrès international francophone agression sexuelle	2009/05/11	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	943,99 \$
32293	Congrès inter. francophone sur agression sexuelle	2009/05/11	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	534,00 \$
Total du fournisseur						8	24 j 0 h	4 330,74 \$
Fournisseur : CIPC						Type: Externe		
32586	Colloque du 15e anniversaire	2009/12/07	Réalisée	oui		1	3 j 5 h	495,00 \$
Total du fournisseur						1	3 j 5 h	495,00 \$
Fournisseur : CIVAS Estrie						Type: Externe		
30916	Les préjugés en s'en fou! Rétablissons les faits.	2009/03/19	Réalisée	non		9	9 j 0 h	0,00 \$
30917	Les préjugés en s'en fou! Rétablissons les faits.	2009/03/19	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31035	Colloque de la prévention de la criminalité	2009/04/20	Réalisée	non		2	12 j 0 h	1 394,20 \$
31782	Colloque 2000	2009/04/20	Réalisée	non		9	17 j 0 h	1 320,00 \$
32493	Colloque Éducation Milieu carcéral	2009/09/21	Réalisée	non		1	3 j 0 h	497,68 \$
Total du fournisseur						23	43 j 0 h	3 211,88 \$
Fournisseur : CLSC DE LA RÉGION SHERBROOKOISE						Type: Externe		
31700	Trouble de personnalité	2009/09/09	Réalisée	non		23	8 j 1,5 h	0,00 \$
31701	Trouble de personnalité	2009/09/16	Réalisée	non		27	9 j 4,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CLSC DE LA RÉGION SHERBROOKE						Type: Externe		
31708 Trouble de personnalité		2009/10/14	Réalisée	non		28	10 j 0 h	0,00 \$
32485 Trouble de personnalité		2009/09/16	Réalisée	non		2	2 j 0 h	19,80 \$
Total du fournisseur						80	29 j 6 h	19,80 \$
Fournisseur : Collège Ahuntsic						Type: Externe		
30996 Colloque Sécurité civile		2009/05/14	Réalisée	non		1	0 j 0 h	250,00 \$
31019 formation gestion site sinistre		2009/03/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	225,00 \$
Total du fournisseur						2	1 j 0 h	475,00 \$
Fournisseur : COLLEGE CANADIEN DE POLICE						Type: Institutionnelle		
31529 Analyse sur les renseignements stratégiques (CARS)		2009/06/01	Réalisée	oui		1	10 j 0 h	2 501,68 \$
33355 Cours d'analyse de renseignements stratégiques		2009/06/01	Réalisée	oui		1	10 j 0 h	3 500,00 \$
Total du fournisseur						2	20 j 0 h	6 001,68 \$
Fournisseur : Comform						Type: Externe		
31061 Production de documents professionnels de qualité		2009/02/25	Réalisée	non		2	2 j 0 h	426,60 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	426,60 \$
Fournisseur : Comité régional mixte repr. off. justice pénale						Type: Externe		
33126 Journée thématique sur la délinquance sexuelle		2009/11/27	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Comité régional mixte repr. off. justice pénale</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						6	6 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>Commission des libérations conditionnelles</i>						Type: Interne		
31029	Personne désignée CQLC	2009/06/03	Réalisée	non		2	2 j 4 h	85,25 \$
31128	Personne désignée CQLC	2009/04/22	Réalisée	non		4	4 j 0 h	686,01 \$
31135	CQLC - Personnes désignées	2009/04/15	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
31231	Personne désignée CQLC	2009/06/09	Réalisée	non		2	3 j 2 h	288,36 \$
31233	Personne désignée CQLC	2009/06/02	Réalisée	non		8	8 j 4 h	67,75 \$
31276	Formation générale CQLC	2009/04/15	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
31791	Personne désignée CQLC	2009/04/21	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
31930	Personne désignée CQLC	2009/05/05	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						31	33 j 6 h	1 127,37 \$
Fournisseur : <i>Conference Board du Canada</i>						Type: Externe		
32011	Conférence des cadres supérieurs de la FP	2009/05/21	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	3 388,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	3 388,00 \$
Fournisseur : <i>Conférences des juges administratifs du Québec</i>						Type: Externe		
32368	Colloque annuel CJAQ	2009/11/12	Réalisée	non		6	12 j 0 h	2 101,68 \$
Total du fournisseur						6	12 j 0 h	2 101,68 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Conférences des juges administratifs du Québec</i>						Type: Externe		
Fournisseur : <i>Conférences grandes tendances</i>						Type: Externe		
31309	Vers un nouveau management & d'autres valeurs	2009/05/26	Réalisée	oui		3	1 j 0,5 h	297,00 \$
32021	Conférence - Diriger mieux, travailler moins	2009/09/18	Réalisée	oui		2	0 j 5 h	217,80 \$
Total du fournisseur						5	1 j 5,5 h	514,80 \$
Fournisseur : <i>Conform Inc (consultation et formation)</i>						Type: Externe		
32000	Produire des documents professionnels de qualité	2009/04/01	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	213,30 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	213,30 \$
Fournisseur : <i>Conseil des tribunaux administratifs canadiens</i>						Type: Externe		
31553	Congrès annuel CTAC	2009/05/31	Réalisée	non		1	3 j 0 h	2 083,62 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	2 083,62 \$
Fournisseur : <i>Conseil du Trésor</i>						Type: Interne		
32128	Programme d'accueil gouvernemental	2009/05/20	Réalisée	non		2	2 j 2 h	12,00 \$
33324	Saisie crédits détaillés SINBAD	2009/11/02	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						3	2 j 5 h	12,00 \$
Fournisseur : <i>Contech</i>						Type: Externe		
30654	Développement durable	2009/02/24	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	475,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Contech						Type: Externe		
32008 Règles à connaître avec de témoigner à la Cour		2009/05/06	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	604,90 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	1 079,90 \$
Fournisseur :Contrôleur des finances						Type: Interne		
30763 Cycle budgétaire et budget de dépenses		2009/03/05	Réalisée	non		1	0 j 6,5 h	0,00 \$
30765 Fiabilité des données financières		2009/03/17	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
31403 Atelier sur les préférences cérébrales Hermann		2009/04/17	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	184,50 \$
31419 Cycle budgétaire et budget de dépenses		2009/06/11	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31420 Dépenses et revenus de transfert		2009/06/02	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31442 Assouplissements budgétaires		2009/03/05	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						11	11 j 6,5 h	184,50 \$
Fournisseur :CRAIM - MM						Type: Externe		
31347 Atelier du Craim		2009/06/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	160,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	160,00 \$
Fournisseur :CRIM FORMATION						Type: Externe		
30307 Introduction à l'architecture orientée objet (SOA)		2009/01/27	Réalisée	oui		4	4 j 0 h	1 170,00 \$
30934 Introduction aux entrepôts et dépôts de données		2009/04/09	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	3 355,90 \$
31010 langage SQL - base		2009/04/20	Réalisée	non		2	4 j 0 h	1 250,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CRIM FORMATION						Type: Externe		
31304	Modèle économique du logiciel libre	2009/05/14	Réalisée	oui		2	0 j 4 h	144,90 \$
31314	Solutions d'Intelligence d'Affaires (IA)	2009/06/04	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	0,00 \$
32042	Assurance qualité	2009/10/22	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	1 300,00 \$
32158	Vidéosurveillance intelligente	2009/11/05	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	325,00 \$
Total du fournisseur						16	17 j 3 h	7 545,80 \$
Fournisseur : Crise						Type: Externe		
31203	Suicide et milieu de travail	2009/06/09	Réalisée	non		1	3 j 0 h	180,93 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	180,93 \$
Fournisseur : CSPQ-Centre des services partagés...						Type: Interne		
29877	Sagip - implantation Rise CARRA	2009/01/21	Réalisée	non		2	4 j 0 h	160,00 \$
30304	GEREV	2009/01/28	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
30682	Pour plus de confort en gestion du rendement	2009/02/06	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
30891	Agent de changement - Projet SIIJ	2009/03/11	Réalisée	oui		22	23 j 4 h	5 491,29 \$
30892	Agent de changement - Projet SIIJ	2009/03/18	Réalisée	oui		19	19 j 2 h	3 298,82 \$
31068	Agent de changement - Projet SIIJ	2009/06/03	Réalisée	oui		23	24 j 1 h	0,00 \$
31083	Agent de changement - Projet SIIJ	2009/06/10	Réalisée	non		27	30 j 3 h	827,00 \$
31228	Victime processus de travail - Projet SIIJ	2009/05/26	Réalisée	non		1	1 j 1 h	102,90 \$
31296	Petits déjeuners de leadership à Québec	2009/04/24	Réalisée	non		1	0 j 2 h	55,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CSPQ-Centre des services partagés...						Type: Interne		
31312	Colis 1 - SAGIP	2009/05/26	Réalisée	non		1	1 j 0 h	89,00 \$
31703	LSA02 - SAGIR	2009/10/20	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	30,44 \$
31931	Forum de la fonction publique du Québec en Estrie	2009/11/04	Réalisée	non		3	2 j 0 h	90,00 \$
31932	Leadership	2009/05/08	Réalisée	non		1	0 j 4 h	144,30 \$
32012	SAGIR - LSA	2009/05/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	19,90 \$
32043	Processus d'affaires et systèmes d'information	2009/10/27	Réalisée	non		1	2 j 0 h	348,24 \$
32044	SAGIP	2009/10/28	Réalisée	non		1	1 j 3,5 h	173,30 \$
32070	Attention ! Vos gestes vous trahissent	2009/11/06	Réalisée	non		4	1 j 5 h	375,00 \$
32349	Rédaction de texte informatif	2009/12/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	100,00 \$
32592	Forum de la Fonction publique	2009/11/04	Réalisée	non		13	13 j 0 h	390,00 \$
33199	SAGIR - LSA	2009/01/21	Réalisée	non		1	2 j 0 h	250,00 \$
33404	Le non verbal	2009/10/23	Réalisée	oui		3	1 j 3,5 h	567,90 \$
33416	Évaluation du rendement	2009/12/09	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	797,30 \$
Total du fournisseur						131	137 j 3 h	13 310,39 \$
Fournisseur : CSST						Type: Interne		
31927	APSSAP	2009/05/26	Réalisée	non		1	2 j 0 h	274,55 \$
32605	Nouveaux membres de Comité santé et sécurité	2009/11/10	Réalisée	non		1	2 j 6 h	454,97 \$
32722	Santé et sécurité au travail	2009/11/24	Réalisée	non		1	2 j 0 h	406,13 \$
32724	Santé et sécurité au travail	2009/11/24	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :CSST						Type: Interne		
Total du fournisseur						4	7 j 6 h	1 135,65 \$
Fournisseur :D&G RÉANIMATION INC.						Type: Externe		
31004	formation réanimation selon normes CSST	2009/05/11	Réalisée	non		3	6 j 0 h	345,20 \$
31344	Formation secourisme en milieu de travail	2009/06/17	Réalisée	non		1	2 j 0 h	125,00 \$
32252	Formaiton Secourisme en milieu travail	2009/11/23	Réalisée	non		1	2 j 0 h	29,00 \$
Total du fournisseur						5	10 j 0 h	499,20 \$
Fournisseur :Détenition de Montréal						Type: Interne		
30421	OC - Recertification - ASC	2009/02/02	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 \$
31205	OC - Formation initiale - ASC	2009/06/09	Réalisée	non		12	16 j 0 h	0,00 \$
31825	OC - Formation initiale - ASC	2009/10/20	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 \$
32071	Nouveaux ASC	2009/06/01	Réalisée	non		23	202 j 3,5 h	2 272,00 \$
Total du fournisseur						52	237 j 6,5 h	2 272,00 \$
Fournisseur :Développement - Formation l'équipe						Type: Externe		
31874	Formation rapport DSI-2003	2009/06/09	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 3 h	0,00 \$
Fournisseur :Dir. Rég. Séc. Civ. Bas St-Laurent, Gaspésie, Iles						Type: Interne		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Dir. Rég. Séc. Civ. Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles</i>						Type: Interne		
33426 Colloque régional Bas Saint-Laurent		2009/09/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	264,00 \$
Total du fournisseur						2	2 j 2 h	264,00 \$
Fournisseur : <i>Dir.générale de la séc.civile et séc.incendie</i>						Type: Interne		
30190 session accueil nouveaux employés DGSCSI		2009/01/28	Réalisée	non		18	56 j 2 h	695,00 \$
30997 Formation document doctrine dév. Informatique		2009/05/27	Réalisée	non		2	2 j 0 h	118,35 \$
32250 Formation Unité urgence valises d'urgence-poste		2009/11/12	Réalisée	non		13	13 j 0 h	477,00 \$
Total du fournisseur						33	71 j 2 h	1 290,35 \$
Fournisseur : <i>Direction de la vérification int. Et enq.</i>						Type: Interne		
30750 Maintien des compétences des moniteurs de tir		2009/03/10	Réalisée	non		3	11 j 1 h	1 532,45 \$
30979 Moniteur formation initial		2009/05/11	Réalisée	non		2	11 j 3 h	405,19 \$
30989 Armes - Pratique de tir - moniteurs		2009/05/27	Réalisée	non		5	11 j 3 h	28,60 \$
Total du fournisseur						10	34 j 0 h	1 966,24 \$
Fournisseur : <i>DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ DE PROTECTION</i>						Type: Interne		
32568 Audiogramme		2009/03/24	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 1 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS</i>						Type: Interne		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne		
30585 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/03/02	Réalisée	non		7	80 j 0 h	1 445,00 \$
30742 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/03/16	Réalisée	non		11	125 j 5 h	1 785,00 \$
31041 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/03/30	Réalisée	non		20	39 j 5 h	0,00 \$
31042 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/04/01	Réalisée	non		29	53 j 4 h	0,00 \$
31156 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/04/27	Réalisée	non		25	76 j 6 h	0,00 \$
31157 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/05/07	Réalisée	non		40	72 j 2 h	0,00 \$
31346 Formation-dévelop. Informa. et documenet doctrine		2009/05/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	50,00 \$
31516 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/05/04	Réalisée	oui		5	26 j 2 h	1 570,50 \$
31517 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/05/12	Réalisée	oui		5	22 j 6 h	1 270,00 \$
31518 Intervention d'urgence - OC (ECIU)		2009/05/11	Réalisée	oui		11	12 j 4 h	0,00 \$
31519 Intervention-urgence (ECIU)-agents multiplicateurs		2009/06/03	Réalisée	oui		3	10 j 2 h	128,70 \$
31714 Intervention d'urgence - OC		2009/09/29	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	0,00 \$
31715 Intervention d'urgence - OC		2009/09/30	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	0,00 \$
31716 Intervention d'urgence - OC		2009/10/08	Réalisée	oui		7	8 j 0 h	0,00 \$
31717 Intervention d'urgence - OC		2009/10/20	Réalisée	oui		10	11 j 3 h	0,00 \$
31718 Intervention d'urgence - OC		2009/10/06	Réalisée	oui		12	7 j 3 h	0,00 \$
31719 Intervention d'urgence - OC		2009/10/22	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	0,00 \$
31720 Intervention d'urgence - OC		2009/10/23	Réalisée	oui		8	4 j 4 h	0,00 \$
31721 Intervention d'urgence (ECIU)		2009/10/21	Réalisée	oui		16	18 j 2 h	411,00 \$
31762 Intervention d'urgence - OC		2009/10/30	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS</i>					Type: Interne			
31764	Intervention d'urgence - OC	2009/11/03	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	0,00 \$
31770	ARMES À FEU - FORMATION DU MONITEUR	2009/04/14	Réalisée	non		1	3 j 0 h	1 172,40 \$
31771	ARMES À FEU - FORMATION DU MONITEUR	2009/04/14	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
31842	Intervention d'urgence (ECIU)	2009/11/05	Réalisée	oui		15	17 j 1 h	402,50 \$
31995	Intervention d'urgence - OC	2009/11/19	Réalisée	oui		9	5 j 1 h	0,00 \$
31996	Intervention d'urgence - OC	2009/12/01	Réalisée	oui		11	12 j 4 h	0,00 \$
32049	Intervention d'urgence - OC	2009/12/04	Réalisée	oui		12	7 j 3 h	0,00 \$
32050	Intervention d'urgence - OC	2009/10/28	Réalisée	oui		14	8 j 4 h	0,00 \$
32051	Intervention d'urgence (ECIU)	2009/11/17	Réalisée	oui		13	14 j 6 h	385,50 \$
32078	Intervention d'urgence (ECIU)	2009/12/05	Réalisée	oui		15	17 j 1 h	402,50 \$
32186	Intervention d'urgence - OC	2009/10/07	Réalisée	oui		16	18 j 3,5 h	0,00 \$
32260	Intervention d'urgence - OC Rappel	2009/11/26	Réalisée	oui		6	3 j 3 h	0,00 \$
32760	Colloque - Programme d'aide aux personnes	2009/10/21	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						360	723 j 3,5 h	9 023,10 \$
Fournisseur : <i>DIRECTION RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE</i>					Type: Interne			
31002	formation 1 jour -évolution géomatique	2009/05/27	Réalisée	non		3	2 j 0 h	117,10 \$
Total du fournisseur						3	2 j 0 h	117,10 \$
Fournisseur : <i>DIRECTION VERIFICATION ET SECURITE (MSP)</i>					Type: Interne			

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :DIRECTION VERIFICATION ET SECURITE (MSP)						Type: Interne		
30724	Phénomène gangs de rue	2009/03/13	Réalisée	non		14	14 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						14	14 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :DMR						Type: Externe		
30540	Interpréter une architecture de système (QP02)	2009/01/30	Réalisée	oui		5	5 j 0 h	1 346,15 \$
Total du fournisseur						5	5 j 0 h	1 346,15 \$
Fournisseur :DOMRÉMY						Type: Externe		
32550	Journée des partenaires Domrémy-région04	2009/06/05	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :DORH						Type: Interne		
32185	Comité gestion sur les valeurs	2009/10/08	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	13,10 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	13,10 \$
Fournisseur :DRH						Type: Interne		
30977	Atelier - Réflexion sur le changement	2009/05/01	Réalisée	non		1	1 j 3 h	124,58 \$
31844	gestion des personnes difficiles ou en difficulté	2009/11/19	Réalisée	non		1	0 j 0 h	0,00 \$
31845	Neptune4	2009/10/06	Réalisée	non		10	2 j 6 h	0,00 \$
31858	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :DRH						Type: Interne		
32004	Herrmann	2009/04/17	Réalisée	non		12	12 j 0 h	1 032,11 \$
32150	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	oui		2	6 j 3 h	215,35 \$
32480	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	non		8	16 j 0 h	250,40 \$
32767	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	oui		8	42 j 2 h	16,34 \$
32768	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	oui		8	22 j 6 h	16,34 \$
32934	Herrmann	2009/03/31	Réalisée	non		0	0 j 0 h	360,00 \$
Total du fournisseur						51	106 j 6 h	2 015,12 \$
Fournisseur :E.N.A.P.						Type: Institutionnelle		
30541	Management stratégique et gouvernance des TI	2009/02/04	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	197,30 \$
30616	Préparation a des concours	2009/02/05	Réalisée	non		2	2 j 0 h	800,00 \$
30651	PACE-PBTA	2009/01/29	Réalisée	oui		1	7 j 0 h	1 900,00 \$
30664	Management stratégique et gouvernance des TI	2009/02/04	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	205,00 \$
30665	Gestion de projets technologiques	2009/02/11	Réalisée	oui		1	1 j 3,5 h	225,00 \$
30766	Architecture d'entreprise	2009/03/11	Réalisée	oui		3	1 j 5 h	297,00 \$
30833	Les indicateurs strat. et gestion axée résultats	2009/03/13	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	439,00 \$
30992	Soutien aux études - Hiver 2009	2009/05/29	Réalisée	non		1	0 j 0 h	280,21 \$
31104	Atelier Formation préparation à des concours	2009/01/30	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	499,23 \$
31348	Méthodes rech. et interv. Milieu organisationnel	2009/01/05	Réalisée	non		1	6 j 3 h	277,00 \$
31569	Apprentissage pour les professionnels	2009/09/22	Réalisée	oui		1	11 j 3,5 h	3 400,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :E.N.A.P.						Type: Institutionnelle		
31576	Projet d'intervention - maîtrise	2009/04/01	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	600,00 \$
31794	Diplôme d'études supérieures	2009/09/03	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	340,36 \$
31827	Intervention physique	2009/06/25	Réalisée	non		1	3 j 3 h	17,58 \$
32032	Encadrement de personnes ou d'activités	2009/10/07	Réalisée	oui		1	11 j 3,5 h	3 400,00 \$
32153	Renseignement criminel	2009/10/20	Réalisée	oui		1	9 j 1 h	172,00 \$
32172	Création de valeur dans les org. Publiques	2009/10/21	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	365,00 \$
32174	Appréciation par simulation (APS)	2009/10/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	1 950,00 \$
32175	Gestion en encadrement de personnes ou act.	2009/11/05	Réalisée	oui		1	11 j 3,5 h	3 400,00 \$
32182	Gestion des ressources humaines	2009/01/13	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	353,37 \$
32894	Programme d'accueil gouvernemental	2009/11/11	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	12,00 \$
Total du fournisseur						25	78 j 2,5 h	19 130,05 \$
Fournisseur :EAFS (European Academy of Forensic Science)						Type: Externe		
32305	Congrès EAFS - 5e	2009/09/08	Réalisée	oui		2	15 j 3 h	5 536,86 \$
Total du fournisseur						2	15 j 3 h	5 536,86 \$
Fournisseur :ebr						Type: Externe		
32039	Symposium EBR	2009/10/15	Réalisée	oui		6	5 j 2 h	22,00 \$
Total du fournisseur						6	5 j 2 h	22,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :École de Police de Nicolet						Type: Externe		
31917 Services corr. - renseignements sécuritaires		2009/05/20	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
31919 Services corr. - renseignements sécuritaires		2009/05/20	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
32231 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)		2009/11/16	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
32739 Développement programme formation asc		2009/12/14	Réalisée	non		1	20 j 4 h	1 496,60 \$
Total du fournisseur						4	30 j 2 h	1 496,60 \$
Fournisseur :École de technologie supérieure						Type: Institutionnelle		
32290 Programmation avancée et langage C - INF145		2009/01/05	Réalisée	oui		1	6 j 3 h	627,98 \$
32314 Diriger des équipes gagnantes		2009/11/05	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	796,80 \$
Total du fournisseur						2	8 j 3 h	1 424,78 \$
Fournisseur :ÉCOLE NATIONALE & L'ADMINISTRATION PUBLIQUE						Type: Externe		
30792 Atelier sur la gestion d'audience		2009/01/28	Réalisée	non		1	2 j 0 h	412,70 \$
31192 Planification stratégique		2009/02/05	Réalisée	non		1	1 j 0 h	44,15 \$
31853 comprendre appliquer processus planification		2009/10/05	Réalisée	non		1	2 j 0 h	925,00 \$
32367 Atelier diversité culturelle et exclusion sociable		2009/10/05	Réalisée	non		1	2 j 0 h	495,00 \$
32574 Optimiser les processus administratifs		2009/11/25	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	1 250,00 \$
33093 formation gestionnaire PFGP (SP004)		2009/04/01	Réalisée	oui		1	12 j 0 h	688,05 \$
Total du fournisseur						6	21 j 0 h	3 814,90 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE						Type: Institutionnelle		
31409 Le passage à la vie autonome des jeunes en difficu		2009/06/04	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	195,00 \$
31410 Ve Séminaire Gangs et délinquance		2009/06/12	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32611 Accueil gouvernemental (SP140)		2009/11/11	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						4	5 j 0 h	195,00 \$
Fournisseur : École nationale de Police de Nicolet						Type: Externe		
29990 Loi - Pouvoirs d'arrestation (Volet pratique ASC)		2009/01/12	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 \$
31757 Rencontre de formateurs des pouvoirs d'arrestation		2009/06/05	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	113,30 \$
32126 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC - pratique)		2009/05/10	Réalisée	non		3	17 j 1 h	135,95 \$
32204 Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest-Juridique)		2009/09/09	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32206 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)		2009/09/14	Réalisée	non		2	11 j 3 h	164,89 \$
32217 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)		2009/09/28	Réalisée	non		2	11 j 3 h	169,20 \$
32220 Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest-Pratique)		2009/10/05	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 \$
32223 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)		2009/10/19	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
32229 Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)		2009/11/02	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
32450 Moniteur de tir		2009/11/09	Réalisée	non		2	22 j 6 h	0,00 \$
33303 Intervention en matière de contrebande de tabac		2009/06/02	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
33304 Colloque annuel du Service de renseignements crimi		2009/05/20	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	580,00 \$
Total du fournisseur						23	101 j 6 h	1 163,34 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉDUMICRO						Type: Externe		
33209 Excel - Expérimentation 1		2009/04/06	Réalisée	non		1	1 j 0 h	16,20 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	16,20 \$
Fournisseur :ÉDUMICRO INC.						Type: Institutionnelle		
32304 Excel Graphique		2009/08/17	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	177,60 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	177,60 \$
Fournisseur :Edu-Performance Canada (cours sur le Web)						Type: Externe		
31354 formation Word		2009/06/02	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32241 I-Tutor 2000 formation Web Excell 2002		2009/05/15	Réalisée	non		2	12 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						3	14 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :Énap						Type: Externe		
30143 Droit, éthique, PRP & protection des consommateurs		2009/01/21	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	235,00 \$
30194 atelier formationpréparation concours		2009/01/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	400,00 \$
32003 Optimiser les processus administratifs		2009/04/15	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	500,00 \$
32409 Nouveaux gestionnaires formation énap		2009/01/20	Réalisée	non		1	3 j 0 h	71,20 \$
33071 Gestion publique - module 1		2009/09/29	Réalisée	non		2	4 j 4 h	2 182,58 \$
33072 Gestion publique - module 2		2009/12/02	Réalisée	non		1	3 j 3 h	491,14 \$
33325 Apprentissage professionnel en encadrement		2009/12/08	Réalisée	oui		1	12 j 1 h	3 400,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Énap						Type: Externe		
Total du fournisseur						8	27 j 1 h	7 279,92 \$
Fournisseur :ENPQ						Type: Externe		
29234	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/01/12	Réalisée	oui		43	203 j 0,5 h	26 127,97 \$
29559	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/01/26	Réalisée	oui		42	184 j 1 h	26 441,33 \$
29802	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/02/09	Réalisée	oui		42	183 j 5 h	50 798,51 \$
29803	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/02/23	Réalisée	oui		43	181 j 4 h	25 597,15 \$
29804	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/03/09	Réalisée	oui		47	216 j 1,5 h	50 411,68 \$
29805	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/03/23	Réalisée	oui		36	222 j 2 h	25 527,59 \$
30668	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/02/09	Réalisée	oui		3	5 j 5 h	0,00 \$
30867	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/05/11	Réalisée	oui		32	226 j 1 h	50 627,94 \$
30893	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/03/09	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	0,00 \$
31462	Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest. - Juridique)	2009/09/09	Réalisée	oui		26	61 j 5 h	8 174,54 \$
31463	Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest. - Pratique)	2009/09/21	Réalisée	oui		18	100 j 0 h	780,55 \$
31464	Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest. Pratique)	2009/10/05	Réalisée	oui		13	86 j 6 h	16 587,14 \$
31465	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/09/14	Réalisée	oui		38	194 j 5,5 h	27 745,31 \$
31466	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/09/28	Réalisée	oui		29	168 j 2 h	26 817,56 \$
31467	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/10/19	Réalisée	oui		25	162 j 4 h	30 557,44 \$
31581	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)	2009/11/02	Réalisée	oui		27	163 j 4 h	27 308,81 \$
31582	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)	2009/11/16	Réalisée	oui		24	158 j 6 h	28 750,83 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ENPQ						Type: Externe		
31583	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)	2009/11/30	Réalisée	oui		27	182 j 3 h	27 287,16 \$
31920	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/05/11	Réalisée	oui		4	5 j 4 h	0,00 \$
32092	Nouveaux ASC	2009/07/02	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	73,70 \$
32094	FORMATION DE BASE- NOUVEAUX ASC	2009/06/25	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	124,34 \$
32435	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-pratique)	2009/02/23	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	24 784,47 \$
32488	Loi - Pouvoirs d'arrestation (Gest. - Pratique)	2009/09/21	Réalisée	oui		3	5 j 5 h	0,00 \$
32589	Loi - Pouvoirs d'arrestation (ASC-Pratique)	2009/11/02	Réalisée	oui		2	11 j 3 h	26 069,10 \$
33069	Comité de travail - Nouveaux ASC	2009/07/02	Réalisée	oui		1	2 j 2 h	0,00 \$
33070	Comité de travail - Nouveaux ASC	2009/06/25	Réalisée	oui		1	4 j 4 h	90,05 \$
33114	Loi - Pouvoirs d'arrestation (Rencontre)	2009/09/04	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	11,83 \$
33279	Atelier de travail - nouveaux ASC ENPQ	2009/09/16	Réalisée	non		2	3 j 3 h	104,73 \$
33281	Atelier de travail - Nouveaux ASC ÉNPQ	2009/12/08	Réalisée	non		1	2 j 2 h	242,44 \$
Total du fournisseur						535	2743 j 5,5 h	501 042,17 \$
Fournisseur :Entrevues Conseils						Type: Externe		
31107	Comment se préparer à un examen écrit	2009/02/27	Réalisée	non		3	3 j 3 h	794,20 \$
Total du fournisseur						3	3 j 3 h	794,20 \$
Fournisseur :Environnement Canada						Type: Externe		
32246	Atelier sur les plans urgence environnemental	2009/12/09	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Environnement Canada						Type: Externe		
Total du fournisseur						3	1 j 5 h	0,00 \$
Fournisseur : Équipe déf. Int., tr. Env du dév. Intersectorialité						Type: Externe		
31404	Déficience intellectuelle et comportements à risque	2009/05/14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	85,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	85,00 \$
Fournisseur : Établissement de détention Chicoutimi (ASC)						Type: Interne		
31044	Pratique de tir	2009/02/03	Réalisée	non		12	14 j 6 h	0,00 \$
31051	Pratique de tir	2009/01/22	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31052	Pratique de tir	2009/02/11	Réalisée	non		5	5 j 1 h	0,00 \$
31053	Pratique de tir	2009/02/10	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
31054	Pratique de tir	2009/03/12	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31055	Agents inflammatoires (OC)	2009/01/16	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 \$
Total du fournisseur						42	48 j 4 h	0,00 \$
Fournisseur : Établissement de détention d'Amos						Type: Interne		
31133	Technique d'intervention physique TIP	2009/06/18	Réalisée	non		7	8 j 0 h	100,00 \$
31546	Formation nouvel employé (asc)	2009/06/11	Réalisée	non		1	22 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						8	30 j 6 h	100,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Établissement de détention de Qc						Type: Interne		
30610	Acc. & intégration à la tache (cu)	2009/01/05	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
30641	Acc. & intégration à la tache (Commis-admission)	2009/02/13	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30644	Acc. & intégration à la tache (Cu/RSO)	2009/01/13	Réalisée	non		1	7 j 3,5 h	0,00 \$
30645	Acc. & intégration à la tache (Cu/RSO)	2009/02/17	Réalisée	non		1	4 j 1 h	0,00 \$
30730	Acc. & intégration à la tache (Cantine)	2009/02/03	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30731	Acc. & intégration à la tache (Commis-admission)	2009/02/10	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30732	Acc. & intégration à la tache (classement)	2009/02/10	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30733	Acc. & intégration à la tache (sect. Féminin)	2009/02/26	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
30736	Acc. & intégration à la tache (Commis-admission)	2009/03/26	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30827	Acc. & intégration à la tache (asc)	2009/03/19	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
31070	Acc. & intégration à la tache (Secteur féminin)	2009/04/27	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
31072	Acc. & intégration à la tache (Activités G-2)	2009/04/20	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31073	Acc. & intégration à la tache (Activités G-1)	2009/04/21	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
31074	Acc. & intégration à la tache (Vestiaire)	2009/04/24	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31075	Acc. & intégration à la tache (contrôle central)	2009/04/27	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
31076	Acc. & intégration à la tache (classement)	2009/04/24	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
31077	Acc. & intégration à la tache (Agent de liaison)	2009/06/08	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31078	Acc. & intégration à la tache (Agent de liaison)	2009/06/01	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
31079	Acc. & intégration à la tache (DACOR)	2009/04/14	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
31080	Acc. & intégration à la tache (Cantine)	2009/06/15	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Établissement de détention de Qc						Type: Interne		
31081 Acc. & intégration à la tache (dossier		2009/04/20	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31082 Acc. & intégration à la tache (commis admission)		2009/04/15	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31265 Prévention suicide -Dépistage systématique		2009/06/09	Réalisée	oui		7	4 j 0 h	0,00 \$
32653 Acc. & intégration à la tache (commis admission)		2009/07/23	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32654 Acc. & intégration à la tache (accueil/info)		2009/07/27	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
32655 Acc. & intégration à la tache (commis admission)		2009/07/28	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32656 Acc. & intégration à la tache (accueil/info)		2009/07/28	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
32657 Acc. & intégration à la tache (accueil/info)		2009/08/03	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
32658 Acc. & intégration à la tache (accueil/info)		2009/08/06	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
32659 Acc. & intégration à la tache (cantine)		2009/07/29	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
32660 Acc. & intégration à la tache (commis)		2009/08/11	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32661 Acc. & intégration à la tache (commis)		2009/08/18	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
33016 Prévention suicide -Dépistage systématique		2009/01/16	Réalisée	oui		4	2 j 2 h	0,00 \$
33017 Prévention suicide -Dépistage systématique		2009/01/20	Réalisée	oui		3	1 j 5 h	0,00 \$
33018 Prévention suicide -Dépistage systématique		2009/02/02	Réalisée	oui		4	2 j 2 h	0,00 \$
33338 Acc. & intégration à la tache (contrôle central)		2009/09/28	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
33362 Acc. & intégration à la tache commise intermittente		2009/07/09	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33401 Acc. & intégration à la tache (Agent de liaison)		2009/01/11	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
33402 Acc. & intégration à la tache (Commis)		2009/01/12	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
33454 Acc. & intégration à la tache (commis EDF)		2009/11/26	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Établissement de détention de Qc						Type: Interne		
33455 Acc. & intégration à la tache (commis admission)		2009/11/26	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						83	164 j 5,5 h	0,00 \$
Fournisseur :Établissement de détention de Rimouski						Type: Interne		
31058 Prévention suicide -Dépistage systématique		2009/01/13	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	0,00 \$
31060 Intervention physique		2009/02/09	Réalisée	non		15	27 j 3 h	0,00 \$
31064 Armes à feu - théorie et pratique		2009/03/23	Réalisée	non		7	30 j 5 h	0,00 \$
31065 Armes à feu -pratique		2009/04/03	Réalisée	non		5	3 j 5 h	0,00 \$
31066 Technique d'intervention physique		2009/06/09	Réalisée	non		16	34 j 1 h	0,00 \$
31067 Agent inflammatoire OC		2009/06/04	Réalisée	non		12	13 j 5 h	0,00 \$
31684 Technique d'intervention physique		2009/09/21	Réalisée	non		16	34 j 2 h	0,00 \$
Total du fournisseur						77	150 j 6 h	0,00 \$
Fournisseur :Établissement de détention de Trois-Rivières						Type: Interne		
31102 intervention O.C.		2009/02/12	Réalisée	non		15	20 j 4 h	0,00 \$
31106 Intervention post-traumatique		2009/03/18	Réalisée	non		15	16 j 6 h	0,00 \$
31167 Mesures d'urgence		2009/05/27	Réalisée	non		12	4 j 4,5 h	0,00 \$
31169 Mesures d'urgence		2009/05/20	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
31171 Appareils respiratoires autonomes		2009/05/12	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
31172 Appareils respiratoires autonomes		2009/05/13	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Établissement de détention de Trois-Rivières						Type: Interne		
31173 Règles de pratique de la CQLC		2009/05/06	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
31176 Règles de pratique de la CQLC		2009/04/29	Réalisée	non		10	3 j 2,5 h	0,00 \$
31177 Jumelage pour apprentissage		2009/04/20	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31178 Règles de pratique de la CQLC		2009/04/22	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
31180 Intégration à la tâche - ASC - Nouvelle tâche		2009/05/19	Réalisée	non		11	47 j 0,5 h	0,00 \$
31181 Technique d'intervention physique		2009/06/09	Réalisée	non		5	10 j 2 h	0,00 \$
31183 Parcours		2009/06/17	Réalisée	non		11	4 j 2 h	0,00 \$
31185 Armes à feu - Formation de base		2009/05/25	Réalisée	non		7	38 j 3,5 h	168,34 \$
31186 Parcours		2009/06/23	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
31879 Parcours		2009/06/25	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						150	171 j 3,5 h	168,34 \$
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
30944 Armes - Qualification		2009/04/02	Réalisée	non		6	13 j 5 h	2 340,00 \$
30945 Armes - Qualification		2009/04/07	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
30946 Armes - Qualification		2009/04/08	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
30947 Armes - Qualification		2009/04/09	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
31325 Armes - Qualification		2009/04/14	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
31326 Armes - Qualification		2009/04/15	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
31327 Armes - Qualification		2009/04/16	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
31328 Armes - Qualification		2009/04/17	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
31329 Armes - Qualification		2009/04/20	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
31330 Armes - Qualification		2009/04/21	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
31331 Armes - Qualification		2009/04/22	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
31332 Armes - Qualification		2009/04/23	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
31333 Armes - Qualification		2009/04/24	Réalisée	non		7	16 j 0 h	360,00 \$
31818 Armes - pratique de tir		2009/04/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32072 Remise 42 h - Fouille		2009/04/22	Réalisée	non		18	6 j 3 h	0,00 \$
32405 Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi		2009/06/03	Réalisée	non		22	8 j 1,5 h	0,00 \$
32413 Remise 42 h - Fouille		2009/06/24	Réalisée	non		19	6 j 5,5 h	0,00 \$
32421 Remise 42 h - Appareil MSA		2009/09/16	Réalisée	non		27	10 j 6 h	0,00 \$
32436 Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi		2009/07/13	Réalisée	non		29	7 j 6,5 h	0,00 \$
32437 Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi		2009/07/27	Réalisée	non		35	9 j 2,5 h	0,00 \$
32458 Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi		2009/08/24	Réalisée	non		29	8 j 0 h	0,00 \$
32464 Remise 42 h - Rovex, masque OC & codes de coule		2009/10/07	Réalisée	non		29	8 j 0 h	0,00 \$
32499 Armes - Requalification		2009/09/25	Réalisée	non		7	9 j 0 h	129,30 \$
32639 Petites bourses		2009/07/23	Réalisée	non		5	0 j 0 h	841,23 \$
32640 Armes - Initiales (5jrs)		2009/06/08	Réalisée	non		7	80 j 0 h	1 449,00 \$
32643 Armes - Initiales (5jrs)		2009/06/01	Réalisée	non		7	80 j 0 h	1 449,00 \$
32645 Armes - Initiales (5jrs)		2009/08/31	Réalisée	non		7	80 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32647 Armes - Initiales (5jrs)		2009/09/08	Réalisée	non		7	80 j 0 h	0,00 \$
32648 Armes - Initiales (5jrs)		2009/10/26	Réalisée	non		7	80 j 0 h	0,00 \$
32652 Armes - Requalification		2009/09/23	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32666 Armes - pratique de tir		2009/10/01	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32667 Armes - pratique de tir		2009/10/02	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32669 Armes - pratique de tir		2009/10/06	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32671 Armes - pratique de tir		2009/10/07	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32672 Armes - pratique de tir		2009/10/08	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32673 Armes - pratique de tir		2009/10/09	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32674 Armes - pratique de tir		2009/10/16	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32676 Armes - pratique de tir		2009/10/20	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32680 Armes - pratique de tir		2009/10/21	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32682 Armes - pratique de tir		2009/10/22	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32683 Armes - pratique de tir		2009/10/23	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32684 Armes - pratique de tir		2009/11/17	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32685 Armes - pratique de tir		2009/11/18	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32687 Armes - pratique de tir		2009/11/19	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32689 Armes - pratique de tir		2009/11/24	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32690 Armes - pratique de tir		2009/11/26	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32691 Armes - pratique de tir		2009/12/01	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32775	Intégration à la tâche - Admission	2009/02/16	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32776	Intégration à la tâche - Admission	2009/02/02	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32777	Intégration à la tâche - Admission	2009/05/06	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
32778	Intégration à la tâche - Admission	2009/05/11	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32779	Intégration à la tâche - Admission	2009/05/29	Réalisée	non		2	20 j 4 h	0,00 \$
32780	Intégration à la tâche - Admission	2009/06/11	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32781	Intégration à la tâche - Admission	2009/06/29	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32782	Intégration à la tâche - Admission	2009/07/09	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32783	Intégration à la tâche - Admission	2009/08/05	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32784	Intégration à la tâche - Admission	2009/08/24	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32785	Intégration à la tâche - Admission	2009/08/31	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32786	Intégration à la tâche - Admission	2009/10/12	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 \$
32787	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/02/10	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32788	Intégration à la tâche - Parloir	2009/06/01	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32789	Intégration à la tâche - Parloir	2009/06/10	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32790	Intégration à la tâche - Parloir	2009/08/13	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32791	Intégration à la tâche - Parloir	2009/08/19	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32792	Intégration à la tâche - Parloir	2009/08/24	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32793	Intégration à la tâche - Parloir	2009/09/21	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32794	Intégration à la tâche - Parloir	2009/10/13	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32795	Intégration à la tâche - Parloir	2009/10/26	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32796	Intégration à la tâche - Parloir	2009/11/25	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32797	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/03/23	Réalisée	non		3	18 j 2 h	0,00 \$
32798	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/03/30	Réalisée	non		2	14 j 6 h	0,00 \$
32799	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/04/30	Réalisée	non		2	10 j 2 h	0,00 \$
32800	Intégration à la tâche - Accueil	2009/06/08	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32801	Intégration à la tâche - Accueil	2009/08/03	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32802	Intégration à la tâche - Accueil	2009/08/06	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32803	Intégration à la tâche - Accueil	2009/08/10	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32804	Intégration à la tâche - Accueil	2009/08/12	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32806	Intégration à la tâche - Accueil	2009/12/07	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32807	Intégration à la tâche - Accueil	2009/12/14	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32808	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/08/24	Réalisée	non		2	14 j 6 h	0,00 \$
32809	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/11/30	Réalisée	non		2	14 j 6 h	0,00 \$
32810	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/12/07	Réalisée	non		2	14 j 6 h	0,00 \$
32811	Intégration à la tâche - Contrôle central	2009/12/14	Réalisée	non		2	14 j 6 h	0,00 \$
32812	Intégration à la tâche - Parloir	2009/11/30	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32813	Intégration à la tâche - Parloir	2009/12/07	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32814	Intégration à la tâche - Parloir	2009/12/09	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32815	Intégration à la tâche - Activités	2009/10/03	Réalisée	non		1	9 j 1 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32816	Intégration à la tâche - Activités	2009/10/06	Réalisée	non		1	9 j 1 h	0,00 \$
32817	Intégration à la tâche - Activités	2009/10/21	Réalisée	non		1	6 j 6 h	0,00 \$
32818	Intégration à la tâche - Gestionnaire	2009/04/06	Réalisée	non		2	13 j 5 h	0,00 \$
32819	Intégration à la tâche - Gestionnaire	2009/04/14	Réalisée	non		1	9 j 1 h	0,00 \$
32820	Intégration à la tâche - Gestionnaire	2009/04/09	Réalisée	non		1	27 j 3 h	0,00 \$
32821	Intégration à la tâche - Gestionnaire	2009/10/19	Réalisée	non		1	22 j 6 h	0,00 \$
32824	Mesures d'urgence	2009/06/30	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32825	Mesures d'urgence	2009/10/14	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32827	Mesures d'urgence	2009/04/06	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32828	Intégration à la tâche - Classement	2009/08/24	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
32839	ECIU-test	2009/11/23	Réalisée	oui		5	11 j 3 h	77,94 \$
32840	ECIU-test	2009/12/09	Réalisée	oui		6	13 j 5 h	20,12 \$
32841	ECIU-test	2009/12/10	Réalisée	oui		11	27 j 3 h	38,70 \$
32842	ECIU-test	2009/12/11	Réalisée	oui		6	13 j 5 h	53,00 \$
32843	ECIU-test	2009/11/18	Réalisée	oui		4	9 j 1 h	0,00 \$
32856	Armes - pratique de tir	2009/05/12	Réalisée	non		4	11 j 3 h	540,00 \$
32857	Armes - Qualification	2009/05/06	Réalisée	non		4	9 j 1 h	900,00 \$
32858	Armes - Qualification	2009/05/13	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32859	Armes - Qualification	2009/05/20	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32860	Armes - Qualification	2009/05/21	Réalisée	non		4	9 j 1 h	207,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32861 Armes - Qualification		2009/09/16	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32862 Armes - Qualification		2009/09/17	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32863 Armes - Qualification		2009/09/23	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32864 Armes - Qualification		2009/09/24	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32865 Armes - Qualification		2009/09/29	Réalisée	non		5	11 j 3 h	1 035,00 \$
32866 Armes - Qualification		2009/10/13	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32867 Armes - Qualification		2009/10/14	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32868 Armes - Qualification		2009/10/15	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32869 Armes - Qualification		2009/11/04	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32870 Armes - Qualification		2009/11/05	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32871 Armes - Qualification		2009/02/17	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32872 Armes - Qualification		2009/03/03	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32873 Armes - Qualification		2009/03/04	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32874 Armes - Qualification		2009/03/10	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32875 Armes - pratique de tir		2009/01/13	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32876 Armes - pratique de tir		2009/01/14	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32877 Armes - pratique de tir		2009/01/15	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32878 Armes - pratique de tir		2009/01/16	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32879 Armes - pratique de tir		2009/01/19	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32880 Armes - pratique de tir		2009/01/20	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32881 Armes - pratique de tir		2009/01/21	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
32882 Armes - pratique de tir		2009/01/22	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32883 Armes - pratique de tir		2009/01/23	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
32884 Armes - pratique de tir		2009/01/26	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
32885 Armes - pratique de tir		2009/01/27	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32886 Armes - pratique de tir		2009/01/28	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
32887 Armes - pratique de tir		2009/01/30	Réalisée	non		6	13 j 5 h	12 060,00 \$
32888 Armes - pratique de tir		2009/02/02	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32889 Armes - pratique de tir		2009/02/26	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32890 Armes - Requalification		2009/05/01	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32891 Armes - Initiales (5jrs)		2009/12/16	Réalisée	non		4	35 j 3 h	0,00 \$
32897 Nouveaux ASC		2009/04/09	Réalisée	non		11	29 j 2 h	0,00 \$
32900 Nouveaux ASC		2009/04/30	Réalisée	non		20	115 j 6 h	0,00 \$
32908 Nouveaux ASC		2009/10/05	Réalisée	non		50	670 j 1 h	154,00 \$
32915 Armes - pratique de tir		2009/03/10	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32916 Armes - pratique de tir		2009/02/12	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32917 Armes - pratique de tir		2009/02/17	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32918 Armes - pratique de tir		2009/02/19	Réalisée	non		4	9 j 1 h	0,00 \$
32919 Armes - pratique de tir		2009/03/03	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32920 Armes - pratique de tir		2009/03/04	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
32921 Armes - pratique de tir		2009/03/05	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32922 Armes - pratique de tir		2009/03/11	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
32924 Armes - pratique de tir		2009/03/12	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
32926 Armes - pratique de tir		2009/03/17	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
32928 Armes - pratique de tir		2009/03/18	Réalisée	non		3	6 j 6 h	1 620,00 \$
32930 Armes - pratique de tir		2009/03/19	Réalisée	non		2	5 j 5 h	0,00 \$
32943 Nouveaux ASC		2009/11/19	Réalisée	non		48	380 j 4 h	679,00 \$
32961 Nouveaux ASC		2009/03/09	Réalisée	non		3	58 j 2 h	0,00 \$
32999 Intervention physique		2009/01/07	Réalisée	non		14	91 j 3 h	396,00 \$
33000 Intervention physique		2009/02/17	Réalisée	non		8	54 j 2 h	682,00 \$
33002 Technique d'intervention physique		2009/12/15	Réalisée	non		3	13 j 5 h	0,00 \$
33003 Technique d'intervention physique		2009/01/19	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
33004 Technique d'intervention physique		2009/01/20	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
33005 Technique d'intervention physique		2009/01/27	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
33006 Technique d'intervention physique		2009/04/08	Réalisée	non		5	18 j 2 h	0,00 \$
33007 Technique d'intervention physique		2009/05/11	Réalisée	non		8	36 j 4 h	0,00 \$
33008 Technique d'intervention physique		2009/11/04	Réalisée	non		8	36 j 4 h	0,00 \$
33015 Petites bourses		2009/03/02	Réalisée	non		7	0 j 0 h	1 563,97 \$
33043 Armes - Requalification		2009/05/19	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
33044 Armes - Requalification		2009/06/19	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
33076	Intervention Casque et bouclier	2009/01/28	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
33079	Intervention Casque et bouclier	2009/02/04	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
33081	Intervention Casque et bouclier	2009/02/18	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
33086	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/03/25	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
33088	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/10/15	Réalisée	non		5	11 j 3 h	0,00 \$
33092	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/09/21	Réalisée	non		8	18 j 2 h	0,00 \$
33130	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/09/25	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 \$
33131	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/10/15	Réalisée	non		8	18 j 2 h	0,00 \$
33132	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/11/02	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
33133	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/11/06	Réalisée	non		8	18 j 2 h	0,00 \$
33135	Discipline	2009/09/23	Réalisée	non		6	12 j 4 h	0,00 \$
33137	Discipline	2009/09/24	Réalisée	non		6	12 j 4 h	0,00 \$
33140	Discipline	2009/11/12	Réalisée	non		11	24 j 0 h	0,00 \$
33141	Discipline	2009/11/26	Réalisée	non		8	16 j 0 h	0,00 \$
33143	Discipline	2009/11/27	Réalisée	non		9	19 j 3 h	0,00 \$
33144	Discipline	2009/12/03	Réalisée	non		7	13 j 5 h	0,00 \$
33145	Discipline	2009/12/08	Réalisée	non		8	17 j 1 h	0,00 \$
33169	Conduite de véhicules d'urgence	2009/05/12	Réalisée	non		4	18 j 2 h	0,00 \$
33171	Conduite de véhicules d'urgence	2009/09/28	Réalisée	non		11	57 j 1 h	0,00 \$
33175	Autobus	2009/11/28	Réalisée	non		3	4 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
33177	Autobus	2009/11/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
33179	Appareil respiratoire	2009/12/22	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
33180	Appareil respiratoire	2009/10/26	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
33275	Intégration à la tâche - DSTC	2009/11/23	Réalisée	non		2	22 j 6 h	0,00 \$
33287	Remise 42 h - Fouille	2009/04/29	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
33288	Remise 42 h - Chemin de clef et toit	2009/05/20	Réalisée	non		17	6 j 3 h	0,00 \$
33289	Remise 42 h - Info GRS	2009/06/10	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
33290	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/06/29	Réalisée	non		28	8 j 0 h	0,00 \$
33291	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/07/20	Réalisée	non		25	6 j 5,5 h	0,00 \$
33292	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/08/10	Réalisée	non		22	6 j 0,5 h	0,00 \$
33293	Remise 42 h - Appareil MSA	2009/09/02	Réalisée	non		16	5 j 4,5 h	0,00 \$
33294	Remise 42 h - Rovex, masque OC & codes de coule	2009/09/23	Réalisée	non		20	8 j 2 h	0,00 \$
33299	Remise 42 h - Traitement des plaintes	2009/11/04	Réalisée	non		19	6 j 5,5 h	0,00 \$
33306	Remise 42 h - Fouille	2009/05/06	Réalisée	non		22	7 j 6 h	0,00 \$
33307	Remise 42 h - Fouille	2009/10/21	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
33308	Remise 42 h - Fouille	2009/12/02	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
33309	Remise 42 h - Fouille	2009/12/23	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
33310	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/07/06	Réalisée	non		26	6 j 5 h	0,00 \$
33311	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/07/27	Réalisée	non		22	6 j 2 h	0,00 \$
33312	Remise 42 h - (1/2 h par jour du lundi au jeudi	2009/08/17	Réalisée	non		23	6 j 3,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION-RDP						Type: Interne		
33313 Remise 42 h- Chemin de clef et toit		2009/05/13	Réalisée	non		24	10 j 2,5 h	0,00 \$
33314 Remise 42 h - Chemin de clef et toit		2009/05/27	Réalisée	non		17	7 j 6 h	0,00 \$
33315 Remise 42 h - Info GRS		2009/06/17	Réalisée	non		16	5 j 2,5 h	0,00 \$
33316 Remise 42 h - Rovex, masque OC & codes de coule		2009/09/30	Réalisée	non		18	6 j 3 h	0,00 \$
33317 Remise 42 h - Appareil MSA		2009/09/09	Réalisée	non		20	7 j 4 h	0,00 \$
33318 Remise 42 h - Traitement des plaintes		2009/11/11	Réalisée	non		18	6 j 3 h	0,00 \$
33319 Remise 42 h - Rovex, masque OC & codes de coule		2009/10/07	Réalisée	non		24	8 j 4 h	0,00 \$
33320 Remise 42 h - Fouille		2009/10/28	Réalisée	non		25	8 j 6,5 h	0,00 \$
33321 Remise 42 h - Traitement des plaintes		2009/11/18	Réalisée	non		29	10 j 2,5 h	0,00 \$
33322 Remise 42 h - Fouille		2009/12/09	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 \$
33323 Remise 42 h - Fouille		2009/12/30	Réalisée	non		26	9 j 2 h	0,00 \$
33350 Remise 42 h - Fouille		2009/01/27	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
33370 Armes - pratique de tir		2009/01/27	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1621	4047 j 0 h	26 595,26 \$
Fournisseur :FBI						Type: Externe		
32313 Congrès annuel CODIS		2009/11/02	Réalisée	oui		2	8 j 0 h	3 220,65 \$
Total du fournisseur						2	8 j 0 h	3 220,65 \$
Fournisseur :FEDERATION DES SECRETAIRES						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>FEDERATION DES SECRETAIRES</i>						Type: Externe		
33116 23e congrès de la Fédération... (FSPQ)		2009/09/18	Réalisée	non		2	4 j 0 h	1 013,15 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	1 013,15 \$
Fournisseur : <i>Firme AXXIO</i>						Type: Externe		
30759 Les 100 jours		2009/03/09	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	180,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	180,00 \$
Fournisseur : <i>FONDS CENTRAL AU BÉNÉFICE DES PERSONNES INCARCÉRÉE</i>						Type: Externe		
31126 Simple comptable		2009/01/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	123,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	123,00 \$
Fournisseur : <i>Formation Qualitemps</i>						Type: Externe		
31062 Comment gérer son temps, ses activités et ses prio		2009/03/12	Réalisée	non		1	1 j 0 h	294,30 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	294,30 \$
Fournisseur : <i>FORMATION SECOURS GPAM</i>						Type: Externe		
30680 Prévention sur le secourisme au travail		2009/03/12	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	19,80 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	19,80 \$
Fournisseur : <i>Forrester</i>						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Forrester						Type: Externe		
30767	Service Oriented Workshop	2009/03/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :Forum des gestionnaires en ressources matérielles						Type: Interne		
30144	Acquisitions écoresponsables	2009/01/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	120,00 \$
30681	Séminaire sur les acquisitions écoresponsables	2009/02/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	120,00 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	240,00 \$
Fournisseur :Forum des jeunes de la fonction publique québécois						Type: Interne		
31316	Forum des jeunes de la fonction publique	2009/06/10	Réalisée	oui		7	7 j 0 h	1 225,00 \$
33053	Forum des jeunes de la fonction publique	2009/02/05	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	100,00 \$
Total du fournisseur						7	7 j 0 h	1 325,00 \$
Fournisseur :Forum des responsables de la vérification interne						Type: Interne		
31998	Assurance qualité,une solution pr atténuer risques	2009/03/26	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 \$
32001	Assemblée plénière du FRVI et Suivi recomm.	2009/04/08	Réalisée	non		1	0 j 4 h	159,05 \$
32009	Vérificateur et technologies de l'information	2009/05/11	Réalisée	non		1	0 j 3 h	19,32 \$
32013	Plénière du Forum des resp. en vérif. Interne	2009/06/08	Réalisée	non		1	0 j 5 h	0,00 \$
32904	Plénière FRVI	2009/12/07	Réalisée	non		1	0 j 5 h	15,00 \$

Activités par fournisseur					Période du: 2009-janvier-01		
Trié par ministères					au: 2009-décembre-31		
Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.							
095 Ministère de la Sécurité publique							
Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Forum des responsables de la vérification interne</i>					Type: Interne		
Total du fournisseur					5	2 j 6 h	193,37 \$
Fournisseur : <i>GENDARMERIE ROYALE DU CANADA</i>					Type: Institutionnelle		
31023 Traite de personnes-agents d'application de la loi		2009/04/08	Réalisée	non	1	1 j 0 h	5,50 \$
Total du fournisseur					1	1 j 0 h	5,50 \$
Fournisseur : <i>GOVERNEMENT FÉDÉRAL</i>					Type: Externe		
31018 rencontre. Annuelle communication urgence		2009/04/01	Réalisée	non	1	1 j 4 h	199,00 \$
31556 Forum des cadres supérieurs - FPC		2009/05/05	Réalisée	non	1	1 j 0 h	225,00 \$
Total du fournisseur					2	2 j 4 h	424,00 \$
Fournisseur : <i>GP-Québec</i>					Type: Externe		
30768 Quels sont les outils néces. pour gérer un projet		2009/03/18	Réalisée	oui	1	0 j 1,5 h	0,00 \$
30769 Gestion des changements dans les projets d'infra.		2009/03/12	Réalisée	oui	1	0 j 1,5 h	0,00 \$
31291 Gestion de projet avec Microsoft Projet		2009/04/08	Réalisée	oui	1	0 j 3,5 h	75,00 \$
Total du fournisseur					3	0 j 6,5 h	75,00 \$
Fournisseur : <i>Groupe Conscientia inc.</i>					Type: Externe		
33327 Communication consciente		2009/12/18	Réalisée	oui	15	6 j 3 h	1 125,00 \$
Total du fournisseur					15	6 j 3 h	1 125,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Groupe d'expertise en gestion des documents						Type: Externe		
32616 7e journée thématique (GEGD)		2009/11/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :IABPA INTERNATIONAL ASS. OF BLOODSTAIN PATTERN ANN						Type: Externe		
32308 Conférence annuelle 2009 de IABPA		2009/10/06	Réalisée	oui		2	10 j 0 h	3 724,47 \$
Total du fournisseur						2	10 j 0 h	3 724,47 \$
Fournisseur :IGF-Québec						Type: Externe		
30762 Respect, esprit d'équipe et performance		2009/03/12	Réalisée	oui		1	0 j 1,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 1,5 h	0,00 \$
Fournisseur :Infoglobe et Suse Linux						Type: Externe		
32170 Solutions libres		2009/10/20	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 \$
32171 Journée d'information technologique		2009/10/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						2	1 j 3 h	0,00 \$
Fournisseur :Infopresse						Type: Externe		
32041 RDV Design		2009/10/21	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	994,98 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	994,98 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :INGENIEURS DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC						Type: Interne		
32145 déjeuners-conférences ETS		2009/11/26	Réalisée	non		1	1 j 0 h	275,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	275,00 \$
Fournisseur :Institut Canadien						Type: Externe		
31289 Conférence légale sur infrastructures publ. Québ.		2009/04/01	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	4 529,37 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	4 529,37 \$
Fournisseur :Institut d'administration publique du Québec						Type: Externe		
30140 L'expertise en gestion de la performance		2009/01/29	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	110,00 \$
Total du fournisseur						2	0 j 6 h	110,00 \$
Fournisseur :Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec						Type: Institutionnelle		
30607 Hygiène et salubrité - gestionnaire		2009/03/02	Réalisée	non		2	4 j 0 h	555,00 \$
32459 Hygiène et salubrité - gestionnaire		2009/03/02	Réalisée	non		1	2 j 0 h	212,20 \$
Total du fournisseur						3	6 j 0 h	767,20 \$
Fournisseur :Institut des vérificateurs internes - Section de Q						Type: Externe		
30700 Nouveau cadre intern. pratique prof. IIA		2009/01/28	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	15,00 \$
30778 Nouvelles normes (IIA)		2009/01/28	Réalisée	oui		2	0 j 5,5 h	56,00 \$
30784 Gestion des risques et gouvernance		2009/02/13	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	134,90 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Institut des vérificateurs internes - Section de Q						Type: Externe		
31445	Des rapports de vérification concis et convaincant	2009/02/26	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	378,00 \$
31447	Techniques d'entrevue en vérification interne	2009/03/12	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	428,00 \$
32002	Systèmes d'information et gestion des risques	2009/04/14	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32005	Conférence Leadership-Examen CIA	2009/04/23	Réalisée	oui		1	3 j 3,5 h	0,00 \$
32017	Dîner-Conférence - IVIQ	2009/09/11	Réalisée	oui		2	0 j 5,5 h	99,90 \$
32022	Conférence canadienne 2009	2009/09/20	Réalisée	oui		1	3 j 3,5 h	1 071,72 \$
32023	Conférence canadienne 2009	2009/09/21	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	991,00 \$
32025	Conférence Cap sur de nouveaux Horizons	2009/09/21	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	1 035,00 \$
32026	Conférence canadienne IVIQ	2009/09/21	Réalisée	oui		1	1 j 2 h	80,75 \$
32902	Comment maximiser valeur ajoutée gestion risques	2009/11/18	Réalisée	oui		1	2 j 0,5 h	15,50 \$
32914	Dîner-conférence IVIQ	2009/12/10	Réalisée	oui		3	1 j 2 h	165,00 \$
Total du fournisseur						18	20 j 0 h	4 470,77 \$
Fournisseur :INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES - SECTION MONT						Type: Externe		
32899	Initiation à la vérification interne	2009/11/05	Réalisée	oui		1	3 j 0,5 h	1 783,65 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0,5 h	1 783,65 \$
Fournisseur :INSTITUT D'INFORMATIQUE L. O						Type: Externe		
31165	Excel	2009/06/18	Réalisée	non		2	4 j 0 h	348,60 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :INSTITUT D'INFORMATIQUE L. O						Type: Externe		
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	348,60 \$
Fournisseur :INSTITUT INFORMATIQUE L. O.						Type: Externe		
32113 Utilisation PowerPoint		2009/10/26	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	105,40 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	105,40 \$
Fournisseur :institut pinel						Type: Interne		
31063 Psychopathologie et principes d'intervention		2009/04/02	Réalisée	non		2	2 j 0 h	724,87 \$
32144 Évaluation des facteurs de protection		2009/11/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	195,00 \$
32258 SAPROF - Outil d'évaluation de la violence		2009/11/27	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	739,57 \$
33208 Psychopathologie et principe d'intervention		2009/04/02	Réalisée	non		5	5 j 0 h	750,00 \$
33212 Traitement opiacé		2009/05/11	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
33228 SAPROF - Outil d'évaluation de la violence		2009/11/27	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	252,90 \$
33254 Évaluation du risque de violence SAPROF		2009/11/27	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						15	14 j 0 h	2 662,34 \$
Fournisseur :International Society Forensic genetics						Type: Externe		
32306 Congrès international sur la génétique forensique		2009/09/14	Réalisée	oui		2	18 j 0 h	5 580,03 \$
Total du fournisseur						2	18 j 0 h	5 580,03 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :ISACA-Information Systems Audit and Control Ass.						Type: Externe		
30785 Sécurité des systèmes d'information		2009/02/10	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	9,90 \$
32903 Vérification et contrôle des systèmes information		2009/11/24	Réalisée	oui		1	16 j 5,5 h	720,00 \$
Total du fournisseur						2	17 j 5,5 h	729,90 \$
Fournisseur :JEVI						Type: Externe		
30671 Forum Estrien		2009/02/03	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
30674 Forum Estrien		2009/02/03	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31914 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/05/12	Réalisée	non		1	2 j 0 h	10,40 \$
32489 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/09/21	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 \$
32518 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/10/22	Réalisée	non		3	7 j 0 h	61,56 \$
32519 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/10/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32566 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/06/19	Réalisée	non		6	6 j 4 h	0,00 \$
32570 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/06/19	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32588 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/11/02	Réalisée	non		1	3 j 0 h	26,25 \$
32709 SUICIDE-Intervention		2009/11/18	Réalisée	non		3	9 j 0 h	125,73 \$
32710 SUICIDE-Intervention		2009/11/18	Réalisée	non		3	6 j 0 h	0,00 \$
32975 SUICIDE-Prévention du suicide		2009/12/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32993 Postvention		2009/12/18	Réalisée	non		12	12 j 0 h	66,57 \$
Total du fournisseur						42	60 j 4 h	290,51 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>L'Académie Trans-Formation du Québec</i>						Type: Externe		
31732	Formation Panier de gestion	2009/10/13	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
32410	Analyse de problématiques	2009/11/17	Réalisée	non		1	2 j 0 h	572,55 \$
32411	Analyse, logique et raisonnement déductif	2009/11/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	385,83 \$
32412	Habiletés professionnelles : Relations et service.	2009/12/02	Réalisée	non		1	1 j 0 h	379,30 \$
32555	Analyse de problématique	2009/11/17	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	549,63 \$
Total du fournisseur						5	8 j 0 h	1 887,31 \$
Fournisseur : <i>Manuri-Formation</i>						Type: Externe		
31037	Bien seconder son patron: une priorité	2009/02/12	Réalisée	non		1	2 j 0 h	743,90 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	743,90 \$
Fournisseur : <i>MAPAQ</i>						Type: Interne		
31901	Hygiène et salubrité alimentaire	2009/04/20	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	198,60 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	198,60 \$
Fournisseur : <i>MAXIME LAMBERT</i>						Type: Externe		
31127	La gestion du temps et des priorités	2009/03/20	Réalisée	non		6	3 j 0 h	1 262,80 \$
31274	La gestion du temps et des priorités	2009/03/31	Réalisée	non		1	1 j 0 h	402,44 \$
Total du fournisseur						7	4 j 0 h	1 665,24 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MDDEP						Type: Externe		
31297 Développement durable et reddition de comptes		2009/04/27	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31310 Élaboration d'un cadre de gestion environnemental		2009/05/26	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	5,00 \$
31850 Formation Urgence Environnement		2009/09/23	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 \$
32018 Indicateurs annuels de performance adm.		2009/09/15	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						5	2 j 3,5 h	5,00 \$
Fournisseur :Min. Dév. Écon., Innov. Et Exp. (MDEIE)						Type: Interne		
30659 Salon des TIC 2009		2009/02/11	Réalisée	oui		4	4 j 0 h	600,00 \$
Total du fournisseur						4	4 j 0 h	600,00 \$
Fournisseur :MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX						Type: Externe		
31164 Ateliers santé mentale		2009/03/18	Réalisée	non		9	20 j 4 h	112,43 \$
31206 Colloque - Santé mentale (force des liens)		2009/05/04	Réalisée	non		2	8 j 0 h	2 769,70 \$
Total du fournisseur						11	28 j 4 h	2 882,13 \$
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
30178 Actualisation des méthodes de travail		2009/01/05	Réalisée	non		1	10 j 0 h	0,00 \$
30552 Programme harcèl- prév gérer conflits		2009/02/24	Réalisée	non		6	13 j 5 h	0,00 \$
30684 Gestion de soi et du stress		2009/02/20	Réalisée	non		29	33 j 1 h	0,00 \$
30749 Formation DRH de Québec		2009/03/10	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	105,95 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
30817 Meilleures pratiques en matière de climat org.		2009/03/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
30851 Prévention du suicide - Formation d'appoint (gest)		2009/04/22	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	0,00 \$
30928 Développement pour cadre - HERRMANN		2009/05/07	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30981 Programme harcèl- prév gérer conflits		2009/05/26	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
30988 CQLC		2009/05/27	Réalisée	non		4	4 j 4 h	57,20 \$
30990 Rencontre provinciale prévention suicide		2009/05/13	Réalisée	non		4	9 j 1 h	1 152,41 \$
31194 Arme - formation initiale		2009/06/15	Réalisée	non		6	33 j 1 h	427,94 \$
31196 Système Cantine		2009/06/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	48,06 \$
31197 Système Avoir		2009/06/16	Réalisée	non		1	2 j 0 h	36,40 \$
31201 BISI - Juin 2009		2009/06/11	Réalisée	non		14	16 j 0 h	0,00 \$
31202 Audiogramme		2009/05/15	Réalisée	non		2	0 j 0 h	50,00 \$
31230 Implantation système de gestion des visites		2009/06/01	Réalisée	non		14	6 j 0 h	0,00 \$
31269 Nouveaux gestionnaires (Trima)		2009/06/17	Réalisée	non		8	8 j 1 h	9,00 \$
31338 Lagibert - Gestionnaires		2009/07/02	Réalisée	non		4	4 j 4 h	227,50 \$
31342 Arme - pratique+rétention		2009/07/28	Réalisée	non		12	18 j 2 h	223,48 \$
31363 LSA - SAGIR		2009/05/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	397,96 \$
31365 Arme - pratique+rétention		2009/08/04	Réalisée	non		8	10 j 2 h	0,00 \$
31370 Formation C.S.R.		2009/06/09	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
31371 Formation C.S.R.		2009/06/11	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31372 Formation C.S.R.		2009/06/16	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
31373 Formation S.C.R.		2009/06/04	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31374 Formation C.S.R.		2009/06/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31376 Requalification sur le tir		2009/05/11	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31380 Qualification de tir		2009/05/11	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
31382 Qualification sur pistolet p.990		2009/05/07	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
31388 Tir		2009/04/01	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31389 Formation C.S.R.		2009/05/04	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31391 16e séminaire intersection / MSP		2009/04/28	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	210,00 \$
31406 16e Séminaire du Réseau Intersection		2009/04/28	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	285,00 \$
31408 Cercles de gestion interministériels		2009/09/01	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31433 Formation continue		2009/01/05	Réalisée	non		4	40 j 0 h	0,00 \$
31438 Session et préparation à la retraite		2009/03/31	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	295,00 \$
31439 Formation formulaire enquête pour caporal		2009/03/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	56,00 \$
31443 Formation sur le processus de consultation		2009/01/29	Réalisée	non		13	39 j 0 h	0,00 \$
31449 Formation enquêteur Montréal		2009/07/27	Réalisée	non		1	5 j 0 h	0,00 \$
31450 Tir de qualification		2009/03/10	Réalisée	non		13	13 j 0 h	0,00 \$
31542 Arme - pratique+rétention		2009/08/07	Réalisée	non		11	14 j 6 h	46,32 \$
31545 Arme - pratique+rétention		2009/08/21	Réalisée	non		12	16 j 0 h	43,10 \$
31561 Formation dossier -CQLC-EERS		2009/09/24	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
31562 Les 100 premiers jours		2009/09/24	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Ministère de la Sécurité publique (RH)</i>						Type: Interne		
31570 R.C.R.		2009/07/21	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
31571 Qualification de Tir		2009/09/21	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
31572 R.C.R.		2009/08/26	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
31573 Qualification de Tir		2009/08/26	Réalisée	non		7	5 j 2 h	43,10 \$
31574 Qualification de Tir		2009/09/24	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 \$
31575 Qualification de Tir		2009/05/11	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 \$
31706 Qualification de Tir		2009/09/04	Réalisée	non		4	4 j 1,5 h	57,20 \$
31709 Qualification de Tir		2009/09/02	Réalisée	non		5	8 j 4 h	100,10 \$
31712 Qualification de Tir		2009/09/03	Réalisée	non		2	2 j 2 h	28,60 \$
31713 Qualification de Tir		2009/09/05	Réalisée	non		2	2 j 2,5 h	28,60 \$
31725 Formation Tir		2009/08/19	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31726 Formation de tir		2009/08/25	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31731 Formation PLI		2009/09/30	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 \$
31733 Formation RCR et Tir		2009/08/12	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31734 Formation RCR et Tir		2009/08/13	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
31735 Formation PLI		2009/09/30	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 \$
31736 Colloque PAP 2009		2009/10/21	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31737 Formation RCR et Tir		2009/08/11	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31738 Formation PLI		2009/09/29	Réalisée	non		7	1 j 0 h	0,00 \$
31739 Formation RCR et Tir		2009/08/25	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
31744	Qualification de Tir	2009/07/14	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31746	Formation PLI	2009/10/15	Réalisée	non		4	0 j 4 h	0,00 \$
31747	Formation RCR et Tir	2009/08/18	Réalisée	non		2	0 j 2 h	0,00 \$
31821	Arme - formation initiale	2009/10/05	Réalisée	non		6	34 j 2 h	594,58 \$
31822	Arme - formation initiale	2009/10/12	Réalisée	non		7	40 j 0 h	319,59 \$
31896	CQLC	2009/04/28	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31940	Gestion de soi et du stress	2009/11/03	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 \$
31943	Arme - pratique+rétention	2009/11/09	Réalisée	non		11	18 j 2 h	125,23 \$
31947	BISI - Novembre 2009	2009/11/24	Réalisée	non		15	33 j 1 h	0,00 \$
32027	Rencontre annuelle des gestionnaires	2009/09/21	Réalisée	non		2	4 j 0 h	0,00 \$
32038	Activité de reconnaissance & consolidation équipe	2009/10/14	Réalisée	non		54	54 j 0 h	2 500,00 \$
32079	Développement pour cadre - HERRMANN	2009/12/15	Réalisée	non		4	4 j 4 h	209,61 \$
32108	Système Avoir	2009/05/27	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	609,00 \$
32407	Formation sur le harcèlement au travail	2009/12/18	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 \$
32408	Formation harcèlement au travail	2009/12/08	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 \$
32415	Formation base garde du corps	2009/09/21	Réalisée	non		2	40 j 0 h	0,00 \$
32416	Préparation à la retraite	2009/09/15	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	450,00 \$
32417	Qualification RCR + DEA + ÉPIPEN	2009/11/06	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32420	RCR - DEA - EPIPEN	2009/11/05	Réalisée	non		9	5 j 1 h	0,00 \$
32422	Formation RCR	2009/11/04	Réalisée	non		9	5 j 1 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
32423	Formation des arches détectrices	2009/07/24	Réalisée	non		11	6 j 2 h	0,00 \$
32425	Formation exécution et mandats	2009/11/05	Réalisée	non		9	2 j 4 h	0,00 \$
32426	Harcèlement en milieu de travail	2009/11/03	Réalisée	non		3	2 j 2 h	0,00 \$
32427	Harcèlement au travail	2009/11/02	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
32429	Formation harcèlement en milieu de travail	2009/12/07	Réalisée	non		5	2 j 0 h	0,00 \$
32430	Formation arches de détection	2009/07/27	Réalisée	non		14	8 j 0 h	0,00 \$
32432	armes et détection	2009/07/22	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
32433	Formation harcèlement	2009/11/19	Réalisée	non		2	0 j 5 h	0,00 \$
32434	Harcèlement	2009/11/17	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 \$
32438	Formation spécialisée Sergent	2009/12/07	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
32439	Harcèlement	2009/12/17	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 \$
32440	Harcèlement	2009/11/18	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 \$
32441	Exécution de mandat	2009/11/06	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 \$
32442	Exécution de mandats	2009/10/23	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 \$
32443	Harcèlement au travail	2009/11/06	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 \$
32444	Exécution des mandats	2009/10/29	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 \$
32445	Formation sur le PLI	2009/10/15	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 \$
32446	Formation de Tir	2009/11/24	Réalisée	non		4	2 j 6 h	0,00 \$
32447	Formation de TIR	2009/08/09	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32448	Formation R.C.R.	2009/08/09	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Ministère de la Sécurité publique (RH)</i>						Type: Interne		
32451 R.C.R + D		2009/07/23	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32452 Formation RCR		2009/07/22	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 \$
32453 RCR, ÉPIPEN, DÉFRIBILATEUR		2009/07/14	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32454 RCR		2009/11/04	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32457 Formation de TIR		2009/08/25	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32460 Formation annuelle de tir		2009/08/26	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32461 Qualification RCR - DEA - EPIPEN		2009/11/05	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
32462 Qualification RCR - DEA - EPIPEN		2009/11/06	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32463 RCR		2009/07/21	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32466 Formation de TIR		2009/07/22	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
32467 Qualification TIR		2009/07/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32468 R.C.R.		2009/07/16	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32469 Qualification de TIR		2009/07/23	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32470 TIR annuel		2009/07/14	Réalisée	non		4	2 j 6 h	0,00 \$
32471 Qualification de TIR		2009/07/21	Réalisée	non		7	4 j 0 h	0,00 \$
32473 Qualification annuelle de TIR		2009/07/15	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
32474 Qualification de TIR		2009/08/18	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32475 RCR		2009/08/18	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32476 Qualification de TIR		2009/08/19	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32478 Qualification de TIR		2009/08/20	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère de la Sécurité publique (RH)						Type: Interne		
32524 Formation de TIR		2009/07/15	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32525 Formation arche de sécurité		2009/07/23	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32526 Formation droits et pouvoirs		2009/07/23	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32531 Formation "Pouvoirs d'arrestation		2009/07/27	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32532 Pouvoirs d'arrestation		2009/07/22	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32534 RCR		2009/08/26	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32549 RCR - EPIPEN - DEA		2009/11/05	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32552 Harcèlement		2009/11/05	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32556 Formation sergent		2009/10/26	Réalisée	non		1	5 j 0 h	71,50 \$
32557 Qualification de tir		2009/11/26	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
32560 Harcèlement au travail		2009/11/24	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 \$
32649 Lagibert		2009/06/24	Réalisée	non		1	2 j 2 h	393,30 \$
32717 Programme d'accueil et intég. des gestionnaires		2009/11/23	Réalisée	non		2	4 j 0 h	604,08 \$
32719 Programme d'accueil et intég. des gestionnaires		2009/11/23	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
32847 Hermann		2009/12/15	Réalisée	non		5	11 j 3 h	129,12 \$
32909 RCR		2009/11/04	Réalisée	oui		14	9 j 2 h	0,00 \$
32935 Outil remise de temps 96 heures		2009/04/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	417,57 \$
32967 Programme d'accueil et intég. des gestionnaires		2009/12/02	Réalisée	non		2	5 j 1 h	932,37 \$
33077 Synthèse budgétaire		2009/09/15	Réalisée	non		1	1 j 1 h	101,00 \$
33151 CQLC		2009/05/27	Réalisée	non		1	1 j 1 h	21,93 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Ministère de la Sécurité publique (RH)</i>						Type: Interne		
33222	Rencontre provinciale prévention suicide	2009/05/13	Réalisée	non		2	6 j 4 h	673,29 \$
33301	Les crédits : assouplissement budgétaire	2009/11/19	Réalisée	non		2	2 j 0 h	14,30 \$
33302	Formation garde du corps de base	2009/11/16	Réalisée	non		5	105 j 0 h	0,00 \$
33336	Formation harcèlement au travail	2009/12/09	Réalisée	oui		9	3 j 2,5 h	0,00 \$
33348	Formation Gang de rue	2009/04/28	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
33349	Formation Suite Juribistro	2009/05/13	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 \$
33357	TRIMA	2009/12/01	Réalisée	non		1	0 j 5 h	559,00 \$
33399	RCR	2009/09/10	Réalisée	non		7	14 j 0 h	100,10 \$
33400	RCR	2009/09/02	Réalisée	oui		10	18 j 2 h	0,00 \$
33412	Code sécurité routière	2009/09/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
33413	Qualification de tir	2009/09/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						669	949 j 1,5 h	12 754,49 \$
Fournisseur : <i>ministère de l'Éducation</i>						Type: Externe		
33415	Rencontre annuelle dossier de formation	2009/10/21	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	2 974,89 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	2 974,89 \$
Fournisseur : <i>Ministère des Services gouvernementaux</i>						Type: Interne		
30818	WEB Éducation	2009/02/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère des Services gouvernementaux						Type: Interne		
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :Ministère du Conseil exécutif						Type: Interne		
31552	Session formation pour les nouveaux gestionnaires	2009/05/12	Réalisée	non		1	3 j 0 h	628,99 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	628,99 \$
Fournisseur :Ministère du Développement durable et des Parcs						Type: Interne		
31854	Formation aléa inondation	2009/09/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :MINISTÈRE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX						Type: Interne		
31152	Santé mentale	2009/04/14	Réalisée	non		22	24 j 3 h	0,00 \$
31153	Santé mentale	2009/04/16	Réalisée	non		20	24 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						42	48 j 3 h	0,00 \$
Fournisseur :Ministère Sécurité publique (Inf.)						Type: Interne		
30952	Gestionnaire renseignement sécuritaire - Substitut	2009/05/11	Réalisée	non		4	13 j 0 h	352,48 \$
31798	Outil remise de temps (96 heures)	2009/04/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32178	Soutien utilisateur pour personnel en région	2009/12/10	Réalisée	non		9	9 j 0 h	2 375,97 \$
32558	Avoir des personnes incarcérées	2009/06/16	Réalisée	non		1	2 j 0 h	630,26 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Ministère Sécurité publique (Inf.)						Type: Interne		
32559 Avoir des personnes incarcérées		2009/06/18	Réalisée	non		1	2 j 0 h	343,06 \$
33108 Avoir des personnes incarcérées		2009/06/16	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						17	29 j 0 h	3 701,77 \$
Fournisseur :MotivAction Jeunesse						Type: Externe		
31407 Écoute-moi! - Forum		2009/05/15	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	30,00 \$
Total du fournisseur						3	3 j 0 h	30,00 \$
Fournisseur :MSG						Type: Externe		
30652 Internet: un outil majeur		2009/02/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31290 Consultation interministérielle sur accès site web		2009/04/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
31293 Web Éducation		2009/04/15	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	0,00 \$
31319 Web Éducation		2009/06/15	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	0,00 \$
32031 Web Éducation		2009/09/24	Réalisée	oui		4	4 j 0 h	0,00 \$
32176 WebÉducation		2009/11/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						11	10 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
29690 RCR-certification		2009/01/15	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
29691 RCR-certification		2009/01/16	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
29781 SAGIR - LSA (libre service acquisition)		2009/01/14	Réalisée	non		9	9 j 0 h	198,00 \$
29852 Prévention du suicide		2009/01/09	Réalisée	non		6	3 j 1 h	0,00 \$
29853 Prévention du suicide		2009/01/14	Réalisée	non		4	1 j 5 h	0,00 \$
29858 Prévention du suicide		2009/01/09	Réalisée	non		6	3 j 1 h	0,00 \$
29988 Formation-chef d'unité		2009/01/05	Réalisée	non		2	2 j 3 h	0,00 \$
29989 Formation-chef d'unité		2009/01/07	Réalisée	non		2	2 j 3 h	0,00 \$
30193 Formation sécurité incendie		2009/01/22	Réalisée	non		1	0 j 6 h	77,00 \$
30196 formation schéma aménagement et développement		2009/01/21	Réalisée	non		8	7 j 0 h	341,00 \$
30395 RCR - certification		2009/01/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30397 RCR - certification		2009/01/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30399 RCR - certification		2009/01/22	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30402 RCR - certification		2009/01/23	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30546 Agents inflammatoires OC		2009/02/24	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
30547 Agents inflammatoires OC		2009/02/26	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
30548 Agents inflammatoires OC		2009/02/27	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
30549 Intervention physique - Extraction de cellule		2009/02/24	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
30550 Intervention physique - Extraction de cellule		2009/02/26	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
30562 Armes à feu -Qualification Walther P99DAO		2009/01/15	Réalisée	non		5	5 j 5,5 h	57,20 \$
30563 Armes à feu - Qualification Walther P99DAO		2009/01/19	Réalisée	non		5	28 j 4 h	214,50 \$
30564 Armes à feu - Qualification Walther P99DAO		2009/01/26	Réalisée	non		6	34 j 2 h	257,40 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
30565	CYBER CRIMINALITÉ ET DROGUES	2009/01/13	Réalisée	non		5	2 j 3,5 h	217,35 \$
30589	Accueil des nouveaux ASC TPR	2009/02/02	Réalisée	non		4	80 j 0 h	0,00 \$
30590	Accueil des nouveaux ASC TPR Observation	2009/02/03	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
30591	Accueil des nouveaux ASC TPR Travail d'équipe	2009/02/06	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30592	Accueil des nouveaux ASC TPR Santé mentale	2009/02/09	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30593	Accueil des nouveaux ASC TPR Toxicomanie	2009/02/09	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30594	Accueil des nouveaux ASC TPR Sécurité	2009/02/10	Réalisée	non		7	10 j 3 h	0,00 \$
30595	Accueil des nouveaux ASC TPR DACOR	2009/02/16	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30596	Accueil des nouveaux ASC TPR risques infections	2009/02/16	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30597	Accueil des nouveaux ASC TPR Suicide	2009/02/17	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30598	Accueil des nouveaux ASC TPR Gérer son stress	2009/02/17	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
30599	Accueil des nouveaux ASC TPR Mesures légales	2009/02/02	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
30600	Accueil des nouveaux ASC TPR Observation	2009/02/19	Réalisée	non		4	5 j 5 h	0,00 \$
30601	Accueil des nouveaux ASC TPR Intervention	2009/02/23	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 \$
30602	Armes à feu - Tir Walther P99DAO Qualification	2009/02/18	Réalisée	non		2	1 j 3 h	0,00 \$
30603	Armes à feu - Tir Walther P99DAO Pratique	2009/02/24	Réalisée	non		5	7 j 1 h	71,50 \$
30604	Armes à feu - Tir Walther P99DAO - Qualification	2009/02/24	Réalisée	non		5	7 j 1 h	71,50 \$
30613	Agents inflammatoires (OC) base	2009/01/19	Réalisée	non		11	12 j 4 h	9,90 \$
30631	Formation aménagement du territoire	2009/02/10	Réalisée	non		2	1 j 3 h	49,00 \$
30633	Activité sur la mise en opération site sinistre	2009/01/30	Réalisée	non		1	0 j 5 h	75,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
30634 Formation SAGIR		2009/02/12	Réalisée	non		1	1 j 0 h	84,00 \$
30638 formation base sur le nucléaire		2009/01/27	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,00 \$
30639 Agents inflammatoires (OC) - Rappel		2009/01/21	Réalisée	non		9	3 j 6 h	0,00 \$
30642 Colloque Sécurité civile Saint-Hyacinthe		2009/02/18	Réalisée	non		64	117 j 0 h	19 847,44 \$
30672 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/01/26	Réalisée	non		33	37 j 1 h	1 607,00 \$
30687 Armes à feu - qualification Walther P99DAO		2009/03/06	Réalisée	non		6	6 j 6 h	67,00 \$
30695 RCR - Certification		2009/03/16	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
30696 RCR - Certification		2009/03/18	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30697 RCR - Certification		2009/03/19	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30698 RCR - Certification		2009/03/20	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
30719 Responsable du renseignement sécuritaire		2009/01/19	Réalisée	non		1	3 j 3 h	104,55 \$
30720 Scott Air Pack et boyaux d'incendie		2009/01/28	Réalisée	non		20	30 j 6 h	0,00 \$
30721 armes à feu - requalification		2009/02/12	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
30722 Conduite d'un autobus		2009/02/25	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
30723 Armes à feu - requalification		2009/03/09	Réalisée	non		6	6 j 6,5 h	0,00 \$
30734 Agents inflammatoires (OC)		2009/03/17	Réalisée	non		12	13 j 5 h	0,00 \$
30737 Agents inflammatoires (OC)		2009/03/18	Réalisée	non		12	12 j 5 h	0,00 \$
30738 Agents inflammatoires (OC)		2009/03/20	Réalisée	non		11	12 j 4 h	0,00 \$
30756 Projet SIJ		2009/03/11	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
30854 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/04/01	Réalisée	non		15	342 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
30855	Accueil des nouveaux asc (formateurs)	2009/04/01	Réalisée	non		33	55 j 0,5 h	0,00 \$
30870	Activité rétrospective de l'année 2008-2009 DSC	2009/03/25	Réalisée	non		36	5 j 2 h	0,00 \$
30871	visionnementDVD moi inc	2009/03/23	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 \$
30872	Formation Herrmann	2009/02/24	Réalisée	non		9	10 j 5 h	219,56 \$
30873	rencontre de la DSC - visionnement DVD moi inc.	2009/03/13	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 \$
30874	Formation sur l'aide financière	2009/03/30	Réalisée	non		5	2 j 5 h	14,35 \$
30875	Formation sur l'aléa inondation	2009/03/11	Réalisée	non		15	24 j 4 h	854,70 \$
30967	Formation de tir (pratique des moniteurs)	2009/04/01	Réalisée	non		3	3 j 3 h	26,80 \$
30968	Formation de tir (pratique)	2009/04/02	Réalisée	non		6	6 j 6 h	53,60 \$
30969	Formation de tir (pratique)	2009/04/03	Réalisée	non		6	6 j 6 h	67,00 \$
30970	Formation de tir-(pratique des moniteurs)	2009/04/06	Réalisée	non		4	11 j 3 h	107,20 \$
30972	HERMANN	2009/04/21	Réalisée	non		25	26 j 2 h	163,91 \$
30974	SAGIR	2009/04/15	Réalisée	non		2	2 j 4 h	473,72 \$
30985	Prévention du suicide	2009/05/13	Réalisée	non		4	9 j 2 h	525,00 \$
30994	Formation glissement terrain	2009/05/28	Réalisée	non		15	24 j 4 h	1 124,30 \$
30995	formation cobra	2009/06/04	Réalisée	non		10	2 j 6 h	0,00 \$
30999	formation msp	2009/02/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	60,00 \$
31000	formation des analystes	2009/05/25	Réalisée	non		13	18 j 4 h	0,00 \$
31001	formation direction des opérations	2009/05/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31005	Formation présentation programme gén. aide fin.	2009/04/16	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31006	activité formation DGSCSI	2009/05/19	Réalisée	non		7	14 j 0 h	1 377,76 \$
31011	formation sur le rapport DSI-2003	2009/04/15	Réalisée	non		1	2 j 4 h	0,00 \$
31012	ormtaion sur le rapport DSI 2003	2009/02/24	Réalisée	non		1	8 j 3 h	0,00 \$
31016	formation animation débriefage opérationnel	2009/02/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 \$
31020	activité formation - test Hermann	2009/03/18	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 \$
31021	formation nouvelle employés	2009/05/19	Réalisée	non		1	2 j 0 h	300,00 \$
31022	Armes - Maintien des compétences des moniteurs	2009/04/01	Réalisée	non		1	14 j 0 h	42,90 \$
31024	Armes - Maintien des compétences des moniteurs	2009/05/01	Réalisée	non		1	15 j 0 h	85,80 \$
31028	SAGIR	2009/05/25	Réalisée	non		1	3 j 3 h	906,39 \$
31030	Gestionnaire renseignement sécuritaire	2009/05/11	Réalisée	non		1	5 j 5 h	402,20 \$
31031	Loi - Outil actuariel LS/CMI	2009/05/20	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 \$
31046	HERMANN	2009/04/09	Réalisée	non		8	4 j 1 h	395,00 \$
31047	HERMANN	2009/04/08	Réalisée	non		5	2 j 4,5 h	215,00 \$
31057	Programme d'insertion nouveau personnel asc-TPR	2009/01/29	Réalisée	non		19	35 j 5 h	0,00 \$
31084	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/12	Réalisée	non		13	14 j 6 h	0,00 \$
31085	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/14	Réalisée	non		12	13 j 1 h	0,00 \$
31086	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/19	Réalisée	non		10	11 j 2 h	0,00 \$
31087	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/20	Réalisée	non		9	10 j 4 h	0,00 \$
31088	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/21	Réalisée	non		11	12 j 1,5 h	0,00 \$
31089	Agents inflammatoires (OC)	2009/06/01	Réalisée	non		9	10 j 1 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31090 Agents inflammatoires (OC)		2009/06/02	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 \$
31101 Programme d'insertion nouveau personnel asc-TPR		2009/01/12	Réalisée	non		22	103 j 4,5 h	0,00 \$
31118 RCR		2009/01/14	Réalisée	non		8	18 j 2 h	214,50 \$
31120 RCR		2009/01/20	Réalisée	non		12	27 j 3 h	357,45 \$
31121 RCR		2009/01/28	Réalisée	non		8	18 j 2 h	185,90 \$
31122 RCR		2009/02/05	Réalisée	non		1	1 j 1 h	14,30 \$
31123 RCR		2009/02/11	Réalisée	non		10	22 j 6 h	257,40 \$
31124 Lagibert		2009/02/23	Réalisée	non		2	9 j 1 h	2 019,81 \$
31129 Lagibert		2009/04/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	360,00 \$
31132 Avoir des personnes incarcérées		2009/05/19	Réalisée	non		1	2 j 0 h	123,84 \$
31155 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/04/20	Réalisée	non		41	53 j 3,5 h	3 212,00 \$
31170 Gangs de rue		2009/04/30	Réalisée	non		2	1 j 1 h	43,22 \$
31175 Outil temporaire de gestion de remise des 96 heure		2009/03/31	Réalisée	non		2	2 j 1 h	627,57 \$
31182 GRS		2009/05/11	Réalisée	non		2	9 j 1 h	1 494,73 \$
31216 Accueil des nouveaux ASC TPR		2009/05/11	Réalisée	non		4	91 j 3 h	0,00 \$
31217 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/19	Réalisée	non		3	5 j 5 h	0,00 \$
31218 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/25	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31219 Accueil des nouveaux ASC TPR		2009/05/26	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
31220 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/13	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 \$
31221 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/11	Réalisée	non		3	3 j 3,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31222 Accueil des nouveaux ASC TPR		2009/05/18	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31223 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/25	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31224 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/18	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 \$
31225 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/06/04	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
31226 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/21	Réalisée	non		4	10 j 3 h	0,00 \$
31227 Agent inflammatoire (OC)		2009/07/01	Réalisée	non		6	6 j 6,5 h	0,00 \$
31229 Casques et boucliers		2009/06/24	Réalisée	non		7	7 j 3 h	0,00 \$
31232 Harcèlement au travail		2009/06/12	Réalisée	non		15	15 j 1,5 h	189,77 \$
31234 Harcèlement au travail		2009/05/25	Réalisée	non		10	3 j 0 h	0,00 \$
31235 Gestion du changement		2009/05/01	Réalisée	non		1	1 j 4,5 h	169,35 \$
31239 Armes à feu - requalification		2009/03/19	Réalisée	non		6	5 j 5,5 h	0,00 \$
31240 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/06/01	Réalisée	non		11	251 j 3 h	0,00 \$
31241 Armes à feu - requalification		2009/03/30	Réalisée	non		7	8 j 0,5 h	0,00 \$
31242 Accueil des nouveaux asc (formateurs)		2009/06/01	Réalisée	non		29	47 j 4 h	0,00 \$
31243 Armes à feu - requalification		2009/04/01	Réalisée	non		3	7 j 0,5 h	0,00 \$
31244 Intervention en santé mentale		2009/04/17	Réalisée	non		5	8 j 0 h	0,00 \$
31246 armes à feu - requalification		2009/04/24	Réalisée	non		6	7 j 1,5 h	0,00 \$
31247 Autobus		2009/04/28	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 \$
31248 intervention physique - mise à niveau		2009/04/30	Réalisée	non		17	37 j 4 h	0,00 \$
31249 Accueil nouveaux ASC TPR		2009/05/04	Réalisée	non		8	49 j 1 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée			Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne				
31250	Informatisation outil LSCMI	2009/05/28	Réalisée	non		2	2	j	2 h	0,00 \$
31251	Interention physique - Mise à niveau	2009/05/07	Réalisée	non		12	24	j	0 h	0,00 \$
31252	Intervention physique - Mise à niveau	2009/05/14	Réalisée	non		10	16	j	0 h	0,00 \$
31253	Intervention physique - Mise à niveau	2009/05/21	Réalisée	non		8	14	j	6 h	0,00 \$
31254	Formateur intervention physique - Mise à niveau	2009/06/03	Réalisée	non		1	3	j	3 h	0,00 \$
31257	Agent inflammatoire OC	2009/06/19	Réalisée	non		6	2	j	6 h	0,00 \$
31258	Extraction de cellule	2009/06/19	Réalisée	non		6	3	j	3 h	0,00 \$
31264	Avoir des personnes incarcérées	2009/06/08	Réalisée	oui		6	13	j	5 h	1 937,22 \$
31270	Loi - LSCMI	2009/03/23	Réalisée	non		2	2	j	0 h	197,10 \$
31271	Rencontre provinciale répondants Parcours	2009/06/18	Réalisée	non		4	4	j	4 h	1 312,87 \$
31334	Poivre de cayenne O.C. - Initiale	2009/05/21	Réalisée	non		7	16	j	0 h	0,00 \$
31340	Accueil des nouveaux ASC (TPR)	2009/07/06	Réalisée	non		16	365	j	5 h	0,00 \$
31343	Accueil des nouveaux asc (formateurs)	2009/07/06	Réalisée	non		27	54	j	1,5 h	0,00 \$
31349	Formation MSP	2009/06/17	Réalisée	non		1	1	j	0 h	118,00 \$
31350	Form. Cartes zones contraintes ville Saguenay	2009/06/02	Réalisée	non		2	1	j	3 h	64,00 \$
31355	Congrès ACSIQ 2009	2009/06/06	Réalisée	non		5	12	j	3 h	4 001,00 \$
31357	formation sch.ma aménagement	2009/06/17	Réalisée	non		5	5	j	0 h	737,00 \$
31359	Gestion rend. cadre processus gest. axée résultat	2009/05/13	Réalisée	non		1	1	j	0 h	132,00 \$
31361	formation SAGIR	2009/06/10	Réalisée	non		1	0	j	6 h	0,00 \$
31362	Formation SAGIR	2009/05/22	Réalisée	non		1	0	j	6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31384	Implantation de SAGIR SGR2	2009/05/27	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 \$
31395	Conduite d'un autobus	2009/06/18	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 \$
31396	Conduite d'un autobus	2009/07/02	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 \$
31397	Santé mentale	2009/07/16	Réalisée	non		6	2 j 4 h	210,74 \$
31551	Formation nouvel employé	2009/07/24	Réalisée	non		1	3 j 3 h	582,73 \$
31566	Armes à feu - requalification	2009/09/05	Réalisée	non		1	1 j 1 h	14,30 \$
31579	Portail	2009/05/21	Réalisée	non		5	2 j 3,5 h	14,30 \$
31585	Représentant santé-sécurité au travail	2009/10/13	Réalisée	oui		3	11 j 2 h	1 088,95 \$
31589	Gestion du renseignement sécuritaire	2009/09/19	Réalisée	oui		12	4 j 2 h	0,00 \$
31590	Système de surveillance périphérique (caméras)	2009/09/15	Réalisée	oui		7	1 j 6,5 h	0,00 \$
31591	Légalité d'accès à l'information du réseau CRPQ	2009/10/08	Réalisée	non		4	1 j 1 h	9,90 \$
31592	Évaluation conj. Violents - liberté provisoire	2009/09/29	Réalisée	non		2	2 j 0 h	120,00 \$
31594	Mesures d'urgence - Rappel	2009/09/17	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 \$
31676	Accueil nouveau personnel asc	2009/08/31	Réalisée	non		19	80 j 0 h	0,00 \$
31677	Colloque - employabilité	2009/09/17	Réalisée	non		3	6 j 0,5 h	2 853,51 \$
31679	Comité de direction élargi	2009/09/21	Réalisée	non		3	10 j 2 h	0,00 \$
31680	Agent inflammatoire	2009/10/06	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
31681	Agent inflammatoire	2009/10/08	Réalisée	non		10	11 j 3 h	0,00 \$
31682	Agent inflammatoire	2009/10/09	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
31683	Armes à feu - Pratique	2009/10/22	Réalisée	non		6	34 j 2 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31748	Technique d'intervention physique	2009/09/11	Réalisée	non		9	10 j 2 h	128,70 \$
31749	Technique d'intervention physique	2009/09/09	Réalisée	non		9	10 j 2 h	122,50 \$
31750	Technique d'intervention physique	2009/09/08	Réalisée	non		7	8 j 0 h	100,10 \$
31751	Technique d'intervention physique	2009/09/10	Réalisée	non		7	8 j 0 h	114,40 \$
31752	Technique d'intervention physique	2009/09/14	Réalisée	non		9	10 j 2 h	100,10 \$
31753	Technique d'intervention physique	2009/09/18	Réalisée	non		7	7 j 4,5 h	100,10 \$
31756	Climat de travail	2009/09/24	Réalisée	non		1	0 j 5 h	61,92 \$
31758	Tir défensif - le moniteur	2009/05/11	Réalisée	non		1	5 j 5 h	706,70 \$
31785	Rencontre provinciale programme Parcours	2009/06/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	112,42 \$
31786	E.C.I.U. - Formation initiale	2009/09/21	Réalisée	non		26	190 j 6 h	2 445,88 \$
31788	Logiciel de la remise des 96 heures des ASC	2009/04/01	Réalisée	non		2	2 j 3 h	391,09 \$
31795	Mesures d'urgence - Rappel	2009/09/07	Réalisée	oui		12	4 j 2 h	0,00 \$
31796	Mesures d'urgence	2009/06/29	Réalisée	oui		5	1 j 5 h	0,00 \$
31801	Poste de Gestionnaire renseignements sécuritaires	2009/08/31	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 \$
31802	Prévention situations de conflits et harcèlement	2009/08/31	Réalisée	oui		18	6 j 4,5 h	0,00 \$
31809	Prévention situations de conflits et harcèlement	2009/09/01	Réalisée	oui		10	4 j 4 h	0,00 \$
31823	Comité de discipline -Gestionnaires	2009/10/19	Réalisée	non		5	3 j 0 h	0,00 \$
31826	Gestionnaire de renseignements sécuritaires	2009/06/08	Réalisée	non		1	3 j 3 h	414,76 \$
31828	Dossiers médicaux	2009/06/30	Réalisée	non		1	1 j 1 h	90,30 \$
31832	ERB (outil actuariel)	2009/05/27	Réalisée	non		1	1 j 1 h	567,46 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31834	Gestion des renseignements sécuritaires	2009/05/11	Réalisée	non		3	11 j 3 h	1 065,89 \$
31838	Gestion des renseignements sécuritaires	2009/05/27	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 \$
31843	Rencontre des employés DGSCSI	2009/10/28	Réalisée	non		89	271 j 3 h	930,00 \$
31846	Accueil des nouveaux employés de la DGSCSI	2009/10/08	Réalisée	non		6	9 j 3 h	248,00 \$
31851	2e Colloque sur le bénévolat sécurité civile	2009/09/18	Réalisée	non		9	27 j 0 h	1 704,00 \$
31872	Accueil des nouveaux employés DGSCSI	2009/10/07	Réalisée	non		10	15 j 5 h	1 631,07 \$
31873	Colloque Wemindji	2009/08/19	Réalisée	non		5	7 j 1 h	3 712,00 \$
31876	Rencontre employabilité	2009/10/21	Réalisée	non		1	3 j 2,5 h	507,28 \$
31877	Agents inflammatoires (OC)	2009/05/25	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
31878	Armes - Maintien des compétences des moniteurs	2009/04/21	Réalisée	non		1	3 j 6,5 h	1 675,97 \$
31882	Arme certification de tir	2009/10/19	Réalisée	non		4	9 j 1 h	280,50 \$
31883	Arme certification de tir	2009/10/21	Réalisée	non		4	9 j 1 h	272,40 \$
31884	Arme certification de tir	2009/10/28	Réalisée	non		5	11 j 3 h	143,00 \$
31885	Formation des nouveaux ASC	2009/08/10	Réalisée	non		5	114 j 2 h	0,00 \$
31886	Calcul de sentence	2009/10/14	Réalisée	non		9	20 j 4 h	4 712,66 \$
31889	Sagir - LSA	2009/06/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	714,22 \$
31890	TRIMA	2009/04/09	Réalisée	non		2	1 j 1 h	130,00 \$
31891	Outil temporaire de gestion de remise des 96 heure	2009/04/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	192,82 \$
31897	Intervention physique - Mise à niveau moniteur	2009/05/14	Réalisée	non		4	6 j 6 h	0,00 \$
31902	Fonds SRS	2009/05/18	Réalisée	non		1	4 j 0 h	1 082,03 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31911 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/05/11	Réalisée	non		2	9 j 1 h	1 173,44 \$
31912 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/05/11	Réalisée	non		2	4 j 2 h	0,00 \$
31913 Gestion des renseignements sécuritaires		2009/05/11	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 \$
31929 Arme certification de tir		2009/10/26	Réalisée	non		5	11 j 3 h	156,35 \$
31933 Travailler avec les hommes, niveau 1		2009/05/06	Réalisée	non		1	3 j 0 h	326,21 \$
31934 Intervention physique		2009/05/14	Réalisée	non		3	8 j 4 h	489,00 \$
31937 Avoir des personnes incarcérées		2009/05/26	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
31939 Cercle de gestion interministériel		2009/11/04	Réalisée	non		1	0 j 4 h	31,20 \$
31945 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/11/02	Réalisée	non		25	571 j 3 h	960,00 \$
31946 Accueil des nouveaux asc (formateurs)		2009/10/05	Réalisée	non		33	55 j 0 h	1 112,80 \$
31948 Conduite d'un autobus		2009/07/09	Réalisée	non		5	4 j 4 h	0,00 \$
31949 Armes à feu		2009/07/13	Réalisée	non		6	17 j 1 h	0,00 \$
31950 Conduite d'un autobus		2009/07/16	Réalisée	non		4	3 j 2,5 h	0,00 \$
31951 Conduite d'un autobus		2009/07/22	Réalisée	non		5	4 j 0 h	0,00 \$
31952 Conduite d'un autobus		2009/08/06	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31953 Conduite d'un autobus		2009/08/13	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31954 Agent de liaison		2009/09/03	Réalisée	non		5	9 j 1 h	0,00 \$
31961 Téléphonie IP		2009/09/28	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31967 Colloque - Mise sur le mieux-être au travail		2009/09/18	Réalisée	non		1	1 j 6,5 h	112,27 \$
31968 santé mentale		2009/10/07	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
31969 santé mentale		2009/10/14	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
31970 Santé mentale		2009/10/21	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
31971 Santé mentale		2009/10/22	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
31972 Santé mentale		2009/10/29	Réalisée	non		8	9 j 5 h	0,00 \$
31973 Phase d'expérimentation Percé		2009/11/04	Réalisée	non		1	1 j 0 h	216,25 \$
31974 santé mentale		2009/11/04	Réalisée	non		7	8 j 0,5 h	0,00 \$
31976 Santé mentale		2009/11/11	Réalisée	non		11	12 j 0 h	0,00 \$
31977 Intervention physique, casques et boucliers		2009/11/12	Réalisée	non		10	17 j 6 h	0,00 \$
31978 Santé mentale		2009/11/18	Réalisée	non		11	12 j 4 h	0,00 \$
31979 Intervention physique, casques et boucliers		2009/11/19	Réalisée	non		13	22 j 6 h	0,00 \$
31980 Intervention physique, casques et boucliers		2009/11/26	Réalisée	non		10	24 j 0 h	0,00 \$
31981 Santé mentale		2009/11/26	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
31997 Poivre de cayenne O.C. - Initiale		2009/05/27	Réalisée	non		9	20 j 4 h	0,00 \$
32035 Comité de discipline -Professionnels		2009/11/25	Réalisée	non		16	8 j 0 h	0,00 \$
32073 Colloque -Éducation en milieu carcéral 2009		2009/10/21	Réalisée	non		3	9 j 0 h	1 124,64 \$
32080 Armes à feu		2009/10/26	Réalisée	non		13	46 j 0 h	257,40 \$
32081 Réunion annuelle GRS		2009/11/04	Réalisée	non		1	3 j 4,5 h	0,00 \$
32082 Programme d'insertion nouveau personnel ASC		2009/11/09	Réalisée	non		20	79 j 4,5 h	0,00 \$
32084 Curatelle publique - personnes pivots		2009/11/19	Réalisée	non		1	1 j 2 h	23,30 \$
32087 Gangs de rue - GRS		2009/11/27	Réalisée	non		1	0 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32088	Intervention physique, casques et boucliers	2009/12/03	Réalisée	non		7	13 j 5 h	0,00 \$
32089	Informatisation outil LSCMI	2009/09/30	Réalisée	non		1	3 j 3 h	385,12 \$
32090	Intervention d'urgence - Instructeurs	2009/09/28	Réalisée	oui		1	2 j 2 h	111,80 \$
32093	Formation Avoir et Cantine	2009/06/27	Réalisée	non		1	3 j 0 h	1 170,00 \$
32095	Pratique de tir	2009/06/18	Réalisée	oui		7	4 j 2 h	0,00 \$
32099	Formation Avoir et Cantine	2009/06/10	Réalisée	oui		4	2 j 2 h	0,00 \$
32100	Informatisation outil LSCMI	2009/06/09	Réalisée	non		1	0 j 5,5 h	0,00 \$
32101	Évaluaion du risque et des besoins	2009/06/09	Réalisée	oui		1	0 j 1 h	14,30 \$
32102	Pratique de tir	2009/06/08	Réalisée	oui		9	6 j 2 h	0,00 \$
32103	Tir - Base pistolet 9mm	2009/06/08	Réalisée	oui		6	33 j 0 h	205,17 \$
32104	Formation Avoir et Cantine	2009/06/08	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	1 245,00 \$
32105	Pratique de tir	2009/06/02	Réalisée	oui		7	4 j 4 h	0,00 \$
32106	Pratique de tir	2009/06/01	Réalisée	oui		7	5 j 5 h	0,00 \$
32107	Évaluaion du risque et des besoins	2009/05/26	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 \$
32109	Tir - Base pistolet 9mm	2009/05/18	Réalisée	oui		5	28 j 4 h	0,00 \$
32110	Introduction au monde judiciaire	2009/10/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	19,80 \$
32111	Appropriation du rôle de gestionnaire	2009/10/28	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	136,48 \$
32112	Intervention physique	2009/10/26	Réalisée	oui		16	32 j 6 h	0,00 \$
32114	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	2009/04/08	Réalisée	non		12	13 j 5 h	0,00 \$
32125	Arme certification de tir	2009/11/09	Réalisée	non		5	28 j 4 h	357,50 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32142 Cercle de gestion interministériel		2009/12/04	Réalisée	non		1	1 j 1 h	47,50 \$
32143 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/11/19	Réalisée	non		2	45 j 5 h	960,00 \$
32148 Rapports de discipline		2009/10/22	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 \$
32149 Loi accès information - Émetteur réceptionnaire		2009/10/22	Réalisée	oui		4	4 j 0 h	42,90 \$
32152 Rencontre annuelle responsable formation		2009/10/21	Réalisée	oui		1	3 j 3 h	681,20 \$
32154 Lagibert		2009/10/20	Réalisée	oui		7	26 j 6 h	3 509,45 \$
32155 Intervention physique		2009/10/20	Réalisée	oui		12	26 j 5,5 h	207,30 \$
32156 Petits déjeuners de leadership		2009/11/13	Réalisée	non		2	0 j 6 h	110,00 \$
32162 Intervention physique		2009/10/19	Réalisée	oui		18	39 j 2 h	0,00 \$
32164 Intervention physique		2009/10/13	Réalisée	oui		20	41 j 2,5 h	0,00 \$
32165 Intervention physique		2009/10/13	Réalisée	oui		17	37 j 2,5 h	193,74 \$
32184 Gang de rue et motards criminalisés		2009/10/12	Réalisée	oui		13	5 j 3 h	0,00 \$
32187 Intervention physique		2009/10/06	Réalisée	oui		14	31 j 4 h	232,00 \$
32195 Personne désignée - CQLC		2009/06/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32207 Campagne d'Entraide		2009/09/15	Réalisée	non		1	1 j 1 h	171,91 \$
32210 CSST		2009/09/22	Réalisée	non		1	2 j 2 h	419,15 \$
32211 Employabilité		2009/09/18	Réalisée	non		1	2 j 2 h	532,89 \$
32239 Remise 42 h dossier discipline		2009/05/26	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32240 Formation sur appareils télécommunication urgence		2009/12/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	236,00 \$
32245 Formation et exercice conseillers en SCS		2009/12/08	Réalisée	non		12	13 j 5 h	1 720,50 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32247 Exercice de déploiement UUSCéFormaiton PCM		2009/11/12	Réalisée	non		2	2 j 0 h	291,00 \$
32248 Formation sur la déclaration du service au citoyen		2009/12/07	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
32251 Le MOI inc.		2009/12/07	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 \$
32261 Processus évaluation clientèle et canevas		2009/11/25	Réalisée	oui		10	3 j 4 h	0,00 \$
32263 Culture autochtone		2009/11/24	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 \$
32271 Processus évaluation clientèle et canevas		2009/11/18	Réalisée	oui		8	2 j 6 h	0,00 \$
32316 Violence conjugale et témoignage à la Cour		2009/10/08	Réalisée	non		7	8 j 1,5 h	173,98 \$
32318 Violence conjugale et témoignage à la Cour		2009/10/28	Réalisée	non		3	4 j 0 h	91,70 \$
32319 HERMANN		2009/12/15	Réalisée	non		5	4 j 3 h	0,00 \$
32322 Armes à feu - Pratique et qualification		2009/12/15	Réalisée	non		5	4 j 4 h	57,20 \$
32323 Armes à feu - pratique et qualification		2009/12/18	Réalisée	non		7	8 j 4,5 h	71,50 \$
32325 Armes à feu - Pratique des moniteurs		2009/12/21	Réalisée	non		4	4 j 0,5 h	28,60 \$
32326 Armes à feu - Pratique et qualification		2009/12/22	Réalisée	non		8	8 j 4,5 h	71,50 \$
32327 Armes à feu - Pratique et qualification		2009/12/23	Réalisée	non		6	5 j 5,5 h	57,20 \$
32334 Trima		2009/10/05	Réalisée	non		1	1 j 0 h	105,00 \$
32336 Arme certification de tir		2009/12/14	Réalisée	non		4	22 j 6 h	278,49 \$
32342 Armes à feu - Formation base		2009/08/04	Réalisée	non		5	11 j 3 h	417,84 \$
32344 ARMES A FEU - Qualification/Pratique		2009/05/15	Réalisée	non		4	4 j 4 h	168,05 \$
32345 Armes à feu - Pratique		2009/05/25	Réalisée	non		4	4 j 4 h	143,10 \$
32346 ARMES A FEU - Qualification/Pratique		2009/05/29	Réalisée	non		6	6 j 6 h	163,35 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

232

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32347 Armes à feu - Formation base		2009/07/13	Réalisée	non		4	9 j 1 h	274,99 \$
32351 Jumelage avec GRS de l'EDQ		2009/12/01	Réalisée	oui		1	3 j 3 h	564,55 \$
32352 Armes à feu - Pratique		2009/11/02	Réalisée	non		5	5 j 5 h	588,53 \$
32355 Armes à feu - Pratique		2009/11/16	Réalisée	non		3	3 j 3 h	549,98 \$
32357 Armes à feu - Qualification/Pratique		2009/11/16	Réalisée	non		0	0 j 0 h	274,99 \$
32358 ARMES A FEU -Qualification		2009/11/09	Réalisée	non		3	3 j 3 h	274,99 \$
32360 Remise 42h dossier-discipline		2009/05/19	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
32361 Remise 42h - Gestion des dossiers et discipline		2009/05/12	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
32364 Armes à feu - Pratique		2009/05/08	Réalisée	non		6	6 j 6 h	201,89 \$
32366 Formation - greffière audiencière		2009/10/30	Réalisée	non		1	2 j 0 h	28,60 \$
32371 Remise 42 h -Instructions		2009/12/08	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32372 Remise 42 h -Instructions + procédures H1N1		2009/11/17	Réalisée	non		18	6 j 3 h	0,00 \$
32373 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/06/23	Réalisée	non		11	3 j 6 h	0,00 \$
32374 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/10/13	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32375 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/10/06	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
32376 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/09/29	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
32377 Remise 42 h - extraction de cellule		2009/10/27	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 \$
32378 Remise 42 h - extraction de cellule		2009/11/03	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 \$
32379 Remise 42 h - extraction de cellule		2009/10/20	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32380 Remise 42 h -traitement des plaintes		2009/09/08	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32381 Remise 42 h -traitement des plaintes		2009/09/22	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32382 Remise 42 h -traitement des plaintes		2009/09/15	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32383 Remise 42 h - niveau 1 + permission de sortir		2009/06/02	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
32384 Remise 42 h - niveau 1 + permission de sortir		2009/06/09	Réalisée	non		12	4 j 4,5 h	0,00 \$
32385 Remise 42 h - Évaluation som+ permission de sortir		2009/06/16	Réalisée	non		12	4 j 6,5 h	0,00 \$
32406 GESTION EVENEMENTS CRITIQUES		2009/01/15	Réalisée	non		3	3 j 3 h	730,52 \$
32472 Accueil des nouveaux ASC (TPR)		2009/08/31	Réalisée	non		43	33 j 6 h	1 174,93 \$
32528 Formation chef d'unité		2009/03/16	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
32530 Formation nouveaux ASC		2009/03/09	Réalisée	non		3	0 j 3 h	0,00 \$
32533 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/16	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32535 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/17	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32536 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/18	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32537 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/19	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32538 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/20	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32539 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/23	Réalisée	non		11	10 j 6 h	0,00 \$
32540 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/24	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
32541 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/25	Réalisée	non		10	10 j 0 h	0,00 \$
32542 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/26	Réalisée	non		8	8 j 2 h	0,00 \$
32543 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/27	Réalisée	non		7	6 j 6 h	0,00 \$
32544 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/03/30	Réalisée	non		8	8 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32545	Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.	2009/03/31	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
32597	Remise 42 h - rapport d'intervenant	2009/03/31	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32598	Processus évaluation clientèle et canevas	2009/11/17	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 \$
32631	Formation nouvel employé LS/CMI	2009/12/07	Réalisée	non		3	10 j 2 h	4 586,06 \$
32638	Remise de 42h - Évaluation approfondie	2009/05/06	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 \$
32644	Intervention physique	2009/12/16	Réalisée	non		5	17 j 1 h	0,00 \$
32646	Intervention physique	2009/12/09	Réalisée	non		9	30 j 6 h	0,00 \$
32650	Gestion des renseignements sécuritaires	2009/08/17	Réalisée	non		1	3 j 3 h	402,85 \$
32665	Colloque -Éducation en milieu carcéral 2009	2009/10/21	Réalisée	non		5	15 j 6 h	2 463,39 \$
32668	Remise 42 h -Instructions	2009/11/10	Réalisée	non		12	4 j 0,5 h	0,00 \$
32675	Remise 42 h - Activités rémunérées	2009/12/29	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32677	Remise 42 h - fouille de cellule	2009/09/01	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
32679	Remise 42 h - Quizz	2009/12/15	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32681	Remise 42 h -Instructions	2009/12/01	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
32686	Gangs de rue	2009/11/16	Réalisée	oui		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
32688	Formation OC	2009/11/12	Réalisée	oui		8	4 j 4 h	0,00 \$
32692	Processus évaluation clientèle et canevas	2009/11/11	Réalisée	oui		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
32693	Formation OC	2009/11/11	Réalisée	oui		43	37 j 1 h	0,00 \$
32696	Survivair	2009/11/11	Réalisée	oui		43	36 j 0 h	592,50 \$
32711	Agents inflammatoires (OC)	2009/09/14	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32712 Agents inflammatoires (OC) rappel		2009/09/16	Réalisée	non		10	5 j 0 h	0,00 \$
32713 ERB (outil actuariel)		2009/05/27	Réalisée	non		2	2 j 2 h	624,91 \$
32740 Accueil nouveaux asc		2009/10/19	Réalisée	non		5	44 j 4 h	0,00 \$
32741 Fouille et menottage		2009/11/10	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
32742 Armes à feu - pratique annuelle		2009/12/12	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
32743 Armes à feu - Pratique annuelle		2009/11/13	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
32744 Armes à feu - Pratique annuelle		2009/11/16	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 \$
32745 Évaluation du risque suicidaire		2009/11/19	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	0,00 \$
32746 Armes à feu 9mm		2009/11/23	Réalisée	non		9	40 j 0 h	0,00 \$
32750 Intervention physique		2009/04/06	Réalisée	non		4	17 j 1 h	0,00 \$
32751 Gestion des sentences		2009/04/14	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 \$
32752 Gestion des sentences		2009/04/20	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 \$
32753 Prévention du suicide		2009/04/03	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32761 Évaluation approfondie		2009/04/29	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
32762 Prévention du phénomène des gangs de rue		2009/03/12	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	332,07 \$
32765 Colloque - Éducation en milieu carcéral		2009/10/21	Réalisée	non		5	8 j 1 h	5 671,62 \$
32773 Comité de direction		2009/09/22	Réalisée	non		1	2 j 2 h	54,05 \$
32823 Remise 42 h - rapport d'intervenant		2009/04/14	Réalisée	non		12	4 j 4,5 h	0,00 \$
32826 Remise 42 h - rapport d'intervenant		2009/04/07	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
32829 Remise 42 h - Formation Travail-Loisirs (FTL)		2009/12/22	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32830 Remise 42 h - Climat organisationnel		2009/04/21	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 \$
32832 Remise 42 h - Climat organisationnel		2009/04/28	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32834 Remise 42 h - Climat organisationnel		2009/05/05	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
32845 ARMES A FEU - Formation base		2009/07/15	Réalisée	non		4	13 j 5 h	328,04 \$
32848 Harcèlement au travail		2009/05/26	Réalisée	non		4	16 j 0 h	0,00 \$
32849 Harcèlement au travail		2009/12/02	Réalisée	non		3	13 j 5 h	294,91 \$
32852 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/03/03	Réalisée	non		2	5 j 1 h	177,93 \$
32853 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/03/24	Réalisée	non		2	11 j 3 h	210,05 \$
32854 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/05/07	Réalisée	non		1	4 j 4 h	51,60 \$
32855 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/04/01	Réalisée	non		1	6 j 6 h	125,15 \$
32892 Techniques d'entrevue		2009/11/10	Réalisée	oui		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32896 Formation OC		2009/11/10	Réalisée	oui		2	1 j 1 h	262,50 \$
32901 Gangs de rue		2009/11/09	Réalisée	oui		9	3 j 1,5 h	0,00 \$
32907 Rapport de discipline		2009/11/04	Réalisée	oui		12	4 j 2 h	0,00 \$
32910 Rapport de discipline		2009/11/03	Réalisée	oui		4	1 j 3 h	0,00 \$
32912 ARMES A FEU - Formation base		2009/11/23	Réalisée	non		1	5 j 5 h	274,99 \$
32923 Armes à feu - Formation base		2009/12/07	Réalisée	non		1	5 j 5 h	546,13 \$
32925 Prévention du suicide		2009/05/25	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	1 758,46 \$
32932 Armes à feu - Formation base		2009/12/14	Réalisée	non		5	28 j 4 h	1 450,39 \$
32948 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/08	Réalisée	non		5	10 j 0 h	1 924,61 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32949	Outil d'évaluation des délinquants sexuels	2009/05/27	Réalisée	non		2	6 j 0 h	718,31 \$
32950	Outils d'évaluation des délinquants sexuels	2009/04/22	Réalisée	non		4	12 j 0 h	319,95 \$
32951	Agents de changement	2009/06/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
32953	Congrès international agression sexuelle	2009/05/11	Réalisée	non		2	6 j 0 h	0,00 \$
32962	Armes à feu - Formation base	2009/06/01	Réalisée	non		11	40 j 2,5 h	356,29 \$
32966	Armes à feu - Formation base	2009/06/08	Réalisée	non		6	28 j 3 h	432,01 \$
32968	Armes à feu - Formation base	2009/06/15	Réalisée	non		9	34 j 0,5 h	601,76 \$
32974	Armes à feu - Pratique	2009/10/02	Réalisée	non		14	10 j 6 h	42,20 \$
32977	Armes à feu - Formation base	2009/10/05	Réalisée	non		9	34 j 4 h	424,62 \$
32978	Armes à feu - Pratique et requalification	2009/10/09	Réalisée	non		7	4 j 4 h	56,40 \$
32979	Armes à feu - Formation base	2009/10/19	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
32980	ARMES A FEU - Qualification	2009/10/23	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32981	Armes à feu - Coaching	2009/10/23	Réalisée	non		4	2 j 6 h	9,00 \$
32982	Armes à feu - Coaching	2009/10/30	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 \$
32983	Armes à feu - Pratique & requalif	2009/11/02	Réalisée	non		7	7 j 3 h	27,20 \$
32984	Armes à feu - Formation base	2009/11/03	Réalisée	non		4	18 j 2 h	199,51 \$
32986	ARMES A FEU - Qualification	2009/11/05	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32987	Armes à feu - Pratique	2009/11/09	Réalisée	non		9	10 j 0 h	22,40 \$
32990	Armes à feu - Pratique	2009/11/10	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 \$
32991	Armes à feu - Pratique	2009/11/11	Réalisée	non		8	8 j 6,5 h	14,30 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

238

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
32992 Armes à feu - Pratique		2009/11/13	Réalisée	non		9	10 j 2 h	74,66 \$
32994 Armes à feu - Pratique		2009/11/16	Réalisée	non		7	8 j 0 h	43,93 \$
32996 Armes à feu - Pratique		2009/11/18	Réalisée	non		7	8 j 0 h	62,13 \$
33012 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/01	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 \$
33013 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/02	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33014 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/03	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33021 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/06	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33022 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/07	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33023 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/08	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33024 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/09	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33025 Accueil des nouveaux ASC - insertion prof.		2009/04/10	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
33031 Violence conjugale		2009/09/17	Réalisée	non		9	10 j 2 h	84,65 \$
33039 Prévention situations de conflits et harcèlement		2009/11/23	Réalisée	oui		8	3 j 0 h	0,00 \$
33041 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/05/07	Réalisée	non		1	4 j 4 h	51,06 \$
33048 Agents de référence		2009/10/21	Réalisée	non		4	12 j 0 h	387,44 \$
33055 Rencontre Climat organisationnel		2009/03/26	Réalisée	non		1	1 j 1 h	89,61 \$
33059 SAGIR - LSA		2009/04/15	Réalisée	non		2	2 j 0 h	604,23 \$
33060 SAGIR - LSA Autoformation		2009/04/15	Réalisée	non		2	1 j 2 h	0,00 \$
33062 SADE		2009/11/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	304,12 \$
33064 SAGIP - GAINS DÉCLARATOIRES / PRIMES		2009/05/28	Réalisée	non		1	2 j 0 h	504,89 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
33065	Loi sur les contrats et les règlements	2009/10/06	Réalisée	non		1	10 j 0 h	27,23 \$
33067	Armes à feu - Pratique	2009/04/14	Réalisée	non		2	2 j 2 h	245,00 \$
33080	Remise 42 h - Intervention physique TIP	2009/07/03	Réalisée	non		17	19 j 3 h	0,00 \$
33082	Intégration à la tâche - Parloir-cantine	2009/12/07	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
33083	Intégration à la tâche - Admission	2009/11/26	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 \$
33084	ARMES A FEU - Formation base	2009/08/03	Réalisée	non		5	5 j 5 h	402,88 \$
33107	Acc.& intégration à la tâche (CU-intérimaire)	2009/08/10	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 \$
33110	Acc. & intégration à la tâche (DACOR)	2009/04/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
33111	Acc. & intégration à la tâche (DACOR)	2009/04/30	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
33112	Acc. & intégration à la tâche (DACOR)	2009/04/30	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
33134	RCR	2009/12/02	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	436,00 \$
33138	Agent de changement - Projet SIUJ	2009/12/02	Réalisée	oui		2	2 j 1 h	1 101,19 \$
33149	Formation Avoir et Cantine	2009/06/08	Réalisée	oui		1	4 j 0 h	365,89 \$
33157	Armes à feu - Pratique	2009/11/19	Réalisée	non		6	6 j 6 h	104,90 \$
33158	Armes à feu - Pratique	2009/11/20	Réalisée	non		10	10 j 4,5 h	109,14 \$
33161	Armes à feu - Pratique	2009/11/23	Réalisée	non		9	10 j 1,5 h	119,60 \$
33165	Armes à feu - Pratique	2009/11/24	Réalisée	non		8	9 j 0,5 h	23,54 \$
33166	Armes à feu - Pratique	2009/11/25	Réalisée	non		5	5 j 1 h	47,08 \$
33168	Armes à feu - Pratique moniteurs	2009/11/25	Réalisée	non		2	2 j 2 h	33,46 \$
33170	Armes à feu - Pratique	2009/11/26	Réalisée	non		8	9 j 0,5 h	24,20 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

240

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
33172 Armes à feu - Pratique		2009/11/27	Réalisée	non		6	6 j 3,5 h	53,80 \$
33173 Armes à feu - Pratique		2009/11/30	Réalisée	non		11	12 j 2 h	22,45 \$
33174 Armes à feu - Pratique		2009/12/01	Réalisée	non		7	8 j 0 h	23,54 \$
33176 Armes à feu - formation base		2009/12/14	Réalisée	non		4	22 j 6 h	533,80 \$
33178 Armes à feu - Pratique		2009/12/22	Réalisée	non		2	2 j 2 h	33,65 \$
33187 Violence conjugale		2009/09/18	Réalisée	non		2	2 j 0 h	28,60 \$
33188 Évaluation conj. Violents - liberté provisoire		2009/09/29	Réalisée	non		4	0 j 0 h	41,87 \$
33189 Informatisation outil LSCMI		2009/09/30	Réalisée	non		5	15 j 0 h	152,77 \$
33198 Violence conjugale		2009/11/26	Réalisée	non		2	4 j 0 h	96,80 \$
33230 formation postecommandement mobile-trousse urgence		2009/12/08	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
33258 Armes à feu - Formation base		2009/11/17	Réalisée	non		5	26 j 2 h	498,71 \$
33259 Armes à feu - Formation base qualification		2009/12/02	Réalisée	non		3	3 j 2 h	0,00 \$
33295 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/10/14	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
33296 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/11/25	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 \$
33297 Remise 42 h - fouille de cellule		2009/12/16	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 \$
33340 Armes - Maintien des compétences des moniteurs		2009/04/21	Réalisée	non		1	4 j 4 h	206,31 \$
33364 Appropriation du rôle de gestionnaire		2009/10/28	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	71,72 \$
33403 Logiciel de la remise des 96 heures des ASC		2009/09/15	Réalisée	oui		1	0 j 6 h	541,86 \$
33409 Défibrillateur cardiaque		2009/11/03	Réalisée	oui		4	2 j 2 h	0,00 \$
33417 RCR		2009/11/19	Réalisée	oui		8	16 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP						Type: Interne		
33418	RCR	2009/09/28	Réalisée	oui		7	14 j 0 h	0,00 \$
33422	Intervention physique	2009/12/01	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	0,00 \$
33423	Intervention physique	2009/12/02	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	0,00 \$
33424	Programme d'aide aux personnes - Curateur public	2009/12/16	Réalisée	oui		8	1 j 1 h	9,90 \$
33456	Loi - informatisation outil LSCMI	2009/12/15	Réalisée	non		1	2 j 2 h	25,80 \$
Total du fournisseur						3401	6843 j 5,5 h	136 334,18 \$
Fournisseur :MSP - DRH						Type: Interne		
30656	Herrmann	2009/02/19	Réalisée	non		7	3 j 5 h	0,00 \$
31210	Gestion des employés difficiles	2009/05/19	Réalisée	non		16	30 j 3,5 h	0,00 \$
31307	Formation sur logiciel suivi des griefs	2009/05/21	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31538	SAGIP	2009/08/27	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 \$
31548	Herrmann	2009/09/02	Réalisée	non		8	6 j 6 h	28,60 \$
31755	Herrmann	2009/09/24	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	14,30 \$
32551	Programme accueil gouvernemental	2009/06/05	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
32600	Herrmann	2009/11/05	Réalisée	non		31	31 j 0 h	3 652,60 \$
32706	Herrmann	2009/11/18	Réalisée	non		11	11 j 0 h	0,00 \$
32735	Gestion des employés difficiles	2009/11/19	Réalisée	non		1	2 j 2 h	762,70 \$
32846	Gestion du personnel difficile et en difficulté	2009/04/29	Réalisée	non		7	27 j 3 h	0,00 \$
33009	Intervention lors d'incident critique	2009/02/25	Réalisée	non		11	22 j 6 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

242

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>MSP - DRH</i>						Type: Interne		
33011 Intervention lors d'incident critique		2009/03/11	Réalisée	non		14	30 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						112	170 j 3,5 h	4 458,20 \$
Fournisseur : <i>MSP - RESSOURCES MATÉRIELLES</i>						Type: Interne		
31306 Mesures d'urgence pour les chefs d'étage		2009/05/21	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32198 Système de gestion des visites		2009/06/18	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						6	2 j 2 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>MSP-SERVICES CORRECTIONNELS</i>						Type: Interne		
30868 Loi - Informatisation - Outil actuariel LS/CMI -		2009/05/27	Réalisée	non		12	13 j 1 h	296,28 \$
30869 Loi - Informatisation - Outil actuariel LS/CMI -		2009/05/28	Réalisée	non		9	11 j 1 h	128,70 \$
30941 Calcul des sentences		2009/05/05	Réalisée	non		15	30 j 2 h	788,17 \$
31025 Plan de lutte contre l'intimidation - Rens. Séc.		2009/05/13	Réalisée	non		1	0 j 1 h	20,00 \$
31091 Armes à feu - Formation de base		2009/05/13	Réalisée	non		4	14 j 6 h	1 339,96 \$
31095 Loi - Outil actuariel LS/CMI		2009/03/23	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
31588 Loi - Informatisation - Outil actuariel LS/CMI -		2009/09/30	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	0,00 \$
31685 Rappel O.C.		2009/09/21	Réalisée	non		8	4 j 3 h	0,00 \$
31690 Rappel O.C.		2009/09/28	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
31789 Recertification moniteur de tir		2009/04/17	Réalisée	oui		1	5 j 1 h	1 734,82 \$
31792 Pratique de tir (pistolet)		2009/04/27	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP-SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne		
31793	Base de tir du pistolet	2009/05/04	Réalisée	oui		5	28 j 4 h	0,00 \$
31812	Base de tir du pistolet	2009/08/19	Réalisée	oui		12	41 j 2 h	431,00 \$
31819	Pratique de tir	2009/08/17	Réalisée	non		2	2 j 0 h	21,55 \$
31831	SADE - Formation initiale	2009/11/09	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31892	Garde du corps	2009/04/17	Réalisée	non		12	38 j 6 h	0,00 \$
31893	Armes - Requalification de tir	2009/04/27	Réalisée	non		24	60 j 6,5 h	0,00 \$
31894	Armes - Base tir	2009/06/15	Réalisée	non		7	41 j 1 h	0,00 \$
31895	Moniteur de tir - Requalification	2009/05/13	Réalisée	non		3	12 j 6,5 h	0,00 \$
31898	Tir défensif - formation de base	2009/06/18	Réalisée	non		12	37 j 6,5 h	431,00 \$
31921	Requalification - moniteur de tir	2009/05/07	Réalisée	non		1	1 j 0 h	166,60 \$
31955	SADE - Formation initiale	2009/12/01	Réalisée	non		3	3 j 0 h	14,30 \$
32091	Base de tir du pistolet	2009/08/31	Réalisée	oui		6	34 j 2 h	0,00 \$
32115	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	2009/04/08	Réalisée	non		25	28 j 4 h	14,30 \$
32116	Mesures d'urgence	2009/04/14	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
32117	DACOR	2009/04/17	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
32118	DACOR - admission	2009/04/21	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32119	Hygiène et salubrité	2009/04/21	Réalisée	non		2	2 j 2 h	275,62 \$
32120	DACOR - admission	2009/04/21	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
32121	DACOR - admission	2009/04/22	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 \$
32122	Gestion des 96 heures	2009/04/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	289,25 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP-SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne		
32123 Réunion d'équipe		2009/04/29	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 \$
32124 Calcul de sentences		2009/05/04	Réalisée	non		1	2 j 0 h	404,69 \$
32129 DACOR		2009/05/20	Réalisée	non		2	1 j 4 h	0,00 \$
32130 Réunion d'équipe		2009/05/20	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 \$
32131 DACOR - admission		2009/05/20	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
32132 Dossier social		2009/05/27	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 \$
32133 DACOR		2009/05/27	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
32134 DACOR		2009/05/27	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 \$
32135 Loi - Informatisation de l'outil actuariel d'évalu		2009/05/28	Réalisée	non		1	1 j 0 h	277,15 \$
32137 Défibrélateur externe autonome		2009/06/01	Réalisée	non		19	21 j 5 h	592,60 \$
32139 DACOR - admission		2009/06/03	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 \$
32140 Dossier social		2009/06/03	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 \$
32188 Rappel O.C.		2009/10/05	Réalisée	non		12	5 j 1,5 h	0,00 \$
32189 Équipe d'intervention spécialisée (EIS)		2009/06/07	Réalisée	non		1	1 j 1 h	14,55 \$
32193 Mentorat		2009/06/09	Réalisée	non		11	4 j 5 h	0,00 \$
32194 Avoir des personnes incarcérées		2009/06/16	Réalisée	non		1	3 j 0 h	828,03 \$
32196 Mesure d'urgence 31H08		2009/06/16	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32197 Prévention du suicide en milieu carcéral		2009/06/17	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32199 Santé-sécurité au travail		2009/06/19	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 \$
32200 Loi sur le Tabac		2009/06/19	Réalisée	non		3	0 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée			Total
Fournisseur :MSP-SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne				
32201	DACOR	2009/07/03	Réalisée	non		3	3	j	3 h	0,00 \$
32202	Appareil respiratoire autonome	2009/07/21	Réalisée	non		14	1	j	0 h	0,00 \$
32203	Système de gestion des visites	2009/09/03	Réalisée	non		3	1	j	5 h	0,00 \$
32208	Mentorat	2009/09/15	Réalisée	non		8	3	j	3 h	0,00 \$
32209	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	2009/09/17	Réalisée	non		5	11	j	3 h	0,00 \$
32212	Mesures d'urgence	2009/09/22	Réalisée	non		5	5	j	5 h	0,00 \$
32213	Prévention suicide	2009/09/23	Réalisée	non		5	5	j	5 h	0,00 \$
32214	Réunion d'équipe	2009/09/23	Réalisée	non		13	2	j	5,5 h	0,00 \$
32215	Santé-sécurité au travail	2009/09/25	Réalisée	non		5	1	j	5,5 h	0,00 \$
32216	Loi sur le Tabac	2009/09/25	Réalisée	non		5	0	j	5 h	0,00 \$
32218	DACOR	2009/09/28	Réalisée	non		6	6	j	6 h	0,00 \$
32219	Appareil de protection respiratoire autonome en si	2009/10/02	Réalisée	non		6	20	j	4 h	0,00 \$
32221	Techniques d'intervention physique (TIP)	2009/10/06	Réalisée	non		6	20	j	4 h	177,82 \$
32222	DACOR - admission	2009/10/15	Réalisée	non		4	4	j	0 h	0,00 \$
32224	Leadership mobilisateur (3e de 7)	2009/10/19	Réalisée	non		12	18	j	6 h	0,00 \$
32225	Éducation en milieu carcéral	2009/10/21	Réalisée	non		5	17	j	1 h	1 901,38 \$
32226	Appareil de protection respiratoire autonome en si	2009/10/26	Réalisée	non		6	6	j	6 h	0,00 \$
32227	Appareil de protection respiratoire autonome en si	2009/10/27	Réalisée	non		5	5	j	5 h	0,00 \$
32228	Appareil de protection respiratoire autonome en si	2009/10/28	Réalisée	non		5	5	j	5 h	0,00 \$
32232	Curatelle	2009/11/18	Réalisée	non		1	2	j	0 h	337,51 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP-SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne		
32233	Contrôle	2009/11/24	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32234	Contrôle	2009/11/26	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32235	Contrôle	2009/11/27	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 \$
32237	Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence	2009/12/08	Réalisée	non		14	32 j 0 h	345,20 \$
32238	Admission - rafraichissement	2009/12/10	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
32257	Pratique de Tir	2009/11/30	Réalisée	oui		6	5 j 1 h	0,00 \$
32266	Formation OC	2009/11/20	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	0,00 \$
32267	Formation OC Rappel	2009/11/19	Réalisée	oui		5	2 j 6 h	0,00 \$
32272	Inspection et enquête d'accident	2009/11/17	Réalisée	oui		2	6 j 2 h	689,30 \$
32348	Utilisation d'agent inflammatoire	2009/12/09	Réalisée	oui		12	13 j 5 h	0,00 \$
32353	Pratique de Tir	2009/12/01	Réalisée	oui		6	5 j 1 h	0,00 \$
32356	Formation OC Rappel	2009/11/17	Réalisée	oui		6	3 j 3 h	0,00 \$
32516	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	non		2	6 j 0 h	234,75 \$
32517	Colloque PAP 2009	2009/10/21	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
32573	Loi - Informatisation - Outil actuariel LS/CMI -	2009/06/23	Réalisée	non		2	2 j 0 h	38,63 \$
32594	Programme d'aide aux personnes	2009/11/04	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 \$
32606	Programme d'aide aux personnes	2009/11/11	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 \$
32607	Programme d'aide aux personnes	2009/11/18	Réalisée	non		19	6 j 5,5 h	0,00 \$
32714	Personnes pivots en lieu avec Curateur public	2009/11/19	Réalisée	non		1	0 j 0 h	92,70 \$
32893	Tir - Pratique	2009/11/10	Réalisée	oui		6	9 j 3 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>MSP-SERVICES CORRECTIONNELS</i>						Type: Interne		
32895 Tir - Pratique		2009/11/10	Réalisée	oui		8	8 j 0 h	0,00 \$
32898 Tir - Pratique		2009/11/09	Réalisée	oui		8	9 j 2,5 h	0,00 \$
32911 Tir - Pratique		2009/11/03	Réalisée	oui		6	4 j 4 h	0,00 \$
32913 Pratique de tir - 1ere annuelle		2009/11/02	Réalisée	oui		29	56 j 5,5 h	0,00 \$
32929 Secouriste		2009/06/15	Réalisée	oui		2	4 j 6 h	13,93 \$
32937 Système de gestion des visites		2009/09/10	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 \$
32938 Système de gestion des visites		2009/09/16	Réalisée	non		13	7 j 3 h	0,00 \$
32939 Système de gestion des visites (chefs d'unité)		2009/09/17	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32940 Système de gestion des visites		2009/09/23	Réalisée	non		7	4 j 0 h	0,00 \$
32941 Système de gestion des visites		2009/09/30	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 \$
32942 Système de gestion des visites (chefs d'unité)		2009/10/21	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 \$
32944 Système de gestion des visites		2009/10/21	Réalisée	non		11	6 j 2 h	0,00 \$
32945 Système de gestion des visites		2009/09/03	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 \$
32946 Tir défensif (moniteur)		2009/09/11	Réalisée	non		1	5 j 5 h	876,73 \$
32947 Équipe correctionnelle d'intervention d'urgence		2009/12/09	Réalisée	non		4	4 j 4 h	25,44 \$
32955 Techniques d'intervention physique-Recertification		2009/05/06	Réalisée	non		2	4 j 4 h	783,12 \$
32956 Moniteur de tir - pratique		2009/05/11	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 \$
32957 Tir défensif pistolet 9mm (pratique)		2009/06/15	Réalisée	non		7	28 j 0 h	94,60 \$
32958 Tir défensif pistolet 9mm (pratique)		2009/05/04	Réalisée	non		6	24 j 0 h	724,50 \$
32959 Moniteur-pratique de tir		2009/04/28	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

248

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MSP-SERVICES CORRECTIONNELS						Type: Interne		
33028	Table des responsables en éducation mil. carc.	2009/10/21	Réalisée	non		3	9 j 0 h	1 539,74 \$
33030	Table des responsables en éducation mil. carc.	2009/10/21	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
33035	Pratique de tir - Moniteur	2009/11/09	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	28,60 \$
33037	Pratique sur les armes à feu	2009/11/20	Réalisée	oui		13	21 j 5 h	166,35 \$
33040	Motards criminalisés	2009/11/30	Réalisée	oui		11	3 j 6,5 h	0,00 \$
33045	Techniques d'intervention physiques	2009/04/06	Réalisée	non		5	15 j 0 h	0,00 \$
33046	Techniques d'intervention physique	2009/04/06	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 \$
33047	Équipe d'intervention suicide	2009/12/08	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 \$
33049	Gestion des renseignements sécuritaire	2009/11/04	Réalisée	non		1	2 j 2 h	523,74 \$
33051	Admission	2009/12/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 \$
33052	Techniques d'intervention physique	2009/06/22	Réalisée	non		5	15 j 0 h	42,90 \$
33100	Curateur public	2009/11/19	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 \$
33101	Curateur public	2009/11/26	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 \$
33136	Pratique de tir	2009/12/02	Réalisée	oui		6	5 j 1 h	0,00 \$
33139	ECIU-test	2009/12/03	Réalisée	oui		13	12 j 4 h	0,00 \$
33142	Motards criminalisés	2009/12/07	Réalisée	oui		14	5 j 1 h	0,00 \$
33335	Pratique de tir	2009/12/07	Réalisée	oui		12	20 j 4 h	143,00 \$
33337	Armes à feu - Tir	2009/12/14	Réalisée	oui		5	28 j 4 h	0,00 \$
33343	Pratique de tir	2009/12/18	Réalisée	oui		10	17 j 1 h	170,17 \$
33345	Formation OC	2009/12/18	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée			Total
Fournisseur : <i>MSP-SERVICES CORRECTIONNELS</i>						Type: Interne				
33398	Armes à feu - Pratique de tir	2009/12/21	Réalisée	oui		2	0	j	6 h	0,00 \$
33408	Pratique de tir - Pistolet	2009/10/23	Réalisée	oui		3	3	j	3 h	0,00 \$
33411	Recertification - O.C.	2009/11/24	Réalisée	oui		9	5	j	3 h	0,00 \$
33414	Recertification - O.C.	2009/11/17	Réalisée	oui		7	4	j	0 h	0,00 \$
33419	Défibrillateur cardiaque	2009/09/08	Réalisée	oui		5	2	j	6 h	0,00 \$
33420	Recertification - O.C.	2009/10/20	Réalisée	oui		13	10	j	2 h	0,00 \$
33421	Défibrillateur cardiaque	2009/09/15	Réalisée	oui		3	1	j	5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						871	1198	j	6 h	17 018,68 \$
Fournisseur : <i>MULTI HEXA</i>						Type: Externe				
30661	Excel 2002 - Module 4	2009/02/26	Réalisée	oui		1	1	j	0 h	108,00 \$
30663	Excel 2002 - Module 2	2009/03/04	Réalisée	oui		1	1	j	0 h	108,00 \$
30863	Access - Module de base	2009/04/23	Réalisée	oui		2	4	j	0 h	506,65 \$
30998	Access 2003 - module 1 (base)	2009/05/25	Réalisée	oui		2	4	j	0 h	484,29 \$
31115	Word 2003 - Mise en page	2009/06/15	Réalisée	oui		1	1	j	0 h	121,91 \$
31414	Word - Module 4 - Publipostage	2009/06/29	Réalisée	oui		1	1	j	0 h	108,00 \$
31415	Word - Module 3 - Modèles et style	2009/04/27	Réalisée	oui		1	1	j	0 h	122,30 \$
31580	Photoshop CD3/CS4 M-1 Base	2009/10/06	Réalisée	non		1	2	j	0 h	446,67 \$
31899	Excel module 1 et 2	2009/04/27	Réalisée	oui		1	3	j	0 h	418,41 \$
31900	Excel - module 1	2009/05/20	Réalisée	oui		1	2	j	0 h	216,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :MULTI HEXA						Type: Externe		
32030 Visio		2009/09/23	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	0,00 \$
33262 Excel		2009/12/14	Réalisée	non		2	4 j 0 h	537,59 \$
Total du fournisseur						15	26 j 0 h	3 177,82 \$
Fournisseur :Opus inc.						Type: Externe		
31299 Forum SST 2009 / Prix innovation 2009 en SST		2009/04/30	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	270,00 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	270,00 \$
Fournisseur :Oracle						Type: Externe		
30816 Conférence sur les produits Oracle		2009/02/17	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	0,00 \$
30911 Sagir		2009/03/18	Réalisée	non		1	1 j 0 h	115,56 \$
32173 Sécurité des bases de données		2009/10/22	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
32177 Conférence Oracle Application Express		2009/11/24	Réalisée	oui		2	1 j 2 h	25,00 \$
Total du fournisseur						6	5 j 2 h	140,56 \$
Fournisseur :ORAGEC						Type: Externe		
32024 Bases de données Oracle		2009/09/21	Réalisée	non		1	0 j 4 h	135,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 4 h	135,00 \$
Fournisseur :Ordre des architectes du Québec						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Ordre des architectes du Québec</i>						Type: Externe		
30655	Gestion de projets	2009/02/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	180,00 \$
33384	Santé et Sécurité sur chantiers de construction	2009/10/07	Réalisée	oui		2	8 j 4 h	790,12 \$
33385	Introduction prévention et règlement des conflits	2009/10/26	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	219,00 \$
33386	Système isolation extérieur BASF	2009/10/27	Réalisée	oui		1	0 j 1,5 h	0,00 \$
33387	L'architecte et l'estimation des coûts	2009/10/28	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	685,60 \$
33389	Gestion de projet-planification	2009/11/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	219,00 \$
33390	Gestion de projet-exécution, suivi, maîtrise	2009/11/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	219,00 \$
Total du fournisseur						10	15 j 5,5 h	2 312,72 \$
Fournisseur : <i>ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉ DU QUEBEC</i>						Type: Externe		
30658	Mise à jour fiscalité des particuliers	2009/01/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
30683	Communicateur d'impact	2009/02/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
30764	Communicateur d'impact	2009/02/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						3	3 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>Ordre des infirmières et infirmiers du Québec</i>						Type: Externe		
33232	Santé mentale - formation de base	2009/11/25	Réalisée	non		1	2 j 2 h	195,00 \$
33233	Système cardiovasculaire	2009/09/16	Réalisée	non		1	2 j 2 h	195,00 \$
33247	Système neurologique et abdomen	2009/11/17	Réalisée	non		1	2 j 2 h	195,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Ordre des infirmières et infirmiers du Québec</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						3	6 j 6 h	585,00 \$
Fournisseur : <i>Ordre des travailleurs sociaux du Québec</i>						Type: Externe		
31411	Encadrement d'une équipe de travail (niveau 1)	2009/05/07	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	309,24 \$
Total du fournisseur						1	0 j 0 h	309,24 \$
Fournisseur : <i>Plaidoyer - victimes</i>						Type: Externe		
32610	5e Colloque de Plaidoyer - Victime	2009/10/28	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	775,00 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	775,00 \$
Fournisseur : <i>Polytechnique de Montréal</i>						Type: Externe		
31418	Colloque sur la cybercriminalité	2009/05/26	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	324,16 \$
31742	Colloque sur la cybercriminalité	2009/05/26	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	324,16 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	648,32 \$
Fournisseur : <i>Prévention Secours inc.</i>						Type: Externe		
30935	Secourisme en milieu de travail	2009/04/20	Réalisée	non		1	2 j 0 h	28,60 \$
31215	Secourisme en milieu de travail	2009/06/03	Réalisée	non		24	42 j 1,5 h	843,75 \$
31263	Secourisme en milieu de travail	2009/06/08	Réalisée	non		13	25 j 3 h	810,00 \$
32168	Secouriste en milieu de travail	2009/11/25	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Prévention Secours inc.</i>						Type: Externe		
Total du fournisseur						39	71 j 4,5 h	1 682,35 \$
Fournisseur : <i>Productions Eventia inc.</i>						Type: Externe		
31302	WebCom Montréal 2009	2009/05/13	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	606,55 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	606,55 \$
Fournisseur : <i>PROMEGA CORPORATION</i>						Type: Externe		
32307	6e Annual Forensic DNA Technology conference	2009/09/22	Réalisée	oui		7	22 j 0 h	3 912,92 \$
32309	20e international symposium on human identification	2009/10/12	Réalisée	oui		5	30 j 0 h	16 002,52 \$
Total du fournisseur						12	52 j 0 h	19 915,44 \$
Fournisseur : <i>PROTECTION CIVILE CANADA</i>						Type: Externe		
30632	Gestion d'un centre des opérations d'urgence	2009/02/09	Réalisée	non		2	10 j 0 h	29,00 \$
Total du fournisseur						2	10 j 0 h	29,00 \$
Fournisseur : <i>Psymétrik</i>						Type: Externe		
31292	GROP (Inventaire d'intérêts et de personnalité)	2009/04/15	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	90,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	90,00 \$
Fournisseur : <i>qualitemps</i>						Type: Interne		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :qualitemps						Type: Interne		
31007	formation ; comment animer et gérer des réunions	2009/04/23	Réalisée	non		2	2 j 0 h	1 421,90 \$
31125	La gestion du temps et des priorites	2009/03/04	Réalisée	non		1	3 j 0 h	386,30 \$
31855	Gestion temps	2009/08/25	Réalisée	non		2	2 j 0 h	520,00 \$
32601	Gestion du temps	2009/11/17	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						6	8 j 0 h	2 328,20 \$
Fournisseur :RECO						Type: Externe		
31358	Comment rendre exercices papier efficace parpitant	2009/04/23	Réalisée	non		1	0 j 5 h	60,00 \$
Total du fournisseur						1	0 j 5 h	60,00 \$
Fournisseur :Réseau Action TI						Type: Externe		
32016	Conférence sur amélioration sécurité informatique	2009/09/10	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
32163	Journée de l'informatique (JIQ)	2009/11/11	Réalisée	oui		16	16 j 0 h	2 609,50 \$
Total du fournisseur						17	16 j 3,5 h	2 609,50 \$
Fournisseur :RIMAS						Type: Externe		
33211	Congrès Agression sexuelle	2009/05/11	Réalisée	non		2	6 j 0 h	400,00 \$
Total du fournisseur						2	6 j 0 h	400,00 \$
Fournisseur :Robert Pelletier						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Robert Pelletier						Type: Externe		
31017 formation porte-parole		2009/03/24	Réalisée	non		4	8 j 0 h	906,66 \$
32249 Foramtion porte-parole		2009/12/03	Réalisée	non		2	4 j 0 h	171,00 \$
Total du fournisseur						6	12 j 0 h	1 077,66 \$
Fournisseur :RRSPT						Type: Externe		
29987 Comprendre les lésions psychiques		2009/01/21	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	235,00 \$
30653 Gestion d'événements traumatiques et interv. PAE		2009/02/18	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	320,00 \$
30751 Mise à jour de la jurisprudence rendue en 2008		2009/02/26	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	270,85 \$
30760 Gestion d'événements traumatiques et intervenant		2009/02/18	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	320,00 \$
30761 Conférence: Confidentialité et gestion des RH		2009/02/18	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	129,90 \$
30812 Confidentialité et gestion des ressources humaines		2009/03/12	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	5,00 \$
30927 Introduction gestion santé-sécurité au travail		2009/04/29	Réalisée	non		2	2 j 0 h	405,55 \$
31301 Aide aux personnes en crise psychiatrique		2009/05/12	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	185,00 \$
31318 Obligation d'accommodement et la LATMP		2009/06/11	Réalisée	oui		4	2 j 0 h	0,00 \$
31975 Colloque - Gestionnaire lors d'un droit de refus		2009/11/10	Réalisée	non		2	3 j 3 h	0,00 \$
32033 Colloque - Miser sur le mieux-être au travail		2009/11/19	Réalisée	non		2	2 j 2 h	536,05 \$
32083 Colloque - Miser sur le mieux-être au travail		2009/11/18	Réalisée	non		2	5 j 0 h	61,80 \$
32085 Colloque - Miser sur le mieux-être au travail		2009/11/19	Réalisée	non		2	3 j 5 h	263,78 \$
32166 Miser sur le mieux-être au travail...		2009/11/19	Réalisée	oui		2	14 j 1 h	990,00 \$
32268 Colloque - Miser sur le mieux-être au travail		2009/11/18	Réalisée	oui		2	0 j 4,5 h	331,57 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :RRSPT						Type: Externe		
32269	Colloque - Miser sur le mieux-être au travail	2009/11/19	Réalisée	oui		2	1 j 3,5 h	773,65 \$
32350	Gestion dossiers CSST - module 7	2009/12/02	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	495,60 \$
33123	Colloque - Miser sur le mieux-être au travail	2009/11/19	Réalisée	non		1	1 j 0 h	315,00 \$
33344	Introduction gestion santé-sécurité au travail	2009/10/22	Réalisée	non		1	1 j 1 h	220,05 \$
33373	Colloque - Miser sur le mieux-être au travail	2009/11/19	Réalisée	non		2	2 j 2 h	43,89 \$
Total du fournisseur						33	50 j 3 h	5 902,69 \$
Fournisseur :RRSSS MONTÉRÉGIE						Type: Externe		
33210	Colloque criminologie 2000	2009/04/20	Réalisée	non		1	2 j 0 h	145,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 0 h	145,00 \$
Fournisseur :RSA - Security						Type: Externe		
32015	Gestion des logs	2009/07/06	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur :SANTÉ CANADA						Type: Institutionnelle		
31942	Formation Santé publique Montréal	2009/11/04	Réalisée	non		10	5 j 5 h	18,84 \$
Total du fournisseur						10	5 j 5 h	18,84 \$
Fournisseur :Santinel						Type: Externe		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :Santinel						Type: Externe		
31245 Secourisme		2009/04/22	Réalisée	non		7	14 j 4,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						7	14 j 4,5 h	0,00 \$
Fournisseur :Savoir faire Linux						Type: Externe		
30670 Linux Concepts Fondamentaux		2009/03/02	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	2 270,00 \$
32040 Linux Concepts Fondamentaux		2009/10/19	Réalisée	oui		4	12 j 0 h	3 585,00 \$
32179 Inst. et config. d'un serveur Apache		2009/12/14	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	1 342,50 \$
33326 Apache - Serveur		2009/12/14	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	1 342,50 \$
Total du fournisseur						10	26 j 0 h	8 540,00 \$
Fournisseur :Secrétariat du Conseil du trésor						Type: Interne		
30551 Contrats des organismes publics - Cadre législat		2009/01/29	Réalisée	non		1	1 j 0 h	19,50 \$
30937 Politique-cadre sur gouvernance grands projets inf		2009/04/29	Réalisée	non		2	0 j 5,5 h	20,00 \$
Total du fournisseur						3	1 j 5,5 h	39,50 \$
Fournisseur :SÉCURITÉ PUBLIQUE						Type: Interne		
30836 CALCUL DES SENTENCES		2009/01/29	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
31208 Renseignements sécuritaires -gestionnaires		2009/05/10	Réalisée	non		3	9 j 1 h	1 096,79 \$
Total du fournisseur						8	14 j 1 h	1 096,79 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée			Total
Fournisseur :Sécurité publique Canada						Type: Externe				
31236 E.C.I.U. - Instructeur		2009/06/02	Réalisée	non		1	3	j	3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	3	j	3 h	0,00 \$
Fournisseur :Service correctionnel Canada						Type: Externe				
30850 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/06	Réalisée	oui		44	88	j	0 h	9 594,49 \$
30856 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/08	Réalisée	oui		50	100	j	0 h	5 011,56 \$
30857 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/15	Réalisée	oui		17	51	j	0 h	1 684,52 \$
30858 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/22	Réalisée	oui		22	74	j	1,5 h	4 749,29 \$
30859 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/29	Réalisée	oui		15	45	j	0 h	5 406,52 \$
30860 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/05/06	Réalisée	oui		17	51	j	0 h	4 037,08 \$
30861 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/05/20	Réalisée	oui		17	51	j	0 h	2 706,31 \$
30862 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/05/27	Réalisée	oui		20	60	j	0 h	1 557,29 \$
31119 ECIU-Méthode d'enseignement tech. Sécuritaires		2009/09/09	Réalisée	oui		1	6	j	6 h	30,96 \$
31131 ECIU-Formation instructeurs EPIU		2009/10/13	Réalisée	oui		3	18	j	2 h	2 726,70 \$
31284 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/04/06	Réalisée	oui		5	25	j	0 h	1 795,86 \$
31286 Outils d'évaluation des délinquants sexuels		2009/05/20	Réalisée	oui		1	3	j	1 h	605,20 \$
33118 ECIU-Méthode d'enseignement tech. Sécuritaires		2009/10/28	Réalisée	oui		2	6	j	6 h	875,34 \$
Total du fournisseur						214	580	j	2,5 h	40 781,12 \$
Fournisseur :Service correctionnel du Canada						Type: Externe				

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée			Total
Fournisseur : <i>Service correctionnel du Canada</i>						Type: Externe				
31130	ECIU-Formation initiale EPIU	2009/09/28	Réalisée	oui		6	59	j	3 h	4 906,92 \$
Total du fournisseur						6	59	j	3 h	4 906,92 \$
Fournisseur : <i>Service du renseignement criminel du Québec</i>						Type: Externe				
31026	Colloque SRCQ 2009	2009/05/20	Réalisée	oui		7	13	j	5 h	2 140,75 \$
31027	Colloque SRCQ 2009	2009/05/20	Réalisée	oui		2	4	j	6 h	805,50 \$
32769	Colloque SRCQ - Gangs de rue	2009/05/20	Réalisée	oui		2	4	j	4 h	727,04 \$
Total du fournisseur						11	23	j	1 h	3 673,29 \$
Fournisseur : <i>SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC</i>						Type: Interne				
30436	SAGIR LSCD	2009/02/06	Réalisée	non		5	0	j	5 h	0,00 \$
30708	Calcul des sentences	2009/02/25	Réalisée	non		16	16	j	0 h	175,59 \$
30842	Visite d'établissements (EDM-TAN) et palais justice	2009/02/10	Réalisée	non		1	2	j	0 h	0,00 \$
30843	Visite d'établissement (EDQ)	2009/03/19	Réalisée	non		3	1	j	3,5 h	0,00 \$
31287	Calcul des sentences	2009/05/20	Réalisée	non		1	1	j	0 h	0,00 \$
33200	LSCMI (outil actuariel)	2009/02/11	Réalisée	non		3	6	j	0 h	0,00 \$
33201	SAGES ET DACOR	2009/02/13	Réalisée	non		1	0	j	2,5 h	0,00 \$
33202	Gang de rue	2009/03/09	Réalisée	non		14	14	j	0 h	20,00 \$
33204	Gang de rue	2009/03/13	Réalisée	non		16	17	j	0 h	54,30 \$
33205	Gang de rue	2009/03/18	Réalisée	non		16	16	j	0 h	20,95 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC						Type: Interne		
33207 Climat organisationnel		2009/03/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
33214 Hermann		2009/05/12	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 \$
33223 Santé mentale		2009/05/26	Réalisée	non		5	5 j 0 h	0,00 \$
33227 Personne désignée CQLC		2009/06/02	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 \$
33241 PSI base		2009/09/28	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 \$
33246 Outil actuariel LSCMI		2009/10/05	Réalisée	non		4	12 j 0 h	170,88 \$
33248 Approche cognitive comportementale PSI		2009/10/13	Réalisée	non		2	6 j 0 h	79,16 \$
33250 Gang de rue et système justice mineur		2009/11/10	Réalisée	non		1	2 j 0 h	31,00 \$
33257 Gestion des sentences		2009/12/07	Réalisée	non		1	2 j 0 h	60,20 \$
Total du fournisseur						98	111 j 4 h	612,08 \$
Fournisseur :SOCIETE CANADIENNE DES SCIENCES JUDICIAIRES						Type: Externe		
32289 Atelier de travail en analyse judiciaire documents		2009/04/30	Réalisée	oui		2	5 j 3 h	594,34 \$
Total du fournisseur						2	5 j 3 h	594,34 \$
Fournisseur :SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC						Type: Externe		
31094 Congrès - Société de criminologie du Québec - 34e		2009/05/20	Réalisée	oui		3	5 j 5 h	2 313,50 \$
31096 Congrès - Société de criminologie du Québec - 34e		2009/05/20	Réalisée	non		3	2 j 2 h	980,61 \$
31193 Congrès - Société de criminologie du Québec - 34e		2009/05/20	Réalisée	non		2	6 j 3 h	1 464,15 \$
31392 Congrès de la Société de criminologie du Québec		2009/05/20	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	1 430,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>SOCIETE DE CRIMINOLOGIE DU QUEBEC</i>						Type: Externe		
31956 Congrès - Société de criminologie du Québec - 34e		2009/05/20	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	1 290,00 \$
32010 Congrès de la Société de criminologie du Québec		2009/05/20	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	2 430,00 \$
33215 Congrès criminologie		2009/05/20	Réalisée	non		2	6 j 0 h	1 087,07 \$
Total du fournisseur						15	31 j 3 h	10 995,33 \$
Fournisseur : <i>Société de criminologie du Québec</i>						Type: Externe		
33146 Justice sur mesure dans un monde complexe		2009/05/21	Réalisée	non		3	3 j 0 h	750,33 \$
Total du fournisseur						3	3 j 0 h	750,33 \$
Fournisseur : <i>Société québécoise d'information juridique</i>						Type: Externe		
31117 Plumitifs: en direct des cours municipales		2009/06/17	Réalisée	non		13	6 j 3,5 h	0,00 \$
Total du fournisseur						13	6 j 3,5 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>Solutions Web PaCo inc.</i>						Type: Externe		
30650 Trima		2009/02/02	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	995,00 \$
33073 Évaluation pour future formation		2009/04/28	Réalisée	non		1	1 j 1 h	150,94 \$
33074 Évaluation pour future formation		2009/08/10	Réalisée	non		1	1 j 1 h	315,00 \$
Total du fournisseur						3	5 j 2 h	1 460,94 \$
Fournisseur : <i>SÛRETE DU QUÉBEC</i>						Type: Interne		

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : SÛRETE DU QUÉBEC						Type: Interne		
30689 Cybercriminalité et drogues		2009/01/21	Réalisée	non		16	18 j 0 h	300,00 \$
31386 Formation ADN et empreinte		2009/04/22	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31837 Requalification armes à feu		2009/05/12	Réalisée	oui		11	14 j 6 h	0,00 \$
31839 Requalification armes à feu		2009/06/26	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						32	38 j 2 h	300,00 \$
Fournisseur : SURETÉ DU QUÉBEC						Type: Interne		
31375 Formation CRPQ		2009/06/16	Réalisée	non		2	5 j 5 h	53,14 \$
31387 Formation CRPQ		2009/06/16	Réalisée	non		1	2 j 6 h	0,00 \$
Total du fournisseur						3	8 j 4 h	53,14 \$
Fournisseur : Technologia Formation						Type: Externe		
30141 Gestionnaire nouvellement promu		2009/01/28	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	1 050,00 \$
31303 S'initier à la PNL		2009/05/13	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	750,00 \$
31377 Perfectionner son français		2009/06/02	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	720,00 \$
31378 Organiser l'entraînement à la tâche		2009/05/25	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	775,00 \$
31379 Gestionnaire nouvellement promu		2009/05/06	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	1 075,00 \$
32045 Organiser efficacement ses idées avec MIND MAPPIND		2009/10/28	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	395,00 \$
32047 Réduction du gaspillage administratif		2009/10/28	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	395,00 \$
32276 Linux Développement de scripts sous UNIX UN102		2009/02/05	Réalisée	oui		10	20 j 0 h	5 037,86 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Technologia Formation</i>						Type: Externe		
32283	Linux - Développement de scripts sous Unix - UN102	2009/04/06	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	429,90 \$
32310	Linux - Administration UN201	2009/10/20	Réalisée	oui		9	19 j 2 h	7 072,21 \$
33388	Vulnérabilité et stratégies d'adaptation	2009/11/18	Réalisée	oui		1	2 j 2 h	778,60 \$
Total du fournisseur						28	57 j 5 h	18 478,57 \$
Fournisseur : <i>Télé-Université (Université du Québec)</i>						Type: Institutionnelle		
30926	Soutien aux études - Automne 2008	2009/05/05	Réalisée	non		1	0 j 0 h	149,44 \$
30983	Soutien aux études - Hiver 2009	2009/05/14	Réalisée	non		1	0 j 0 h	279,75 \$
Total du fournisseur						2	0 j 0 h	429,19 \$
Fournisseur : <i>TELUQ</i>						Type: Externe		
30306	Activité d'intégration	2009/01/05	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	298,66 \$
Total du fournisseur						1	3 j 0 h	298,66 \$
Fournisseur : <i>Telus/Novell</i>						Type: Externe		
31385	Atelier de formation - Telus	2009/06/02	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						2	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>TPCSST</i>						Type: Institutionnelle		
32046	Formation patronale gestion santé et séc. Travail	2009/10/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

264

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>TPCSST</i>						Type: Institutionnelle		
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>TRAUMA-SECOURS</i>						Type: Externe		
32317 Secourisme en milieu de travail		2009/11/10	Réalisée	oui		13	29 j 5 h	1 152,00 \$
Total du fournisseur						13	29 j 5 h	1 152,00 \$
Fournisseur : <i>UUNIVERSITÉ LAVAL</i>						Type: Externe		
31211 Certificat en administration		2009/07/08	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	324,96 \$
31537 Certificat de 2e cycle Administration publique		2009/08/25	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	341,09 \$
31959 Principes d'interprétation - lois bijuridiques		2009/11/06	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
Total du fournisseur						3	3 j 1 h	666,05 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL</i>						Type: Institutionnelle		
30636 DESS gestion risques majeurs SCT7400 risque naturel		2009/01/08	Réalisée	non		1	6 j 3 h	1 235,00 \$
30637 DESS gestion risques majeurs SOC7705 aspect social		2009/01/08	Réalisée	non		1	6 j 3 h	1 163,00 \$
30685 Soutien aux études - Automne 2008		2009/03/05	Réalisée	non		1	0 j 0 h	280,20 \$
30725 Soutien aux études - Automne 2008		2009/03/16	Réalisée	non		2	0 j 0 h	261,52 \$
31405 Colloque de l'Alliance de recherche universités		2009/04/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	231,40 \$
31535 Terrorisme: le comprendre pour mieux le prévenir		2009/07/06	Réalisée	oui		1	6 j 0 h	1 589,72 \$
31859 DESS gestion risques majeurs		2009/04/02	Réalisée	non		1	6 j 3 h	213,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL</i>						Type: Institutionnelle		
33251 Jeux de hasard et d'argent		2009/11/16	Réalisée	non		2	2 j 0 h	5,50 \$
Total du fournisseur						10	28 j 2 h	4 979,34 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITÉ DU QUÉBEC</i>						Type: Institutionnelle		
31871 Certificat en administration		2009/09/01	Réalisée	non		1	3 j 0 h	480,00 \$
32954 Organisation apprenante		2009/04/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	480,00 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITE DU QUEBEC A HULL</i>						Type: Externe		
33050 Français		2009/12/09	Réalisée	non		2	2 j 0 h	54,45 \$
Total du fournisseur						2	2 j 0 h	54,45 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITE DU QUÉBEC À MONTRÉAL</i>						Type: Institutionnelle		
31412 Itinérance et tensions dans l'espace public		2009/06/12	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	125,00 \$
Total du fournisseur						1	1 j 0 h	125,00 \$
Fournisseur : <i>UNIVERSITE LAVAL</i>						Type: Institutionnelle		
31008 maîtrise en communication publique		2009/01/15	Réalisée	non		1	3 j 0 h	264,01 \$
31400 Maîtrise en administration des affaires		2009/07/13	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31417 Certificat en administration - Session été 2009		2009/05/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	360,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

266

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>UNIVERSITE LAVAL</i>						Type: Institutionnelle		
31421	Certificat administration - Examen final	2009/04/24	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$
31424	Maîtrise en administration	2009/06/08	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31425	Maîtrise en administration des affaires	2009/06/10	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31426	Maîtrise en administration des affaires	2009/06/12	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31427	Maîtrise en administration des affaires	2009/07/02	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31428	Maîtrise en administration des affaires	2009/07/09	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31429	Maîtrise en administration des affaires	2009/07/17	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 \$
31451	Certificat en administration	2009/05/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	337,15 \$
31454	Certificat en administration	2009/01/12	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	736,04 \$
31458	Bacc. Multidisciplinaire	2009/01/05	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	364,73 \$
31459	Bacc. Multidisciplinaire	2009/05/04	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	334,96 \$
31460	Baccalauréat en administration	2009/01/12	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	408,77 \$
Total du fournisseur						16	8 j 3,5 h	2 805,66 \$
Fournisseur : <i>Université Laval</i>						Type: Institutionnelle		
30669	Communiquer en public	2009/02/26	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	395,00 \$
31430	MPM-5107	2009/01/12	Réalisée	oui		1	17 j 1 h	100,00 \$
31431	Maîtrise en administration des affaires	2009/03/20	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31432	Comptabilité générale	2009/01/01	Réalisée	oui		2	0 j 0 h	912,03 \$
31436	Certificat en administration - examen intra	2009/02/24	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>Université Laval</i>						Type: Institutionnelle		
31437	Maîtrise en administration des affaires	2009/02/13	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31452	Maîtrise en administration des affaires	2009/08/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
31455	Système et technologie de l'information	2009/06/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	350,00 \$
32157	Exercer un leadership efficace	2009/11/05	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	395,00 \$
32167	Gestion du stress, du temps et des priorités	2009/11/25	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	395,00 \$
32180	Microprogramme en expertise profes.	2009/10/28	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	0,00 \$
32181	Microprogramme en expertise profes.	2009/11/02	Réalisée	oui		1	0 j 0,5 h	0,00 \$
32183	Microprogramme en expertise profes.	2009/05/12	Réalisée	oui		1	3 j 3,5 h	0,00 \$
32567	Maîtrise en administration des affaires	2009/06/30	Réalisée	oui		1	5 j 0 h	633,57 \$
32571	Maîtrise en administration des affaires	2009/10/19	Réalisée	non		1	5 j 0 h	0,00 \$
32578	L'affaire Bennet Fleet	2009/12/04	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
32583	Certificat en administration	2009/08/31	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	708,73 \$
32612	Maîtrise en administration des affaires (MBA)	2009/10/06	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	260,26 \$
33106	Soutien aux études - Automne 2009	2009/08/31	Réalisée	oui		1	3 j 3 h	342,74 \$
33109	Soutien aux études - Hiver 2009	2009/10/13	Réalisée	oui		1	3 j 3 h	316,01 \$
33122	Principes d'interprétation - Lois bijuridiques...	2009/11/06	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 \$
33354	École internationale d'été sur le terrorisme	2009/05/24	Réalisée	oui		1	7 j 0 h	1 200,00 \$
Total du fournisseur						24	60 j 1 h	6 008,34 \$

Fournisseur : *UQAM*

Type: Externe

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : <i>UQAM</i>						Type: Externe		
29894	Psychologie de la motivation et émotions	2009/01/23	Réalisée	non		1	6 j 0 h	504,39 \$
31351	DESS en gestion risques majeurs	2009/06/01	Réalisée	non		1	6 j 3 h	225,00 \$
31352	DESS gestion risques majeurs	2009/06/01	Réalisée	non		1	6 j 3 h	225,00 \$
31743	Certificat en administration	2009/04/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	298,66 \$
33098	Intermediate English Skills	2009/09/12	Réalisée	non		1	6 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						5	25 j 2 h	1 253,05 \$
Fournisseur : <i>UQAT</i>						Type: Externe		
29570	Certificat administration	2009/01/05	Réalisée	non		1	3 j 0 h	280,00 \$
32256	Congé pour études - journée 1 de 3	2009/11/02	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 \$
Total du fournisseur						2	4 j 0 h	280,00 \$
Fournisseur : <i>UrgenceConsult</i>						Type: Externe		
31059	RCR - Certification	2009/01/07	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 \$
Total du fournisseur						1	2 j 2 h	0,00 \$
Fournisseur : <i>Versalys</i>						Type: Externe		
31958	Excel MS	2009/09/15	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	220,00 \$
31966	Access - Module de base	2009/09/21	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	220,00 \$
32029	Logiciel Citation	2009/09/22	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	0,00 \$

Activités par fournisseur

Période du: 2009-janvier-01
au: 2009-décembre-31

Trié par ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée,
et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : Versalys						Type: Externe		
32414 Adobe Photoshop CS3-débutant		2009/11/02	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	887,20 \$
Total du fournisseur						6	7 j 0 h	1 327,20 \$
Fournisseur : VIASAT						Type: Externe		
31356 formation utilisation DGPS		2009/06/16	Réalisée	non		3	6 j 0 h	987,00 \$
Total du fournisseur						3	6 j 0 h	987,00 \$
Fournisseur : Vitrine technologique						Type: Externe		
32019 Solutions Adobe		2009/09/15	Réalisée	oui		4	1 j 5 h	0,00 \$
32020 Solutions Adobe et Gestion du risque		2009/09/16	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 \$
Total du fournisseur						5	2 j 1 h	0,00 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 13 À 20 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

13. La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010, et prévisions pour 2010-2011.
14. L'investissement pour la période 2009-2010 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2010-2011.
15. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2010, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.
16. La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2010.
17. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2010.
18. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2009-2010 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2009 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
19. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2009-2010.
20. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2009-2010, ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

21. La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 21 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2009-2010 .

Établissements de détention	Capacité d'accueil ²	Population moyenne quotidienne ¹	Taux d'occupation ³		Per diem ⁴		Dépenses probables 2009-2010 (k\$)	
	2009-2010	2009-2010	2009-2010		2009-10		Services correctionnels	Éléments de gestion centrale
GROUPE A								
Montréal - Prison de Bordeaux	1218,9	1120,0	92%		147 \$		44 308,3 \$	15 694,1 \$
Québec	768,0	758,0	99%		156 \$		29 905,0 \$	13 157,9 \$
Rivière-des-Prairies	542,0	592,0	109%		201 \$		31 093,1 \$	12 404,1 \$
St-Jérôme	388,0	443,0	114%		165 \$		19 272,8 \$	7 453,4 \$
GROUPE B								
Montréal - Maison Tanguay	182,0	168,0	92%		166 \$		7 675,5 \$	2 484,7 \$
Sherbrooke	315,0	292,0	93%		155 \$		11 467,6 \$	5 025,0 \$
Trois-Rivières	314,0	280,0	89%		168 \$		11 362,8 \$	5 779,2 \$
Hull	212,0	230,0	108%		169 \$		10 221,2 \$	3 989,4 \$
GROUPE C								
Amos et Grand-Nord	122,0	120,0	98%		280 \$		9 551,9 \$	2 709,4 \$
Baie-Comeau	60,8	51,0	84%		279 \$		4 101,8 \$	1 092,8 \$
Chicoutimi	84,0	79,0	94%		203 \$		4 727,9 \$	1 116,3 \$
Roberval	65,0	57,0	88%		213 \$		3 765,5 \$	675,3 \$
Sorel	89,0	96,0	108%		206 \$		5 676,9 \$	1 549,3 \$
GROUPE D								
New-Carlisle et Havre-Aubert	91,4	77,0	84%		228 \$		4 915,7 \$	1 481,5 \$
Rimouski	119,0	121,0	102%		185 \$		5 878,8 \$	2 294,5 \$
Valleyfield	62,0	61,0	98%		172 \$		3 311,2 \$	526,5 \$
Sept-Iles	27,0	18,0	67%		467 \$		2 321,8 \$	747,3 \$
Total	4660,1	4563,0	98%		173 \$		209 557,8 \$	78 180,7 \$

¹ Selon les données disponibles le 31 janvier 2010
² La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles moins places fermées)
³ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité
⁴ Per diem = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

22. Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 22 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement au 31 janvier 2010.

ÉTABLISSEMENTS		PLACES OCCUPÉES ¹
AMO	AMOS	127
BCO	BAIE-COMEAU	33
CHI	CHICOUTIMI	78
HAV	HAVRE-AUBERT	0
HUL	HULL	223
BOR	MONTREAL	1 228
NEW	NEW CARLISLE	93
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	49
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	690
RIM	RIMOUSKI	118
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	559
ROB	ROBERVAL	54
SEP	SEPT-ÎLES	19
SHE	SHERBROOKE	283
SOR	SOREL	93
SJE	ST-JÉRÔME	450
TAN	TANGUAY	157
TRR	TROIS-RIVIÈRES	275
VLY	VALLEYFIELD	59
TOTAL		4 588

¹ Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23:59 le 31 janvier 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

23. La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2009-2010				
Budget				
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
N.B.: Modifications de certains contrats au 1er juin 2009				
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	79,72 \$	14,01	855	68 180,60 \$
	79,72 \$	11,00	3344	266 583,68 \$
	Moyenne places	11,50	4199	334 744,28 \$
Arc-en-soi (Bas St-Laurent)	84,23 \$	8,99	3281	278 358,63 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	78,46 \$	7,68	468	36 719,28 \$
	80,54 \$	5,68	1727	139 092,58 \$
	Moyenne places	6,01	2195	175 811,86 \$
S.A.P.C. - C.R.C. la Traversée	76,21 \$	12,00	732	55 785,72 \$
	76,21 \$	11,00	3344	254 846,24 \$
	Moyenne places	11,17	4076	310 631,96 \$
Reno vie inc. (fin de contrat juin 2009)	100,38 \$	10,00	610	61 231,80 \$
	100,38 \$	5,00	1520	152 577,60 \$
	Moyenne places	5,84	2130	213 809,40 \$
Arc-en-soi (Gaspésie) ouverture le 1er oct. 2010	100,35 \$	10,00	1820	182 637,00 \$
C.R.C. Curé Labelle	77,18 \$	23,16	1413	109 055,34 \$
	80,13 \$	20,00	6080	487 190,40 \$
	Moyenne places	20,53	7493	596 245,74 \$
Waseskun House	86,63 \$	10,00	610	52 844,30 \$
	86,63 \$	8,00	2432	210 684,16 \$
	Moyenne places	8,33	3042	263 526,46 \$
C.R.C. Joliette	78,66 \$	15,18	926	72 839,16 \$
	78,66 \$	14,00	4256	334 776,96 \$
	Moyenne places	14,20	5182	407 616,12 \$
SOUS - TOTAL		96,57	33 418	2 761 383,45 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

284

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2009-2010				
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Budget			
	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
N.B.: Modifications de certains contrats au 1er juin 2009				
Carpe Diem	76,82 \$	3,00	1095	84 117,90 \$
Maison Radisson	73,79 \$	19,28	7037	519 260,23 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Montérégie	78,46 \$	7,06	431	33 816,26 \$
	80,54 \$	7,06	2146	172 838,84 \$
	Moyenne places	7,06	2577	206 655,10 \$
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	76,82 \$	25,01	1526	117 227,32 \$
	76,82 \$	23,00	6992	537 125,44 \$
	Moyenne places	23,34	8518	654 352,78 \$
Société Elizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	78,56 \$	14,39	878	68 975,68 \$
	78,56 \$	13,00	3952	310 489,12 \$
	Moyenne places	13,23	4830	379 444,80 \$
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue Maison Charlemagne	79,07 \$	20,00	7300	577 211,00 \$
	76,63 \$	23,03	8406	644 151,78 \$
Les C.R.C. de l'Outaouais	73,53 \$	24,48	1493	109 780,29 \$
	75,00 \$	20,00	6080	456 000,00 \$
	Moyenne places	20,75	7573	565 780,29 \$
Expansion-Femmes	83,52 \$	12,00	4380	365 817,60 \$
Maison Painchaud	76,10 \$	13,52	4935	375 553,50 \$
C.R.C. le Pavillon	76,34 \$	24,08	8789	670 952,26 \$
Réhabilitation de Beauce inc.	82,57 \$	14,99	5471	451 740,47 \$
C.R.C. de Roberval	79,49 \$	15,68	5723	454 921,27 \$
C.R.C. La Relève	82,64 \$	10,60	3869	319 734,16 \$
Makitaulik				881 929,00 \$
SOUS - TOTAL		220,58	80 503	7 151 622,12 \$
TOTAL		317,13	113 921	9 913 005,57 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2009-2010				
Budget				
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
N.B.: Modification du contrat au 1er juin 2009				
Répit du Passant	59,67 \$	2,00	122	7 279,74 \$
	59,67 \$	1,50	456	27 209,52 \$
	Moyenne places	1,58	578	34 489,26 \$
Point de rencontre	59,67 \$	3,00	1095	65 338,65 \$
Auberge sous mon toit	59,67 \$	2,40	876	52 270,92 \$
TOTAL		6,98	2 549	152 098,83 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010/2011			
	Budget			
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
Répit du Passant	30,54 \$	0,36	131	4 000,74 \$
Foyer Jean Bériau	33,93 \$	2,50	913	30 978,09 \$
Transition pour elles	30,54 \$	0,50	183	5 588,82 \$
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	30,54 \$	1,00	365	11 147,10 \$
Hébergement urgence Lanaudière	30,54 \$	0,75	274	8 387,96 \$
Hébergement urgence Terrebonne	30,54 \$	1,00	365	11 147,10 \$
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield (M.H.D.V.)	30,54 \$	3,00	1095	33 441,30 \$
Manoir Gaulin	30,54 \$	2,73	996	30 417,84 \$
Centre de transition en itinérance	30,54 \$	0,50	183	5 588,82 \$
TOTAL		12,34	4 505	140 677,77 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2009-2010				
Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	Budget			
	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
Maison de l'espoir	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc. - Le Passant	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
Accueil Blanche Goulet	31,81 \$	0,50	183	5 821,23 \$
Maison à Damas	31,81 \$	0,20	73	2 322,13 \$
Centre accalmie	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
Centre Émilie Gamelin	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts	31,81 \$	0,50	183	5 821,23 \$
Guilaine Laurin	31,81 \$	2,00	730	23 221,30 \$
Résidence Lafleur	31,81 \$	4,00	1460	46 442,60 \$
Centre le Havre de Trois-Rivières inc.	31,81 \$	3,00	1095	34 831,95 \$
Maison de transition la Batiscan	31,81 \$	2,25	822	26 147,82 \$
Foyer Aurel Michaud inc. (cessation de contrat)	31,25 \$	0,95	346	10 812,50 \$
Résidence Valmont	31,81 \$	2,00	730	23 221,30 \$
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay Hébergement	31,81 \$	8,10	2956	94 030,36 \$
TOTAL		27,50	10 038	319 115,02 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem du programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2010-2011				
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Budget			
	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2009-2010
L'Arrimage	31,81 \$	2,00	730	23 221,30 \$
Centre régional ADH le Tremplin	31,81 \$	2,00	730	23 221,30 \$
Auberge du cœur le Transit	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
La Montée	31,81 \$	1,00	365	11 610,65 \$
Le Transit - Sept-Îles	31,81 \$	1,50	548	17 431,88 \$
Centre l'étape - Service d'aide prévention crim.	21,52 \$	1,00	365	7 854,80 \$
Pavillon de l'assuétude - Drummondville	19,87 \$	1,00	365	7 252,55 \$
Centre d'accueil le Portage	19,54 \$	10,00	3650	71 321,00 \$
Maison Carignan	19,87 \$	5,30	1940	38 547,80 \$
Maison Jean Lepage	19,87 \$	5,30	1940	38 547,80 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	19,87 \$	5,00	1825	36 262,75 \$
Centre sur l'autre rive	19,87 \$	2,00	730	14 505,10 \$
Pavillon l'essence ciel	19,87 \$	2,00	730	14 505,10 \$
Maison la Margelle	19,87 \$	1,00	365	7 252,55 \$
Centre de traitement l'envolée	19,87 \$	7,00	2555	50 767,85 \$
Maison d'entraide l'arc-en-ciel	19,87 \$	1,00	365	7 252,55 \$
Maison de Job	19,87 \$	4,00	1460	29 010,20 \$
Centre de traitement des dépendances le Rucher	19,87 \$	7,00	2555	50 767,85 \$
La Croisée des chemins	19,87 \$	0,75	274	5 444,38 \$
TOTAL		59,85	21 857	466 388,06 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2010-2011				
Budget				
Suivi dans la communauté	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2009-2010
C.R.C. de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	3,12 \$	273		310 892,40 \$
Arc-en-soi (pour le Bas St-Laurent)	3,12 \$	128		145 766,40 \$
Arimage	3,12 \$	160		182 208,00 \$
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3,12 \$	60		68 328,00 \$
Centre d'intervention le Rond Point	3,12 \$	61		69 466,80 \$
Serv. paraj. autochtones de Qc - Réserve Matime	4,38 \$	10		7 446,00 \$
Serv. paraj. autocht.de Qc - Réserve Kawawachikama	4,38 \$	10		7 446,00 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	3,12 \$	160		182 208,00 \$
S.A.P.C. - C.R.C. la Traverse	3,12 \$	409		465 769,20 \$
Services à la famille Restigouche (Nouveau-Brunswick)	3,12 \$	35		39 858,00 \$
Arc-en-soi (pour la Gaspésie)	3,12 \$	130		148 044,00 \$
C.R.C. Joliette	3,12 \$	330		375 804,00 \$
C.R.C. Curé Labelle	3,12 \$	500		569 400,00 \$
Résidence Carpe Diem	3,12 \$	290		330 252,00 \$
Maison Radisson	3,12 \$	406		462 352,80 \$
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	3,12 \$	64		72 883,20 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Montérégie	3,12 \$	435		495 378,00 \$
CRC Joliette (pour la Montérégie)	3,12 \$	128		145 766,40 \$
Centre de traitement l'envolée - St-Hyacinthe	3,12 \$	180		204 984,00 \$
Centre de traitement l'envolée - Valleyfield	3,12 \$	140		159 432,00 \$
Centre sur l'autre rive	3,12 \$	64		72 883,20 \$
CIVAS Montérégie	3,12 \$	192		218 649,60 \$
TOTAL - PAGE 1		4165		4 735 218,00 \$

Début le 13 octobre 2009

Début le 13 octobre 2009

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (pendlem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

EXERCICE 2009-2010				
Budget				
Suivi dans la communauté	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2009-2010
Société Elizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	3,12 \$	238		271 034,40 \$
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	3,12 \$	360		409 968,00 \$
Maison Charlemagne	3,12 \$	360		409 968,00 \$
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	3,12 \$	360		409 968,00 \$
Y.M.C.A. de Montréal	3,12 \$	350		398 580,00 \$
Centre d'hébergement l'entre-toit	3,12 \$	62		70 605,60 \$
Maison l'intervalle	3,12 \$	62		70 605,60 \$
CRC de l'Outaouais	3,12 \$	384		437 299,20 \$
Société Elizabeth Fry (pour l'Outaouais)	3,12 \$	66		75 160,80 \$
Expansion-Femmes	3,12 \$	288		327 974,40 \$
Maison Painchaud	3,12 \$	256		291 532,80 \$
CRC le Pavillon - Québec	3,12 \$	320		364 416,00 \$
CRC le Pavillon - La Malbaie	3,12 \$	34		38 719,20 \$
Réhabilitation de Beauce	3,12 \$	333		379 220,40 \$
CRC de Roberval	3,12 \$	96		109 324,80 \$
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay	3,12 \$	128		145 766,40 \$
Service Relance SLSJ	3,12 \$	64		72 883,20 \$
Maison d'hébergement le Séjour inc.	3,12 \$	64		72 883,20 \$
Services parajudiciaires autochtones de Québec	3,12 \$	22		25 053,60 \$
TOTAL - PAGE 2		3847		4 380 963,60 \$
TOTAL		8012		9 116 181,60 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Contrats de services	Contrat 2009-2010	Tarifs 2009-2010	Titre du programme 2009-2010
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	88 216,70 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	48 868,40 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale	71 272,00 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	155 977,00 \$	139,54 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	175 448,00 \$	139,54 \$	Travaux compensatoires
Service d'aide en prévention de la criminalité	107 786,50 \$	139,54 \$	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Mtl	534 509,00 \$	108,44 \$	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	147 828,00 \$	139,54 \$	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	63 788,00 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	28 602,00 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	28 922,00 \$	163,62 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Laval inc.	246 556,00 \$	108,44 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	215 771,00 \$	108,44 \$	Travaux compensatoires
Total	1 913 544,60 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2009-2010	Sous- total Région	Titre du programme 2009-2010
CRC Amos - S.A.T.A.S.	30 200,00 \$		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn-Noranda
Accueil Giboulée Harvey Bibeau	26 411,00 \$		Programme de retour à domicile des personnes inuites et cries
CRC Amos	1 836,00 \$		Accompagnement et escorte des personnes inuites à Amos et Val D'Or
CRC Amos - S.A.T.A.S.	10 400,00 \$	68 847,00 \$	Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Arc-en-soi	12 525,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	3 120,00 \$		Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents
Trajectoires Hommes du KRTB	3 120,00 \$		Programme coup de main
Arc-en-soi	9 595,00 \$	28 360,00 \$	Soutien à l'éducation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3 065,00 \$		Programme "Stratégies" pour faire face aux difficultés, conflits ou crises
Centre d'intervention le Rond-Point	5 900,00 \$		Activités de sensibilisation et de réflexion sur les comportements humains
La Croisée, organisme de justice alternative	4 050,00 \$		Programme Vivre sans violence
Converjance Manicouagan	4 050,00 \$		Programme VI-SA-VI vice à prévenir les diverses manifestations de la violence
Unité Domrémy de Baie-Comeau	2 835,00 \$		Activités de sensibilisation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	5 963,00 \$		Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Baie-Comeau
Unité Domrémy de Baie-Comeau	15 000,00 \$	40 863,00 \$	Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Sept-Îles
La Just'elles de l'Estrie	65 000,00 \$		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	33 000,00 \$		Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels
Centre d'entraide la Boussole inc.	12 000,00 \$		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Service d'aide et prévention de la criminalité	15 300,00 \$		Parrainage social
Services d'aide et prévention de la criminalité	15 000,00 \$		Appartements supervisés
Services d'aide et prévention de la criminalité	1 500,00 \$		Forum de la table juridico-correctionnelle de l'Estrie
Seuil de l'Estrie	8 000,00 \$		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	8 000,00 \$		Prise en charge de la clientèle corr. Dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
La Chaudronnée de l'Estrie	8 000,00 \$	165 800,00 \$	Service de fiducie volontaire
Auberge chez mon père	93 455,00 \$		Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	51 915,00 \$		Service de liaison entre Mi'gmaqwei Mawimi Secrétariat et la Direction régionale des services correctionnels de la Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine
		145 370,00 \$	
Sous-total page 1	449 240,00 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2009-2010	Sous- total Région	Titre du programme 2009-2010
A.C.C.R.O.C - MRC Antoine Labelle	11 000,00 \$		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	10 500,00 \$		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	12 400,00 \$		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
Maison de thérapie l'Entre-temps	4 932,25 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	13 000,00 \$		La violence, j'y renonce
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	8 000,00 \$		Suivi et encadrement thérapeutique
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	23 595,00 \$		Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. (C.H.O.C.)	19 000,00 \$		La violence, j'y renonce
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	25 000,00 \$		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	20 000,00 \$		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
CRC Curé Labelle	10 000,00 \$		Programme de sensibilisation " Que choisir "
CRC Curé Labelle	3 100,00 \$	160 527,25 \$	Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version française)
Maison Radisson	27 005,00 \$		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	9 665,00 \$		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Maison Radisson	10 180,00 \$		Violence conjugale
Accord Mauricie	17 450,00 \$		Thérapie pour conjoints violents
Société Elizabeth Fry	51 870,00 \$	116 170,00 \$	Centre de services en justice pénale pour femmes
Maison le Passeur	4 700,00 \$		(Sensibilisation) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	20 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
CIVAS Montérégie	20 000,00 \$		Programme d'intervention en délinquance sexuelle
Via l'Anse	10 000,00 \$		(Sensibilisation) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence (Montérégie)
Via l'Anse	4 700,00 \$		Idem (Valleyfield)
CRC Joliette-Lanaudière	2 500,00 \$	61 900,00 \$	Conduite-Vie (comportements sécuritaires sur les routes)
Sous-total page 2	338 597,25 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par-diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2009-2010	Sous- total Région	Titre du programme 2009-2010
Continuité famille auprès des détenus	42 360,00 \$		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	33 600,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Maison de transition de Mtl (St-Laurent) - action vol.	3 270,00 \$		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élisabeth Fry - EVE	53 515,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	19 970,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 800,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 000,00 \$		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl - programme	428 560,00 \$		Centre de jour - Divers programmes en réinsertion sociale
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère - milieu fermé	8 200,00 \$		Gestion de la colère
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu fermé	19 800,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures d'initier une démarche thérapeutique par l'entremise de rencontres de groupe ouvert
YMCA de Mtl	11 600,00 \$		Vivre sans violence
YMCA de Mtl	3 060,00 \$		Info-toxico
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère - milieu ouvert	9 900,00 \$		Gestion de la colère
Sous-total page 3	672 635,00 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2009-2010	Sous- total Région	Titre du programme 2009-2010
Centre Femmes aux 3-A	28 400,00 \$		Centre de réinsertion sociale
Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.)	3 575,00 \$		CIRCQ'ulaire & diners-rencontres
Centre d'action bénévole de Québec inc.	54 620,00 \$		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes - Temps d'arrêt	14 280,00 \$		Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants
CKRL MF 89,1 inc.	4 050,00 \$		Souverains d'Orsainville : 10 émissions radiophoniques de 60 minutes produites par les personnes incarcérées (EDM, EDQ)
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	81 705,00 \$		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	21 835,00 \$		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. Le Pavillon	13 815,00 \$		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes - Volte-face	12 045,00 \$		Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage
Au Bercaill	15 965,00 \$		Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires)
C.R.C. Le Pavillon	12 905,00 \$		Programme de sensibilisation en violence conjugale
Réhabilitation Beauce	15 965,00 \$		Programme l'Azimut (toxicomanie)
Expansion-Femmes	11 710,00 \$		MIRAGE (fraude)
Expansion-Femmes	7 255,00 \$		Liberté
C.R.C. Le Pavillon	1 786,00 \$		Délinquant parce que
Centre EX-EQUO	46 730,00 \$		Bureau de consultation en délinquance sexuelle de Chaudière-Appalaches
Sous-total page 4	346 641,00 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 23 La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2009-2010	Sous- total Région	Titre du programme 2009-2010
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	62 811,00 \$		Programme général - Secrétariat permanent
Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.)	11 536,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale Projet de réinsertion sociale: cercles de soutien, engagement des citoyens dans le domaine correctionnel pour les détenus en fin de sentence.
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	62 302,00 \$		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Regroupement des organismes de référence du Québec	43 611,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
RIMAS (Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle)	2 925,00 \$		Contrat de services professionnels
Sous-total page 6	183 185,00 \$		
TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES	2 167 614,25 \$		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

24. Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 24 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010¹.

		2008-2009 (10 mois)			2009-2010 (10 mois)		
ÉTABLISSEMENTS		COMDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL	COMDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	155	608	763	218	677	895
BCO	BAIE-COMEAU	43	198	241	33	194	227
CHI	CHICOUTIMI	107	813	920	134	753	887
HAV	HAVRE-AUBERT	12	26	38	4	24	28
HUL	HULL	419	1941	2 360	426	1791	2 217
BOR	MONTRÉAL	1607	10	1 617	1705	154	1 859
NEW	NEW CARLISLE	15	317	332	28	283	311
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	67	280	347	88	267	355
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	823	2980	3 803	704	2744	3 448
RIM	RIMOUSKI	166	420	586	147	426	573
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	330	8432	8 762	365	8540	8 905
ROB	ROBERVAL	107	309	416	84	365	449
SEP	SEPT-ÎLES	71	316	387	42	284	326
SHE	SHERBROOKE	463	2171	2 634	457	1929	2 386
SOR	SOREL	351	868	1 219	361	909	1 270
SJE	ST-JÉRÔME	736	4389	5 125	716	4730	5 446
TAN	TANGUAY	302	982	1 284	213	1040	1 253
TRR	TROIS-RIVIÈRES	190	1500	1 690	267	1547	1 814
VLY	VALLEYFIELD	302	732	1 034	273	856	1 129
TOTAL		6 266	27 292	33 558	6 265	27 513	33 778

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

25. Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 25 : Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.

Établissement	Année financière				2009-2010 ¹		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Nb liberté par erreur	Nb de retour en prison	Délai moyen (jours)
Amos					2	2	3,0
Baie-Comeau			1	1			
Chicoutimi		1					
Hull		1	3	1	6	6	8,0
Montréal	1	1	4	3	3	3	0,3
New-Carlisle							
Québec (Femmes)					2	2	13,0
Québec (Hommes)	5	4	1	2	6	5	8,2
Rimouski	1	1	1	1	1	1	20,0
Rivière-des-Prairies	7	4	7	3	8	7	62,4
Roberval				1			
Sept-Îles							
Sherbrooke			2	2	1	1	0,0
Sorel	1			1	1	1	75,0
St-Jérôme	5	3	6	9	5	5	21,8
Tanguay	3	1	1		1	0	0,0
Trois-Rivières	1	1					
Valleyfield		1	1	1	1	1	1,0
TOTAL	24	18	27	25	37	34	22,5

¹. Des rappels sur l'importance de rapporter ces erreurs et la sensibilisation du personnel aux libérations par erreur sont tous des facteurs qui ont contribué à l'augmentation du nombre de rapports sur les libérations par erreur produits.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

26. Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

308

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 26 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

	Évasion d'un établissement			Évasion d'une garde légale			Absence illégale		
	Total	Repris		Total	Repris		Total	Repris	
		Nb	%		Nb	%		Nb	%
1998-1999	5	5	100%	15	15	100%	1 586	1 548	98%
1999-2000	8	8	100%	11	11	100%	1 633	1 580	97%
2000-2001	3	3	100%	11	11	100%	1 321	1 281	97%
2001-2002	6	6	100%	18	18	100%	1 046	1 002	96%
2002-2003	15	15	100%	3	3	100%	977	945	97%
2003-2004	4	4	100%	11	11	100%	894	876	98%
2004-2005	3	3	100%	1	1	100%	846	822	97%
2005-2006	4	4	100%	3	3	100%	917	884	96%
2006-2007	7	7	100%	4	4	100%	1 049	1 006	96%
2007-2008	10	10	100%	2	1	50%	1 119	1 073	96%
2008-2009	4	4	100%	6	6	100%	1 461	1 371	94%
2009-2010	2	2	100%	2	2	100%	1 593	1 254	79%

Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

27. Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention au 31 mars 2010, au 31 mars 2009 et au 31 mars 2008.

		31 mars 2010		
ÉTABLISSEMENTS		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	78	51	129
BCO	BAIE COMEAU	46	20	66
CHI	CHICOUTIMI	49	30	79
HAV	HAVRE-AUBERT	2	0	2
HUL	HULL	134	94	228
BOR	MONTRÉAL	730	558	1 288
NEW	NEW CARLISLE	62	34	96
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	32	30	62
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	377	318	695
RIM	RIMOUSKI	70	41	111
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	47	499	546
ROB	ROBERVAL	28	27	55
SEP	SEPT-ÎLES	14	1	15
SHE	SHERBROOKE	217	90	307
SOR	SOREL	58	37	95
SJE	ST-JÉRÔME	282	174	456
TAN	TANGUAY	127	73	200
TRR	TROIS-RIVIÈRES	193	104	297
VLY	VALLEYFIELD	42	21	63
TOTAL		2 588	2 202	4 790
POURCENTAGE		54,0%	46,0%	100,0%

31 mars 2009		
CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
64	52	116
59	19	78
49	34	83
0	0	0
146	91	237
682	376	1 058
29	20	49
32	18	50
422	323	745
76	50	126
75	551	626
35	22	57
15	4	19
224	79	303
48	55	103
269	169	438
112	70	182
159	102	261
30	37	67
2 526	2 072	4 598
54,9%	45,1%	100,0%

31 mars 2008		
CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
40	69	109
47	34	81
50	31	81
0	0	0
131	80	211
742	379	1 121
69	29	98
29	24	53
387	291	678
71	57	128
83	574	657
40	19	59
0	0	0
143	87	230
42	66	108
260	174	434
96	82	178
141	78	219
43	19	62
2 414	2 093	4 507
53,6%	46,4%	100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

28. Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 28 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2009-2010 ¹ .																					
C/R SAGIP	Établissements de détention Cat. Corps	Dépenses salariales ²																			
		Cadres [cat. 08] [630]			Prof. [cat. 03] [100 à 199]			PBTA [cat. 04] [200 à 299]			ASC [cat. 05] [307]					Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]			Total		
		Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ASC-TC ¹		Effectifs ASC-TPR ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale
		Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
3251-52	Amos	4	4	539,5 \$		1	41,0 \$		6	188,0 \$	27	15	23	11	4 255,1 \$	3	7	328,0 \$	57	44	5 351,6 \$
3550-51	Baie-Comeau	3	5	587,6 \$		1	52,4 \$		4	142,8 \$	14	13	6	5	2 086,3 \$	5	6	359,7 \$	28	34	3 228,8 \$
3520-21	Chicoutimi	2	4	431,4 \$		1	40,0 \$		4	162,6 \$	22	15	14	12	2 937,8 \$	4	3	262,8 \$	42	39	3 834,6 \$
3211-12	Hull	12	2	913,9 \$	2	1	146,4 \$	1	11	497,4 \$	47	27	31	8	5 719,3 \$	7	7	476,5 \$	100	56	7 753,5 \$
3331 à 38	Montréal	27	21	3 270,2 \$	8	16	1 394,3 \$	15	47	2 248,3 \$	188	123	120	70	27 772,5 \$	28	2	1 255,5 \$	386	279	35 940,8 \$
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	6	2	544,6 \$		2	42,6 \$		4	162,3 \$	20	12	13	8	2 543,4 \$	2	8	328,6 \$	41	36	3 621,5 \$
3570-71	Percé ³	1	1	114,1 \$		1	62,7 \$		1	38,5 \$					- \$			- \$	1	3	215,3 \$
3510 à 13	Québec	15	23	2 836,6 \$	10	12	1 122,9 \$	3	30	1 238,5 \$	131	108	67	52	17 695,6 \$	25	8	1 281,4 \$	251	233	24 175,0 \$
3531-32	Rimouski	4	3	516,2 \$	1		38,8 \$	2	5	209,6 \$	26	17	16	8	3 464,8 \$	3	4	257,5 \$	52	37	4 486,9 \$
3312 à 19	Rivière-des-Prairies	30	16	3 211,0 \$	1	8	452,1 \$	6	26	1 326,3 \$	165	114	65	37	19 357,6 \$	21	10	1 079,7 \$	288	211	25 426,7 \$
3522-23	Roberval	2	3	380,3 \$		1	42,0 \$	2	1	128,9 \$	14	11	13	11	2 346,9 \$	1	3	141,6 \$	32	30	3 039,7 \$
3552-53	Sept-Îles	2	1	308,3 \$			25,1 \$		3	78,7 \$	10	9	2	3	1 294,0 \$			- \$	14	16	1 706,1 \$
3131-32	Sherbrooke	9	4	1 025,7 \$	1	3	188,5 \$	3	6	390,2 \$	51	30	29	15	6 348,2 \$	8	6	446,0 \$	101	64	8 398,6 \$
3140-41	Sorel	3	3	538,3 \$		1	60,4 \$		5	224,4 \$	17	15	19	14	3 291,8 \$	4	4	264,5 \$	43	42	4 379,4 \$
3221 à 23	St-Jérôme	18	9	1 891,4 \$	4	13	757,8 \$	4	13	640,8 \$	80	57	41	21	10 968,8 \$	11	6	639,3 \$	158	119	14 898,1 \$
3327-28	Maison Tanguay	3	4	570,5 \$	1	4	285,9 \$	1	6	295,5 \$	16	41	8	20	4 636,7 \$	7		282,4 \$	36	75	6 071,0 \$
3151-52	Trois-Rivières	12	2	961,2 \$	3	3	280,1 \$		8	307,4 \$	53	26	22	10	6 509,6 \$	5	7	502,2 \$	95	56	8 560,5 \$
3142-43	Valleyfield	3	2	393,8 \$		1	45,7 \$		3	96,7 \$	7	12	8	2	1 896,5 \$	4	6	267,3 \$	22	26	2 700,0 \$
Sous-total effectifs		156	109		31	69		37	183		888	645	497	307		138	87		1 747	1 400	
Total effectifs et masse salariale		265		19 034,6 \$	100		5 078,7 \$	220		8 376,9 \$	1 533		804		123 124,9 \$	225		8 173,0 \$	3 147		163 788,1 \$

Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 15 février 2010. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

La rémunération est celle à 25 périodes de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

L'effectif est relié à l'implantation du nouvel établissement dont l'ouverture est prévue au printemps 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

29. Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 29 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

Répartition des octrois ¹ de permissions de sortir par établissement - année 2009-2010 ²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							TOTAL
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	
AMOS	0	100	80	3	9	16	0	208
BAIE-COMEAU	0	54	37	1	2	16	0	110
CHICOUTIMI	0	167	10	4	9	34	2	226
HAVRE-AUBERT	0	4	0	0	0	5	0	9
HULL	2	323	0	9	5	221	0	601
MONTREAL	1	530	1	7	44	403	0	986
NEW CARLISLE	20	294	302	9	4	16	0	645
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	0	72	0	1	5	16	0	94
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	0	579	25	11	44	200	0	859
RIMOUSKI	1	274	10	4	12	19	0	320
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	0	148	0	5	4	2	0	159
ROBERVAL	0	115	8	2	4	18	0	147
SEPT-ÎLES	5	79	35	9	1	1	0	130
SHERBROOKE	3	448	27	6	27	29	0	540
SOREL	0	299	0	5	7	81	0	392
ST-JÉRÔME	0	543	1	4	28	224	0	800
TANGUAY	2	478	0	12	2	47	0	541
TROIS-RIVIÈRES	6	304	0	7	12	19	1	349
VALLEYFIELD	2	97	11	0	3	73	0	186
TOTAL	42	4 908	547	99	222	1 440	3	7 302

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 29 : Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010

Répartition des octrois ¹ de permissions de sortir par établissement - année 2008-2009 ²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							TOTAL
	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	
AMOS	0	167	71	4	2	16	0	260
BAIE-COMEAU	0	153	64	6	6	2	0	231
CHICOUTIMI	0	102	10	5	10	32	1	160
HAVRE-AUBERT	0	2	0	0	0	7	0	9
HULL	1	372	0	13	19	193	0	598
MONTRÉAL	1	555	12	12	42	369	0	991
NEW CARLISLE	63	355	335	14	0	18	2	787
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	0	101	0	1	3	30	0	135
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	0	579	113	10	27	315	0	1 044
RIMOUSKI	0	270	9	9	18	31	0	337
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	0	194	0	1	1	17	0	213
ROBERVAL	0	115	14	1	3	33	1	167
SEPT-ÎLES	0	77	44	6	0	2	0	129
SHERBROOKE	3	398	15	5	11	91	0	523
SOREL	0	231	0	2	13	98	1	345
ST-JÉRÔME	4	589	3	7	67	243	0	913
TANGUAY	1	442	0	10	6	72	0	531
TROIS-RIVIÈRES	10	183	65	10	3	86	3	360
VALLEYFIELD	0	47	16	3	1	156	0	223
TOTAL	83	4 932	771	119	232	1 811	8	7 956

¹ Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

² Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

30. Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 30 : Répartition de la durée des octrois d'absence temporaires par centre de détention pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

ÉTABLISSEMENTS	2008-2009 (10 mois)				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
AMOS	56,1%	25,5%	6,5%	11,9%	100,0%
BAIE-COMEAU	64,3%	14,3%	8,6%	12,8%	100,0%
CHICOUTIMI	90,9%	4,4%	2,3%	2,4%	100,0%
HAVRE-AUBERT	66,7%	0,0%	0,0%	33,3%	100,0%
HULL	83,2%	8,8%	3,1%	4,9%	100,0%
MONTREAL	94,8%	3,3%	0,9%	1,0%	100,0%
NEW CARLISLE	90,7%	6,5%	1,9%	0,9%	100,0%
QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	58,3%	10,0%	13,3%	18,4%	100,0%
QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	47,4%	31,6%	16,7%	4,3%	100,0%
RIMOUSKI	57,6%	30,8%	4,1%	7,5%	100,0%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	43,3%	38,8%	11,7%	6,2%	100,0%
ROBERVAL	85,2%	7,8%	2,1%	4,9%	100,0%
SEPT-ÎLES	65,5%	14,9%	3,4%	16,2%	100,0%
SHERBROOKE	63,4%	16,2%	15,8%	4,6%	100,0%
SOREL	84,0%	10,5%	4,4%	1,1%	100,0%
ST-JÉRÔME	85,0%	6,7%	5,2%	3,1%	100,0%
TANGUAY	83,2%	10,2%	5,0%	1,6%	100,0%
TROIS-RIVIÈRES	70,5%	21,1%	4,8%	3,6%	100,0%
VALLEYFIELD	95,7%	3,9%	0,4%	0,0%	100,0%
TOTAL	81,0%	10,9%	5,0%	3,1%	100,0%

2009-2010 (10 mois)				
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
27,0%	18,9%	18,2%	35,9%	100,0%
53,4%	20,7%	22,4%	3,5%	100,0%
75,4%	13,0%	5,8%	5,8%	100,0%
100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
85,0%	5,3%	4,6%	5,1%	100,0%
95,4%	2,2%	1,3%	1,1%	100,0%
88,6%	8,0%	1,8%	1,6%	100,0%
60,0%	12,5%	15,0%	12,5%	100,0%
50,7%	22,9%	20,2%	6,2%	100,0%
59,0%	22,2%	8,3%	10,5%	100,0%
34,7%	47,1%	11,8%	6,4%	100,0%
81,8%	6,8%	3,8%	7,6%	100,0%
42,9%	12,5%	5,4%	39,2%	100,0%
74,3%	9,5%	8,8%	7,4%	100,0%
92,3%	5,0%	1,6%	1,1%	100,0%
48,5%	11,8%	26,3%	13,4%	100,0%
82,5%	13,4%	2,8%	1,3%	100,0%
47,6%	29,4%	10,7%	12,3%	100,0%
92,4%	5,8%	1,5%	0,3%	100,0%
78,0%	9,6%	7,2%	5,2%	100,0%

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

31. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 31 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

2009-2010		
Établissement de détention	Total	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	22 601	813 923 \$
BAIE-COMEAU	6 238	233 526 \$
CHICOUTIMI	3 525	121 723 \$
HULL	14 956	540 293 \$
MONTRÉAL	133 381	4 950 718 \$
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	4 657	162 604 \$
QUÉBEC	38 580	1 415 416 \$
RIMOUSKI	10 159	355 603 \$
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	56 988	2 071 657 \$
ROBERVAL	4 857	156 442 \$
SEPT-ÎLES	2 949	104 384 \$
SHERBROOKE	22 464	811 289 \$
SOREL	11 797	404 369 \$
ST-JÉRÔME	32 349	1 169 363 \$
TANGUAY	18 682	717 359 \$
TROIS-RIVIÈRES	26 012	1 003 145 \$
VALLEYFIELD	10 680	393 957 \$
TOTAL	420 875	15 425 771 \$

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2010).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 31 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

2008-2009		
Établissement de détention	Total	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	23 180	708 958 \$
BAIE-COMEAU	7 199	228 925 \$
CHICOUTIMI	5 989	183 940 \$
HULL	18 812	603 928 \$
MONTRÉAL	122 650	3 889 711 \$
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	7 316	227 401 \$
QUÉBEC	68 691	2 244 015 \$
RIMOUSKI	11 449	368 980 \$
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	73 073	2 346 563 \$
ROBERVAL	7 240	218 296 \$
SEPT-ÎLES	4 018	126 280 \$
SHERBROOKE	18 910	605 843 \$
SOREL	13 612	422 231 \$
ST-JÉRÔME	30 461	980 132 \$
TANGUAY	19 801	656 945 \$
TROIS-RIVIÈRES	29 171	977 982 \$
VALLEYFIELD	7 924	253 132 \$
TOTAL	469 496	15 043 262 \$

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2009).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

32. Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 32 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative et pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

Année 2009-2010¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
Régions correctionnelles	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	101	1 111	4	16	252	252	25	225	27	27	72	648	481	2 279
Bas St-Laurent	109	1 199	0	0	39	39	187	1 683	140	140	76	684	551	3 745
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	402	4 422	48	192	37	37	1 080	9 720	1 051	1 051	435	3 915	3 053	19 337
Côte-Nord	52	572	40	160	5	5	146	1 314	69	69	57	513	369	2 633
Estrie	217	2 387	1	4	178	178	347	3 123	346	346	212	1 908	1 301	7 946
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	33	363	0	0	75	75	26	234	18	18	58	522	210	1 212
Laval, Laurentides, Lanaudière	515	5 665	3	12	303	303	527	4 743	258	258	304	2 736	1 910	13 717
Montréal	814	8 954	2	8	520	520	744	6 696	1 264	1 264	618	5 562	3 962	23 004
Montréal	410	4 510	25	100	247	247	699	6 291	111	111	191	1 719	1 683	12 978
Mauricie/Centre du Québec	215	2 365	21	84	247	247	160	1 440	116	116	196	1 764	955	6 016
Outaouais	186	2 046	37	148	381	381	88	792	457	457	130	1 170	1 279	4 994
Saguenay/Lac St-Jean	205	2 255	2	8	180	180	135	1 215	260	260	92	828	874	4 746
TOTAL	3 259	35 849	183	732	2 464	2 464	4 164	37 476	4 117	4 117	2 441	21 969	16 628	102 607

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 32 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative et pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

Année 2008-2009¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Nombre	Heures
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	114	1 254	5	20	145	145	40	360	18	18	67	603	389	2 400
Bas St-Laurent	109	1 199	1	4	53	53	56	504	148	148	104	936	471	2 844
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	464	5 104	48	192	103	103	907	8 163	549	549	484	4 356	2 555	18 467
Côte-Nord	59	649	39	156	14	14	122	1 098	116	116	63	567	413	2 600
Estrie	243	2 673	8	32	144	144	365	3 285	228	228	133	1 197	1 121	7 559
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	40	440	0	0	20	20	27	243	12	12	60	540	159	1 255
Laval, Laurentides, Lanaudière	574	6 314	7	28	41	41	820	7 380	48	48	430	3 870	1 920	17 681
Montréal	816	8 976	0	0	58	58	647	5 823	604	604	694	6 246	2 819	21 707
Montréal	437	4 807	16	64	16	16	554	4 986	78	78	213	1 917	1 314	11 868
Mauricie/Centre du Québec	238	2 618	14	56	18	18	212	1 908	132	132	179	1 611	793	6 343
Outaouais	151	1 661	39	156	70	70	106	954	1	1	138	1 242	505	4 084
Saguenay/Lac St-Jean	213	2 343	6	24	30	30	169	1 521	218	218	81	729	717	4 865
TOTAL	3 458	38 038	183	732	712	712	4 025	36 225	2 152	2 152	2 646	23 814	13 176	101 673

¹ Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

33. Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2009-2010 ventilés par établissement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 33 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2009-2010 ventilé par établissement¹.

	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC Temps complet & partiel ²		Ouvriers		Total (k\$) ¹
	Effectifs ²	Dépense probable 2009-2010 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2009-2010 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2009-2010 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2009-2010 excluant la CSST	Effectifs ²	Dépense probable 2009-2010 excluant la CSST	
Exercice 2009-2010 :											
Établissement de détention de d'Amos	8	539,5 \$	1	41,0 \$	6	188,0 \$	76	4 255,1 \$	10	328,0 \$	
Établissement de détention de Baie-Comeau	8	587,6 \$	1	52,4 \$	4	142,8 \$	38	2 086,3 \$	11	359,7 \$	
Établissement de détention de Chicoutimi	6	431,4 \$	1	40,0 \$	4	162,6 \$	63	2 937,8 \$	7	262,8 \$	
Établissement de détention de Hull	14	913,9 \$	3	146,4 \$	12	497,4 \$	113	5 719,3 \$	14	476,5 \$	
Établissement de détention de Montréal	48	3 270,2 \$	24	1 394,3 \$	62	2 248,3 \$	501	27 772,5 \$	30	1 255,5 \$	
Établissement de détention de New Carlisle	8	544,6 \$	2	42,6 \$	4	162,3 \$	53	2 543,4 \$	10	328,6 \$	
Établissement de détention de Percé	2	114,1 \$	1	62,7 \$	1	38,5 \$	-	- \$	-	- \$	
Établissement de détention de Québec	38	2 836,6 \$	22	1 122,9 \$	33	1 238,5 \$	358	17 695,6 \$	33	1 281,4 \$	
Établissement de détention de Rimouski	7	516,2 \$	1	38,8 \$	7	209,6 \$	67	3 464,8 \$	7	257,5 \$	
Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	46	3 211,0 \$	9	452,1 \$	32	1 326,3 \$	381	19 357,6 \$	31	1 079,7 \$	
Établissement de détention de Roberval	5	380,3 \$	1	42,0 \$	3	128,9 \$	49	2 346,9 \$	4	141,6 \$	
Établissement de détention de Sept-Iles	3	308,3 \$	-	25,1 \$	3	78,7 \$	24	1 294,0 \$	-	- \$	
Établissement de détention de Sherbrooke	13	1 025,7 \$	4	188,5 \$	9	390,2 \$	125	6 348,2 \$	14	446,0 \$	
Établissement de détention de Sorel	6	538,3 \$	1	60,4 \$	5	224,4 \$	65	3 291,8 \$	8	264,5 \$	
Établissement de détention de Saint-Jérôme	27	1 891,4 \$	17	757,8 \$	17	640,8 \$	199	10 968,8 \$	17	639,3 \$	
Établissement de détention de Maison Tanguay	7	570,5 \$	5	285,9 \$	7	295,5 \$	85	4 636,7 \$	7	282,4 \$	
Établissement de détention de Trois-Rivières	14	961,2 \$	6	280,1 \$	8	307,4 \$	111	6 509,6 \$	12	502,2 \$	
Établissement de détention de Valleyfield	5	393,8 \$	1	45,7 \$	3	96,7 \$	29	1 896,5 \$	10	267,3 \$	
Autres que les établissements de détention	31	3 154,1 \$	397	21 156,4 \$	124	4 503,1 \$	105	5 456,2 \$	-	- \$	
Total des effectifs²	296		497		344		2 442		225		3 804
Dépenses probables 2009-2010 avant CSST (k\$) :		22 188,7 \$		26 235,1 \$		12 880,0 \$		128 581,1 \$		8 173,0 \$	198 057,9 \$
Plus : CSST (dépense estimée) ³											5 626,5 \$
Dépenses probables totales 2009-2010 (k\$) :											203 684,4 \$

¹ Données au 11 mars 2010 (après 25 périodes de paie) extrapolées jusqu' au 31 mars 2010.

² Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 15 février 2010. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

³ Ce montant tient compte de 200,0 k\$ de remboursements prévu en provenance de la CSST et 81,0 k\$ en provenance des syndicats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

34. Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010 par région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 34 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010 par région administrative.

Voir la question 35.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

35. Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en milieu ouvert, selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2008-2009 et 2009-2010.

Régions correctionnelles ²	2008-2009						2009-2010					
	Surveillance				Effectifs ¹		Surveillance				Effectifs ¹	
	Prob.	L.C.	Sursis	T.C.	Agent de probation	ASC	Prob.	L.C.	Sursis	T.C.	Agent de probation	ASC
Abitibi-Témiscamingue, Nord-Du-Québec	564	3	132	204	17	8	543	7	155	221	21	7
Bas-St-Laurent	395	19	81	109	13	4	393	22	70	101	12	4
Côte-Nord	179	5	74	101	9	5	189	1	66	109	10	4
Estrie	653	32	217	172	21	5	780	32	213	237	21	6
Gaspésie-Îles-de-La-Madeleine	176	10	50	74	8	2	166	10	46	73	7	2
Laval-Lanaudière-Laurentides	1148	93	650	413	37	19	1184	82	674	503	41	19
Mauricie	442	32	213	173	16	7	471	22	205	206	16	7
Montréal	1384	45	406	523	42	11	1348	53	417	602	43	11
Montréal	1831	116	841	639	76	19	1811	93	856	741	76	20
Ontario	585	13	142	104	21	7	591	16	137	113	25	7
Québec-Chaudières-Appalaches	1413	90	416	488	42	14	1463	80	389	510	46	13
Saguenay-Lac-St-Jean	429	22	187	152	13	5	425	16	153	168	12	5
TOTAL	9 199	480	3 409	3 152	315	106	9 364	434	3 381	3 584	330	105
GRAND TOTAL	16 240				421		16763				435	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	38,6						38,5					

¹ Le nombre d'agents de probation et d'ASC fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes en milieu ouvert.

² Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

Types de surveillance

Prob. Probation
L.C. Libération conditionnelle
Sursis Sursis
T.C. Travaux communautaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

36. La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 36 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers	Population desservie ¹	Coût annuel ²	District couvert ³
Abénaquis	Odanak- Wôlinak	Corps	6	376	312 000 \$	17
Algonquins	Eagle Village	Corps	2,5	274	148 942 \$	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps	8	1 536	384 000 \$	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	4	530	187 044 \$	07
Algonquins	Lac Simon	Corps	9	1 318	445 355 \$	08
Algonquins	Abitibiwinni (Pikogan)	Corps	3	570	161 066 \$	08
Algonquins	Timiskaming	Corps	4,5	593	230 400 \$	08
Atikamekw	Manawan	Corps	9	2 029	486 220 \$	04
Atikamekw	Obedjiwan	Corps	13	2 034	783 360 \$	04
Atikamekw	Wemotaci	Corps	6	1 265	367 454 \$	04
Cris	Baie-James	Corps	70	14 423	6 675 417 \$	10
Wendat-Huron	Wendake	Corps	9	1 310	538 560 \$	03
Inuit	Kativik	Corps	65	9 714	10 961 538 \$	10

¹. Source : Site Internet du Secrétariat des affaires autochtones.

². Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³. Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

354

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 36 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers	Population desservie ¹	Coût annuel ²	District couvert ³
Micmac	Gesgapegiag	Corps	4	578	215 841 \$	11
Micmac	Listuguj	Corps	12	1 962	601 283 \$	11
Mohawk	Akwesasne	Corps	24	5 045	813 600 \$	16
Mohawk	Kahnawake	Corps	26	7 446	1 783 338 \$	16
Montagnais	Pessamit	Corps	11	2 795	576 000 \$	09
Montagnais	Essipit	Corps	2	179	125 817 \$	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	11	2 055	576 000 \$	02
Montagnais	Pakua Shipi	Service	2	301	183 684 \$	09
Montagnais	Uashat Mak Mani-Utenam	Corps	16	2 970	798 720 \$	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps	3,83	627	315 161 \$	09
Total					27 670 800 \$	

¹ Source : Site Internet du Secrétariat des affaires autochtones.

² Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel.

³ Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

37. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2008-2009 et 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 37: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2008-2009 et 2009-2010.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2008

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
	Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées		
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	82 261	36 434	20 292	69,0	263 793	27 223	12 967	15,2	39 671	29 414	4 246	84,8	39 405	16 045	2 463	47,0	425 130	109 116	39 968	35,1	19 806	10 003	3 880	70,1	1 016	672	154	81,3	6 897	2 511	610	45,3

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2008 (année civile) du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

358

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2009*

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales							
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
	Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées		
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	83 160	36 273	22 453	70,6	260 628	27 142	14 540	16,0	41 217	30 945	4 542	86,1	40 918	16 394	2 816	46,9	425 923	110 754	44 351	36,4	19 360	9 767	3 768	69,9	20 321	10 407	3 888	70,3	6 220	3 229	219	55,4

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2008 (année civile) du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

38. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2009-2010.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

39. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

333

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Abercorn	358	47 465 657	62 186 \$
Abitibi	198	6 790 300	8 896 \$
Abitibi-Ouest	130	1 073 000	1 520 \$
Acton Vale	7 463	406 018 155	755 856 \$
Adstock	2 747	204 017 157	267 222 \$
Aguanish	301	6 322 106	8 378 \$
Albanel	2 330	82 895 602	108 740 \$
Albertville	313	10 424 068	13 705 \$
Alleyn-et-Cawood	230	30 745 490	40 195 \$
Alma	30 134	1 896 661 322	4 079 252 \$
Amherst	1 404	192 630 837	252 085 \$
Amos	12 729	565 696 303	1 237 401 \$
Amqui	6 323	260 968 558	571 260 \$
Ange-Gardien	2 040	232 606 226	305 007 \$
Angliers	308	13 552 332	17 743 \$
Antoine-Labelle	0	31 448 076	41 316 \$
Armagh	1 627	69 314 741	90 826 \$
Arundel	621	63 458 299	83 004 \$
Asbestos	6 834	280 737 347	603 837 \$
Ascot Corner	2 620	147 222 997	193 054 \$
Aston-Jonction	370	23 254 372	30 439 \$
Auclair	525	19 651 007	25 845 \$
Audet	669	39 246 343	51 521 \$
Aumond	807	46 397 689	60 883 \$
Authier	260	5 309 133	6 877 \$
Authier-Nord	308	6 851 396	8 879 \$
Avignon	0	197 100	253 \$
Ayer's Cliff	1 076	129 943 748	169 987 \$
Baie-Comeau	22 551	1 349 704 601	2 953 216 \$
Baie-des-Sables	616	23 538 326	30 921 \$
Baie-du-Febvre	1 087	98 574 254	129 727 \$
Baie-James	2 010	344 706 541	452 311 \$
Baie-Johan-Beetz	95	2 736 161	3 550 \$
Baie-Sainte-Catherine	211	12 324 627	16 203 \$
Baie-Saint-Paul	7 317	476 985 139	1 044 900 \$
Baie-Trinité	512	20 761 587	27 159 \$
Barkmere	87	55 926 300	73 012 \$
Barnston-Ouest	563	53 915 847	70 874 \$
Barraute	2 069	59 207 573	77 632 \$
Batiscan	961	64 125 350	84 269 \$
Béarn	897	29 773 810	39 077 \$
Beauceville	6 300	313 929 535	685 456 \$
Beaulac-Garthby	927	85 508 740	112 000 \$
Beaumont	2 153	184 413 472	241 700 \$
Beaupré	3 088	340 170 832	456 074 \$
Bécancour	11 171	982 550 092	2 149 853 \$
Bedford	746	59 193 486	77 409 \$
Bedford	2 648	154 983 749	203 261 \$
Bégin	879	26 349 566	34 513 \$
Belcourt	267	5 186 874	6 853 \$
Belleterre	345	9 456 233	12 439 \$
Berry	560	15 011 220	19 798 \$
Berthier-sur-Mer	1 279	103 133 830	135 159 \$
Berthierville	3 984	229 008 714	396 473 \$
Béthanie	329	31 783 185	41 599 \$
Biencourt	597	18 282 194	24 076 \$
Blanc-Sablon	1 269	48 361 770	63 465 \$
Blue Sea	629	99 054 317	129 369 \$
Boileau	510	33 124 770	43 438 \$
Boischatel	5 664	317 160 700	692 138 \$
Bois-Franc	444	29 830 635	39 118 \$
Bolton-Est	728	139 507 137	182 942 \$
Bolton-Ouest	720	160 844 829	210 676 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Bonaventure	35	3 879 600	5 051 \$
Bonaventure	2 654	115 299 639	151 285 \$
Bonne-Espérance	824	16 624 138	21 875 \$
Bonsecours	516	60 979 010	79 904 \$
Bouchette	727	82 457 044	107 985 \$
Bowman	658	56 232 300	73 663 \$
Brébeuf	982	68 061 235	89 250 \$
Brigham	2 438	167 006 909	218 857 \$
Bristol	1 235	84 961 956	111 480 \$
Brome	274	25 152 000	33 006 \$
Brownsburg-Chatham	6 780	399 213 183	760 549 \$
Bryson	615	20 860 620	27 415 \$
Bury	1 255	98 562 500	129 344 \$
Cabano	3 214	144 531 876	208 340 \$
Cacouna	1 897	123 807 508	162 215 \$
Campbell's Bay	720	26 333 408	34 492 \$
Cap-Chat	2 721	85 823 346	112 492 \$
Caplan	1 911	67 560 404	88 510 \$
Cap-Saint-Ignace	3 181	158 943 518	221 094 \$
Cap-Santé	2 702	130 714 503	171 561 \$
Carleton-sur-Mer	4 121	171 736 451	243 253 \$
Cascapédia-Saint-Jules	727	25 437 000	33 466 \$
Causapscal	2 476	75 644 278	99 229 \$
Cayamant	819	89 127 705	116 564 \$
Chambord	1 718	113 931 002	149 363 \$
Champlain	1 587	127 111 685	166 472 \$
Champneuf	121	3 787 344	5 100 \$
Chandler	7 893	291 193 855	411 842 \$
Chapais	1 658	34 517 717	45 482 \$
Charlevoix	0	13 354 640	17 440 \$
Charlevoix-Est	215	47 797 923	62 673 \$
Charrette	905	42 521 435	55 720 \$
Chartierville	388	48 780 020	63 832 \$
Château-Richer	3 599	161 533 102	255 428 \$
Chazel	311	7 253 200	9 627 \$
Chénéville	783	41 462 300	54 184 \$
Chertsey	4 961	378 307 895	757 443 \$
Chesterville	950	56 993 068	74 788 \$
Chibougamau	7 696	329 413 866	720 939 \$
Chichester	388	18 678 851	24 620 \$
Chute-aux-Outardes	1 811	44 843 676	58 868 \$
Chute-Saint-Philippe	880	68 446 512	89 599 \$
Clarendon	1 240	102 675 850	134 616 \$
Clermont	529	13 103 866	17 253 \$
Clermont	3 054	174 427 490	233 749 \$
Clerval	390	13 403 310	17 485 \$
Cleveland	1 592	110 994 688	144 932 \$
Cloridorme	749	18 776 660	24 632 \$
Coaticook	9 295	575 937 852	1 167 188 \$
Colombier	822	18 926 119	24 877 \$
Compton	2 848	224 761 635	295 295 \$
Cookshire-Eaton	5 253	332 501 443	496 053 \$
Coteau-du-Lac	6 595	478 200 913	1 045 423 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 042	36 065 425	47 476 \$
Courcelles	939	48 219 430	63 158 \$
Cowansville	12 297	730 194 133	1 594 590 \$
Crabtree	3 532	192 506 819	302 780 \$
Danville	4 113	176 733 622	267 273 \$
Daveluyville	993	37 301 533	48 987 \$
Dégelis	3 220	132 411 099	191 003 \$
Déléage	1 931	69 589 082	91 371 \$
Denholm	602	66 892 932	87 531 \$
Desbiens	1 082	31 032 509	40 537 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

293

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	992	49 389 316	64 723 \$
Deschambault-Grondines	1 991	284 338 050	373 348 \$
Disraeli	1 073	77 406 684	101 278 \$
Disraeli	2 570	99 535 050	130 723 \$
Dixville	671	46 680 132	61 184 \$
Dolbeau-Mistassini	14 474	659 168 474	1 442 800 \$
Donnacoona	5 736	368 382 080	804 595 \$
Dosquet	907	41 806 531	54 768 \$
Drummondville	68 446	3 770 210 836	8 214 458 \$
Dudswell	1 756	153 185 531	200 726 \$
Duhamel	459	119 206 171	156 324 \$
Duhamel-Ouest	920	52 596 606	69 030 \$
Dundee	428	48 266 795	63 370 \$
Dunham	3 434	330 094 655	506 923 \$
Duparquet	641	23 524 109	30 979 \$
Dupuy	965	23 390 485	30 664 \$
Durham-Sud	1 051	60 298 225	78 901 \$
East Angus	3 435	135 853 333	209 218 \$
East Broughton	2 357	69 174 449	90 880 \$
East Farnham	517	30 849 095	40 524 \$
East Hereford	349	31 207 727	40 814 \$
Eastman	1 630	260 256 234	340 757 \$
Egan-Sud	527	29 238 900	38 343 \$
Elgin	437	43 246 431	56 836 \$
Entrelacs	942	117 388 952	153 923 \$
Escuminac	661	21 309 869	27 918 \$
Esprit-Saint	398	10 763 251	14 200 \$
Estérel	252	197 368 884	258 645 \$
Farnham	7 908	423 981 235	848 893 \$
Fassett	477	25 435 320	33 466 \$
Ferland-et-Boilleau	607	25 014 054	32 670 \$
Ferme-Neuve	3 010	161 722 914	216 548 \$
Fermont	2 693	180 083 584	236 775 \$
Forestville	3 506	118 591 770	187 781 \$
Fort-Coulonge	1 495	37 810 041	49 755 \$
Fortierville	711	28 947 626	38 096 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1 593	176 056 493	230 818 \$
Frampton	1 352	98 111 303	128 477 \$
Franklin	1 641	157 363 536	206 004 \$
Franquelin	350	10 486 332	13 697 \$
Frelighsburg	1 028	143 188 453	188 033 \$
Frontenac	1 640	123 023 383	161 295 \$
Fugèreville	295	13 321 220	17 494 \$
Gallichan	436	13 700 912	17 996 \$
Gaspé	14 958	633 410 176	1 383 857 \$
Girardville	1 177	50 417 202	66 079 \$
Godbout	341	9 860 109	12 950 \$
Godmanchester	1 434	124 471 651	163 116 \$
Gore	1 571	184 912 723	242 116 \$
Gracefield	2 438	291 191 833	380 358 \$
Grande-Rivière	3 395	107 866 049	161 305 \$
Grandes-Piles	358	35 393 397	46 359 \$
Grande-Vallée	1 246	39 260 139	51 513 \$
Grand-Métis	270	13 269 900	17 531 \$
Grand-Remous	1 216	61 274 760	80 349 \$
Grand-Saint-Esprit	489	32 204 007	42 428 \$
Grenville	1 398	73 053 273	95 721 \$
Grenville-sur-la-Rouge	2 737	215 653 626	282 592 \$
Gros-Mécatina	582	17 316 343	22 847 \$
Grosse-Île	539	31 880 111	41 736 \$
Grosses-Roches	432	12 265 720	15 948 \$
Guérin	303	10 674 413	13 972 \$
Ham-Nord	899	46 574 398	61 082 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Hampden	217	18 576 576	24 322 \$
Harrington	781	145 205 447	190 476 \$
Hatley	804	152 256 765	199 114 \$
Hatley	1 809	209 724 235	274 798 \$
Havelock	773	84 821 968	111 221 \$
Havre-Saint-Pierre	3 171	187 983 413	261 687 \$
Hébertville	2 427	110 487 092	144 745 \$
Hébertville-Station	1 250	39 135 359	51 189 \$
Hemmingford	771	41 943 914	54 953 \$
Hemmingford	1 806	167 103 050	219 026 \$
Henryville	1 561	134 513 946	176 656 \$
Hérouxville	1 230	51 117 951	66 941 \$
Hinchinbrooke	2 386	159 922 976	209 622 \$
Honfleur	798	72 006 954	94 344 \$
Hope	713	17 824 582	23 353 \$
Hope Town	362	11 390 517	14 977 \$
Howick	609	30 998 151	40 503 \$
Huberdeau	973	61 233 519	80 320 \$
Hudson	5 272	763 390 547	1 620 141 \$
Huntingdon	2 537	125 659 974	164 538 \$
Inverness	811	81 579 074	106 894 \$
Irlande	948	47 578 128	62 509 \$
Ivry-sur-le-Lac	390	186 700 300	244 006 \$
Joliette	19 163	1 307 654 486	2 844 784 \$
Kamouraska	0	2 882 705	3 799 \$
Kamouraska	678	59 932 046	78 600 \$
Kazabazua	880	100 266 592	130 907 \$
Kiamika	766	53 404 365	69 763 \$
Kingsbury	92	7 630 100	9 852 \$
Kingsey Falls	2 110	155 802 086	204 517 \$
Kinnear's Mills	326	32 084 414	42 039 \$
Kipawa	548	33 313 100	43 601 \$
La Bostonnais	621	20 475 206	26 900 \$
La Conception	1 295	196 132 104	257 131 \$
La Corne	714	21 890 471	28 661 \$
La Côte-de-Beaupré	0	51 880 532	67 960 \$
La Côte-de-Gaspé	0	2 712 180	3 555 \$
La Doré	1 445	52 311 760	68 789 \$
La Durantaye	705	39 542 918	52 036 \$
La Guadeloupe	1 740	68 675 965	89 947 \$
La Haute-Côte-Nord	0	27 341 104	35 743 \$
La Haute-Gaspésie	237	12 434 240	16 206 \$
La Jacques-Cartier	0	3 104 200	4 058 \$
La Macaza	975	135 216 474	176 737 \$
La Malbaie	8 930	542 695 708	944 258 \$
La Martre	244	4 509 498	5 840 \$
La Matapédia	40	59 954 431	78 572 \$
La Minerve	1 333	210 057 730	275 397 \$
La Mitis	0	8 875 152	11 671 \$
La Morandière	241	5 902 318	7 874 \$
La Motte	407	15 792 858	20 762 \$
La Patrie	781	59 711 748	78 417 \$
La Pocatière	4 561	283 283 558	540 852 \$
La Présentation	2 250	227 513 288	297 714 \$
La Rédemption	536	12 688 601	16 750 \$
La Reine	355	6 187 348	8 115 \$
La Sarre	7 396	294 959 432	645 719 \$
La Trinité-des-Monts	280	10 774 400	14 196 \$
La Tuque	11 759	608 169 771	1 192 809 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	13 971 620	18 269 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	616	36 732 714	48 050 \$
La Visitation-de-Yamaska	335	42 081 200	55 366 \$
Labelle	2 271	241 200 503	315 667 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

367

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Labrecque	1 327	47 242 191	61 826 \$
Lac Beauport	6 378	587 319 563	1 282 124 \$
Lac Brome	5 615	873 021 662	1 907 238 \$
Lac Delage	563	52 632 767	68 717 \$
Lac Edouard	161	15 052 214	19 790 \$
Lac Saint-Joseph	271	168 562 500	220 834 \$
Lac-au-Saumon	1 465	49 316 327	64 645 \$
Lac-aux-Sables	1 310	88 680 644	116 386 \$
Lac-Bouchette	1 302	61 225 864	80 333 \$
Lac-des-Aigles	627	17 847 479	23 328 \$
Lac-des-Écorces	2 903	128 536 787	168 650 \$
Lac-des-Plages	397	66 293 067	86 879 \$
Lac-des-Seize-Îles	156	52 302 800	68 678 \$
Lac-Drolet	1 158	70 114 859	92 122 \$
Lac-du-Cerf	439	51 905 436	67 724 \$
Lac-Étchemin	4 088	184 161 061	245 819 \$
Lac-Frontière	188	9 192 636	12 169 \$
Lachute	11 889	690 018 169	1 508 572 \$
Lac-Mégantic	6 058	401 466 552	878 132 \$
Lacolle	2 560	191 088 666	250 165 \$
Lac-Poulin	139	28 462 536	37 275 \$
Lac-Saguay	496	37 873 704	49 599 \$
Lac-Sainte-Marie	651	166 028 204	216 803 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	5 045 920	6 591 \$
Lac-Saint-Paul	559	39 206 523	51 261 \$
Lac-Sergent	432	45 554 700	59 717 \$
Lac-Simon	879	187 832 800	245 458 \$
Lac-Supérieur	1 735	346 030 564	452 766 \$
Laforce	357	3 828 649	5 071 \$
Lamarche	586	17 400 835	22 756 \$
Lambton	1 632	139 477 234	182 932 \$
Landrienne	1 001	30 093 753	39 610 \$
L'Ange-Gardien	3 155	175 750 804	244 334 \$
Lanoraie	4 237	259 519 914	386 670 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 081	50 745 246	66 650 \$
Lantier	811	134 936 400	176 620 \$
L'Ascension	896	70 672 619	92 487 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 016	80 517 508	105 475 \$
L'Ascension-de-Patapédia	206	5 672 653	7 364 \$
Latulipe-et-Gaboury	331	11 929 613	15 720 \$
Launay	221	8 511 140	11 189 \$
Laurier-Station	2 444	137 039 882	179 760 \$
Laurierville	1 431	79 915 868	104 865 \$
Lavaltrie	12 514	686 478 829	1 434 541 \$
L'Avenir	1 307	74 543 651	97 846 \$
Laverlochère	722	28 611 493	37 537 \$
Lawrenceville	659	34 637 499	45 374 \$
Le Bic	2 927	133 622 938	175 241 \$
Le Domaine-du-Roy	35	41 128 917	54 133 \$
Le Fjord-du-Saguenay	15	318 766 256	417 765 \$
Le Rocher-Percé	0	815 100	1 017 \$
Lebel-sur-Quévillon	2 735	149 463 588	196 515 \$
Leclercville	509	34 146 788	44 909 \$
Lefebvre	802	47 634 620	62 225 \$
Lejeune	374	13 136 312	17 249 \$
Lemieux	342	14 476 100	19 026 \$
L'Épiphanie	3 240	198 279 000	286 021 \$
L'Épiphanie	4 699	214 438 860	413 646 \$
Les Basques	0	377 580	507 \$
Les Bergeronnes	676	33 914 068	44 415 \$
Les Cèdres	5 855	429 504 557	938 163 \$
Les Coteaux	3 915	228 685 019	396 333 \$
Les Éboulements	1 275	112 026 998	146 937 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Les Escoumins	2 079	84 884 313	111 435 \$
Les Hauteurs	561	14 989 067	19 790 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	12 628	558 601 796	735 296 \$
Les Méchins	1 182	42 266 932	55 566 \$
L'Île-Cadieux	140	43 412 250	57 016 \$
L'Île-d'Anticosti	300	23 490 912	30 709 \$
L'Île-du-Grand-Calumet	797	36 719 210	48 244 \$
L'Île-Perrot	10 097	669 619 636	1 462 382 \$
Lingwick	468	59 318 112	77 786 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 420	132 379 656	173 491 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 274	91 680 201	120 104 \$
L'Islet	3 846	193 122 882	267 435 \$
L'Isle-Verte	1 438	75 119 797	98 536 \$
Litchfield	478	79 634 000	104 763 \$
Lochaber	512	26 387 712	34 463 \$
Lochaber-Partie-Ouest	519	42 156 731	55 231 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	409	13 401 161	17 531 \$
Longue-Rive	1 266	32 416 953	42 616 \$
Lorrainville	1 350	54 740 761	71 751 \$
Lotbinière	909	76 579 545	100 603 \$
Louiseville	7 479	363 902 152	795 166 \$
Low	919	96 836 305	127 159 \$
Lyster	1 619	86 307 749	113 026 \$
Macamic	2 764	76 153 322	99 964 \$
Maddington	413	13 366 825	17 510 \$
Malartic	3 715	92 165 425	153 163 \$
Mandeville	2 277	141 575 333	185 654 \$
Manicouagan	129	51 447 434	67 824 \$
Maniwaki	4 026	179 259 119	316 464 \$
Manseau	937	34 701 201	45 432 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 039	109 671 903	143 868 \$
Maria	2 408	112 971 809	148 170 \$
Maria-Chapdelaine	192	58 745 640	77 118 \$
Maricourt	438	41 612 208	54 535 \$
Marieville	7 747	534 516 381	948 323 \$
Marsoui	331	7 109 385	9 377 \$
Marston	700	49 932 548	65 344 \$
Martinville	481	24 713 059	32 449 \$
Maskinongé	2 256	114 696 625	150 274 \$
Massueville	504	22 407 824	29 373 \$
Matagami	1 522	24 854 127	33 061 \$
Matane	15	2 510 445	3 298 \$
Matane	14 771	721 607 710	1 439 159 \$
Matapédia	686	31 719 444	41 620 \$
Matawinie	114	29 736 469	38 999 \$
Mayo	588	39 705 266	51 962 \$
Mékinac	10	24 166 754	31 710 \$
Melbourne	1 107	98 386 269	128 647 \$
Messines	1 608	121 899 673	159 869 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 176	209 614 868	336 863 \$
Métis-sur-Mer	602	50 035 393	65 638 \$
Milan	287	26 352 700	34 422 \$
Mille-Isles	1 464	140 430 625	183 425 \$
Moffet	192	7 702 149	10 147 \$
Montcalm	642	84 737 996	110 876 \$
Mont-Carmel	1 210	44 419 648	58 391 \$
Montcerf-Lytton	725	36 400 851	47 700 \$
Montebello	996	75 583 285	99 073 \$
Mont-Joli	6 614	291 312 455	613 294 \$
Mont-Laurier	13 394	688 385 137	1 464 484 \$
Montmagny	11 350	616 056 794	1 344 787 \$
Montpellier	961	61 560 710	80 677 \$
Mont-Saint-Grégoire	2 917	261 043 512	341 988 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

696

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Mont-Saint-Michel	635	35 505 764	46 567 \$
Mont-Saint-Pierre	220	5 892 540	7 605 \$
Morin-Heights	3 573	481 266 054	760 363 \$
Mulgrave-et-Derry	397	67 141 074	87 962 \$
Murdochville	856	13 452 147	17 718 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	272	44 165 654	57 797 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	804	58 759 625	77 101 \$
Namur	490	24 408 524	31 951 \$
Nantes	1 441	66 780 377	87 492 \$
Napierville	3 482	192 592 386	295 854 \$
Natashquan	272	9 801 798	12 929 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	822	46 555 841	61 082 \$
Nédélec	422	15 281 827	19 998 \$
Neuville	3 631	239 973 866	389 494 \$
New Carlisle	1 390	51 099 754	66 995 \$
New Richmond	3 793	170 478 148	283 411 \$
Newport	849	100 612 258	131 771 \$
Nicolet	7 791	485 180 611	873 729 \$
Nominingue	2 327	278 450 199	364 119 \$
Norbertville	267	10 552 874	13 960 \$
Normandin	3 193	143 470 519	199 863 \$
Normétal	856	14 811 567	19 484 \$
North Hatley	731	146 317 396	191 904 \$
Notre-Dame-de-Ham	429	16 493 000	21 547 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	1 057	148 493 876	194 301 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	736	39 439 096	51 618 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 264	853 998 167	1 864 869 \$
Notre-Dame-de-Lorette	179	6 240 766	8 144 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	732	37 563 058	49 249 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	2 261	104 892 387	136 755 \$
Notre-Dame-de-Montauban	860	50 343 310	65 958 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	706	72 984 321	95 298 \$
Notre-Dame-des-Bois	994	56 726 318	74 166 \$
Notre-Dame-des-Monts	777	22 389 392	29 454 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1 238	73 544 284	96 437 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 073	58 673 484	76 728 \$
Notre-Dame-des-Prairies	8 399	464 239 301	1 009 823 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	65	19 521 803	25 641 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	733	63 606 977	83 517 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	908	58 186 170	76 427 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 388	59 802 101	78 396 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 082	87 269 294	114 326 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 568	174 120 010	228 065 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 299	191 293 377	405 666 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 148	44 607 323	58 581 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 263	131 153 564	171 734 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	393	19 060 400	25 119 \$
Nouvelle	1 806	64 439 249	84 476 \$
Noyan	1 367	106 831 100	140 338 \$
Ogden	775	154 285 893	202 222 \$
Oka	4 728	328 907 194	549 525 \$
Ormstown	3 622	252 264 089	339 750 \$
Otter Lake	967	78 736 293	103 162 \$
Packington	679	25 052 370	32 936 \$
Padoue	274	7 278 311	9 649 \$
Palmarolle	1 481	47 008 218	61 581 \$
Papineauville	2 164	138 952 885	182 055 \$
Parisville	500	27 214 937	35 783 \$
Paspébiac	3 247	112 977 513	162 957 \$
Percé	3 390	121 773 911	181 915 \$
Péribonka	548	44 791 973	58 938 \$
Petite-Rivière-Saint-François	723	123 141 950	161 079 \$
Petite-Vallée	251	5 655 312	7 364 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Petit-Saguenay	775	23 348 343	30 713 \$
Pierreville	2 331	119 405 060	156 937 \$
Pincourt	11 777	806 890 681	1 761 040 \$
Piopolis	377	51 217 016	67 213 \$
Plaisance	1 019	50 588 202	66 394 \$
Plessisville	2 584	133 664 663	175 398 \$
Plessisville	6 696	261 642 068	572 709 \$
Pohénégamook	2 929	125 970 305	165 081 \$
Pointe-à-la-Croix	1 606	44 686 523	58 640 \$
Pointe-aux-Outardes	1 479	76 027 631	99 765 \$
Pointe-des-Cascades	1 127	66 593 546	87 123 \$
Pointe-Fortune	501	36 366 176	47 510 \$
Pointe-Lebel	1 975	69 063 260	90 631 \$
Pontiac	21	10 813 768	14 171 \$
Pont-Rouge	7 873	344 503 492	751 892 \$
Portage-du-Fort	294	9 621 735	12 684 \$
Port-Cartier	6 828	362 352 917	783 872 \$
Port-Daniel-Gascons	2 585	62 601 999	82 233 \$
Portneuf	52	13 777 600	18 033 \$
Portneuf	3 077	134 445 127	176 589 \$
Portneuf-sur-Mer	834	21 311 834	27 922 \$
Potton	1 766	424 013 267	556 114 \$
Poularies	698	15 726 262	20 530 \$
Preissac	737	66 855 209	87 988 \$
Prévost	10 464	717 577 079	1 566 332 \$
Price	1 782	38 972 768	51 279 \$
Princeville	5 665	267 308 673	444 060 \$
Racine	1 275	128 008 728	167 664 \$
Ragueneau	1 541	45 637 062	59 893 \$
Rapide-Danseur	296	11 133 999	14 678 \$
Rapides-des-Joachims	174	9 749 824	12 679 \$
Rawdon	10 251	572 357 599	1 189 471 \$
Rémigny	319	11 600 200	15 197 \$
Richmond	3 377	151 439 857	199 574 \$
Rigaud	7 057	595 686 628	1 302 873 \$
Rimouski	42 984	2 543 789 209	5 238 470 \$
Ripon	1 497	97 151 996	127 095 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	164	5 681 900	7 364 \$
Rivière-à-Claude	170	4 252 822	5 578 \$
Rivière-à-Pierre	721	50 957 175	66 933 \$
Rivière-au-Tonnerre	369	11 136 828	14 735 \$
Rivière-Beaudette	1 796	147 475 918	193 120 \$
Rivière-Bleue	1 365	45 110 638	59 088 \$
Rivière-Éternité	559	16 357 533	21 592 \$
Rivière-Héva	1 049	38 568 140	50 471 \$
Rivière-Ouelle	1 123	68 317 624	89 478 \$
Rivière-Rouge	4 548	363 127 127	474 789 \$
Rivière-Saint-Jean	250	6 005 138	7 866 \$
Roberval	10 512	484 672 556	1 060 546 \$
Rochebaucourt	166	2 727 899	3 559 \$
Roquemaure	420	10 252 094	13 461 \$
Rougemont	2 623	228 853 455	300 151 \$
Rouyn-Noranda	40 410	1 786 745 501	3 623 035 \$
Roxton	1 020	111 450 950	145 744 \$
Roxton Falls	1 342	55 580 012	72 815 \$
Roxton Pond	3 677	256 695 274	416 615 \$
Sacré-Coeur	1 998	71 057 023	93 426 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	587	37 621 200	49 400 \$
Saint-Adalbert	599	26 122 635	34 264 \$
Saint-Adelme	502	17 144 205	22 585 \$
Saint-Adelphe	982	51 564 773	67 562 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	3 699	589 000 822	955 466 \$
Saint-Adrien	489	27 198 803	35 833 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

371

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Adrien-d'Irlande	415	22 710 871	29 646 \$
Saint-Agapit	3 007	167 473 294	223 828 \$
Saint-Aimé	515	77 435 778	101 513 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	1 092	61 369 174	80 358 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	800	53 482 123	70 169 \$
Saint-Alban	1 169	63 907 434	83 917 \$
Saint-Albert	1 572	75 318 465	98 826 \$
Saint-Alexandre	2 367	206 849 728	271 224 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 885	85 486 756	112 240 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	283	7 179 080	9 394 \$
Saint-Alexis	573	32 664 467	42 832 \$
Saint-Alexis	735	69 157 400	90 819 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	610	16 437 179	21 588 \$
Saint-Alexis-des-Monts	3 179	187 555 899	260 973 \$
Saint-Alfred	484	21 451 707	28 187 \$
Saint-Alphonse	736	22 713 438	29 696 \$
Saint-Alphonse-de-Granby	3 031	216 334 641	289 622 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	3 196	247 207 786	343 832 \$
Saint-Ambroise	3 548	144 706 784	228 365 \$
Saint-Ambroise-de-Kildare	3 522	199 685 071	314 176 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 637	116 439 069	152 480 \$
Saint-André	631	31 584 632	41 361 \$
Saint-André-Avellin	3 446	200 597 608	307 698 \$
Saint-André-d'Argenteuil	3 141	213 653 529	297 266 \$
Saint-André-de-Restigouche	194	5 774 382	7 617 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	461	20 044 848	26 336 \$
Saint-Anicet	2 697	311 103 203	407 549 \$
Saint-Anselme	3 268	226 242 543	326 506 \$
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	152	20 517 688	26 842 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1 462	146 549 294	191 879 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 619	166 644 814	218 485 \$
Saint-Antonin	3 908	164 567 244	285 060 \$
Saint-Apollinaire	4 587	257 295 525	491 282 \$
Saint-Armand	1 186	135 055 776	177 044 \$
Saint-Arsène	1 185	54 417 013	71 322 \$
Saint-Athanase	346	10 159 620	13 452 \$
Saint-Aubert	1 497	96 761 639	126 625 \$
Saint-Augustin	392	13 387 956	17 522 \$
Saint-Augustin	896	18 299 465	24 130 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	723	49 500 644	64 891 \$
Saint-Barnabé	1 251	65 120 555	85 436 \$
Saint-Barnabé-Sud	860	99 977 406	131 158 \$
Saint-Barthélemy	2 048	105 538 536	138 501 \$
Saint-Basile	2 559	125 726 554	164 854 \$
Saint-Benjamin	861	36 701 050	48 228 \$
Saint-Benoît-Labre	1 630	99 307 768	130 379 \$
Saint-Bernard	1 975	205 135 377	268 569 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 547	167 550 531	219 782 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	495	71 270 217	93 701 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 993	182 344 344	238 912 \$
Saint-Bonaventure	994	80 870 868	105 884 \$
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 258	168 179 770	307 709 \$
Saint-Bruno	2 391	92 980 619	122 063 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1 084	57 965 373	75 972 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	521	24 340 837	31 984 \$
Saint-Calixte	5 830	294 759 282	643 682 \$
Saint-Camille	470	29 747 263	39 082 \$
Saint-Camille-de-Lellis	895	37 413 129	48 855 \$
Saint-Casimir	1 567	55 787 657	73 333 \$
Saint-Célestin	618	54 978 686	72 141 \$
Saint-Célestin	788	31 501 411	41 383 \$
Saint-Césaire	5 248	346 229 089	486 741 \$
Saint-Charles-Borromée	12 345	739 712 514	1 609 222 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 135	148 298 131	194 575 \$
Saint-Charles-de-Bourget	658	25 420 265	33 234 \$
Saint-Charles-Garnier	300	6 830 255	8 867 \$
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 742	179 103 064	234 808 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2 763	135 854 784	178 331 \$
Saint-Chrysostome	2 592	173 110 349	226 838 \$
Saint-Claude	1 107	87 511 819	114 863 \$
Saint-Clément	512	14 584 949	19 042 \$
Saint-Cléophas	369	10 145 646	13 215 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	273	14 966 000	19 513 \$
Saint-Clet	1 731	136 622 319	179 361 \$
Saint-Côme	2 187	156 893 433	205 582 \$
Saint-Côme-Linière	3 282	135 460 248	195 831 \$
Saint-Cuthbert	1 978	124 114 015	162 770 \$
Saint-Cyprien	635	24 090 970	31 719 \$
Saint-Cyprien	1 254	48 129 811	63 142 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	776	38 377 108	50 138 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	4 219	210 500 662	384 544 \$
Saint-Damase	448	17 995 969	23 532 \$
Saint-Damase	2 546	223 298 450	292 767 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	566	27 629 856	36 258 \$
Saint-Damien	2 181	167 672 531	219 144 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2 087	116 609 637	153 103 \$
Saint-David	812	107 845 500	141 246 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 618	287 414 142	376 770 \$
Saint-Denis	540	40 228 096	52 800 \$
Saint-Denis-de-Brompton	3 092	322 888 945	431 965 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 244	214 764 456	281 421 \$
Saint-Didace	711	51 603 522	67 714 \$
Saint-Dominique	2 159	175 821 223	230 410 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	447	12 236 265	15 965 \$
Saint-Donat	885	40 127 193	52 606 \$
Saint-Donat	4 374	842 392 242	1 556 406 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 231	98 985 975	129 995 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	9 687	1 038 664 144	1 996 631 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	1 100	31 270 707	41 059 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 613	120 490 289	157 870 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	695	25 411 400	33 168 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 781	136 080 446	178 618 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 005	99 497 164	130 759 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 846	90 392 720	118 572 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	672	53 295 549	70 027 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 906	149 610 877	196 220 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	2 803	150 383 716	196 945 \$
Sainte-Anne-du-Lac	605	45 485 151	59 319 \$
Sainte-Anne-du-Sault	1 314	53 638 728	70 293 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	675	29 786 672	39 073 \$
Sainte-Auréli	956	47 465 843	62 198 \$
Sainte-Barbe	1 458	142 716 126	187 029 \$
Sainte-Béatrix	1 813	126 597 241	165 622 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 271	150 964 081	198 579 \$
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 959	209 883 486	363 313 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	784	62 559 371	82 097 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 228	306 903 685	650 627 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	416	19 881 653	26 169 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	2 020	140 595 702	184 078 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	881	59 612 913	78 123 \$
Sainte-Christine	756	53 682 126	70 584 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	477	55 726 100	72 614 \$
Sainte-Claire	3 184	200 029 791	278 689 \$
Sainte-Clotilde-de-Beauce	606	38 489 153	50 500 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 604	145 518 727	190 916 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 544	66 677 852	87 521 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

323

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Sainte-Croix	2 433	197 450 902	258 237 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	639	50 413 123	66 166 \$
Saint-Edmond-les-Plaines	454	16 162 797	21 289 \$
Saint-Édouard	1 232	114 342 324	149 396 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	688	31 619 121	41 546 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 257	90 346 876	118 417 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	797	27 020 123	35 534 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	434	45 929 033	60 409 \$
Sainte-Élisabeth	1 462	116 101 780	151 790 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	368	24 956 840	32 736 \$
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 676	95 032 475	124 735 \$
Sainte-Eulalie	890	62 326 012	81 764 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	350	14 157 246	18 511 \$
Sainte-Famille	852	86 430 312	113 288 \$
Sainte-Félicité	405	13 139 556	17 277 \$
Sainte-Félicité	1 219	30 758 621	40 368 \$
Sainte-Flavie	937	49 917 800	65 348 \$
Sainte-Florence	462	13 872 868	18 253 \$
Sainte-Françoise	439	15 768 874	20 791 \$
Sainte-Françoise	466	27 567 324	36 336 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 012	71 561 965	93 686 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 311	149 990 212	196 761 \$
Sainte-Germaine-Boulé	931	24 409 325	31 901 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	817	20 783 718	27 109 \$
Sainte-Hedwidge	819	27 410 427	36 029 \$
Sainte-Hélène	928	35 043 972	45 790 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 452	139 320 502	182 855 \$
Sainte-Hélène-de-Chester	356	25 756 200	33 728 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	358	10 474 171	13 688 \$
Sainte-Hénédine	1 061	91 338 253	119 593 \$
Sainte-Irène	335	15 873 481	20 800 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	298	12 127 373	15 985 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 143	38 720 629	50 699 \$
Sainte-Julienne	8 303	404 030 756	881 608 \$
Sainte-Justine	1 835	81 380 469	106 763 \$
Sainte-Justine-de-Newton	946	122 291 348	160 063 \$
Saint-Élie	1 691	104 658 298	137 194 \$
Saint-Éloi	313	13 652 344	17 983 \$
Sainte-Louise	718	30 291 862	39 821 \$
Saint-Elphège	274	29 892 852	39 406 \$
Sainte-Luce	2 989	154 309 573	201 922 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	334	12 172 924	15 989 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 216	108 459 177	142 216 \$
Saint-Elzéar	513	15 907 309	20 800 \$
Saint-Elzéar	1 875	136 715 780	179 382 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	336	10 917 857	14 204 \$
Sainte-Madeleine	2 240	127 209 639	166 638 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 448	83 248 211	109 355 \$
Sainte-Marguerite	234	5 790 535	7 621 \$
Sainte-Marguerite	1 073	84 451 168	110 734 \$
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 539	313 174 986	410 245 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	506	22 852 211	29 974 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2 752	216 414 922	283 683 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 260	64 097 523	84 112 \$
Sainte-Marthe	1 084	147 329 472	192 937 \$
Sainte-Martine	4 439	322 443 724	540 751 \$
Sainte-Mélanie	2 829	159 631 561	208 392 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	534	31 310 375	41 067 \$
Sainte-Monique	534	58 112 770	76 374 \$
Sainte-Monique	908	65 893 670	86 442 \$
Sainte-Paule	246	12 634 431	16 505 \$
Sainte-Perpétue	948	86 700 747	113 571 \$
Sainte-Perpétue	1 907	62 703 966	82 192 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Sainte-Pétronille	1 078	118 195 246	155 266 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 633	132 586 520	173 905 \$
Saint-Épiphane	883	30 402 355	39 866 \$
Sainte-Praxède	433	51 907 528	67 868 \$
Sainte-Rita	367	13 487 063	17 734 \$
Sainte-Rose-de-Watford	747	34 064 788	44 700 \$
Sainte-Rose-du-Nord	458	23 385 811	30 660 \$
Sainte-Sabine	384	17 694 700	23 267 \$
Sainte-Sabine	1 069	80 921 532	106 389 \$
Sainte-Séraphine	408	26 782 746	35 253 \$
Sainte-Sophie	10 962	573 111 623	1 251 564 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	783	37 428 720	49 220 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	608	44 989 412	59 158 \$
Saint-Esprit	1 890	160 462 080	210 622 \$
Sainte-Thècle	2 484	101 493 583	133 218 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 112	28 421 721	37 259 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	315	52 676 714	69 034 \$
Saint-Étienne-de-Beauharnois	779	78 722 122	103 265 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	502	89 638 252	117 389 \$
Saint-Étienne-des-Grès	4 024	160 912 866	283 485 \$
Saint-Eugène	1 126	92 271 018	120 625 \$
Saint-Eugène-d'Argentenay	582	16 621 938	21 805 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	494	22 177 972	29 152 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	430	23 051 390	30 177 \$
Sainte-Ursule	1 414	71 631 291	93 896 \$
Saint-Eusèbe	619	21 839 663	28 695 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	651	39 521 449	51 770 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 454	152 577 671	199 757 \$
Saint-Fabien	1 959	80 151 967	105 169 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1 035	39 299 560	51 504 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	3 071	374 151 629	500 516 \$
Saint-Félicien	10 611	584 503 874	1 277 343 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	957	25 754 520	33 765 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	1 444	103 057 360	135 060 \$
Saint-Félix-de-Valois	5 817	321 404 100	700 431 \$
Saint-Félix-d'Otis	1 000	49 519 686	64 965 \$
Saint-Ferdinand	2 159	141 002 456	185 273 \$
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 585	275 744 048	361 504 \$
Saint-Flavien	1 594	89 860 602	117 758 \$
Saint-Fortunat	296	21 537 256	28 171 \$
Saint-François	585	70 970 823	93 222 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 554	110 976 482	145 356 \$
Saint-François-d'Assise	757	16 403 717	21 580 \$
Saint-François-de-Sales	765	27 297 160	35 726 \$
Saint-François-du-Lac	1 992	101 067 967	132 609 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2 039	127 120 885	166 389 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	269	9 534 994	12 439 \$
Saint-Frédéric	1 066	53 119 525	69 820 \$
Saint-Fulgence	2 038	82 826 847	108 470 \$
Saint-Gabriel	2 808	114 168 824	149 418 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 798	178 499 438	233 816 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 260	41 158 767	53 992 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 003	160 389 793	214 647 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	780	23 123 848	30 393 \$
Saint-Gédéon	1 950	129 037 702	168 955 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 343	93 218 850	122 423 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 119	119 356 878	156 234 \$
Saint-Georges-de-Windsor	918	54 606 455	71 466 \$
Saint-Gérard-Majella	230	32 867 926	43 032 \$
Saint-Germain	292	15 902 773	20 791 \$
Saint-Germain-de-Grantham	4 133	282 791 802	508 325 \$
Saint-Gervais	1 941	139 382 267	182 715 \$
Saint-Gilbert	315	11 703 328	15 475 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

325

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Gilles	1 820	123 835 622	161 954 \$
Saint-Godefroi	389	11 918 604	15 749 \$
Saint-Guillaume	1 578	133 453 346	175 174 \$
Saint-Guy	83	5 834 305	7 601 \$
Saint-Henri	4 266	317 851 923	581 043 \$
Saint-Henri-de-Taillon	738	59 057 485	77 234 \$
Saint-Herménégilde	746	71 435 647	93 804 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	102	26 589 543	34 955 \$
Saint-Hilarion	1 194	56 148 208	73 574 \$
Saint-Honoré	4 861	188 072 460	313 694 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1 648	84 163 930	110 310 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	794	23 557 983	30 999 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 423	74 534 581	97 523 \$
Saint-Hugues	1 348	128 474 913	168 475 \$
Saint-Hyacinthe	52 422	3 559 023 999	7 292 598 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1 970	96 147 811	125 973 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	635	76 706 773	100 494 \$
Saint-Irénée	704	63 369 452	83 292 \$
Saint-Isidore	2 545	228 967 572	299 764 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	803	59 631 933	78 139 \$
Saint-Jacques	3 736	242 062 704	380 601 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	187	15 733 559	20 571 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	686	47 714 573	62 603 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1 686	138 519 265	181 390 \$
Saint-Janvier-de-Joly	889	53 805 440	70 502 \$
Saint-Jean	981	137 386 775	180 597 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	397	28 202 848	37 059 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	224	4 422 908	5 831 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1 663	48 603 709	63 635 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	311	14 141 090	18 499 \$
Saint-Jean-de-Matha	4 254	291 209 147	531 111 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3 445	197 106 744	302 959 \$
Saint-Joachim	1 374	72 082 467	94 491 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1 104	90 220 828	118 359 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4 490	236 874 133	388 299 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	2 018	111 793 404	146 798 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	210	25 949 700	33 982 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	396	18 638 116	24 305 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	542	20 269 739	26 614 \$
Saint-Joseph-des-Érables	439	30 108 857	39 592 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1 669	171 306 058	223 994 \$
Saint-Jude	1 175	106 144 657	139 592 \$
Saint-Jules	520	27 354 184	35 801 \$
Saint-Julien	407	27 336 000	35 702 \$
Saint-Just-de-Bretenières	790	32 332 810	42 400 \$
Saint-Juste-du-Lac	637	23 810 041	31 187 \$
Saint-Justin	1 061	62 037 785	81 441 \$
Saint-Lambert	218	3 425 100	4 560 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 571	355 145 166	774 716 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 580	196 581 228	257 459 \$
Saint-Lazare	17 809	1 626 504 451	3 555 278 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 190	66 344 104	86 874 \$
Saint-Léandre	412	13 655 345	17 992 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2 171	124 880 655	163 981 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 038	48 467 510	63 689 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 222	66 590 669	87 136 \$
Saint-Léon-le-Grand	962	65 651 272	85 937 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 079	28 974 579	38 089 \$
Saint-Liboire	2 914	210 004 414	275 327 \$
Saint-Liguori	1 936	124 756 091	163 567 \$
Saint-Lin-Laurentides	15 000	760 348 791	1 531 989 \$
Saint-Louis	718	63 278 496	82 899 \$
Saint-Louis-de-Blandford	1 003	45 005 672	59 166 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Louis-de-Gonzague	462	21 145 086	27 681 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 456	140 305 421	183 956 \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 351	43 364 391	56 940 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	485	22 488 000	29 467 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	530	30 515 900	40 029 \$
Saint-Lucien	1 565	79 655 552	104 453 \$
Saint-Ludger	1 218	56 990 001	74 887 \$
Saint-Ludger-de-Milot	743	29 672 277	38 808 \$
Saint-Magloire	735	37 882 194	49 595 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	1 185	84 965 702	110 920 \$
Saint-Malachie	1 408	85 591 266	112 213 \$
Saint-Malo	537	43 721 452	57 327 \$
Saint-Marc-de-Figuery	731	24 092 673	31 722 \$
Saint-Marc-des-Carrières	2 744	128 953 053	169 050 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	459	17 645 730	23 108 \$
Saint-Marcel	516	22 349 199	29 397 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	579	70 310 962	92 194 \$
Saint-Marcellin	340	20 841 990	27 370 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 896	209 978 704	274 899 \$
Saint-Martin	2 596	112 179 213	146 964 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	688	34 855 777	45 627 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	701	40 436 663	53 016 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 366	117 143 149	153 530 \$
Saint-Maurice	2 415	109 880 303	143 808 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 173	26 745 849	34 996 \$
Saint-Médard	251	6 078 650	7 870 \$
Saint-Michel	2 695	229 371 160	300 230 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 669	144 532 588	189 579 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 674	230 922 557	302 661 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 204	40 362 275	53 078 \$
Saint-Modeste	994	47 308 084	62 108 \$
Saint-Moïse	633	19 409 807	25 376 \$
Saint-Narcisse	1 841	84 737 817	111 214 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	993	99 544 901	130 701 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 083	39 995 247	52 476 \$
Saint-Nazaire	1 878	71 612 069	93 880 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	856	77 349 956	101 555 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	391	20 639 192	27 080 \$
Saint-Nérée	795	42 554 575	55 794 \$
Saint-Noël	477	9 821 828	12 963 \$
Saint-Norbert	1 065	68 505 343	89 772 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	862	54 801 085	71 871 \$
Saint-Octave-de-Métis	475	18 187 851	23 832 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 481	81 387 064	106 858 \$
Saint-Omer	339	17 237 408	22 478 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	568	21 332 565	27 901 \$
Saint-Ours	1 704	137 930 770	180 469 \$
Saint-Pacôme	1 703	61 969 170	81 387 \$
Saint-Pamphile	2 698	108 416 838	142 274 \$
Saint-Pascal	3 517	170 544 450	230 105 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 054	94 062 472	122 839 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 934	195 101 351	255 098 \$
Saint-Paul	4 095	208 845 170	366 239 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 832	235 402 140	308 532 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	395	14 109 177	18 446 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 952	164 217 189	214 954 \$
Saint-Paul-de-Montminy	848	43 685 345	57 311 \$
Saint-Paulin	1 620	81 823 925	107 130 \$
Saint-Philémon	781	44 061 198	57 813 \$
Saint-Philibert	404	22 419 804	29 377 \$
Saint-Philippe-de-Néri	876	35 681 632	46 824 \$
Saint-Pie	5 099	383 597 996	492 474 \$
Saint-Pie-de-Guire	469	45 742 920	60 002 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

277
326

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Pierre	303	30 074 800	39 369 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 026	59 885 484	78 637 \$
Saint-Pierre-Baptiste	420	45 126 163	59 154 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	883	54 369 272	71 150 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	122	7 423 212	9 624 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 817	139 885 710	183 238 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 172	62 864 713	82 598 \$
Saint-Placide	1 641	149 603 925	196 418 \$
Saint-Polycarpe	1 693	163 937 105	215 174 \$
Saint-Prime	2 678	126 728 532	166 146 \$
Saint-Prosper	523	43 326 100	56 602 \$
Saint-Prosper	3 617	136 808 578	222 567 \$
Saint-Raphaël	2 317	126 617 718	165 766 \$
Saint-Raymond	9 350	466 436 022	1 020 177 \$
Saint-Rémi	6 359	441 514 144	965 748 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	464	28 751 664	37 811 \$
Saint-René	603	26 727 264	34 950 \$
Saint-René-de-Matane	1 068	32 097 824	42 060 \$
Saint-Robert	1 757	130 434 647	170 776 \$
Saint-Robert-Bellarmin	655	34 028 555	44 639 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 653	316 598 813	610 908 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	331	25 577 843	33 409 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 915	108 102 040	141 507 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	959	53 927 102	70 849 \$
Saint-Roch-Ouest	285	42 829 406	56 314 \$
Saint-Romain	651	49 342 081	64 727 \$
Saint-Rosaire	806	51 604 861	67 731 \$
Saint-Samuel	660	28 645 410	37 517 \$
Saints-Anges	1 026	82 679 967	108 314 \$
Saint-Sauveur	9 307	1 434 532 361	2 578 992 \$
Saint-Sébastien	662	101 415 016	133 623 \$
Saint-Sébastien	729	48 007 797	62 942 \$
Saint-Sévère	327	25 618 680	33 475 \$
Saint-Séverin	292	20 998 200	27 681 \$
Saint-Séverin	872	35 166 154	46 221 \$
Saint-Siméon	1 174	34 604 226	45 432 \$
Saint-Siméon	1 364	60 854 864	79 920 \$
Saint-Simon	445	27 984 534	36 694 \$
Saint-Simon	1 240	117 597 748	154 189 \$
Saint-Simon-les-Mines	507	24 567 712	32 229 \$
Saint-Sixte	462	20 517 392	26 887 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	262	45 557 300	59 823 \$
Saint-Stanislas	343	12 249 062	16 026 \$
Saint-Stanislas	1 026	57 640 803	75 597 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 664	146 784 272	192 441 \$
Saint-Sylvère	820	45 965 329	60 401 \$
Saint-Sylvestre	989	83 959 062	110 188 \$
Saint-Télesphore	765	82 457 579	108 001 \$
Saint-Tharcisius	460	11 668 538	15 209 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1 542	107 170 743	140 475 \$
Saint-Théophile	765	58 725 829	77 118 \$
Saint-Thomas	2 880	218 480 550	285 161 \$
Saint-Thomas-Didyme	730	32 745 981	42 787 \$
Saint-Thuribe	312	12 827 707	16 754 \$
Saint-Tite	3 818	194 506 508	308 369 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 427	69 929 626	91 964 \$
Saint-Ubalde	1 460	92 544 554	121 280 \$
Saint-Ulric	1 691	59 248 151	77 616 \$
Saint-Urbain	1 445	61 418 943	80 656 \$
Saint-Urbain-Premier	1 113	108 727 247	142 280 \$
Saint-Valentin	490	58 235 757	76 332 \$
Saint-Valère	1 281	67 283 148	88 306 \$
Saint-Valérien	840	31 327 382	41 125 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Saint-Valérien-de-Milton	1 688	176 097 349	230 797 \$
Saint-Vallier	1 033	82 923 701	108 690 \$
Saint-Venant-de-Paquette	133	13 763 658	17 992 \$
Saint-Vianney	487	12 837 785	16 750 \$
Saint-Victor	2 552	129 655 840	170 299 \$
Saint-Wenceslas	1 111	75 189 606	98 710 \$
Saint-Zacharie	1 913	80 522 299	105 578 \$
Saint-Zénon	1 364	103 732 095	135 890 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	436	14 159 087	18 548 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	828	86 056 167	113 021 \$
Saint-Zotique	5 565	407 739 292	890 218 \$
Salaberry-de-Valleyfield	40 028	2 452 355 216	5 301 147 \$
Sayabec	1 985	91 289 605	119 820 \$
Schefferville	199	4 188 412	5 586 \$
Scotstown	591	17 111 308	22 365 \$
Scott	1 812	113 862 386	149 099 \$
Senneterre	1 211	41 749 110	54 826 \$
Senneterre	3 052	117 742 415	157 735 \$
Sept-Îles	25 867	1 561 313 783	3 352 770 \$
Sept-Rivières	128	16 224 890	21 331 \$
Shannon	4 143	154 023 697	276 672 \$
Shawinigan	52 149	2 326 763 903	4 780 169 \$
Shawville	1 558	90 214 683	118 458 \$
Sheenboro	173	29 511 390	38 833 \$
Shefford	6 510	475 027 527	1 036 733 \$
Shigawake	343	8 705 943	11 417 \$
Sorel-Tracy	34 308	1 883 849 764	4 109 643 \$
Stanbridge East	853	68 041 111	89 015 \$
Stanbridge Station	309	33 849 500	44 340 \$
Stanstead	1 055	372 047 580	487 663 \$
Stanstead	2 950	148 748 275	194 789 \$
Stanstead-Est	629	67 161 600	87 990 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 629	179 546 200	234 974 \$
Ste-Anne-des-Monts	6 765	220 718 477	462 847 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	372	10 265 676	13 444 \$
Stoke	2 785	197 053 211	257 767 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	6 120	471 489 720	1 030 260 \$
Stornoway	560	43 287 235	56 713 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	541	56 614 100	74 602 \$
Stratford	1 073	122 558 488	160 743 \$
Stukely-Sud	962	69 745 576	91 405 \$
Sutton	3 818	672 026 091	919 779 \$
Tadoussac	872	63 127 961	82 799 \$
Taschereau	999	17 913 484	23 647 \$
Témiscaming	2 652	183 703 346	241 148 \$
Témiscamingue	183	32 256 582	42 387 \$
Terrasse-Vaudreuil	1 959	135 246 919	177 174 \$
Thorne	406	58 996 902	77 333 \$
Thurso	2 284	152 073 519	199 621 \$
Tingwick	1 483	78 634 298	103 216 \$
Tourville	739	16 695 699	21 801 \$
Trécesson	1 243	46 460 170	60 845 \$
Très-Saint-Rédempteur	752	58 800 150	76 883 \$
Très-Saint-Sacrement	1 215	142 381 086	186 268 \$
Tring-Jonction	1 377	59 295 393	77 918 \$
Trois-Pistoles	3 465	123 741 553	190 281 \$
Trois-Rives	411	62 056 020	81 103 \$
Ulverton	385	34 829 049	45 643 \$
Upton	1 981	163 970 296	214 214 \$
Val-Alain	930	44 576 101	58 516 \$
Val-Brillant	1 011	37 187 140	48 684 \$
Valcourt	1 038	90 285 516	118 400 \$
Valcourt	2 372	143 416 462	188 352 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

623

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39a. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009.

Nom de la municipalité	Population 2009	Richesse foncière uniformisée 2007	Facture 2009
Val-David	4 284	387 535 195	707 556 \$
Val-des-Bois	855	81 716 270	107 167 \$
Val-des-Lacs	769	110 156 000	144 447 \$
Val-d'Or	31 704	1 362 561 376	2 741 361 \$
Val-Joli	1 484	111 197 985	145 775 \$
Vallée-de-l'Or	499	9 786 301	12 929 \$
Vallée-Jonction	1 895	100 901 636	132 389 \$
Val-Morin	2 812	264 861 730	347 406 \$
Val-Racine	142	17 231 300	22 510 \$
Val-Saint-Gilles	187	3 069 200	4 049 \$
Vaudreuil-Dorion	27 330	2 208 655 957	4 822 588 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	1 374	146 336 200	191 649 \$
Venise-en-Québec	1 321	126 885 240	166 407 \$
Victoriaville	41 385	2 091 245 899	4 567 092 \$
Ville-Marie	2 660	130 639 151	171 548 \$
Villeroy	484	26 583 602	34 766 \$
Waltham	358	23 871 263	31 170 \$
Warden	376	12 681 762	16 758 \$
Warwick	4 813	265 832 298	386 557 \$
Waterloo	4 077	203 549 039	358 758 \$
Waterville	1 994	116 002 579	152 384 \$
Weedon	2 804	182 362 543	239 197 \$
Wentworth	506	146 890 413	192 286 \$
Wentworth-Nord	1 372	276 642 045	362 275 \$
Westbury	961	63 809 460	83 581 \$
Wickham	2 521	136 971 437	179 672 \$
Windsor	5 305	345 686 755	687 190 \$
Wotton	1 535	72 626 230	95 321 \$
Yamachiche	2 763	161 169 234	211 619 \$
Yamaska	1 615	89 110 645	116 930 \$
Total	2 359 896	149 013 240 311	253 435 043 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

381

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
46005	Abercorn	357	53 773 440 \$	65 688 \$
NR880	Abitibi	209	6 928 656 \$	8 485 \$
NR870	Abitibi-Ouest	123	1 099 152 \$	1 328 \$
48028	Acton Vale	7 570	431 816 038 \$	794 150 \$
31056	Adstock	2 779	223 920 366 \$	273 444 \$
98030	Aguanish	302	6 430 406 \$	7 955 \$
92030	Albanel	2 337	83 705 436 \$	102 373 \$
07025	Albertville	304	10 560 114 \$	12 995 \$
84050	Alleyn-et-Cawood	251	33 727 415 \$	41 334 \$
93042	Alma	30 359	2 028 430 545 \$	4 076 153 \$
78070	Amherst	1 495	218 285 997 \$	266 465 \$
88055	Amos	12 522	621 358 048 \$	1 265 194 \$
07047	Amqui	6 272	279 215 225 \$	568 772 \$
55008	Ange-Gardien	2 205	250 920 725 \$	306 621 \$
85080	Angliers	312	13 488 072 \$	16 446 \$
NR790	Antoine-Labelle	0	46 825 115 \$	57 072 \$
19037	Armagh	1 577	73 706 047 \$	90 118 \$
78060	Arundel	610	72 289 927 \$	88 199 \$
40043	Asbestos	6 905	300 705 051 \$	608 190 \$
41055	Ascot Corner	2 758	183 956 758 \$	224 396 \$
50013	Aston-Jonction	403	24 777 666 \$	30 217 \$
13045	Auclair	504	19 911 837 \$	24 399 \$
30055	Audet	649	40 625 274 \$	49 581 \$
83090	Aumond	853	50 148 801 \$	61 218 \$
87050	Authier	264	5 252 309 \$	6 366 \$
87100	Authier-Nord	321	6 929 389 \$	8 485 \$
NR060	Avignon	0	212 868 \$	265 \$
45035	Ayer's Cliff	1 055	142 962 700 \$	174 608 \$
96020	Baie-Comeau	22 220	1 424 903 556 \$	2 902 595 \$
08080	Baie-des-Sables	628	26 467 277 \$	32 319 \$
50100	Baie-du-Febvre	1 098	105 967 509 \$	129 596 \$
99060	Baie-James	1 982	352 020 307 \$	430 384 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	94	2 870 961 \$	3 447 \$
15065	Baie-Sainte-Catherine	214	13 698 030 \$	16 692 \$
16013	Baie-Saint-Paul	7 359	570 745 322 \$	1 161 102 \$
96005	Baie-Trinité	511	20 905 346 \$	25 460 \$
78050	Barkmere	88	70 191 710 \$	85 732 \$
44045	Barnston-Ouest	572	60 321 413 \$	73 646 \$
88022	Barraute	2 093	62 664 102 \$	76 604 \$
37210	Batiscan	964	68 787 780 \$	84 016 \$
85020	Béarn	862	29 465 379 \$	36 077 \$
27028	Beauceville	6 180	374 734 285 \$	762 437 \$
31008	Beaulac-Garthby	939	110 638 249 \$	134 912 \$
19105	Beaumont	2 249	186 699 609 \$	228 340 \$
21025	Beaupré	3 181	369 628 470 \$	478 917 \$
38010	Bécancour	11 712	1 073 951 535 \$	2 186 848 \$
46035	Bedford	2 634	167 733 610 \$	204 850 \$
46040	Bedford	741	61 503 647 \$	75 294 \$
94250	Bégin	881	28 244 179 \$	34 455 \$
89050	Belcourt	264	5 158 792 \$	6 366 \$
85065	Belleterre	337	9 190 764 \$	11 146 \$
88070	Berry	554	15 524 657 \$	19 090 \$
18065	Berthier-sur-Mer	1 279	124 050 853 \$	151 416 \$
52035	Berthierville	4 071	292 902 872 \$	480 368 \$
48005	Béthanie	334	34 217 480 \$	41 871 \$
13055	Biencourt	585	17 342 683 \$	21 234 \$
98005	Blanc-Sablon	1 258	55 009 453 \$	67 274 \$
83045	Blue Sea	620	102 894 525 \$	125 671 \$
80115	Boileau	501	41 954 380 \$	51 065 \$
21045	Boischatel	6 185	360 996 578 \$	734 731 \$
83085	Bois-Franc	462	30 029 689 \$	36 601 \$
45095	Bolton-Est	766	170 550 897 \$	208 036 \$
46065	Bolton-Ouest	771	181 905 923 \$	222 234 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
05045	Bonaventure	2 692	128 218 561 \$	156 572 \$
NR050	Bonaventure	35	4 349 184 \$	5 297 \$
98010	Bonne-Espérance	802	17 412 371 \$	21 209 \$
42040	Bonsecours	560	64 480 220 \$	78 726 \$
83050	Bouchette	713	86 947 331 \$	106 296 \$
80145	Bowman	669	62 377 700 \$	76 300 \$
78075	Brébeuf	995	76 850 464 \$	93 770 \$
46090	Brigham	2 539	185 246 582 \$	226 255 \$
84005	Bristol	1 280	97 423 428 \$	118 914 \$
46070	Brome	282	28 206 752 \$	34 438 \$
76043	Brownsburg-Chatham	6 876	453 229 003 \$	863 399 \$
84025	Bryson	590	21 541 881 \$	26 250 \$
41070	Bury	1 218	108 193 921 \$	132 218 \$
13070	Cabano	3 183	167 050 898 \$	216 441 \$
12057	Cacouna	1 899	137 020 817 \$	167 440 \$
84030	Campbell's Bay	730	27 967 435 \$	34 192 \$
04047	Cap-Chat	2 729	91 024 658 \$	111 326 \$
05060	Caplan	1 848	71 720 214 \$	87 734 \$
18045	Cap-Saint-Ignace	3 195	174 576 978 \$	226 277 \$
34030	Cap-Santé	2 783	156 496 236 \$	191 132 \$
06013	Carleton-sur-Mer	4 088	202 144 776 \$	284 712 \$
05077	Casapédia-Saint-Jules	786	26 912 550 \$	32 871 \$
07018	Causapscal	2 391	75 763 446 \$	92 568 \$
83040	Cayamant	807	91 900 753 \$	112 422 \$
91020	Chambord	1 786	122 024 224 \$	149 213 \$
37220	Champlain	1 574	132 194 952 \$	161 722 \$
88005	Champneuf	132	3 860 927 \$	4 773 \$
02028	Chandler	7 730	305 859 277 \$	456 412 \$
99020	Chapais	1 639	34 772 459 \$	42 437 \$
NR160	Charlevoix	0	14 184 688 \$	17 230 \$
NR150	Charlevoix-Est	220	56 399 816 \$	68 838 \$
51080	Charrette	934	42 364 698 \$	51 726 \$
41020	Chartierville	374	43 799 130 \$	53 649 \$
21035	Château-Richer	3 901	190 442 732 \$	307 124 \$
87095	Chazel	295	7 035 604 \$	8 493 \$
80103	Chénéville	776	52 263 825 \$	63 767 \$
62047	Chertsey	5 135	455 962 603 \$	880 916 \$
39030	Chesterville	927	59 579 930 \$	72 904 \$
99025	Chibougamau	7 503	347 965 073 \$	708 813 \$
84090	Chichester (Fusion avec Le Bic en sept. 09)	389	24 844 356 \$	30 414 \$
96035	Chute-aux-Outardes	1 739	46 142 868 \$	56 477 \$
79065	Chute-Saint-Philippe	908	82 318 502 \$	100 591 \$
84015	Clarendon	1 220	108 791 072 \$	133 062 \$
15035	Clermont	3 078	180 826 533 \$	225 893 \$
87110	Clermont	517	13 592 693 \$	16 703 \$
87075	Clerval	364	14 057 295 \$	17 230 \$
42110	Cleveland	1 595	117 557 009 \$	143 667 \$
03010	Cloridorme	717	19 641 459 \$	24 123 \$
44037	Coaticook	9 138	601 604 238 \$	1 180 286 \$
95050	Colombier	774	19 977 888 \$	24 388 \$
44071	Compton	2 951	229 843 751 \$	281 082 \$
41038	Cookshire-Eaton	5 502	355 481 724 \$	508 984 \$
71040	Coteau-du-Lac	6 839	532 220 980 \$	1 083 544 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 023	37 658 253 \$	46 129 \$
30090	Courcelles	919	55 281 333 \$	67 533 \$
46080	Cowansville	12 411	794 312 725 \$	1 617 499 \$
61013	Crabtree	3 632	227 603 875 \$	344 096 \$
40047	Danville	4 071	199 367 224 \$	301 494 \$
39155	Daveluyville	1 023	38 465 387 \$	46 933 \$
13005	Dégelis	3 228	146 807 149 \$	197 376 \$
83070	Déléage	1 920	76 470 352 \$	93 531 \$
83005	Denholm	606	81 299 916 \$	99 258 \$
93005	Desbiens	1 047	32 499 695 \$	39 763 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33
33
33

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
38070	Deschaillons-sur-Saint-Laurent	988	53 929 883 \$	65 978 \$
34058	Deschambault-Grondines	2 045	299 615 728 \$	366 082 \$
31015	Disraeli	2 555	117 794 268 \$	143 765 \$
31020	Disraeli	1 053	86 738 875 \$	105 961 \$
44023	Dixville	705	51 452 988 \$	62 793 \$
92022	Dolbeau-Mistassini	14 458	709 925 492 \$	1 445 679 \$
34025	Donnacoona	5 975	364 406 175 \$	742 773 \$
33040	Dosquet	921	49 104 392 \$	59 841 \$
49058	Drummondville	70 561	4 244 845 738 \$	8 611 933 \$
41117	Dudswell	1 793	182 363 830 \$	222 647 \$
80135	Duhamel	505	140 324 154 \$	171 309 \$
85030	Duhamel-Ouest	886	55 020 315 \$	67 336 \$
69075	Dundee	421	56 664 789 \$	69 109 \$
46050	Dunham	3 421	341 005 876 \$	488 657 \$
87005	Duparquet	658	25 641 089 \$	31 270 \$
87085	Dupuy	1 038	24 294 050 \$	29 694 \$
49015	Durham-Sud	1 066	60 958 131 \$	74 525 \$
41060	East Angus	3 518	167 292 781 \$	246 065 \$
31122	East Broughton	2 308	72 397 412 \$	88 545 \$
46085	East Farnham	484	33 481 924 \$	40 811 \$
44010	East Hereford	365	31 350 733 \$	38 455 \$
45093	Eastman	1 605	306 518 089 \$	374 122 \$
83075	Egan-Sud	523	30 697 940 \$	37 641 \$
69050	Elgin	485	48 303 574 \$	59 077 \$
62053	Entrelacs	951	153 868 948 \$	187 533 \$
06025	Escuminac	661	22 216 393 \$	27 042 \$
10005	Esprit-Saint	414	10 335 507 \$	12 738 \$
77011	Estérel	262	222 405 702 \$	271 514 \$
46112	Farnham	7 864	486 825 263 \$	937 754 \$
80005	Fassett	436	30 589 130 \$	37 327 \$
94220	Ferland-et-Boilleau	612	24 339 112 \$	29 716 \$
79097	Ferme-Neuve	2 851	189 585 373 \$	231 472 \$
97035	Fermont	2 837	155 461 872 \$	190 532 \$
95045	Forestville	3 319	127 396 977 \$	177 416 \$
84060	Fort-Coulonge	1 490	39 112 166 \$	47 727 \$
38047	Fortierville	713	31 261 129 \$	38 163 \$
22010	Fossambault-sur-le-Lac	1 504	204 549 270 \$	249 715 \$
26005	Frampton	1 341	109 785 539 \$	134 044 \$
69010	Franklin	1 660	168 761 218 \$	206 196 \$
96015	Franquelin	359	10 441 259 \$	12 733 \$
46010	Frelighsburg	1 028	183 147 325 \$	223 292 \$
30025	Frontenac	1 700	149 749 557 \$	182 632 \$
85055	Fugèreville	312	13 338 938 \$	16 443 \$
87020	Gallichan	460	14 105 604 \$	17 236 \$
03005	Gaspé	15 028	819 420 211 \$	1 665 766 \$
92055	Girardville	1 147	42 896 458 \$	52 626 \$
96010	Godbout	325	10 470 977 \$	12 724 \$
69060	Godmanchester	1 379	139 651 289 \$	170 597 \$
76025	Gore	1 605	228 365 256 \$	278 673 \$
83032	Gracefield	2 314	294 424 001 \$	360 151 \$
02015	Grande-Rivière	3 464	111 331 776 \$	159 564 \$
35040	Grandes-Piles	373	40 477 700 \$	49 525 \$
03020	Grande-Vallée	1 174	41 664 822 \$	50 892 \$
09060	Grand-Métis	261	17 878 476 \$	21 686 \$
83095	Grand-Remous	1 244	60 835 524 \$	74 275 \$
50065	Grand-Saint-Esprit	486	34 228 005 \$	41 880 \$
76055	Grenville	1 375	77 753 496 \$	95 153 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge	2 811	221 829 872 \$	271 252 \$
98014	Gros-Mécatina	551	17 681 454 \$	21 744 \$
01042	Grosse-Île	508	24 627 741 \$	30 341 \$
08015	Grosses-Roches	420	12 436 936 \$	15 117 \$
85095	Guérin	305	11 270 550 \$	13 783 \$
39010	Ham-Nord	873	47 747 279 \$	58 337 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
41075	Hampden	206	24 722 582 \$	30 149 \$
76065	Harrington	783	163 009 212 \$	199 205 \$
45043	Hatley	816	166 664 112 \$	203 499 \$
45055	Hatley	1 873	248 483 102 \$	303 409 \$
69005	Havelock	762	89 661 866 \$	109 477 \$
98040	Havre-Saint-Pierre	3 234	204 711 960 \$	274 953 \$
93020	Hébertville	2 442	117 116 812 \$	143 133 \$
93025	Hébertville-Station	1 230	35 545 017 \$	43 551 \$
68010	Hemmingford	767	43 557 646 \$	53 290 \$
68015	Hemmingford	1 792	200 755 900 \$	245 128 \$
56042	Henryville	1 531	146 912 437 \$	179 393 \$
35035	Héraultville	1 265	61 110 888 \$	74 653 \$
69045	Hinchinbrooke	2 255	161 291 901 \$	197 320 \$
19070	Honfleur	789	79 047 067 \$	96 447 \$
05025	Hope	682	19 263 031 \$	23 585 \$
05020	Hope Town	344	12 344 096 \$	15 105 \$
69025	Howick	622	30 457 865 \$	37 142 \$
78065	Huberdeau	940	65 467 017 \$	80 042 \$
71100	Hudson	5 181	837 184 583 \$	1 619 843 \$
69055	Huntingdon	2 453	132 126 796 \$	161 440 \$
32058	Inverness	816	93 996 330 \$	114 672 \$
31040	Irlande	962	56 723 954 \$	69 360 \$
78042	Ivry-sur-le-Lac	411	199 215 390 \$	243 578 \$
61025	Joliette	19 516	1 378 339 885 \$	2 807 748 \$
14050	Kamouraska	685	78 486 451 \$	95 750 \$
NR140	Kamouraska	0	3 083 979 \$	3 712 \$
83015	Kazabazua	946	101 410 217 \$	124 117 \$
79025	Kiamika	870	65 266 688 \$	79 667 \$
42070	Kingsbury	93	7 942 792 \$	9 807 \$
39097	Kingsey Falls	2 077	159 464 919 \$	194 901 \$
31105	Kinnear's Mills	340	32 912 646 \$	40 304 \$
85010	Kipawa	534	35 126 296 \$	42 942 \$
90017	La Bostonnais	619	21 090 464 \$	25 721 \$
78115	La Conception	1 355	246 054 336 \$	300 066 \$
88030	La Corne	721	22 972 461 \$	28 099 \$
NR210	La Côte-de-Beaupré	0	56 267 408 \$	68 635 \$
NR030	La Côte-de-Gaspé	0	3 049 570 \$	3 709 \$
91050	La Doré	1 440	51 896 941 \$	63 402 \$
19090	La Durantaye	726	53 681 769 \$	65 577 \$
29030	La Guadeloupe	1 719	69 919 975 \$	85 391 \$
NR950	La Haute-Côte-Nord	0	27 873 846 \$	34 206 \$
NR040	La Haute-Gaspésie	215	17 241 625 \$	20 885 \$
NR220	La Jacques-Cartier	0	3 538 788 \$	4 238 \$
79047	La Macaza	1 033	157 300 600 \$	191 983 \$
15013	La Malbaie	8 893	594 136 937 \$	963 703 \$
04030	La Martre	268	4 627 488 \$	5 569 \$
NR070	La Matapédia	41	53 958 634 \$	66 131 \$
78130	La Minerve	1 387	276 928 748 \$	337 749 \$
NR090	La Mitis	0	9 815 628 \$	11 923 \$
88015	La Morandière	248	6 124 246 \$	7 425 \$
88045	La Motte	430	16 152 042 \$	19 625 \$
41027	La Patrie	800	73 511 798 \$	89 718 \$
14085	La Pocatière	4 457	281 142 974 \$	492 956 \$
54035	La Présentation	2 331	260 802 241 \$	318 343 \$
09005	La Rédemption	544	12 523 495 \$	15 387 \$
87080	La Reine	360	5 812 053 \$	7 166 \$
87090	La Sarre	7 400	302 685 307 \$	616 769 \$
10010	La Trinité-des-Monts	273	12 216 919 \$	14 835 \$
90012	La Tuque	11 526	629 958 436 \$	1 150 947 \$
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	0	17 614 854 \$	21 433 \$
52050	La Visitation-de-l'Île-Dupas	644	46 746 676 \$	57 146 \$
50085	La Visitation-de-Yamaska	348	44 154 474 \$	54 079 \$
78120	Labelle	2 270	288 201 603 \$	351 828 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25
00
33

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
93055	Labrecque	1 371	48 634 041 \$	59 394 \$
22040	Lac Beauport	6 630	659 568 417 \$	1 342 516 \$
46075	Lac Brome	5 670	956 570 836 \$	1 947 788 \$
22030	Lac Delage	514	51 680 320 \$	63 142 \$
90027	Lac Edouard	167	17 171 490 \$	20 924 \$
22015	Lac Saint-Joseph	252	198 057 945 \$	241 742 \$
07057	Lac-au-Saumon	1 482	51 275 964 \$	62 570 \$
35010	Lac-aux-Sables	1 303	104 355 757 \$	127 357 \$
91005	Lac-Bouchette	1 276	60 948 193 \$	74 538 \$
13060	Lac-des-Aigles	605	19 938 416 \$	24 371 \$
79078	Lac-des-Écorces	2 993	153 152 804 \$	186 908 \$
80130	Lac-des-Plages	414	75 512 574 \$	92 172 \$
77055	Lac-des-Seize-Îles	163	57 598 543 \$	70 479 \$
30080	Lac-Drolet	1 108	73 427 722 \$	89 869 \$
79015	Lac-du-Cerf	423	57 396 588 \$	70 208 \$
28053	Lac-Etchemin	4 012	230 512 451 \$	309 113 \$
18010	Lac-Frontière	190	10 013 646 \$	12 191 \$
76020	Lachute	11 950	760 947 700 \$	1 549 432 \$
30030	Lac-Mégantic	6 147	399 152 036 \$	813 555 \$
56023	Lacolle	2 564	193 142 155 \$	236 299 \$
29095	Lac-Poulin	139	32 492 236 \$	39 727 \$
79060	Lac-Saguay	513	50 575 100 \$	61 620 \$
83020	Lac-Sainte-Marie	639	173 580 815 \$	212 086 \$
NR930	Lac-Saint-Jean-Est	0	5 574 556 \$	6 887 \$
79105	Lac-Saint-Paul	528	44 922 300 \$	54 824 \$
34120	Lac-Sergent	446	50 362 190 \$	61 469 \$
80095	Lac-Simon	861	225 227 492 \$	274 784 \$
78095	Lac-Supérieur	1 813	416 301 350 \$	507 990 \$
85070	Laforce	385	3 948 753 \$	4 773 \$
93060	Lamarche	579	15 858 257 \$	19 385 \$
30095	Lambton	1 638	160 923 533 \$	196 500 \$
88035	Landrienne	1 052	32 706 501 \$	40 014 \$
21040	L'Ange-Gardien	3 439	196 771 431 \$	281 582 \$
52017	Lanoraie	4 413	289 861 028 \$	445 928 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean	1 101	58 562 484 \$	71 501 \$
78015	Lantier	831	156 114 285 \$	190 669 \$
79050	L'Ascension	965	81 225 126 \$	99 314 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 068	87 863 536 \$	107 316 \$
06060	L'Ascension-de-Patapédia	215	6 157 265 \$	7 419 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury	334	11 609 327 \$	14 327 \$
88080	Launay	232	8 218 284 \$	10 084 \$
33060	Laurier-Station	2 504	150 362 518 \$	183 623 \$
32072	Laurierville	1 380	87 095 943 \$	106 521 \$
52007	Lavaltrie	12 936	773 096 997 \$	1 521 111 \$
49025	L'Avenir	1 293	83 481 041 \$	101 991 \$
85050	Laverlochère	706	27 717 891 \$	33 963 \$
42045	Lawrenceville	654	36 062 125 \$	44 010 \$
NR910	Le Domaine-du-Roy	35	41 043 673 \$	50 134 \$
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	15	337 157 951 \$	412 186 \$
NR020	Le Rocher-Percé	0	862 500 \$	1 059 \$
99005	Lebel-sur-Quévillon	2 642	152 829 563 \$	186 946 \$
33123	Leclercville	500	41 604 329 \$	50 819 \$
49020	Lefebvre	849	43 377 977 \$	53 109 \$
13050	Lejeune	342	14 437 355 \$	17 751 \$
38020	Lemieux	331	15 978 560 \$	19 606 \$
60035	L'Épiphanie	5 105	245 084 774 \$	473 478 \$
60040	L'Épiphanie	3 192	240 052 946 \$	310 869 \$
NR110	Les Basques	0	432 915 \$	530 \$
95018	Les Bergeronnes	667	34 518 235 \$	42 164 \$
71050	Les Cèdres	5 984	471 227 606 \$	959 440 \$
71033	Les Coteaux	4 203	269 824 280 \$	459 131 \$
16048	Les Éboulements	1 308	136 886 603 \$	167 009 \$
95025	Les Escoumins	2 058	88 976 567 \$	108 691 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
09015	Les Hauteurs	568	16 106 928 \$	19 614 \$
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	12 654	589 585 863 \$	724 722 \$
08005	Les Méchins	1 147	45 405 872 \$	55 393 \$
71095	L'Île-Cadieux	135	48 089 475 \$	58 816 \$
98020	L'Île-d'Anticosti	261	25 246 157 \$	30 743 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	771	39 155 631 \$	47 972 \$
71060	L'Île-Perrot	10 356	723 439 131 \$	1 473 190 \$
41085	Lingwick	472	54 839 918 \$	67 171 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes	1 447	145 928 595 \$	178 313 \$
16023	L'Isle-aux-Coudres	1 277	107 505 407 \$	131 330 \$
17078	L'Islet	3 838	211 904 235 \$	293 892 \$
12043	L'Isle-Verte	1 440	76 793 567 \$	93 873 \$
84040	Litchfield	469	87 205 360 \$	106 519 \$
80055	Lochaber	510	26 375 250 \$	32 358 \$
80060	Lochaber-Partie-Ouest	530	47 118 950 \$	57 487 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	442	15 556 014 \$	19 065 \$
95032	Longue-Rive	1 193	34 177 772 \$	41 883 \$
85037	Lorrainville	1 361	55 652 623 \$	68 153 \$
33115	Lotbinière	945	82 653 109 \$	100 969 \$
51015	Louiseville	7 373	418 828 981 \$	852 495 \$
83010	Low	964	119 294 365 \$	145 561 \$
32065	Lyster	1 640	101 245 963 \$	123 652 \$
87058	Macamic	2 800	82 632 330 \$	100 964 \$
39165	Maddington	421	14 685 216 \$	18 016 \$
89015	Malartic	3 558	91 985 665 \$	135 625 \$
52095	Mandeville	2 319	183 280 842 \$	223 529 \$
NR960	Manicouagan	138	51 111 523 \$	62 600 \$
83065	Maniwaki	3 909	193 778 359 \$	313 032 \$
38028	Manseau	898	36 090 330 \$	44 010 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract	2 074	125 603 265 \$	153 345 \$
06005	Maria	2 521	124 621 342 \$	152 345 \$
NR920	Maria-Chapdelaine	185	63 222 869 \$	77 385 \$
42065	Maricourt	434	44 037 756 \$	53 809 \$
55048	Marieville	8 598	628 070 955 \$	1 119 459 \$
04025	Marsoui	335	7 196 644 \$	8 753 \$
30035	Marston	664	64 308 200 \$	78 567 \$
44060	Martinville	489	25 473 169 \$	31 025 \$
51008	Maskinongé	2 224	124 913 837 \$	152 632 \$
53010	Massueville	507	26 423 538 \$	32 302 \$
99015	Matagami	1 658	43 653 180 \$	53 045 \$
08053	Matane	14 684	732 583 048 \$	1 397 971 \$
NR080	Matane	15	5 922 620 \$	7 113 \$
06045	Matapédia	690	33 093 445 \$	40 560 \$
NR620	Matawinie	119	32 319 082 \$	39 485 \$
80065	Mayo	606	48 937 709 \$	59 810 \$
NR350	Mékinac	10	25 188 063 \$	30 754 \$
42075	Melbourne	1 096	109 165 943 \$	133 263 \$
83060	Messines	1 611	129 325 992 \$	157 977 \$
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 132	215 263 200 \$	341 839 \$
09048	Métis-sur-Mer	579	39 442 874 \$	48 427 \$
30040	Milan	326	24 340 128 \$	29 736 \$
76030	Mille-Isles	1 473	174 834 891 \$	213 289 \$
85075	Moffet	210	7 786 346 \$	9 548 \$
78055	Montcalm	662	97 626 465 \$	119 174 \$
14005	Mont-Carmel	1 187	53 600 355 \$	65 383 \$
83088	Montcerf-Lytton	747	38 907 363 \$	47 442 \$
80010	Montebello	971	80 853 580 \$	98 859 \$
09077	Mont-Joli	6 594	320 335 786 \$	634 772 \$
79088	Mont-Laurier	13 242	781 817 396 \$	1 548 954 \$
18050	Montmagny	11 314	657 734 407 \$	1 339 534 \$
80090	Montpellier	979	70 410 042 \$	86 074 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire	2 978	293 218 542 \$	358 144 \$
79110	Mont-Saint-Michel	611	40 557 325 \$	49 528 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2003

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
04015	Mont-Saint-Pierre	218	6 545 652 \$	7 947 \$
77050	Morin-Heights	3 762	542 843 523 \$	839 273 \$
	MRC Kamouraska			
	MRC l'Islet			
80085	Mulgrave-et-Derry	399	73 489 104 \$	89 825 \$
03025	Murdochville	829	15 533 464 \$	19 068 \$
80015	N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	270	53 598 637 \$	65 378 \$
33085	N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	817	63 500 712 \$	77 647 \$
80110	Namur	482	31 277 819 \$	38 096 \$
30045	Nantes	1 407	71 884 016 \$	87 722 \$
68030	Napierville	3 701	209 005 477 \$	323 299 \$
98025	Natashquan	270	10 155 807 \$	12 462 \$
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	824	61 407 424 \$	74 851 \$
85100	Nédélec	403	15 599 416 \$	19 093 \$
34007	Neuville	3 764	282 508 952 \$	436 779 \$
05040	New Carlisle	1 368	62 950 682 \$	76 750 \$
05070	New Richmond	3 779	188 701 974 \$	291 966 \$
41037	Newport	869	107 479 413 \$	131 459 \$
50072	Nicolet	7 710	502 906 923 \$	904 460 \$
79030	Nominingue	2 307	319 179 742 \$	389 849 \$
92040	Normandin	3 117	153 986 872 \$	199 567 \$
87115	Normétal	889	14 213 302 \$	17 514 \$
45050	North Hatley	754	172 771 450 \$	211 017 \$
39015	Notre-Dame-de-Ham	438	16 805 289 \$	20 420 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	1 104	178 880 007 \$	218 386 \$
80020	Notre-Dame-de-la-Paix	788	38 935 692 \$	47 749 \$
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 567	899 536 778 \$	1 832 524 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette	169	6 614 071 \$	7 953 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	725	40 546 283 \$	49 557 \$
61045	Notre-Dame-de-Lourdes	2 302	118 998 301 \$	145 413 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban	867	55 196 493 \$	67 301 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	714	90 248 184 \$	110 092 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois	1 068	60 876 312 \$	74 472 \$
15025	Notre-Dame-des-Monts	764	26 245 436 \$	32 039 \$
11045	Notre-Dame-des-Neiges	1 262	90 888 300 \$	110 886 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins	1 148	62 381 207 \$	76 334 \$
61030	Notre-Dame-des-Prairies	8 656	531 484 983 \$	1 081 636 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	64	21 604 444 \$	26 493 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	714	74 492 642 \$	90 823 \$
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 403	63 137 038 \$	77 137 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	903	72 062 388 \$	87 862 \$
13035	Notre-Dame-du-Lac	2 064	95 377 666 \$	116 589 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus	1 587	226 207 463 \$	275 899 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 343	225 847 809 \$	453 200 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	1 126	44 769 513 \$	54 640 \$
12080	Notre-Dame-du-Portage	1 294	140 081 606 \$	171 217 \$
18040	Notre-Dame-du-Rosaire	394	27 599 143 \$	33 564 \$
06020	Nouvelle	1 768	65 364 857 \$	79 825 \$
56015	Noyan	1 402	122 895 498 \$	150 161 \$
45020	Ogden	764	161 208 955 \$	196 976 \$
72032	Oka	5 047	323 954 362 \$	569 346 \$
69037	Ormstown	3 604	295 750 216 \$	396 126 \$
84055	Otter Lake	956	85 036 401 \$	103 884 \$
13015	Packington	658	27 701 995 \$	33 913 \$
09040	Padoue	274	8 784 537 \$	10 852 \$
87025	Palmarolle (Fusion avec Norbertville en 2009)	1 501	48 513 455 \$	59 391 \$
80037	Papineauville	2 137	146 874 475 \$	179 456 \$
38055	Parisville	488	27 791 787 \$	33 944 \$
05032	Paspébiac	3 271	127 099 574 \$	170 857 \$
02005	Percé	3 361	134 209 838 \$	186 790 \$
92010	Péribonka	533	51 931 084 \$	63 293 \$
16005	Petite-Rivière-Saint-François	756	140 100 827 \$	171 102 \$
03015	Petite-Vallée	240	7 352 960 \$	8 992 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
94205	Petit-Saguenay	782	23 693 311 \$	28 908 \$
77030	Piedmont	2 504	438 915 293 \$	531 595 \$
50113	Pierreville	2 313	132 792 712 \$	162 137 \$
71070	Pincourt	13 600	938 025 566 \$	1 908 718 \$
30020	Piopolis	359	66 320 900 \$	80 946 \$
80045	Plaisance	1 046	56 377 818 \$	68 880 \$
32040	Plessisville	6 702	294 446 898 \$	599 453 \$
32045	Plessisville	2 595	153 687 129 \$	187 767 \$
13095	Pohénégamook	2 912	138 626 522 \$	169 309 \$
06030	Pointe-à-la-Croix	1 577	51 944 545 \$	63 552 \$
96030	Pointe-aux-Outardes	1 441	77 129 821 \$	94 408 \$
71055	Pointe-des-Cascades	1 207	76 779 699 \$	93 747 \$
71140	Pointe-Fortune	533	37 881 300 \$	46 394 \$
96025	Pointe-Lebel	1 967	71 339 021 \$	87 231 \$
NR840	Pontiac	21	12 615 372 \$	15 359 \$
34017	Pont-Rouge	8 361	364 580 009 \$	742 727 \$
84020	Portage-du-Fort	277	12 331 331 \$	15 081 \$
97022	Port-Cartier	6 836	420 091 051 \$	843 430 \$
02047	Port-Daniel-Gascons	2 551	68 520 563 \$	83 732 \$
34048	Portneuf	3 099	148 803 719 \$	181 749 \$
NR340	Portneuf	52	15 988 000 \$	19 595 \$
95040	Portneuf-sur-Mer	781	23 019 192 \$	28 091 \$
45030	Potton	1 760	426 311 634 \$	521 432 \$
87035	Poularies	707	16 478 553 \$	20 146 \$
88090	Preissac	764	66 060 560 \$	80 909 \$
75040	Prévost	11 343	820 059 938 \$	1 669 094 \$
09065	Price	1 765	43 129 776 \$	52 725 \$
32033	Princeville	5 757	278 729 705 \$	465 157 \$
42032	Racine	1 314	140 070 523 \$	171 172 \$
96040	Ragueneau	1 532	46 304 986 \$	56 751 \$
87010	Rapide-Danseur	320	11 922 647 \$	14 579 \$
84100	Rapides-des-Joachims	177	12 190 365 \$	14 819 \$
62037	Rawdon	10 654	679 216 809 \$	1 381 094 \$
85105	Rémigny	302	11 304 900 \$	13 797 \$
42098	Richmond	3 373	161 899 056 \$	207 695 \$
71133	Rigaud	7 494	674 894 950 \$	1 373 647 \$
10043	Rimouski	46 430	2 756 125 041 \$	5 259 434 \$
80078	Ripon	1 566	108 573 347 \$	132 720 \$
06035	Ristigouche-Partie-Sud-Est	171	6 007 768 \$	7 419 \$
04020	Rivière-à-Claude	161	4 780 620 \$	5 828 \$
34135	Rivière-à-Pierre	705	53 666 499 \$	65 478 \$
98055	Rivière-au-Tonnerre	368	11 893 040 \$	14 579 \$
71005	Rivière-Beaudette	1 830	165 107 442 \$	201 597 \$
13025	Rivière-Bleue	1 388	48 397 879 \$	59 102 \$
94215	Rivière-Éternité	557	17 277 879 \$	21 207 \$
89010	Rivière-Héva	1 254	42 880 032 \$	52 454 \$
14065	Rivière-Ouelle	1 131	77 911 230 \$	95 084 \$
79037	Rivière-Rouge	4 498	400 707 968 \$	489 625 \$
98050	Rivière-Saint-Jean	267	6 227 393 \$	7 687 \$
91025	Roberval	10 364	513 937 380 \$	1 046 740 \$
88010	Rochebaucourt	173	2 810 481 \$	3 447 \$
87015	Roquemaure	404	10 431 757 \$	12 730 \$
55037	Rougemont	2 641	263 268 495 \$	321 509 \$
86042	Rouyn-Noranda	40 990	1 979 677 413 \$	3 801 407 \$
48015	Roxton	1 039	112 997 300 \$	138 167 \$
48010	Roxton Falls	1 333	61 721 835 \$	75 503 \$
47047	Roxton Pond	3 883	281 384 053 \$	444 677 \$
95010	Sacré-Coeur	1 984	75 070 223 \$	91 718 \$
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	597	42 551 073 \$	51 918 \$
17015	Saint-Adalbert	583	29 096 911 \$	35 500 \$
08030	Saint-Adelme	503	17 939 641 \$	22 004 \$
35015	Saint-Adelphe	1 006	53 692 822 \$	65 749 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	3 785	689 563 027 \$	1 066 061 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6003

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
40010	Saint-Adrien	485	28 359 681 \$	34 731 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	380	25 435 506 \$	30 994 \$
33045	Saint-Agapit	3 169	179 614 655 \$	232 866 \$
53015	Saint-Aimé	510	92 085 445 \$	112 514 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	1 116	65 710 880 \$	80 304 \$
79022	Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	744	59 771 799 \$	73 117 \$
34097	Saint-Alban	1 161	68 937 239 \$	84 275 \$
39085	Saint-Albert	1 548	85 541 221 \$	104 361 \$
56055	Saint-Alexandre	2 425	203 964 381 \$	249 371 \$
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 968	97 317 809 \$	118 923 \$
07065	Saint-Alexandre-des-Lacs	281	8 002 400 \$	9 801 \$
63020	Saint-Alexis	555	38 451 208 \$	46 865 \$
63025	Saint-Alexis	721	74 438 700 \$	90 904 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	609	17 923 628 \$	21 993 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts	3 201	214 419 817 \$	287 788 \$
27015	Saint-Alfred	473	30 651 845 \$	37 268 \$
05065	Saint-Alphonse	747	25 252 902 \$	30 732 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	3 076	239 944 579 \$	299 642 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	3 200	272 654 396 \$	353 445 \$
94255	Saint-Ambroise	3 537	152 039 252 \$	224 002 \$
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	3 587	245 750 044 \$	361 521 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	2 565	134 561 063 \$	164 190 \$
14040	Saint-André	630	50 931 848 \$	62 052 \$
80027	Saint-André-Avellin	3 484	204 298 165 \$	292 765 \$
76008	Saint-André-d'Argenteuil	3 182	237 383 873 \$	307 586 \$
06040	Saint-André-de-Restigouche	191	6 229 170 \$	7 684 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	492	17 913 493 \$	22 045 \$
69070	Saint-Anicet	2 670	338 575 233 \$	413 647 \$
19062	Saint-Anselme	3 284	232 722 926 \$	312 884 \$
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	164	28 136 766 \$	34 371 \$
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	1 549	157 381 891 \$	192 409 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 684	189 467 816 \$	231 492 \$
12015	Saint-Antonin	3 982	194 225 139 \$	313 481 \$
33090	Saint-Apollinaire	4 874	301 795 719 \$	556 629 \$
46017	Saint-Armand	1 150	160 176 346 \$	195 649 \$
12065	Saint-Arsène	1 193	60 474 091 \$	73 914 \$
13100	Saint-Athanase	335	12 520 796 \$	15 351 \$
17055	Saint-Aubert	1 477	108 457 875 \$	132 451 \$
92005	Saint-Augustin	408	14 794 279 \$	18 016 \$
98012	Saint-Augustin	883	19 729 654 \$	24 117 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	716	50 076 443 \$	61 262 \$
51025	Saint-Barnabé	1 213	72 091 050 \$	87 962 \$
54105	Saint-Barnabé-Sud	882	109 414 835 \$	133 548 \$
52055	Saint-Barthélemy	1 989	125 017 230 \$	152 501 \$
34038	Saint-Basile	2 590	132 585 154 \$	161 964 \$
28025	Saint-Benjamin	868	43 532 247 \$	53 214 \$
29100	Saint-Benoît-Labre	1 667	100 794 318 \$	123 316 \$
26055	Saint-Bernard	1 961	195 778 949 \$	239 648 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	1 522	181 490 165 \$	221 807 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	499	85 796 081 \$	104 826 \$
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 976	221 341 132 \$	270 249 \$
49125	Saint-Bonaventure	1 015	86 072 542 \$	105 224 \$
51085	Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 401	205 478 024 \$	359 335 \$
93030	Saint-Bruno	2 534	118 038 201 \$	143 932 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	1 054	58 280 950 \$	71 345 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	536	25 110 484 \$	30 757 \$
63055	Saint-Calixte	5 886	337 289 401 \$	686 487 \$
40025	Saint-Camille	493	29 988 601 \$	36 601 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis	893	36 262 656 \$	44 312 \$
34078	Saint-Casimir	1 545	57 787 819 \$	70 529 \$
50030	Saint-Célestin	781	33 797 342 \$	41 345 \$
50035	Saint-Célestin	635	57 252 254 \$	69 991 \$
55023	Saint-Césaire	5 449	395 637 862 \$	600 356 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
61035	Saint-Charles-Borromée	12 814	816 594 560 \$	1 662 549 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	2 217	174 221 094 \$	212 617 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget	706	30 219 727 \$	36 800 \$
09010	Saint-Charles-Garnier	301	7 581 203 \$	9 271 \$
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	1 737	202 482 170 \$	247 397 \$
39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 015	154 299 114 \$	192 518 \$
69017	Saint-Chrysostome	2 614	181 882 893 \$	222 410 \$
42100	Saint-Claude	1 123	92 379 551 \$	112 924 \$
11005	Saint-Clément	522	18 715 739 \$	22 751 \$
07090	Saint-Cléophas	374	10 355 103 \$	12 727 \$
52075	Saint-Cléophas-de-Brandon	294	15 646 670 \$	19 087 \$
71045	Saint-Clet	1 762	159 375 548 \$	194 626 \$
62065	Saint-Côme	2 262	200 244 545 \$	244 194 \$
29057	Saint-Côme-Linière	3 288	151 684 024 \$	203 716 \$
52062	Saint-Cuthbert	1 945	142 911 245 \$	174 524 \$
12005	Saint-Cyprien	1 226	47 950 102 \$	58 621 \$
28040	Saint-Cyprien	632	24 470 802 \$	29 967 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	803	39 577 333 \$	48 258 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	4 408	235 322 649 \$	411 822 \$
07105	Saint-Damase	446	17 316 588 \$	21 229 \$
54017	Saint-Damase	2 525	250 089 092 \$	305 439 \$
17040	Saint-Damase-de-L'Islet	587	28 670 079 \$	34 998 \$
62075	Saint-Damien	2 224	178 641 513 \$	218 399 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland	2 075	126 851 197 \$	155 019 \$
53005	Saint-David	813	108 405 648 \$	132 613 \$
94245	Saint-David-de-Falardeau	2 725	345 884 095 \$	422 217 \$
14055	Saint-Denis	551	56 510 527 \$	68 992 \$
42025	Saint-Denis-de-Brompton	3 089	357 551 268 \$	446 423 \$
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	2 337	232 656 851 \$	284 347 \$
52090	Saint-Didace	693	59 141 137 \$	72 302 \$
54060	Saint-Dominique	2 267	209 070 625 \$	255 214 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	448	12 805 214 \$	15 641 \$
09030	Saint-Donat	940	40 177 776 \$	49 071 \$
62060	Saint-Donat	4 486	929 789 082 \$	1 627 839 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 174	106 137 907 \$	129 602 \$
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	9 625	1 112 008 942 \$	1 993 072 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	1 060	33 332 502 \$	40 817 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 709	134 129 871 \$	163 724 \$
51055	Sainte-Angèle-de-Prémont	691	26 785 928 \$	32 868 \$
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	2 917	160 357 782 \$	195 666 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 958	125 316 134 \$	152 939 \$
14090	Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 817	92 141 940 \$	112 704 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	640	54 754 432 \$	66 823 \$
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 951	171 495 372 \$	209 491 \$
77035	Sainte-Anne-des-Lacs	3 313	535 903 680 \$	739 013 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	2 841	158 990 743 \$	194 299 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac	627	45 261 211 \$	55 437 \$
39150	Sainte-Anne-du-Sault	1 342	57 288 983 \$	69 972 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	651	42 419 944 \$	51 804 \$
28015	Sainte-Aurélie	928	46 908 011 \$	57 300 \$
69065	Sainte-Barbe	1 482	143 945 995 \$	176 102 \$
62020	Sainte-Béatrix	1 811	137 203 263 \$	167 746 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	1 267	169 691 755 \$	207 151 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	4 364	237 662 646 \$	409 232 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	765	68 711 063 \$	83 994 \$
22005	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 548	359 053 254 \$	730 330 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	400	20 444 435 \$	24 925 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	2 054	154 796 359 \$	189 176 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	924	67 155 302 \$	82 114 \$
48020	Sainte-Christine	745	60 018 448 \$	73 381 \$
34105	Sainte-Christine-d'Auvergne	515	60 561 488 \$	73 933 \$
19055	Sainte-Claire	3 152	222 814 908 \$	288 766 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	611	43 447 389 \$	52 978 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

391

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
68020	Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 640	166 373 831 \$	203 143 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	1 568	82 660 533 \$	100 827 \$
33102	Sainte-Croix	2 384	193 067 208 \$	236 128 \$
49100	Saint-Edmond-de-Grantham	687	56 399 637 \$	68 877 \$
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	435	15 290 921 \$	18 844 \$
68045	Saint-Édouard	1 294	131 416 737 \$	160 490 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	682	30 721 831 \$	37 677 \$
33080	Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 248	99 411 472 \$	121 351 \$
51050	Saint-Édouard-de-Maskinongé	817	31 762 650 \$	38 659 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	493	47 220 598 \$	57 804 \$
52030	Sainte-Élisabeth	1 545	121 474 494 \$	148 458 \$
39090	Sainte-Élisabeth-de-Warwick	372	29 175 400 \$	35 745 \$
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 671	118 250 756 \$	144 224 \$
50005	Sainte-Eulalie	927	73 983 047 \$	90 279 \$
18035	Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	14 167 372 \$	17 241 \$
20010	Sainte-Famille	856	89 840 712 \$	109 762 \$
08023	Sainte-Félicité	1 191	33 872 084 \$	41 334 \$
17025	Sainte-Félicité	407	14 448 251 \$	17 751 \$
09085	Sainte-Flavie	965	55 766 907 \$	68 083 \$
07010	Sainte-Florence	462	13 743 465 \$	16 715 \$
11030	Sainte-Françoise	423	16 326 593 \$	19 887 \$
38035	Sainte-Françoise	469	27 835 172 \$	33 949 \$
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 040	74 708 185 \$	91 199 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 337	166 544 684 \$	203 468 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé	925	24 952 158 \$	30 495 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	874	21 353 455 \$	25 985 \$
91030	Sainte-Hedwidge	904	28 387 807 \$	34 733 \$
14025	Sainte-Hélène	932	37 219 529 \$	45 589 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	1 575	140 400 391 \$	171 598 \$
39035	Sainte-Hélène-de-Chester	359	29 144 826 \$	35 495 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	387	10 955 283 \$	13 519 \$
26040	Sainte-Hénédine	1 078	97 541 978 \$	119 268 \$
07040	Sainte-Irène	359	17 802 588 \$	21 722 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	305	13 606 388 \$	16 690 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	1 164	44 696 784 \$	54 554 \$
63060	Sainte-Julienne	8 735	441 782 553 \$	899 591 \$
28045	Sainte-Justine	1 822	79 592 407 \$	97 370 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton	959	148 659 882 \$	181 311 \$
51075	Saint-Élie	1 747	115 389 596 \$	140 953 \$
11035	Saint-Éloi	333	14 664 407 \$	18 022 \$
17060	Sainte-Louise	700	31 294 794 \$	38 182 \$
50095	Saint-Elphège	272	36 881 400 \$	44 991 \$
09092	Sainte-Luce	2 962	175 051 538 \$	213 751 \$
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	330	13 337 662 \$	16 165 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 353	123 190 470 \$	150 445 \$
05050	Saint-Elzéar	502	16 999 372 \$	20 673 \$
26022	Saint-Elzéar	1 958	148 632 256 \$	181 520 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	338	12 130 839 \$	14 835 \$
54025	Sainte-Madeleine	2 290	134 649 072 \$	164 608 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 516	108 686 008 \$	132 522 \$
07005	Sainte-Marguerite	215	6 304 920 \$	7 684 \$
26035	Sainte-Marguerite	1 080	89 953 914 \$	109 997 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 493	365 443 238 \$	446 181 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	515	24 051 511 \$	29 424 \$
54030	Sainte-Marie-Madeleine	2 819	238 891 572 \$	291 709 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé	1 288	67 900 087 \$	82 967 \$
71110	Sainte-Marthe	1 079	163 436 324 \$	199 759 \$
70012	Sainte-Martine	4 711	370 067 648 \$	637 141 \$
61050	Sainte-Mélanie	2 929	181 611 601 \$	221 694 \$
80125	Saint-Émile-de-Suffolk	563	32 459 676 \$	39 769 \$
50057	Sainte-Monique	519	57 054 003 \$	69 775 \$
93075	Sainte-Monique	924	67 736 894 \$	82 730 \$
08040	Sainte-Paule	233	12 692 802 \$	15 646 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
17030	Sainte-Perpétue	1 838	63 818 139 \$	77 965 \$
50050	Sainte-Perpétue	966	85 632 733 \$	104 784 \$
20030	Sainte-Pétronille	1 072	130 227 885 \$	158 973 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	2 612	142 491 436 \$	174 122 \$
12030	Saint-Épiphanie	878	32 349 109 \$	39 493 \$
31050	Sainte-Praxède	425	60 324 934 \$	73 615 \$
11015	Sainte-Rita	354	17 426 513 \$	21 165 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	746	35 279 235 \$	43 215 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord	455	24 837 156 \$	30 481 \$
28065	Sainte-Sabine	396	18 591 195 \$	22 798 \$
46105	Sainte-Sabine	1 081	96 057 187 \$	117 285 \$
39105	Sainte-Séraphine	414	30 190 200 \$	36 822 \$
75028	Sainte-Sophie	11 801	661 157 980 \$	1 345 580 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	789	39 372 023 \$	48 247 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	647	48 301 905 \$	59 102 \$
63030	Saint-Esprit	1 919	181 603 650 \$	221 705 \$
35050	Sainte-Thècle	2 495	136 964 421 \$	167 121 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 075	29 804 345 \$	36 319 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	354	57 969 844 \$	70 744 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	803	91 482 370 \$	111 747 \$
45100	Saint-Étienne-de-Bolton	528	99 655 565 \$	121 605 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès	4 211	187 044 462 \$	318 446 \$
49105	Saint-Eugène	1 165	93 535 779 \$	114 301 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	567	16 539 705 \$	20 160 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	477	21 999 502 \$	26 794 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	428	24 502 142 \$	29 951 \$
51040	Sainte-Ursule	1 376	76 639 062 \$	93 558 \$
13030	Saint-Eusèbe	626	25 116 454 \$	30 720 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	620	44 181 477 \$	54 040 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	2 446	164 523 609 \$	201 145 \$
10070	Saint-Fabien	1 977	84 682 354 \$	103 382 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet	1 035	42 127 869 \$	51 416 \$
78047	Saint-Faustin-Lac-Carré	3 188	411 408 618 \$	533 153 \$
91042	Saint-Félicien	10 598	585 733 973 \$	1 193 824 \$
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	921	25 812 172 \$	31 563 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	1 489	102 075 095 \$	124 942 \$
62007	Saint-Félix-de-Valois	5 865	363 347 206 \$	739 548 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis	1 020	59 990 932 \$	73 319 \$
32013	Saint-Ferdinand	2 083	164 701 676 \$	200 978 \$
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	2 713	300 014 764 \$	366 481 \$
33052	Saint-Flavien	1 603	106 963 739 \$	130 519 \$
31030	Saint-Fortunat	270	24 436 502 \$	29 928 \$
20005	Saint-François	560	80 040 435 \$	97 744 \$
18060	Saint-François/Rivière-du-Sud	1 547	119 002 283 \$	145 502 \$
06055	Saint-François-d'Assise	756	19 003 398 \$	23 304 \$
91015	Saint-François-de-Sales	737	24 567 074 \$	30 012 \$
50128	Saint-François-du-Lac	1 997	112 649 446 \$	137 496 \$
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	2 079	137 412 253 \$	168 013 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	289	9 977 518 \$	12 194 \$
27065	Saint-Frédéric	1 072	55 661 139 \$	68 131 \$
94235	Saint-Fulgence	2 104	87 276 384 \$	106 564 \$
52080	Saint-Gabriel	2 825	113 502 181 \$	138 731 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	2 801	188 351 967 \$	230 090 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 270	47 976 363 \$	58 521 \$
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 182	194 621 992 \$	251 899 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	794	23 935 867 \$	29 168 \$
93035	Saint-Gédéon	1 997	135 214 522 \$	165 157 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	2 301	101 278 242 \$	123 752 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	1 143	124 594 561 \$	152 175 \$
40032	Saint-Georges-de-Windsor	902	55 010 389 \$	67 363 \$
53085	Saint-Gérard-Majella	254	34 676 701 \$	42 412 \$
14045	Saint-Germain	296	19 727 796 \$	24 081 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham	4 361	317 260 697 \$	546 601 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

363

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
19075	Saint-Gervais	1 975	142 610 339 \$	174 482 \$
34060	Saint-Gilbert	291	13 014 204 \$	15 897 \$
33035	Saint-Gilles	1 974	117 896 541 \$	144 374 \$
05015	Saint-Godefroi	384	12 209 450 \$	14 852 \$
49113	Saint-Guillaume	1 562	167 763 608 \$	204 801 \$
11020	Saint-Guy (Nouv. desserte policière le 23 oct. 09)	87	6 270 430 \$	7 684 \$
19068	Saint-Henri	4 540	347 277 016 \$	617 381 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon	763	61 642 345 \$	75 291 \$
44015	Saint-Herménégilde	739	82 776 478 \$	101 157 \$
29020	Saint-Hilaire-de-Dorset	101	26 757 741 \$	32 625 \$
16050	Saint-Hilarion	1 224	63 026 569 \$	77 085 \$
75045	Saint-Hippolyte	7 742	813 687 346 \$	1 642 286 \$
94240	Saint-Honoré	4 998	196 193 739 \$	307 765 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	1 640	86 034 133 \$	105 272 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	807	24 524 818 \$	29 959 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 399	80 351 634 \$	98 056 \$
54100	Saint-Hugues	1 347	143 497 083 \$	175 372 \$
54048	Saint-Hyacinthe (Nouv. desserte policière le 23 oct. 09)	53 027	3 992 898 183 \$	7 613 306 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola (Nouv. desserte policière le 23 oct. 09)	2 031	117 720 231 \$	143 714 \$
46095	Saint-Ignace-de-Stanbridge	646	85 209 816 \$	104 118 \$
15005	Saint-Irénée	709	81 064 901 \$	98 946 \$
26063	Saint-Isidore	2 659	231 316 660 \$	282 977 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	803	82 492 517 \$	100 462 \$
63013	Saint-Jacques	3 908	267 299 057 \$	431 437 \$
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	171	16 601 449 \$	20 408 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	727	47 779 729 \$	58 353 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	1 646	153 011 120 \$	186 787 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly	929	61 916 699 \$	75 478 \$
20015	Saint-Jean	990	153 884 429 \$	188 084 \$
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	441	30 211 686 \$	36 842 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	216	4 867 963 \$	5 831 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu	1 644	49 380 608 \$	60 462 \$
13010	Saint-Jean-de-la-Lande	300	15 667 754 \$	19 076 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha	4 392	323 744 829 \$	557 869 \$
17070	Saint-Jean-Port-Joli	3 348	199 651 131 \$	278 028 \$
21020	Saint-Joachim	1 376	79 102 238 \$	96 713 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	1 160	101 989 102 \$	124 496 \$
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	4 525	255 553 221 \$	424 701 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	2 066	135 561 686 \$	165 435 \$
40005	Saint-Joseph-de-Ham-Sud	222	27 269 400 \$	33 400 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	424	20 302 572 \$	24 906 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	553	25 005 344 \$	30 436 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables	423	29 861 010 \$	36 606 \$
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	1 627	152 524 219 \$	186 737 \$
54110	Saint-Jude	1 207	115 208 496 \$	140 713 \$
27055	Saint-Jules	529	38 292 884 \$	46 788 \$
31035	Saint-Julien	416	32 451 855 \$	39 711 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières	751	38 855 663 \$	47 384 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac	627	26 634 809 \$	32 584 \$
51045	Saint-Justin	1 028	68 957 781 \$	84 247 \$
87120	Saint-Lambert	217	3 431 980 \$	4 244 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	5 868	373 857 672 \$	761 591 \$
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 661	221 212 859 \$	270 193 \$
71105	Saint-Lazare	18 849	1 765 290 610 \$	3 594 679 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 191	74 883 189 \$	91 385 \$
08065	Saint-Léandre	416	16 880 806 \$	20 643 \$
50042	Saint-Léonard-d'Aston	2 163	134 888 816 \$	164 836 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	1 045	47 160 436 \$	57 579 \$
19020	Saint-Léon-de-Standon	1 213	67 334 950 \$	82 214 \$
07030	Saint-Léon-le-Grand	1 042	30 278 352 \$	37 115 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand	977	65 042 120 \$	79 582 \$
54072	Saint-Liboire	2 964	215 841 164 \$	263 832 \$
63065	Saint-Liguori	1 965	139 010 420 \$	169 814 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
63048	Saint-Lin-Laurentides	16 002	842 647 764 \$	1 629 407 \$
54120	Saint-Louis	710	71 818 625 \$	87 672 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford	985	49 598 707 \$	60 674 \$
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	448	26 510 948 \$	32 282 \$
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	1 474	148 819 918 \$	181 835 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 315	47 373 201 \$	57 766 \$
28060	Saint-Luc-de-Bellechasse	495	29 469 231 \$	35 971 \$
37225	Saint-Luc-de-Vincennes	529	32 615 246 \$	39 758 \$
49030	Saint-Lucien	1 590	95 811 172 \$	117 004 \$
30072	Saint-Ludger	1 193	59 506 314 \$	72 642 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot	737	33 281 565 \$	40 530 \$
28075	Saint-Magloire	755	38 903 234 \$	47 465 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	1 201	86 693 339 \$	106 070 \$
19025	Saint-Malachie	1 418	84 309 926 \$	103 198 \$
44003	Saint-Malo	553	43 226 649 \$	52 791 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery	781	27 332 240 \$	33 375 \$
34065	Saint-Marc-des-Carières	2 803	133 831 114 \$	163 585 \$
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	437	17 949 289 \$	22 009 \$
17020	Saint-Marcel	517	23 556 345 \$	28 894 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	556	74 531 774 \$	91 183 \$
10025	Saint-Marcellin	344	22 149 567 \$	27 036 \$
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	1 962	220 564 743 \$	269 598 \$
29045	Saint-Martin	2 555	122 662 221 \$	149 975 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	693	47 823 121 \$	58 429 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	747	42 667 936 \$	52 220 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	1 447	134 516 446 \$	164 201 \$
37230	Saint-Maurice	2 645	129 822 670 \$	158 590 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 165	31 340 818 \$	38 391 \$
11025	Saint-Médard	259	7 038 299 \$	8 474 \$
68050	Saint-Michel	2 846	239 084 620 \$	292 157 \$
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	1 736	159 304 192 \$	194 741 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints	2 639	268 218 548 \$	327 566 \$
13065	Saint-Michel-du-Squatec	1 219	48 323 184 \$	59 035 \$
12020	Saint-Modeste	1 058	50 012 164 \$	61 232 \$
07095	Saint-Moïse	617	20 801 756 \$	25 441 \$
37240	Saint-Narcisse	1 813	94 588 604 \$	115 504 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 021	107 169 043 \$	130 921 \$
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 089	43 365 536 \$	53 001 \$
93045	Saint-Nazaire	1 928	75 673 630 \$	92 510 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	877	78 116 929 \$	95 476 \$
19015	Saint-Nazaire-de-Dorchester	396	21 805 306 \$	26 771 \$
19045	Saint-Nérée	769	46 014 681 \$	56 182 \$
07100	Saint-Noël	459	10 371 256 \$	12 724 \$
52070	Saint-Norbert	1 034	77 480 940 \$	94 563 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 166	74 008 895 \$	90 324 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis	495	20 198 044 \$	24 638 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 494	85 427 580 \$	104 447 \$
17005	Saint-Omer	326	16 657 800 \$	20 431 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	572	23 480 062 \$	28 615 \$
53032	Saint-Ours	1 694	144 492 363 \$	176 556 \$
14070	Saint-Pacôme	1 660	69 371 416 \$	84 771 \$
17010	Saint-Pamphile	2 633	109 983 136 \$	134 456 \$
14018	Saint-Pascal	3 485	177 329 047 \$	229 526 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 072	99 068 891 \$	121 142 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	1 941	209 560 160 \$	256 016 \$
61005	Saint-Paul	4 550	247 423 011 \$	439 422 \$
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	2 969	257 941 342 \$	315 048 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	385	14 251 120 \$	17 503 \$
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 008	167 748 157 \$	204 982 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy	857	53 248 646 \$	65 110 \$
51060	Saint-Paulin	1 585	82 413 179 \$	100 782 \$
19005	Saint-Philémon	759	50 698 934 \$	61 971 \$
29065	Saint-Philibert	394	24 178 220 \$	29 418 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25
36

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
14060	Saint-Philippe-de-Néri	876	37 428 205 \$	45 862 \$
54008	Saint-Pie	5 125	399 198 449 \$	487 963 \$
49130	Saint-Pie-de-Guire	456	51 629 137 \$	63 044 \$
61020	Saint-Pierre	321	31 148 900 \$	38 179 \$
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 011	60 648 991 \$	74 256 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste	428	50 660 415 \$	61 985 \$
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	894	64 235 246 \$	78 370 \$
13075	Saint-Pierre-de-Lamy	121	8 174 232 \$	10 066 \$
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 820	154 568 283 \$	188 903 \$
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	1 153	64 118 495 \$	78 492 \$
72043	Saint-Placide	1 703	160 151 767 \$	195 599 \$
71020	Saint-Polycarpe	1 823	168 491 185 \$	206 028 \$
91035	Saint-Prime	2 658	138 108 499 \$	168 794 \$
28020	Saint-Prosper	3 557	141 464 833 \$	208 467 \$
37250	Saint-Prosper	514	42 826 806 \$	52 262 \$
19082	Saint-Raphaël	2 368	140 446 525 \$	171 677 \$
34128	Saint-Raymond	9 513	556 404 719 \$	1 132 016 \$
68055	Saint-Rémi	6 730	498 870 305 \$	1 015 561 \$
39020	Saint-Rémi-de-Tingwick	471	36 350 900 \$	44 451 \$
29050	Saint-René	641	28 607 145 \$	34 984 \$
08035	Saint-René-de-Matane	1 045	35 591 038 \$	43 450 \$
53020	Saint-Robert	1 756	129 694 591 \$	158 626 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin	651	36 038 245 \$	44 002 \$
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	4 810	350 793 389 \$	647 332 \$
35045	Saint-Roch-de-Mékinac	302	27 487 922 \$	33 657 \$
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	2 072	140 198 591 \$	170 885 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	941	68 285 095 \$	83 345 \$
63040	Saint-Roch-Ouest	297	46 593 624 \$	56 974 \$
30100	Saint-Romain	654	57 270 629 \$	69 910 \$
39145	Saint-Rosaire	812	59 528 740 \$	72 564 \$
39130	Saint-Samuel	709	37 001 022 \$	45 234 \$
26010	Saints-Anges	1 064	79 129 058 \$	96 866 \$
77043	Saint-Sauveur	9 625	1 578 555 208 \$	2 646 129 \$
30085	Saint-Sébastien	747	53 935 829 \$	65 958 \$
56050	Saint-Sébastien	679	112 786 373 \$	137 764 \$
51030	Saint-Sévère	332	27 288 350 \$	33 395 \$
27070	Saint-Séverin	295	22 038 328 \$	27 039 \$
35020	Saint-Séverin	850	37 883 750 \$	46 377 \$
05055	Saint-Siméon	1 172	36 597 783 \$	44 796 \$
15058	Saint-Siméon	1 340	70 650 455 \$	86 328 \$
11055	Saint-Simon	427	30 890 338 \$	37 625 \$
54090	Saint-Simon	1 279	119 501 872 \$	146 121 \$
29125	Saint-Simon-les-Mines	518	27 500 640 \$	33 643 \$
80070	Saint-Sixte	479	22 967 175 \$	28 080 \$
39005	Saints-Martyrs-Canadiens	265	50 143 390 \$	61 207 \$
37245	Saint-Stanislas	979	65 834 226 \$	80 514 \$
92070	Saint-Stanislas	355	13 342 249 \$	16 427 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	1 647	152 062 747 \$	185 859 \$
38005	Saint-Sylvère	848	55 372 709 \$	67 502 \$
33007	Saint-Sylvestre	1 011	90 826 584 \$	111 037 \$
71015	Saint-Télesphore	762	95 923 709 \$	117 043 \$
07070	Saint-Tharcisius	462	11 206 815 \$	13 797 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton	1 537	108 156 013 \$	132 340 \$
29005	Saint-Théophile	761	61 341 619 \$	75 026 \$
61027	Saint-Thomas	2 964	251 019 040 \$	306 418 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme	691	33 489 449 \$	40 836 \$
34085	Saint-Thuribe	310	14 791 900 \$	18 008 \$
35027	Saint-Tite	3 749	202 135 256 \$	312 954 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps	1 458	85 495 308 \$	104 283 \$
34090	Saint-Ubalde	1 498	99 351 754 \$	121 384 \$
08073	Saint-Ulric	1 660	64 612 992 \$	78 964 \$
16055	Saint-Urbain	1 490	64 634 070 \$	78 997 \$
70005	Saint-Urbain-Premier	1 100	107 106 361 \$	131 051 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code géo	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
56030	Saint-Valentin	486	64 144 080 \$	78 425 \$
39135	Saint-Valère	1 312	76 373 492 \$	93 235 \$
10060	Saint-Valérien	854	35 161 750 \$	42 914 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton	1 689	167 982 363 \$	205 678 \$
19117	Saint-Vallier	1 032	96 726 687 \$	118 100 \$
44005	Saint-Venant-de-Paquette	138	14 429 585 \$	17 760 \$
07075	Saint-Vianney	504	13 968 567 \$	16 960 \$
27008	Saint-Victor	2 574	171 587 067 \$	209 204 \$
50023	Saint-Wenceslas	1 116	79 953 358 \$	97 805 \$
28005	Saint-Zacharie	1 874	82 677 011 \$	101 025 \$
62080	Saint-Zénon	1 351	118 412 374 \$	144 609 \$
07035	Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	413	14 645 934 \$	18 027 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	817	80 623 316 \$	98 747 \$
71025	Saint-Zotique	6 235	478 810 347 \$	974 123 \$
70052	Salaberry-de-Valleyfield	40 275	2 603 514 873 \$	5 250 060 \$
07085	Sayabec	1 934	96 956 828 \$	118 481 \$
97040	Schefferville	207	4 521 691 \$	5 566 \$
41080	Scotstown	576	19 460 701 \$	23 836 \$
26048	Scott	1 938	127 986 711 \$	156 290 \$
89040	Senneterre	3 075	119 587 433 \$	149 567 \$
89045	Senneterre	1 218	43 282 866 \$	53 026 \$
97007	Sept-Îles	26 345	1 779 252 604 \$	3 561 037 \$
NR971	Sept-Rivières	130	17 667 750 \$	21 466 \$
22020	Shannon	4 443	182 936 774 \$	319 945 \$
36033	Shawinigan	51 734	2 436 914 573 \$	4 666 572 \$
84010	Shawville	1 550	96 927 164 \$	118 467 \$
84095	Sheenboro	174	36 509 488 \$	44 462 \$
47035	Shefford	7 122	523 943 426 \$	1 066 693 \$
05010	Shigawake	335	9 437 405 \$	11 659 \$
53052	Sorel-Tracy	34 344	1 934 762 250 \$	3 942 399 \$
46045	Stanbridge East	845	78 005 790 \$	95 343 \$
46030	Stanbridge Station	305	35 896 140 \$	43 999 \$
45008	Stanstead	2 902	153 233 885 \$	187 459 \$
45025	Stanstead	1 011	407 588 880 \$	497 878 \$
44050	Stanstead-Est	605	70 008 070 \$	85 632 \$
68035	St-Cyprien-de-Napierville	1 724	193 546 395 \$	236 396 \$
04037	Ste-Anne-des-Monts	6 694	247 864 957 \$	491 053 \$
04005	Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	371	11 391 084 \$	14 040 \$
42005	Stoke	2 767	206 451 492 \$	252 375 \$
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	6 024	558 294 933 \$	1 135 806 \$
30105	Stornoway	585	44 697 918 \$	54 621 \$
46025	St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	544	55 779 934 \$	68 181 \$
30110	Stratford	1 101	153 482 472 \$	187 346 \$
45105	Stukely-Sud	950	89 104 961 \$	108 736 \$
46058	Sutton	3 960	734 589 466 \$	957 142 \$
95005	Tadoussac	843	67 814 407 \$	82 950 \$
87042	Taschereau	1 013	18 600 670 \$	22 801 \$
85005	Témiscaming	2 561	183 751 393 \$	224 659 \$
NR850	Témiscamingue	179	32 331 918 \$	39 521 \$
71075	Terrasse-Vaudreuil	1 971	154 703 055 \$	188 837 \$
84045	Thorne	419	71 214 909 \$	86 824 \$
80050	Thurso	2 380	168 997 944 \$	206 382 \$
39025	Tingwick	1 454	101 684 791 \$	124 067 \$
17035	Tourville	697	18 848 067 \$	23 043 \$
88075	Trécesson	1 296	47 416 642 \$	58 072 \$
71125	Très-Saint-Rédempteur	810	58 622 518 \$	71 618 \$
69030	Très-Saint-Sacrement	1 250	153 723 486 \$	187 892 \$
27060	Tring-Jonction	1 380	61 386 673 \$	75 035 \$
11040	Trois-Pistoles	3 359	134 949 055 \$	187 931 \$
35055	Trois-Rives	427	64 247 304 \$	78 480 \$
42078	Ulverton	374	36 467 400 \$	44 537 \$
48038	Upton	1 967	143 827 716 \$	176 146 \$
33070	Val-Alain	916	45 437 390 \$	55 426 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

263

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2009 et les prévisions pour 2010.

39b. Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Code gé	Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
07080	Val-Brillant	1 001	45 783 217 \$	55 841 \$
42055	Valcourt	2 337	156 697 446 \$	191 316 \$
42060	Valcourt	1 026	94 908 016 \$	116 108 \$
78010	Val-David	4 346	453 645 721 \$	781 557 \$
80140	Val-des-Bois	865	113 386 811 \$	138 265 \$
78100	Val-des-Lacs	770	128 604 198 \$	157 023 \$
89008	Val-d'Or	32 041	1 528 999 516 \$	2 925 191 \$
42095	Val-Joli	1 455	119 830 460 \$	146 552 \$
NR890	Vallée-de-l'Or	333	10 197 046 \$	12 462 \$
26015	Vallée-Jonction	1 928	110 297 076 \$	134 872 \$
78005	Val-Morin	2 953	338 830 695 \$	413 244 \$
30015	Val-Racine	156	17 815 189 \$	21 742 \$
87105	Val-Saint-Gilles	170	3 224 724 \$	3 976 \$
71083	Vaudreuil-Dorion	30 327	2 527 523 525 \$	5 144 144 \$
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	1 380	166 380 144 \$	203 154 \$
56005	Venise-en-Québec	1 395	146 947 800 \$	179 544 \$
39062	Victoriaville	42 384	2 231 463 018 \$	4 545 006 \$
85025	Ville-Marie	2 625	131 864 663 \$	161 251 \$
32085	Villeroy	474	31 775 884 \$	38 914 \$
84070	Waltham	347	26 808 341 \$	32 846 \$
47030	Warden	362	14 708 610 \$	18 008 \$
39077	Warwick	4 866	293 715 702 \$	445 390 \$
47025	Waterloo	3 931	213 285 320 \$	344 694 \$
44080	Waterville	2 002	133 825 292 \$	163 399 \$
41098	Weedon	2 754	202 823 326 \$	247 707 \$
76035	Wentworth	523	164 015 852 \$	200 278 \$
77060	Wentworth-Nord	1 439	307 406 875 \$	375 407 \$
41065	Westbury	980	69 569 850 \$	85 058 \$
49040	Wickham	2 557	167 007 459 \$	203 803 \$
42088	Windsor	5 372	402 246 328 \$	766 386 \$
40017	Wotton	1 531	98 178 341 \$	119 787 \$
51020	Yamachiche	2 714	196 417 286 \$	239 802 \$
53072	Yamaska	1 651	108 765 734 \$	132 605 \$
		2 409 191	165 958 342 858 \$	264 912 922 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

40. La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 40 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant) - **pas d'entente, municipalité défusionnée**
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle)
- Bromont (Corps de police municipal de Bromont)
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog) – **date de renouvellement : 31 décembre 2016**
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines)
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie)
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges)
- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup)
- Granby (Service de police de la Ville de Granby)*

Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2009-2010, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée pour ces municipalités et seule la Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord a opté une desserte de ses municipalités (Saint-Hyppolite, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs) pour la Sûreté du Québec.

*Granby et Canton de Granby ont fusionné donc Granby compte aujourd'hui plus de 50 000 habitants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

41. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec.
Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2009-2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacune des prisons sous la juridiction du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2009-2010.

Projets	Établissements de détention	Livraison	Coût	Capacité	Commentaires
Sept-Îles	Construction ¹	Été 2013	78,2 M\$	55 places	
Percé	Rénovation	9 avril 2010	11,3 M\$	46 places	
Rivière-des-Prairies	Rénovation	Printemps 2010	2,5 M\$	-	
Montréal (Bordeaux)	Rénovation	Automne 2010	50,6 M\$	-	Une partie de la phase 1 soit l'aile A a été livrée à l'été 2009 (250 places)
Québec	Réfection des services alimentaires	22 mai 2009	3,7 M\$	-	Complétée
Roberval	Construction ¹	Fin 2013	107,4 M\$	180 places	
Amos	Construction ¹	Fin 2013	111,2 M\$	170 places	
Monterégie	Construction ¹	Automne 2014	142,8 M\$	300 places	
Maison Tanguay	Rénovation	29 mars 2010	2,7 M\$	-	25 places
Québec	Rénovation	Début 2012	39,3 M\$	-	

¹ L'estimation des coûts, par la SIQ, pour la réalisation de ces projets a été calculée sur les projections au 1^{er} trimestre 2009

Note: Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

42. Échéancier complet relativement à la construction de la prison à Sorel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 42 : Échéancier complet relativement à la nouvelle prison de Sorel.

Lancement de l'appel de qualification (SEAO) :	Printemps 2010
Appel de propositions :	Début 2011
Signature de l'entente :	Automne 2011
Début de la construction :	Début 2012
Livraison anticipée :	Automne 2014

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

43. La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 43 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

Identification	Effectifs réguliers 2009-2010	Personnel occasionnel 2009-2010	Budget initial \$ 2009-2010
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine			
-70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	1	615 800
-96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	1	1	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik			
-1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	8	0	579 100
Direction régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean et de la Côte-Nord			
-3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6	3	4	547 300
-625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	1	1	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec			
-4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	2	526 800
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie			
-200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	2	1	687 800
-165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	8	1	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides			
- 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9	10	1	1 016 200
-85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	2	1	
-430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	2	0	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec			
-817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3	5	1	777 800
-170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	5	0	
	61	14	4 750 800

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

44. La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.		
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projets de loi</u>		
Projet de loi modifiant la Loi sur la conservation et sur la mise en valeur de la faune (L.Q. 2009 c. 49) – Assujettissement des agents de la faune au Code de déontologie des policiers du Québec.	Avril 2009	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 29 mai 2009. Son adoption de principe a eu lieu le 16 septembre 2009. L'étude détaillée de la modification en cause a eu lieu le 24 novembre 2009. Le projet de loi a été adopté le 2 décembre 2009. La loi a été sanctionnée le 4 décembre 2009.
Projet de loi modifiant la Loi visant à favoriser la protection des personnes à l'égard d'une activité impliquant des armes à feu et modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports (L.Q. 2009 c. 54) – Délai supplémentaire pour transmettre le test d'aptitude pour la pratique sécuritaire du tir à la cible.	Septembre 2009	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 20 octobre 2009. Son adoption de principe a eu lieu le 27 octobre 2009. L'étude détaillée a eu lieu le 26 novembre 2009. Le projet de loi a été adopté le 2 décembre 2009. La loi a été sanctionnée le 4 décembre 2009.
Projet de loi modifiant la Loi sur la police concernant les pouvoirs extraterritoriaux des policiers (L.Q. 2009 c. 59).	Mai 2008	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 17 novembre 2009. Son adoption de principe a eu lieu le 24 novembre 2009. L'étude détaillée a eu lieu le 26 novembre 2009. Le projet de loi a été adopté le 2 décembre 2009. La loi a été sanctionnée le 4 décembre 2009.

QUESTION 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.		
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Modifications à des lois existantes</u>		
Modification à l'article 52.1 de la Loi sur la sécurité civile. Obligation d'avoir un centre d'urgence 9-1-1 certifié – Exclusion des villages nordiques – Cette modification a été intégrée au projet de la loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (L.Q. 2009, c. 26, art. 85).	Mars 2009	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 12 mai 2009. Son adoption de principe a eu lieu le 28 mai 2009. L'étude détaillée de la modification en cause a eu lieu le 4 juin 2009. Le projet de loi a été adopté le 17 juin 2009. La loi a été sanctionnée le même jour.
Remplacement de l'art. 24 de la Loi sur la sécurité incendie afin de clarifier la date d'entrée en vigueur des schémas de couvertures de risques. Cette modification a été intégrée au projet de la loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal (L.Q. 2009, c. 26, art. 86)	Décembre 2008	Ce projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale le 12 mai 2009. Son adoption de principe a eu lieu le 28 mai 2009. L'étude détaillée du nouvel article proposé a eu lieu le 2 juin 2009. Le projet de loi a été adopté le 17 juin 2009. La loi a été sanctionnée le même jour.
<u>Projet de règlement</u>		
Règlement sur les normes, les spécifications et les critères de qualité applicables aux centres d'urgence 9-1-1 et à certains centres secondaires d'appels d'urgence (Règlement du gouvernement).	Septembre 2008	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édition à la Gazette officielle du Québec le 26 juin 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau de la sécurité privée

Question 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projets de règlement</u> Règlement d'application de la Loi sur la sécurité privée (Règlement du Bureau de la sécurité privée soumis à l'approbation du ministre). Règlement sur la formation exigée pour l'obtention d'un permis d'agent pour l'exercice d'une activité de sécurité privée (Règlement du gouvernement). Règlement sur les normes de comportement des titulaires de permis d'agent de sécurité privée (Règlement du Bureau de la sécurité privée soumis à l'approbation du gouvernement).	Mai 2009 Juillet 2008 Mars 2009	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 10 février 2010. Ce projet de règlement a fait l'objet d'une pré=publication le 24 mars 2010. (à venir)

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.		
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projet de règlement</u> Règlement modifiant le Règlement sur la libération conditionnelle (Règlement du gouvernement).	Mai 2008	Ce projet de règlement a fait l'objet d'une publication préalable à son édicition à la Gazette officielle du Québec le 23 juin 2009 et d'une publication finale dans la Gazette officielle du 24 mars 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

Question 44 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.		
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Modifications à des lois existantes :</u>		
Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives	Automne 2008	Projet de loi en voie d'élaboration.
<u>Projets de règlements :</u>		
Règlement modifiant le Règlement sur les permis relatifs aux sports de combat (R.R.Q., c. S-3.1, r. 7)	Hiver 2010	Projets de règlement et de règles et documents afférents en voie d'élaboration (modifications requises dans le contexte de l'Accord sur le commerce intérieur).
Règles modifiant les Règles de certification (R.R.Q., c. 72.1, r. 1)		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

45. La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010; joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de tous ces programmes de financement

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU OCTROYER UN FINANCEMENT

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2009-2010

Organisme	Montant accordé
Action jeunesse de l'Ouest-de-l'île de Montréal	39 000 \$
Action jeunesse St-Pie-X de Longueuil (Maison des jeunes Kekpart)	39 000 \$
Centre des jeunes Boyce-Viau	40 000 \$
Centre des jeunes Saint-Sulpice	48 000 \$
Club Garçons et Filles de LaSalle	25 000 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	70 000 \$
Équipe R.D.P.	90 000 \$
Groupe communautaire Deschênes	30 000 \$
La Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants	125 000 \$
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc.	40 000 \$
La Maison des jeunes de Mascouche	39 000 \$
L'Avenue, Justice alternative	45 000 \$
Les Oeuvres de la maison Dauphine inc.	40 000 \$
Maison d'Haïti	70 000 \$
Maison de transition de Montréal inc. : (En fiducie pour le consortium « Reprendre en main son quartier »)	130 000 \$
Maison de transition de Montréal inc. : (Plan d'intervention gang « Formation phénomène des gangs »)	75 000 \$
Motivaction Jeunesse	80 000 \$
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	45 000 \$
Patro Laval inc.	49 000 \$
Prévention Notre-Dame-De-Grâce	20 000 \$
Prévention Sud-Ouest	34 000 \$
Rue action préventive (RAP) jeunesse	40 000 \$
Travail de rue / Action communautaire (TRAC)	37 000 \$
TOTAL	1 250 000 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

426

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010; joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

Organisme	Financement accordé
ADPQ	116 500 \$
Blainville	8 606 \$
Bromont	11 461 \$
Châteauguay	3 584 \$
Deux-Montagnes	8 580 \$
Ecole nationale de police du Québec	20 052 \$
Gatineau	71 400 \$
Granby	27 988 \$
Laval	95 000 \$
Lévis	36 158 \$
Longueuil	97 799 \$
Memphrémagog	14 060 \$
Mirabel	17 147 \$
Mont-Tremblant	19 980 \$
MRC les Collines	13 540 \$
Québec	202 217 \$
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	28 110 \$
Richelieu-St-Laurent	47 143 \$
Rivière-du-Loup	14 374 \$
Roussillon	21 681 \$
Saguenay	54 672 \$
Sainte-Marie	5 920 \$
Saint-Eustache	16 720 \$
Saint-Georges	14 060 \$
Saint-Jean-sur-Richelieu	33 960 \$
Saint-Jérôme	29 319 \$
Sherbrooke	52 980 \$
SPVM	1 571 000 \$
Terrebonne	34 260 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Thérèse-De Blainville	21 460 \$
Thetford-Mines	11 840 \$
Trois-Rivières	56 816 \$
TOTAL estimé	*2 778 386 \$

*Montant estimé au 25 mars 2010

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

428

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME ACCÈS TABAC

Corps de police	Financement accordé
ADPQ	47 000 \$
Blainville	1 078 \$
Bromont	927 \$
Deux-Montagnes	501 \$
Gatineau	2 000 \$
L'Assomption	23 577 \$
Laval	119 439 \$
Longueuil	28 072 \$
Mont-Tremblant	2 540 \$
MRC des Collines	1 058 \$
Québec	18 342 \$
Riohelieu-St-Laurent	129 794 \$
Roussillon	147 399 \$
Saguenay	12 512 \$
Sainte-Marie	247 \$
Saint-Eustache	22 965 \$
Saint-Georges	1 178 \$
Saint-Jérôme	73 460 \$
Sherbrooke	16 287 \$
SPVM	3 591 000 \$
SPVM - formation	1 329 \$
Terrebonne	830 \$
Thérèse-De-Blainville	41 989 \$
Thetford-Mines	517 \$
Trois-Rivières	12 381 \$
Total	*4 296 422 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45: La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE 2007-2010

FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE 2009-2010

Organisme	Montant accordé
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart)	144 111 \$
C.A.L.A.C.S. La Chrysalide (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)	102 836 \$
Centre d'aide aux familles latino-américaines - CAFLA	66 769 \$
Centre des femmes de Pointe-aux-Trembles	72 480 \$
Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	57 198 \$
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	75 904 \$
Fondation Filles d'action	79 917 \$
Groupe action jeunesse de Charlevoix	4 754 \$
Gîte du nomade (Squat Basse-ville)	56 131 \$
L'Autre Avenue, organisme de justice alternative	45 524 \$
Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc.	89 395 \$
Maison de jeunes de Saint-Léonard Le Zénith	38 244 \$
Maison des jeunes de Saint-Laurent	57 195 \$
Maisons de transition de Montréal	45 000 \$
Projet Intervention Prostitution de Québec (PIPQ)	127 437 \$
Unité d'intervention mobile l'Anonyme	69 049 \$
Y des femmes de Montréal / Women's Y of Montréal	94 156 \$
Total	1 226 100 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

430

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

SOUTIEN AU TRAVAIL DES FORCES POLICIÈRES	
Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-Sud)	52 759 \$
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	109 062 \$
Service de police de Gatineau (ERM Outaouais)	- \$
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	97 402 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	48 670 \$
Total	307 893

Fonds québécois de recherche sur la société et la culture	222 500 \$
Total	222 500 \$

FOND POUR LE RECRUTEMENT DE POLICIERS

GANGS DE RUE

(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2009-2010 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ, À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 8,4 M\$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-Sud)	1 205 563 \$
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	1 453 615 \$
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	808 615 \$
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	930 062 \$
Service de police de Gatineau (ERM Outaouais)	430 300 \$
Service de police de la Ville de Montréal	8 420 000 \$
Total	13 248 155 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DROGUE

(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2009-2010 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ, À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 305,7 K\$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Québec/Rive-Sud (ERM Drogue Québec)	836 567 \$
Mauricie/Centre du Québec (ERM Drogue Mauricie)	413 535 \$
Service de police de la Ville de Montréal	305 722 \$
Total	1 555 824 \$

CYBERCRIMINALITÉ

(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2009-2010 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ, À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 583,3 K\$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Service de police de la Ville de Québec	203 987 \$
Service de police de la Ville de Montréal	583 276 \$
Total	787 263 \$

PHÉNOMÈNES PONCTUELS

(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2009-2010 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ)

Service de police de la Ville de Québec et Service de police de la Ville de Montréal	102 415 \$
Total	102 415 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

432

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

2- AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

Carrefour québécois action prévention	12 000 \$
Centre international pour la prévention de la criminalité	100 000 \$
Prix de reconnaissance en police communautaire	2 000 \$
Association des directeurs de police de Québec	20 000 \$
Séminaire intersection	5 000 \$
École nationale de police du Québec	<u>6 889 200 \$</u>

Total : 7 028 200 \$

Programme d'aide financière à certaines municipalités rurales desservies par un corps de police municipal

Saint-Isidore	134 195 \$
Saint-Jean-Baptiste	572 \$
Saint-Mathieu	<u>48 046 \$</u>

Total 182 813 \$

TOTAL DES PROGRAMMES : 33 128 775 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

POUR 2009-2010 :

Organisme	Titre du projet	Motifs du refus
Action sur la violence et intervention familiale (AVIF)	Complètement ADOS	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Ferme des jeunes Mauricie (La)	Prévention de la criminalité par le rattachement scolaire	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Centre Défi-Jeunesse de St-François	Animation urbaine	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Oasis, Unité mobile d'intervention	Connais-tu tes droits, les lois et les responsabilités face aux gangs ?	Le projet est identique à celui financé et terminé en 2008-2009.
Centre d'encadrement pour jeunes filles immigrantes (CEJFI)	Prévention de la prostitution juvénile chez les jeunes filles immigrantes	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Maison de la Famille Pierre Bienvenu Noailles	Je m'implique en disant «NON» à l'intimidation et au harcèlement	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Maison des Jeunes de Bordeaux-Cartierville	Une gang de hors-la-rue	Le projet est très faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Maison de jeunes de LaSalle	Un esprit sain et responsable dans un corps sain	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Centre de ressources sur la non-violence (C.R.N.V.)	Voie de sortie: vers le bon «Gang»	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé	La nouvelle gang de la Bourgogne	Les activités proposées ne permettent pas d'atteindre les objectifs du programme.
Conseil national des citoyens et citoyennes d'origine haïtienne (CONACOH)	Stratégie concertée pour la prévention de l'adhésion des jeunes aux groupes ou aux gangs criminels	Les activités proposées ne permettent pas d'atteindre les objectifs du programme.
Centre de la famille haïtienne et interculturelle de Rivière-des-Prairies	Premier pas	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

434

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Maison de jeunes de Saint-Léonard Le Zénith	Réduire l'impact du phénomène des gangs de rue à Saint-Léonard	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Maison des jeunes au Repère de Saint-Philippe	Programme d'animation et d'intervention mobile	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Réseaux d'entraide Amiante	Organisons la rue	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est plus clairement établi.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME DE FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE
POUR 2009-2010 :

Organisme	Titre du projet	Raison du refus
Centre communautaire Petit Espoir	Halte au gang de rue - prévention du recrutement virtuel et physique - Agissons ensemble	Organisme et projet jugés non admissibles selon les critères du programme.
Centre de ressources de la communauté noire - The Black Community Resource Centre	Expressin' Life	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Filles averties et engagées	Organisme et projet jugés non admissibles selon les critères du programme.
Fondation Fabienne Colas	Tous pour une	Organisme et projet jugés non admissibles selon les critères du programme.
Le Grand Pas - The Big Step	Prévention gang de rue	Organisme et projet jugés non admissibles selon les critères du programme.
Le Relais des jeunes Gatinois	Équipe ambulante de prévention	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.
Opération jeunesse Ville-Émard / Côte St-Paul	Non-spécifié	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Travail de rue de l'Île de Laval (T.R.I.L.)	Prévention de la prostitution juvénile en contexte de gang	Le projet ne repose pas sur un partenariat solide.

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Fonds pour le recrutement de policiers

Production et distribution de drogues

ERM Montérégie (drogue)	ERM Drogues: plan d'implantation	Budget 2009-2010 complètement engagé
-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------

Phénomènes criminels ponctuels

SQ - Division des enquêtes de contrebande	Ajout d'un module JEU	Fait partie des responsabilités que la SQ assume déjà.
S.M. St-Georges (81923)	Phénomènes ponctuels de criminalité, de désordre et de perturbation de l'ordre public	La problématique évoquée fait partie des responsabilités associées au niveau de service de cette organisation policière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010.

Subventions ad hoc

L'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	50 000
L'Association de sécurité civile du Québec (ASCQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	50 000
École Nationale des pompiers du Québec	<u>811 400</u>
Sous-Total	911 400

Programme de financement d'une unité spécialisée d'intervention lors d'événements comportant des risques de nature chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN)

Ville de Montréal	175 000
Ville de Gatineau	87 500
Ville de Québec	<u>87 500</u>
Sous-Total	350 000

Programme de prévention des principaux risques naturels

Municipalité de la Paroisse de Raqueneau	6 093
Municipalité des Escoumins	7 489
Ville de Nicolet	1 200 000
Ville de Port-Cartier	29 818
Ville de Bécancour	330 000
Ville de Shawinigan	1 000 000
Village de Pointe-aux-Outardes	1 000 000
Municipalité de Sainte-Monique	630 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

438

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 45 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2009-2010.	
Sous-Total	4 203 400
Programme des schémas de couverture de risques	
MRC de Matane – versement 4	20 000
MRC de Maskinongé – versement 5	20 000
MRC de Papineau – versement 4 et 5	40 000
MRC du Fjord-du-Saguenay – versement 4	20 000
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine – versement 4	20 000
MRC de Charlevoix-Est – versement 6	20 000
MRC de la Jacques-Cartier – versement 4	20 000
MRC de Lajemmerais – versement 5	20 000
MRC de La Mitis – versement 6	20 000
MRC de Nouvelle-Beauce – versement 6	20 000
MRC de Montmagny – versement 6	20 000
MRC de Témiscamingue – versement 4	20 000
MRC de Vaudreuil-Soulanges	20 000
MRC du Haut-Richelieu	20 000
MRC du Val-Saint-François	20 000
MRC de la Haute-Gaspésie – versement 6	20 000
Ville de Saguenay – versement 4	30 000
Ville de Sherbrooke – versement 4	<u>30 000</u>
Sous-Total	400 000
Grand Total	5 864 800

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

46. Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 46 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2010-2011.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ)	Année 2005-2006	289 700 \$ ¹
	Année 2006-2007	530 000 \$
	Année 2007-2008	434 200 \$
	Année 2008-2009	441 500 \$
	Année 2009-2010	440 200 \$

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2005-2006	350 000 \$
	Année 2006-2007	350 000 \$
	Année 2007-2008	350 000 \$
	Année 2008-2009	350 000 \$
	Année 2009-2010	350 000 \$

¹ Le montant reflète la création en cours d'année de la Direction de la sécurité de l'État.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

47. Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 47 : Liste des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers

À notre connaissance, aucun autre corps de police n'a encore réalisé ce genre d'études ou d'analyses.

Cependant, voici quelques actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

2005 : mise sur pied du Comité provincial du milieu policier sur le profilage racial (CPMPPR)

2006 : le Commissaire à la déontologie policière a introduit dans son rapport annuel une section portant sur les plaintes liées au profilage racial. On peut y retrouver le nombre de plaintes, leur provenance et leur répartition par corps de police.

2007 : production du guide « *L'intervention policière dans une société en changement. Comprendre et prévenir le profilage racial et illicite* » (2007) et distribution massive dans les organisations policières. La plupart des organisations policières ayant offert des formations à leur personnel en vue de prévenir le profilage racial se sont appuyées sur ce document.

2008 : publication par le MICC du plan d'action gouvernemental *La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013*

2009 : reprise des travaux du CPMPPR (arrêtés entre 2008 et 2009) et redéfinition de sa mission

2009 : embauche par l'École nationale de police du Québec d'un expert afin d'améliorer les compétences des services policiers en matière de gestion de la diversité culturelle.

2009 : participation du MSP au colloque « Développements récents en profilage racial », organisé par le service de la formation continue du Barreau du Québec

2009 : participation du MSP au colloque « La prestation de services policiers dans une société multiculturelle : réflexion et échanges », organisé par Francopol (réseau international francophone de formation policière).

2010 : la Direction de la recherche et du développement stratégique de la Sûreté du Québec a entrepris une démarche visant à établir un portrait plus précis de la problématique du profilage racial. Le but de cet exercice, à terme, est d'identifier de manière plus précise des pistes d'action pour encadrer le travail policier. À notre connaissance, aucun autre corps de police n'a encore réalisé ce genre d'études ou analyses.

2010 : dans la programmation du Séminaire Intersection/MSP, un atelier est prévu afin de sensibiliser les organisations policières par rapport à la question de la diversité. La première partie traitera des tendances récentes de la diversité de la population du Québec tandis que la deuxième partie abordera les questions de l'intervention policière et du développement des compétences interculturelles des policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

48. Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 48 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux à l'emploi du ministère (salaires) et par des agents de sécurité à contrat.
 Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2009-2010 :

	Salaires	Contrats	TOTAL 2009-2010	TOTAL 2008-2009	TOTAL 2007-2008	TOTAL 2006-2007	TOTAL 2005-2006
Secteur est (4271)	1 071 494 \$	848 050 \$	1 919 544 \$	1 781 458 \$	1 577 000 \$	1 577 000 \$	1 426 300 \$
Secteur ouest (4275)	1 449 497 \$	592 676 \$	2 042 173 \$	1 894 404 \$	1 701 400 \$	1 532 800 \$	1 445 700 \$
Secteur sud (4274)	1 274 197 \$	630 911 \$	1 905 108 \$	1 774 704 \$	1 662 700 \$	1 377 400 \$	1 382 200 \$
Secteur Île de Montréal(4276)	4 120 432 \$	860 642 \$	4 981 074 \$	4 667 787 \$	4 288 000 \$	4 053 100 \$	3 933 400 \$
Secteur Palais justice Québec(4273)	1 340 876 \$	230 720 \$	<u>1 571 596 \$</u>	<u>1 703 000 \$</u>	<u>1 620 600 \$</u>	<u>1 425 100 \$</u>	<u>1 207 500 \$</u>
			<u>12 419 495 \$</u>	<u>11 821 353 \$</u>	<u>10 849 700 \$</u>	<u>9 965 400 \$</u>	<u>9 395 100 \$</u>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

49. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2009-2010, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

TABLE DES MATIÈRES

ACCIDENTS DE TRANSPORT	2
<i>Automobiles et camionnettes</i>	<i>2</i>
<i>Camions et autres véhicules lourds</i>	<i>17</i>
<i>Motocyclettes</i>	<i>19</i>
AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS	23
<i>Accidents médicaux ou chirurgicaux</i>	<i>23</i>
<i>Autres décès accidentels</i>	<i>25</i>
ACCIDENTS DE TRANSPORT	28
<i>Motocyclettes</i>	<i>28</i>
<i>Véhicules tout-terrain.....</i>	<i>33</i>
<i>Bicyclettes</i>	<i>36</i>
<i>Piétons</i>	<i>37</i>
<i>Autres moyens de transport.....</i>	<i>42</i>
AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS	44
<i>Asphyxies</i>	<i>44</i>
<i>Chaleur ou froid excessif.....</i>	<i>51</i>
<i>Chutes</i>	<i>52</i>
<i>Intoxications</i>	<i>60</i>
<i>Accidents médicaux ou chirurgicaux.....</i>	<i>73</i>
<i>Autres décès accidentels</i>	<i>81</i>
SUICIDES, HOMICIDES.....	84
<i>Suicides.....</i>	<i>84</i>
<i>Homicides</i>	<i>98</i>
CAUSES NATURELLES	99
<i>Décès naturels.....</i>	<i>99</i>
CAUSES INDÉTERMINÉES	133
<i>Décès de nature indéterminée</i>	<i>133</i>

ACCIDENTS DE TRANSPORT

AUTOMOBILES ET CAMIONNETTES

Avis/Dossier : A-168870 142197

Événement :

Un homme de 19 ans est mortellement blessé après avoir perdu la maîtrise de son véhicule et heurté un arbre sur le chemin de la Minerve, à La Minerve.

Le jeune homme ne portait pas sa ceinture de sécurité. Il conduisait sous l'influence de l'alcool et de la cocaïne. Selon l'investigation du coroner, l'état d'intoxication du conducteur, la vitesse excessive, la température et la condition mécanique du véhicule sont les facteurs qui ont contribué à cet accident.

Les coroners ont recommandé à plusieurs reprises de rendre obligatoire l'inspection des vieux véhicules. La Société de l'assurance automobile du Québec s'est montrée ouverte à sensibiliser la population. Cependant, elle mentionne que l'analyse des données dont elle dispose ne démontre pas la pertinence de mettre en place un programme d'inspection obligatoire pour les véhicules de sept ans et plus. Ses statistiques démontrent que les défaillances mécaniques ne sont mentionnées comme étant la cause principale que dans 2 % des accidents mortels impliquant des véhicules de promenade.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- continue à insister auprès des conducteurs sur la non-consommation d'alcool ou d'autres substances lors de la conduite d'un véhicule, le port de la ceinture de sécurité et le respect des limites de vitesse; [1]
- continue à conscientiser les proches des conducteurs ainsi que les propriétaires et employés de débits d'alcool pour qu'ils interviennent auprès des personnes avec facultés affaiblies afin d'éviter qu'elles prennent le volant; [2]
- songe à mener une étude afin de déterminer la contribution réelle, en tant que facteur principal et facteur secondaire, des défaillances mécaniques dans les accidents mortels. [3]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-04-15, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-04-15, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165753 137198

Événement :

Une femme de 46 ans ayant subi un polytraumatisme de la route décède de complications médicales à l'Hôtel-Dieu de Québec.

En avril, la voiture dans laquelle prenait place la femme est entrée en collision avec un autobus scolaire lors d'une tempête sur la route 269 à Adstock. La victime est transportée au centre hospitalier de Thetford Mines où des examens révèlent notamment une dissection de l'artère vertébrale gauche, une contusion myocardique et des lacérations de l'intestin grêle. Une intervention chirurgicale est nécessaire pour réparer l'intestin. Durant son hospitalisation, des complications importantes surviennent malgré les soins spécialisés. Lors de son congé, un suivi est prévu avec différents spécialistes.

Depuis son retour à la maison, la femme s'alimente peu et vomit fréquemment. Les médecins rencontrés lors du suivi médical ont inscrit dans leurs notes ses difficultés à s'alimenter et sa perte de poids significative. Le 8 juin, elle passe une tomographie axiale qui révèle une stéatose du foie impressionnante et une dilatation du grêle. Le 19 juin, la femme est admise à l'hôpital pour une résection de l'intestin. Lors de l'intervention, une perforation intestinale survient, entraînant une contamination de la cavité abdominale. L'état de la malade se détériore rapidement, la patiente est transférée à l'Hôtel-Dieu de Québec le 24 juin où elle décède en fin de journée.

Le coroner croit que le suivi médical après la première intervention aurait pu être plus serré étant donné les sérieux problèmes que présentait la patiente.

Recommandations :

Que la Municipalité d'Adstock ainsi que le ministère des Transports du Québec :

- étudient la possibilité d'installer des écrans végétaux ou d'autre nature sur la portion de la route 269. [1]

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- évalue la qualité de l'acte médical lors de la prestation de soins prodigués à la patiente à la suite de l'accident de la route du 16 avril 2007. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministre des Transports du Québec
Syndic du Collège des médecins du Québec
Municipalité d'Adstock

Suivi des recommandations :

Municipalité d'Adstock

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165779 137449

Événement :

Un homme de 29 ans est mortellement blessé alors que son véhicule est percuté de plein fouet par un fourgon conduit par un policier de la Sûreté du Québec sur l'autoroute 20, à Saint-Janvier-de-Joly.

Le policier se serait endormi au volant de son véhicule. Il a franchi le terre-plein central à grande vitesse pour heurter le véhicule de la victime circulant en sens inverse. Selon les analystes en reconstitution de la Sûreté du Québec, le véhicule roulait à une vitesse minimale de 143 km/h.

Par ailleurs, le coroner précise que le policier avait eu une très longue journée de travail. Il avait quitté Québec vers 6 h le matin pour se rendre à Sherbrooke. L'accident est survenu alors qu'il revenait chez lui, vers 1 h du matin. Il avait refusé d'utiliser la chambre d'hôtel mise à sa disposition, car il se sentait capable de prendre la route.

Recommandations :

Que le Commissaire à la déontologie policière :

- étudie ce dossier et prenne les mesures qu'il jugera appropriées. [1]

Que la Sûreté du Québec :

- mette en place une politique de travail afin que ses membres cessent de faire de longues heures de travail sans période de repos et qu'elle diffuse des directives formelles afin que les supérieurs et les responsables d'équipe appliquent cette politique; [2]
- diffuse des directives afin que ses membres respectent les limites de vitesse sur les routes du Québec. [3]

Organisations/personnes visées :

Commissaire à la déontologie policière
Sûreté du Québec

Suivi des recommandations :Commissaire à la déontologie policière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168463 141944

Événement :

Une femme de 73 ans décède d'un traumatisme crânien à la suite d'un accident survenu à l'intersection du boulevard Pierre-Ouellet et de la rue Charles-Normand à Baie-Comeau.

La conductrice s'est engagée sur le boulevard Pierre-Ouellet (route 132) dans le sens inverse de la circulation. Elle a réalisé son erreur et est entrée en collision avec un véhicule lourd en tentant de faire demi-tour. Une simple distraction est à l'origine de cet accident.

Lors de son investigation, le coroner a appris que d'autres automobilistes auraient également fait la même erreur.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- réviser la signalisation à l'intersection du boulevard Pierre-Ouellet et de la rue Charles-Normand afin de prendre les mesures nécessaires s'il y a lieu pour mieux diriger les automobilistes. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170516 141694

Événement :

Une femme de 21 ans décède d'un polytraumatisme après avoir été éjectée de son véhicule sur la route 269, à La Guadeloupe en Beauce.

La femme a consommé de la boisson alcoolisée dans un bar durant la soirée. Plusieurs amis lui ont proposé d'aller la reconduire et même de l'héberger, mais elle a toujours refusé. Elle circulait sur une route droite lorsqu'elle a perdu la maîtrise de son automobile, a percuté un poteau et ensuite un ponceau, pour finalement être retrouvée à 20 m de son véhicule. L'analyse toxicologique a révélé un taux d'alcool près de trois fois supérieur à la limite permise.

Le coroner estime que la jeune femme serait encore en vie si les témoins avaient appelé la police. Il croit également que l'installation d'un antidémarrreur éthylométrique serait une bonne solution.

Recommandations :

Que Transports Canada :

- étudie la faisabilité à court terme d'inscrire comme norme de sécurité l'antidémarrreur éthylométrique pour la construction des véhicules routiers vendus au Canada. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fasse une campagne d'éducation voulant que toute personne raisonnable avertisse les policiers lorsqu'une personne ivre veut prendre son véhicule. [2]

Organisations/personnes visées :

Transports Canada
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-31, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167237 143585

Événement :

Une collision entre deux véhicules à l'intersection du boul. Talbot et de la bretelle de l'autoroute 70 à Saguenay fait une victime.

La conductrice emprunte la bretelle de l'autoroute pour rejoindre le boul. Talbot. Alors qu'elle s'engage sur le feu vert pour traverser le boulevard, elle est percutée de façon perpendiculaire par un véhicule qui a passé sur un feu rouge. Il semble qu'une zone d'ombre causée par l'infrastructure du viaduc nuit aux conducteurs qui arrivent par la bretelle de l'autoroute 70 vers le boul. Talbot. En effet, le muret de ciment et le monticule de terre qui forment le viaduc obstruent la visibilité du côté gauche.

Cette intersection est dotée de feux de signalisation cycliques. Le coroner croit que le feu de circulation faisant face à la bretelle devrait fonctionner sur la demande. Cela éviterait que les conducteurs arrivant de l'autoroute 70 accélèrent et les protègeraient des distractions des automobilistes circulant sur le boulevard Talbot.

Recommandation :

Que la Ville de Saguenay :

- installe un dispositif pour que le feu de circulation cyclique face à la bretelle qui quitte l'autoroute 70 en direction est à l'intersection du boul. Talbot puisse fonctionner sur demande. [1]

Organisation/personne visée :

Ville de Saguenay

Suivi de la recommandation :

Ville de Saguenay

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-306435 141119

Événement :

Un homme de 40 ans décède d'un traumatisme crânien sévère après avoir perdu la maîtrise de son véhicule sur la route 138, à Blanc-Sablon.

L'homme conduisait sous l'influence de l'alcool et sa ceinture de sécurité n'était pas bouclée. L'analyse des prélèvements sanguins révèle une alcoolémie à 340 md/dl.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuivent leurs démarches afin que les véhicules soient munis d'un dispositif qui les empêche d'empêcher de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse la limite permise. [1]

Que Transports Canada :

- exige que les nouveaux véhicules fabriqués pour le marché canadien soient munis d'un dispositif permettant d'empêcher le véhicule de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse la limite permise. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-29, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-26, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-20, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306941 141714

Événement :

Un homme de 17 ans est mortellement blessé lorsqu'il perd la maîtrise de son véhicule sur la route 333, à Sainte-Sophie.

Le jeune conducteur a dérapé, a heurté un ponceau et a terminé sa course dans le fossé où son véhicule a capoté. Il est mort sur le coup.

L'alcool n'est pas en cause dans cet accident. Toutefois, la fatigue, la chaussée mouillée ainsi que l'usure avancée des pneus y ont contribué.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- étudie la possibilité d'exiger un certificat de conformité pour les pneus du propriétaire de tout véhicule immatriculé et/ou qu'il trouve un moyen, que ce soit sur le plan de l'application de la loi ou autrement, afin qu'un véhicule circulant sur les routes du Québec soit chaussé de pneus adéquats. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305789 139489

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion de déneigement fait une victime sur la route 132, à Lévis.

L'homme a perdu la maîtrise de son véhicule qui a alors dérapé jusque dans la voie inverse au moment même où un camion de déneigement se dirigeait en sens contraire.

Le véhicule de la victime était chaussé de quatre pneus d'hiver, mais l'un d'eux était différent des autres. Par ailleurs, il semble que l'homme était plus fatigué dans les jours précédents, ce qui a pu provoquer de la distraction ou de l'hypovigilance.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de publicité sur la vigilance au volant, leur rappelant que la conduite automobile est très complexe; [1]
- poursuive ses campagnes de publicité sur l'importance de munir tout véhicule automobile de quatre pneus identiques. [2]

Que Transports Canada :

- poursuive ses études afin d'accroître la protection des occupants des véhicules automobiles lors d'impacts latéraux. [3]

Que le Club Automobile - Québec

- prenne connaissance de ce rapport. [4]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada
Club Automobile - Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-25, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-25, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-28, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Club Automobile - Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-05-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307451 142584

Événement :

Une femme de 37 ans décède d'un traumatisme cérébral majeur survenu lors d'une collision à l'intersection des boulevards Monseigneur-Langlois et Bord-de-l'eau, à Salaberry-de-Valleyfield.

La conductrice a heurté l'arrière d'un camion-remorque qui était arrêté à l'intersection dans l'attente d'un virage à gauche. Le pare-brise du côté conducteur du véhicule de la victime a frappé le coin inférieur droit de la remorque. Les ballons gonflables ne se sont pas déployés lors de l'accident.

L'investigation démontre que la femme était peut-être somnolente ou aveuglée par le soleil. Le ministère des Transports travaille actuellement en collaboration avec la municipalité à l'élaboration d'un concept de réaménagement de l'intersection.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec ainsi que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield :

- priorisent, dans la mesure du possible, le réaménagement de l'intersection des boulevards Monseigneur-Langlois et Bord-de-l'eau. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-31, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306996 142898

Événement :

Une femme perd la vie lors d'une collision frontale sur l'autoroute 50, à Mirabel.

Le 25 novembre 2008 survenait la première bordée de neige importante. Un véhicule, muni de pneus 4 saisons usés, a percuté l'automobile de la victime qui venait en sens inverse. La femme est décédée au bloc opératoire. La date butoir pour installer des pneus d'hiver est le 15 décembre.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- insiste, dans sa prochaine publicité incitant les propriétaires de véhicule à se munir de pneus d'hiver à compter du 15 décembre, sur l'importance de ne pas attendre la date butoir en raison des premières bordées de neige qui surviennent bien avant et notamment en novembre. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-25, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307608 141638

Événement :

Un homme de 35 ans décède d'un traumatisme crânien sévère lorsqu'il est éjecté de son véhicule sur le Rang 2, à Ragueneau.

La victime a conduit son véhicule malgré les tentatives de ses amis de l'en dissuader. Le véhicule a quitté la route, a fait des tonneaux et il a finalement heurté une automobile garée. N'étant pas attaché, l'homme a été éjecté et est décédé sur le coup. Seul le facteur humain est en cause dans cet accident. Le taux d'alcool dans le sang du conducteur était près de deux fois supérieur à la limite permise.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec ainsi que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuivent leurs démarches, afin que les véhicules soient munis d'équipement permettant d'empêcher le véhicule de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse le seuil permis. [1]

Que Transports Canada :

- exige que les nouveaux véhicules fabriqués pour le marché canadien soient munis d'équipement permettant d'empêcher le véhicule de démarrer si la concentration d'alcool dans le sang du conducteur dépasse le seuil permis. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Transports Canada

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-14, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-16, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Transports Canada

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-08-13, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307189 141663

Événement :

Le conducteur d'une fourgonnette décède d'un polytraumatisme sévère à la suite d'une collision frontale avec un camion citerne sur la route 158, à Saint-Alexis.

Selon l'enquête policière, la fatigue serait en cause dans cet accident. Quelques minutes avant la collision, un conducteur aurait mentionné lors d'un entretien téléphonique qu'il était fatigué et qu'il avait failli s'endormir au volant. Par ailleurs, les expertises toxicologiques ont révélé la présence de cocaïne dans le liquide oculaire du conducteur.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- accentue le travail de sensibilisation avec des campagnes publicitaires chocs et spectaculaires comme dans le cas de l'alcool au volant, et diffuse de brefs messages publicitaires à la radio et à la télévision qui forcent les conducteurs à reconsidérer leurs opinions touchant la fatigue au volant. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-27, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307271 141859

Événement :

Un homme de 29 ans décède d'un polytraumatisme lorsque son véhicule est embouti par l'arrière par un véhicule lourd et qu'il se trouve coincé sous un autre camion sur la route 139, à Bromont.

L'accident est survenu alors qu'il y avait des travaux de pavage. Un signaleur avait arrêté la circulation qui se dirigeait vers le nord. Le conducteur d'un tracteur routier, qui circulait dans cette direction, s'est aperçu à la dernière seconde que les véhicules étaient immobilisés. Il n'a pu éviter l'impact.

Plusieurs panneaux de signalisation avertissaient les gens des travaux. Trois signaleurs étaient présents sur la zone de réfection qui s'étendait sur 1,25 km. Toutefois, le coroner souligne certains facteurs qui ont contribué à cet accident mortel. Il n'y avait qu'un seul signaleur identifiable dans le secteur. Aucun panneau de signalisation de nouvelle limite de vitesse et aucun cône pour délimiter le milieu de la chaussée ne s'y trouvaient.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec ;

- évalue la signalisation en place lors de cet accident afin de déterminer si elle était conforme à ses lignes directrices; [1]

- bonifie au besoin, à la lumière de cette évaluation, ses lignes directrices concernant la signalisation sur les chantiers de construction et de réfection routière; [2]
- s'assure que les mesures en place pour faire respecter ses lignes directrices par ses contractants sont suffisantes. [3]

Que la compagnie Sintra :

- voie à ce que la signalisation sur ses chantiers de construction et de réfection routière est conforme aux exigences du ministère des Transports du Québec et suffisante pour protéger la sécurité du public et des travailleurs. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Sintra

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-11-17, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sintra

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171335 142255

Événement :

Un homme de 18 ans décède d'une asphyxie à l'oxyde de carbone alors que le véhicule qu'il conduisait a pris feu après avoir heurté des arbres à Boisbriand.

Le jeune homme avait consommé beaucoup d'alcool au cours de la soirée. Vers 23 h, il se rend à la salle de billard La Citadelle à Sainte-Thérèse où il prend deux bières. Il quitte l'endroit avec son véhicule malgré les conseils d'un copain de ne pas conduire vu son état d'ébriété. L'accident s'est produit quelques minutes plus tard.

Les résultats des analyses toxicologiques de la victime révèlent un taux d'alcool de 256 mg par 100 ml dans le sang.

Recommandations :

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec :

- se questionne sur la conduite du personnel de la salle de billard La Citadelle (la loi édicte qu'il est interdit de vendre des boissons alcooliques à une personne en état d'ébriété). [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation sur la conduite en état d'ébriété et sur le rôle de chaque citoyen devant l'évidence qu'une personne s'apprête à conduire son véhicule en état d'ébriété. [2]

Organisations/personnes visées :

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-18, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-14, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170668 144399

Événement :

Une femme de 18 ans perd la maîtrise de son véhicule dans une courbe et heurte un autobus scolaire circulant en sens inverse sur la route 137, à 150 m au sud du 6^e rang, à Sainte-Cécile-de-Milton.

Le rapport d'enquête collision démontre que la configuration de la courbe à la hauteur du 6^e rang est très dangereuse dû à une illusion d'optique. Les gens ont l'impression que la route 137 est en ligne droite. De plus, sous l'effet des vents et de la neige, alors que la route 137 est pratiquement entièrement dégagée, cette portion de route est enneigée et glacée.

Selon l'enquête de la Sûreté du Québec, il y a eu 16 accidents à cet endroit au cours des quatre dernières années, dont trois mortels.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- envisage, après l'étude du rapport de collision et considérant les antécédents accidentels et mortels au niveau de la route 137, à 150 m au sud du 6^e rang à Sainte-Cécile-de-Milton, de reconfigurer l'intersection de cette route. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169458 144799

Événement :

Une femme de 23 ans est mortellement blessée après avoir perdu la maîtrise de son véhicule dans une courbe sur la route Montée Lefebvre, à Sainte-Marthe.

Une distraction serait probablement à l'origine de cet accident. La jeune femme se rendait chez une amie et ne connaissait pas le chemin.

Selon une recherche effectuée par le ministère des Transports du Québec, quatre autres accidents sont survenus à cet endroit depuis l'année 2000, dont deux mortels.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- se penche sur la sécurité de la Montée Lefebvre à Sainte-Marthe et y apporte les correctifs nécessaires au besoin.

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-120349 136906

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'un œdème cérébral au Centre hospitalier d'Amos à la suite d'une collision survenue sur la route 117, à Rouyn-Noranda.

L'homme a subi de multiples fractures, dont une au fémur droit et un traumatisme crânien. Il a été conduit au Centre hospitalier de Rouyn où a été décidé de le transférer au Centre hospitalier d'Amos pour une chirurgie orthopédique. L'équipe n'a pu opérer puisqu'elle a décelé une embolie graisseuse. L'état du patient s'est détérioré et il est décédé deux jours après l'accident.

Le coroner s'interroge sur les moyens de stabilisation des fractures lors d'un transfert entre les centres hospitaliers ainsi que sur le délai qui s'est écoulé pour procéder à l'intervention chirurgicale au centre hospitalier d'Amos.

Recommandations :

Que le comité de traumatologie ainsi que le département d'orthopédie du Centre de santé et de services sociaux Les Eskers de l'Abitibi :

- vérifient si les moyens de stabilisation des fractures dans les cas provenant des autres centres hospitaliers de la région sont adéquats et selon les normes. [1]

Que la directrice des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux Les Eskers de l'Abitibi :

- vérifie la raison du délai chirurgical et, si possible, trouve un moyen d'accélérer les soins chirurgicaux chez les patients à risque de faire une embolie graisseuse. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Les Eskers de l'Abitibi

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Les Eskers de l'Abitibi

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

CAMIONS ET AUTRES VÉHICULES LOURDS

Avis/Dossier : A-167755 139363

Événement :

Le conducteur d'un autobus scolaire décède d'un polytraumatisme à la suite d'une collision avec un véhicule lourd à l'intersection de la route 112 et du chemin de la Branche-du-Rapide, à Marieville.

Il semble que le conducteur de l'autobus scolaire circulant sur le chemin de la Branche-du-Rapide n'a pas cédé le passage au véhicule lourd qui roulait sur la route 112. Il ne portait pas sa ceinture de sécurité et il a été éjecté sous la force de l'impact.

Le chemin de la Branche-du-Rapide n'est pas perpendiculaire à la route 112, mais légèrement de biais, ce qui peut nuire à la visibilité des automobilistes.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la pertinence de modifier la géométrie de l'intersection de la route 112 et du chemin de la Branche-du-Rapide/Rang du Vide. [1]

Que l'Association du transport écolier du Québec :

- rappelle à ses membres l'importance d'avoir des ceintures de sécurité fonctionnelles sur leur véhicule et s'assure que les conducteurs les utilisent. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Association du transport écolier du Québec

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-02, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association du transport écolier du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308718 143883

Événement :

Une collision survenue entre deux véhicules lourds sur l'autoroute 20 à Rivière-Beaudette fait une victime.

Le conducteur qui circulait en direction est a perdu la maîtrise de son véhicule en raison d'une chaussée enneigée. Il a alors franchi le terre-plein central pour se retrouver perpendiculaire dans la voie opposée. La victime qui arrivait en sens inverse n'a pu l'éviter.

Selon le policier enquêteur, une configuration différente du terre-plein central aurait pu éviter les conséquences dramatiques de cet accident. En effet, il est très facile de traverser le terre-plein central puisqu'il n'est pas assez large et qu'il est au même niveau que les voies de l'autoroute.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- examine la configuration du terre-plein central de l'autoroute 20 à l'endroit où est survenu l'accident et prenne les mesures pour rendre cet environnement le plus sécuritaire possible. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-19, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

MOTOCYCLETTES

Avis/Dossier : A-166319 137535

Événement :

Une collision entre un cyclomoteur et un camion remorque à l'intersection de la route 341 et du rang de la Presqu'Île à l'Assomption cause la mort d'une jeune fille de 16 ans.

La jeune fille circule sur le rang de la Presqu'Île en direction est. Au moment où elle s'engage pour tourner sur la route 341 en direction sud, elle est heurtée de plein fouet par un véhicule lourd qui ne peut éviter l'impact.

Il appert que l'accès à la route 341 pose problème à ceux qui veulent y accéder par le rang de la Presqu'Île. La ligne d'arrêt sur le rang de la Presqu'Île est trop éloignée de la route 341 et, à cet endroit, la visibilité des automobilistes est obstruée par les arbres. De plus, la courbe prononcée de la route 341 fait en sorte que les automobilistes voient arriver les véhicules à la dernière minute.

Recommandations :

Que, dans l'immédiat, la Ville de L'Assomption :

- rapproche la ligne d'arrêt sur le rang de la Presqu'Île à l'intersection de la route 341 de façon à maximiser la visibilité des véhicules circulant sur les deux voies.[1]

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure que l'accotement et le fossé aux abords de la route 341 du côté nord-est sont entretenus de façon à ne pas nuire à la visibilité des automobilistes à la hauteur de l'intersection de la route 341 et du rang de la Presqu'Île; [2]
- réduise la vitesse permise de 90 km/h sur la route 341, à l'approche du secteur où cette route rencontre le rang de la Presqu'Île et la rue de l'Industrie. [3]

Que, dans les meilleurs délais, le ministère des Transports du Québec et la Ville de L'Assomption :

- réaménagent cette intersection de façon à créer un carrefour traditionnel constitué de la rencontre de la route 341, du rang de la Presqu'Île et de la rue de l'industrie, carrefour dont le flot de circulation sera contrôlé par des feux de circulation dans les quatre directions. [4]

Organisations/personnes visées :

Ville de L'Assomption
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :

Ville de L'Assomption

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-19, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-30, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-01-30, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306758 141910

Événement :

Une collision entre une motocyclette et un tracteur de ferme sur le 12e Rang à Val-Joli, cause la mort d'un homme de 57 ans.

La victime est un motocycliste qui a voulu dépasser le tracteur et sa remorque remplie de foin. Au même moment, le conducteur du tracteur a effectué un virage à gauche, barrant ainsi la route au motocycliste. L'homme a été éjecté et il a rapidement perdu conscience une fois au sol. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès a été constaté au Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke.

Le tracteur était muni de l'équipement réglementaire, par contre, la remorque n'avait pas de feux à l'arrière. Selon le Code de la sécurité routière, le coroner a constaté que ce n'était pas obligatoire de munir les remorques agricoles tirées par un tracteur de ferme de dispositifs d'éclairage ni de clignotants.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- prenne les dispositions nécessaires afin d'évaluer la pertinence et la faisabilité d'apporter des modifications à la loi pour rendre obligatoires la présence et l'utilisation de dispositifs d'éclairage et de signalisation sur les remorques agricoles. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303328 134162

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'une complication d'un iléus paralytique de l'intestin grêle survenu à la suite d'un accident de motocyclette à Longueuil.

Le 8 octobre, l'homme circulait dans sa voie lorsqu'une camionnette lui a coupé la route. Il a été éjecté de sa moto et il a été transporté à l'Hôpital Charles-LeMoine. L'essentiel des blessures se situant à la jambe gauche et une chirurgie orthopédique a été pratiquée. Le 11 octobre, le patient s'est plaint de ballonnements abdominaux. Dans la nuit du 12 au 13 octobre, son état s'est détérioré. Le médecin a alors proposé des traitements et des examens, mais le patient a subi un arrêt cardiorespiratoire avant que le tout soit réalisé. Le personnel soignant a remarqué que l'homme avait vomi des sécrétions fécaloïdes.

L'iléus paralytique est une occlusion intestinale secondaire au ralentissement du péristaltisme intestinal. Plusieurs facteurs ont contribué à cette complication et aucune mesure n'a été prise pour limiter son développement. Le coroner propose la mise sur pied d'une équipe d'intervention rapide. Ce concept repose sur l'idée d'assurer au patient instable le savoir-faire du personnel de l'unité des soins intensifs.

Recommandations :

Que le comité de vigilance et de la qualité de l'Hôpital Charles-Lemoyne :

- considère l'opportunité de rendre disponible en tout temps une équipe d'intervention rapide comme le suggère l'Institut canadien pour la sécurité des patients. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- soutienne financièrement les établissements qui souhaitent mettre sur pied des projets novateurs comme les équipes d'intervention rapide. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Charles-Lemoyne
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Hôpital Charles-Lemoyne

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-09, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Société des intensivistes du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169369 141105

Événement :

Une passagère d'une motocyclette est mortellement blessée à la suite d'une collision avec une camionnette à l'angle de la route 342 et de l'autoroute 20 (boul. Hardwood), à Vaudreuil-Dorion.

Le conducteur de la motocyclette circulait sur la route 342. Après avoir fait son arrêt obligatoire, il s'engage pour tourner à gauche sur l'autoroute 20. Au même moment, une camionnette circulant en direction ouest à une vitesse estimée par le conducteur à 80-85 km/h n'a pu éviter l'impact.

Selon les statistiques du ministère des Transports du Québec, de 2003 à 2007, 66 accidents non mortels sont survenus sur les lieux de la collision. Cette intersection est située à l'extrémité d'un périmètre urbain où la limite de vitesse permise sur l'autoroute 20 passe de 100 km/h à 50 km/h.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- implante un système de feux de circulation à l'intersection de l'autoroute 20 et de la route 342. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

ACCIDENTS MÉDICAUX OU CHIRURGICAUX

Avis/Dossier : A-167957 141473

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une asphyxie secondaire à la mise hors service de son appareil d'oxygénothérapie.

L'homme souffrait de fibrose pulmonaire chronique pour laquelle il utilisait un concentrateur d'oxygène en permanence. Le jour du décès, l'épouse de la victime met en marche l'aspirateur qu'elle branche sur le même circuit que le concentrateur, ce qui entraîne une panne de courant et l'arrêt de celui-ci. L'alarme se fait aussitôt entendre et l'épouse, prise de panique, ferme alors accidentellement le disjoncteur principal. Elle est incapable de le remettre en marche. L'homme devient dyspnéique. Elle appelle ses filles qui arrivent rapidement sur les lieux. Elles installent le système d'appoint et remettent la tension sur le concentrateur d'oxygène. L'homme est conduit par ambulance à l'Hôpital du Suroît où son décès est constaté.

Il appert que les membres de la famille ont reçu la formation sur le fonctionnement de l'appareil. Cependant, on ne leur a pas dit de ne pas surcharger le circuit électrique ni comment remettre en fonction le disjoncteur.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux du Suroît :

- informe les utilisateurs qu'idéalement le concentrateur d'oxygène devrait être branché sur un circuit électrique indépendant ou du moins qu'ils évitent d'utiliser simultanément d'autres appareils électriques sur le même circuit; [1]
- demande au personnel des centres locaux des services communautaires de faire pratiquer régulièrement la procédure de remise en service du disjoncteur; [2]
- informe les utilisateurs d'identifier clairement le disjoncteur supportant le concentrateur dans la boîte électrique; [3]
- attache à l'appareil un plan de mesure d'urgence expliquant l'utilisation du système d'appoint; [4]
- organise les simulations de panne d'alimentation électrique de façon périodique afin de maintenir les habiletés entourant l'utilisation du système d'appoint et ainsi minimiser les réactions de panique. [5]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux du Suroît

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

Avis/Dossier : A-170801 142509

Événement :

Un camionneur de 52 ans est mortellement blessé lorsqu'il est écrasé par un chargement de tuyaux, à Longueuil.

L'homme effectuait le chargement et l'arrimage de paquets de tuyaux de plastique sur un camion porteur d'une plate-forme. Alors qu'il serrait la sangle placée entre les deux paquets de tuyaux de hauteur inégale, un troisième paquet de tuyaux déposé sur la sangle s'est soulevé et est tombé sur le travailleur.

L'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail a démontré que l'utilisation d'une sangle entre les étages inégaux de paquets de tuyaux était inappropriée et que la planification et la supervision des opérations de chargement et d'arrimage étaient déficientes.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- rappelle aux opérateurs de chariot élévateur, aux camionneurs, aux contremaîtres et chefs d'entreprise le respect des normes de sécurité relatives à l'arrimage. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304246 139080

Événement :

Un homme décède lors d'une randonnée en raquettes dans le parc du Mont-Tremblant.

Il a ressenti un malaise et s'est effondré dans un sentier. Le guide a entrepris des manœuvres de réanimation jusqu'à l'arrivée des secours. Étant donné la difficulté d'accès, les ambulanciers sont arrivés au chevet de l'homme près d'une heure après les événements. Il n'y avait plus rien à faire pour le sauver. L'autopsie a révélé un hémithorax probablement causé par des fractures des côtes survenues lors des manœuvres de réanimation.

Le coroner remarque que le délai d'intervention et d'évacuation est plus long en forêt et que les intervenants n'avaient pas de défibrillateur. De plus, il a été très difficile de joindre un employé du parc.

Recommandations :

Que Détour nature :

- révisé avec ses guides, après avoir pris connaissance de ce rapport, la question des manœuvres de réanimation et s'assure de la mise à niveau de la formation de ceux-ci. [1]

Que la Société des établissements de plein air du Québec :

- réviser ses politiques d'intervention et d'évacuation lors d'une urgence médicale sur les territoires qu'elle administre, notamment en améliorant l'accès téléphonique et les accès aux sentiers pour les secours d'urgence; [2]
- s'interroger sur la possibilité d'équiper ses postes de secours de défibrillateurs automatiques. [3]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'assurer que, dans les publicités invitant à la pratique d'activités physiques ou sportives, est incluse une mise en garde sur les dangers de pratiquer certaines activités sans avoir consulté au préalable son médecin. [4]

Organisations/personnes visées :

Détour nature
Société des établissements de plein air du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Détour nature

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Société des établissements de plein air du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-02, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-09-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-16, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Wyeth Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bureau régional Canada Vigilance - Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305142 140663

Événement :

Un homme de 37 ans décède d'un traumatisme crânien et cérébral après avoir été heurté par une poutre dans une ancienne usine, à Magog.

L'accident est survenu alors que les travailleurs procédaient au démantèlement de la chambre électrique pour récupérer le métal. Pour ce faire, les ouvriers doivent démonter le pont roulant

suspendu au plafond. Au moment où un ouvrier coupe le dernier ancrage en acier fixé au plafond, le contremaître arrive sur les lieux et est heurté de plein fouet par le cadre de l'entretoise du pont roulant.

Selon l'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, une mauvaise méthode de travail et une aire de travail non délimitée sont les principaux éléments qui ont contribué à cet accident. Le coroner précise que, depuis 2007, sept accidents mortels se sont produits sur un lieu de travail en Estrie. Parmi ceux-ci, quatre accidents sont survenus lors du démantèlement d'une structure alors que travaux étaient effectués sans évaluation des risques.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail rappelle aux propriétaires d'entreprise que :

- ces travaux de démantèlement et de réaménagement représentent un risque pour la santé et la sécurité des travailleurs; [1]
- ces travaux doivent faire l'objet d'une planification et que les propriétaires doivent prendre les mesures préventives nécessaires pour assurer des conditions de travail saines et sécuritaires; [2]
- ces travaux doivent être effectués par du personnel qualifié, et ce, avec autant de rigueur que les autres travaux; [3]
- évalue la pertinence d'inclure dans la Loi sur la santé et la sécurité du travail le démantèlement et le réaménagement dans la définition d'un chantier de construction. [4]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-31, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-31, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

ACCIDENTS DE TRANSPORT

MOTOCYCLETTES

Avis/Dossier : A-166133 139351

Événement :

Un motocycliste décède d'un polytraumatisme après avoir heurté un véhicule à l'intersection de la route 104 et du chemin de la Bataille, à La Prairie.

Le conducteur d'une Ford Focus a heurté l'arrière d'un véhicule qui amorçait lentement un virage à gauche sur le chemin de la Bataille. Son véhicule a été projeté dans l'autre voie. Le motocycliste qui suivait la Ford n'a pu éviter l'impact.

La circulation étant de plus en plus dense dans ce secteur, il devient périlleux d'effectuer un virage à gauche.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- évalue la pertinence de terminer le tronçon Saint-Jean-sur-Richelieu/La Prairie en quatre voies divisées. [1]

Que les responsables municipaux de Saint-Jean-sur-Richelieu et de La Prairie :

- réévaluent le projet de terminer la route 104. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Ville de La Prairie

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de La Prairie

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306970 142414

Événement :

Un homme de 20 ans décède d'un polytraumatisme en roulant à toute vitesse sur sa moto sur le boulevard Gibson à Sainte-Anne-des-Plaines.

L'homme qui conduisait la moto était accompagné d'une passagère. À l'approche d'une courbe, il a perdu la maîtrise de son véhicule et a freiné brusquement en voyant une voiture. Les deux occupants ont alors été éjectés et ont heurté au passage l'automobile qui leur faisait face. La victime est décédée sur le coup, alors que la passagère a survécu.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- s'assure qu'il traite en priorité, dans la poursuite de ses travaux d'amélioration du bilan de sécurité routière, les causes de mortalité et les blessures graves causées par des accidents de moto de type *Racer*, notamment en s'interrogeant sur la possibilité de bannir ce type de véhicule. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-19, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163855 137419

Événement :

Une collision entre un cyclomoteur et une camionnette sur le chemin Comtois à Terrebonne fait une victime.

L'accident est survenu alors que le conducteur du cyclomoteur effectuait un virage à gauche pour entrer dans une entrée privée. Il n'a vraisemblablement pas vu la camionnette qui circulait en sens inverse.

Le jeune homme est conduit par ambulance au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur. Il est pris en charge par l'équipe de traumatologie et, après stabilisation adéquate de son état, un transfert interhospitalier est organisé vers l'Hôpital Sainte-Justine. Toutefois, il y a eu un malentendu entre les répartiteurs de deux compagnies ambulancières. Une ambulance a été affectée au transfert 49 minutes après la demande et le départ vers l'Hôpital Sainte-Justine s'est effectué 77 minutes après l'appel du personnel du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur :

- mette en œuvre les mesures destinées à éliminer les délais indus lors de la prestation de soins à des victimes de traumatismes graves. [1]

Que le président-directeur général de l'Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière :

- prenne les mesures pour que le Centre de communication-santé de Lanaudière soit opérationnel le plus rapidement possible. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur
Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-30, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-10-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170017 141564

Événement :

Un motocycliste de 44 ans décède d'un traumatisme craniocérébral lors d'un accident survenu sur la route 148 à Lochaber.

La conductrice d'une automobile se trouvait sur la Montée Berndt et désirait s'engager sur la route 148. Une autre automobiliste circulant sur la route 148 a ralenti pour tourner sur la Montée Berndt et elle s'est engagée sans apercevoir le motocycliste qui roulait sur la route 148. La moto a freiné brusquement, mais n'a pas pu éviter la collision. La mort a été instantanée.

La configuration de l'intersection de la route 148 et de la Montée Berndt nuit à la visibilité des conducteurs qui désirent s'engager sur la route 148, selon le coroner.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- installe sur la Montée Berndt un panneau indiquant que le véhicule de droite peut en masquer un autre et vérifie s'il est possible de modifier le profil du carrefour afin d'améliorer la visibilité. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307613 141739

Événement :

Un homme de 19 ans décède d'un traumatisme crânien sévère après avoir perdu la maîtrise de son motocross sur le chemin d'une carrière, à Beauceville.

Le jeune homme venait d'acheter ce motocross et sa conduite lui était peu familière. Il portait un casque, mais un examen visuel a révélé qu'il n'était pas sanglé contrairement aux recommandations du fabricant.

Recommandation(s) :

Que le ministère des Transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- travaillent à l'élaboration d'un message de prévention destiné aux adeptes de motocross afin de les sensibiliser à la nécessité de sangler leur casque.

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-01-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-27, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306262 145291

Événement :

Un homme de 55 ans décède d'un traumatisme thoracique à la suite d'un accident de motocyclette sur la route 269, à Saint-Sylvestre.

L'accident est survenu alors que le motocycliste effectuait le dépassement d'un tracteur de ferme tirant une remorque remplie de foin. Au même moment, le tracteur effectuait un virage à

gauche. Le motocycliste a alors perdu la maîtrise de son véhicule et a été projeté sur la chaussée. Il a été écrasé sous les roues arrière de la remorque.

Les feux de circulation du tracteur étaient en fonction et le conducteur avait signalé son intention de tourner à gauche. La remorque à foin était munie d'un triangle orangé à l'arrière, mais ne possédait pas de feux de circulation. À cause de la largeur de la remorque, il était impossible de voir les feux clignotants du tracteur.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- apporte une solution concrète et pratique afin que les remorques de ferme soient dotées de feu de signalisation lorsqu'elles circulent sur les routes. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-01-05, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

VÉHICULES TOUT-TERRAIN

Avis/Dossier : A-305123 139547

Événement :

Un enfant de 9 ans est mortellement blessé lorsqu'il est coincé sous le véhicule tout-terrain (VTT) qu'il conduisait, à Danville.

L'accident est survenu alors que l'enfant descendait une colline recouverte de neige croûtée. La roue de gauche aurait creusée une ornière dans la neige faisant freiner brusquement le véhicule, puis celui-ci a continué à rouler sur les deux roues de gauche. Ce déséquilibre que le poids du garçon n'a pu contrebalancer a eu pour effet de le projeter au sol. Le véhicule a fait un tonneau pour s'immobiliser sur le casque de l'enfant.

Selon les données du Bureau du coroner, 38 enfants âgés de 2 à 17 ans sont décédés dans des accidents de VTT, 28 de ces enfants étaient des conducteurs. L'âge minimal pour conduire un VTT au Québec est de 16 ans et, s'il a moins de 18 ans, être titulaire d'un certificat attestant qu'il possède les aptitudes et les connaissances requises pour conduire un tel véhicule.

Recommandations :

Que la Fédération québécoise des clubs Quads en collaboration avec la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec :

- fassent une campagne de sensibilisation visant à rappeler les dangers réels ainsi que les façons sécuritaires d'utiliser les véhicules hors route. Lors de cette campagne, il importe de rappeler:[1]
- qu'un véhicule hors route est un véhicule à moteur qui nécessite une formation spécifique peu importe l'âge du conducteur;
- que ces véhicules nécessitent une conduite active, c'est-à-dire une conduite qui oblige le conducteur à utiliser sa force, son poids, son expérience, sa maturité et son jugement pour diriger le véhicule;
- que les habiletés physiques et cognitives nécessaires à une conduite sécuritaire des véhicules hors route ne peuvent en général, être acquises que par des personnes âgées de plus de 16 ans;
- que lorsqu'une personne permet à un mineur de moins de 16 ans ou 18 ans (s'il ne possède pas de certificat d'aptitudes) de conduire un tel véhicule, elle s'expose à des poursuites criminelles et pénales.

Que le Directeur des poursuites criminelles et pénales :

- fasse chaque année l'étude de tous les cas de personnes mineures décédées en conduisant un véhicule tout-terrain afin de déterminer s'il y a eu négligence de la part des personnes qui autorisent des enfants à utiliser ce type de véhicule. [2]

Organisations/personnes visées :

Fédération québécoise des clubs Quads
Fédération des clubs de motoneigistes du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Directeur des poursuites criminelles et pénales

Suivi des recommandations :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Fédération des clubs de motoneigistes du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération québécoise des clubs Quads

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Directeur des poursuites criminelles et pénales

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167382 141526

Événement :

Une femme de 57 ans, qui conduisait un véhicule tout-terrain (VTT), a été heurtée par une automobile en traversant le 7^e rang à Lefebvre.

Le VTT de la femme est apparu soudainement devant la voiture, le conducteur a freiné, mais n'a pas pu éviter l'impact. La femme, qui ne portait pas de casque, a été projetée dans le fossé et elle est morte sur le coup.

L'investigation a démontré que le jeune conducteur circulait avec une automobile âgée de plus de 10 ans et en mauvaise condition. Les défauts mécaniques des véhicules âgés contribuent à la survenue d'accidents fatals en présence d'autres facteurs concomitants.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- instaure un programme d'inspection mécanique obligatoire au renouvellement du certificat d'immatriculation de tout véhicule de promenade de plus de 10 ans. [1]

Que le ministère des Transports du Québec :

- demande à la Table québécoise sur la sécurité routière d'inscrire ce sujet à son ordre du jour pour éventuellement formuler des recommandations pour l'élaboration d'un programme d'inspection mécanique obligatoire de tout véhicule de promenade de plus de 10 ans. [2]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-03, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

BICYCLETTES

Avis/Dossier : A-171515 141717

Événement :

Un garçon de 13 ans décède d'un traumatisme cervical après avoir fait une chute en vélo dans les estrades du parc Sainte-Béatrice, à Laval.

L'enfant et un copain se pratiquaient à faire des sauts sur les bancs de l'estrade et à atterrir au sol. Arrivé à l'extrémité de la deuxième ou troisième rangée de bancs, l'enfant chute tête première.

L'estrade comporte cinq rangées de bancs et ne possède pas de rampes sur les côtés de même que sur la partie supérieure. Le coroner est d'avis que l'ajout de rampes limiterait sans doute ce genre d'activités et augmenterait également la sécurité des spectateurs.

Recommandations :

Que la Ville de Laval :

- poursuive ses démarches pour modifier l'environnement et ce dans les plus brefs délais, afin de sécuriser les estrades de ses parcs publics. [1]

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- traite du problème de l'utilisation d'une bicyclette sur des équipements non destinés à cette pratique dans la prochaine édition du Guide de sécurité à vélo ainsi que sur son site Internet.

Organisations/personnes visées :

Ville de Laval

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi des recommandations :Ville de Laval

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-23, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-07-27, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

PIÉTONS

Avis/Dossier : A-307500 140990

Événement :

Une femme de 55 ans perd la vie lorsqu'elle est heurtée par une voiture sur la route 132, à Caplan.

Le véhicule circulait en direction ouest lorsqu'il a bifurqué vers l'accotement. La piétonne a alors été happée et projetée sur la chaussée. Le mauvais état mécanique du véhicule a fortement contribué à cet accident mortel.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- s'assure que les véhicules, en circulation après un certain nombre d'années, sont inspectés. Les véhicules pourraient porter un autocollant le confirmant afin de faciliter le contrôle.

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-151850 139580

Événement :

Un mécanicien de 52 ans meurt à la suite de ses blessures subies en effectuant une réparation sur un véhicule lourd.

Un camionneur de la compagnie a remarqué que les freins de son camion remorque étaient collés. À l'aide d'une barre de fer, le mécanicien a alors tenté de décoller les freins, mais en vain. Le camionneur lui a alors demandé de soulever le camion avec l'appareillage adéquat. Le conducteur pensait que le mécanicien était parti chercher l'équipement, il a regardé dans ses miroirs et n'a rien vu. Pour améliorer sa position, il a décidé d'avancer légèrement son camion et il a senti un obstacle. Il a constaté que la victime était coincée entre les deux roues arrière du camion.

Il ressort de l'investigation que, lors des manœuvres de réanimation, le médecin du Centre hospitalier de Portneuf n'avait pas de cathéters aux dimensions appropriées pour évacuer les hémithorax du patient.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier de Portneuf :

- étudie la possibilité que soient disponibles à la clinique d'urgence des cathéters de calibre et de longueur adéquats afin de faciliter un éventuel drainage d'hémithorax. [1]

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- continue à promouvoir la sécurité concernant la réparation de machinerie fixe ou mobile comme elle le fait actuellement et très efficacement pour la sécurité concernant la réparation de machinerie en usine. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier de Portneuf
Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de Portneuf

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303663 142387

Événement :

Une femme de 74 ans est mortellement blessée en traversant la route 138, aux Escoumins.

La collision est survenue en face d'un restaurant et d'une station-service, sur une portion de route non éclairée.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec :

- améliore l'éclairage sur ce tronçon routier compte tenu de l'existence de plusieurs commerces. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère des Transports du Québec

Suivi de la recommandation :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-09, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-161043 140783

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'un polytraumatisme majeur après avoir été heurté par une camionnette à l'angle des rues Dequen et Matte, à Dolbeau-Mistassini.

L'homme avait fait un accident vasculaire cérébral en 2002. Il avait conservé comme séquelle une hémiparésie gauche. Il devait utiliser un quadriporteur pour se déplacer sur de longues distances.

Selon des témoins de la scène, l'homme n'aurait pas regardé avant de traverser la rue. Il appert que, la veille, il avait échappé de peu à un accident dans les mêmes circonstances.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- se penche sur la réglementation concernant l'utilisation du quadriporteur sur nos routes et voie à établir des modalités d'évaluation concernant les capacités à conduire de leurs propriétaires. [1]

Organisation/personne visée :

Société de l'assurance automobile du Québec

Suivi de la recommandation :

Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-30, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307460 142677

Événement :

Une femme de 17 ans décède d'un traumatisme craniocérébral après avoir été heurtée par un véhicule sur la rue Beaudry, à Joliette.

L'accident est survenu alors que la victime sortait d'un commerce et traversait la rue en diagonale. Elle portait des vêtements foncés et il faisait sombre.

Selon le rapport d'enquête collision, cet endroit pose des problèmes, car plusieurs piétons traversent la rue devant ce commerce sans se rendre à la prochaine intersection.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec et la Ville de Joliette :

- travaillent ensemble à l'amélioration de la sécurité des piétons, en modifiant s'il y a lieu l'aménagement de la rue Beaudry. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
Ville de Joliette

Suivi de la recommandation :Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Joliette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307198 141920

Événement :

Une adolescente de 14 ans a été mortellement blessée par un véhicule sur la route 337 à Terrebonne.

Cette route n'a pas de trottoir. Vers 3 h 25, une conductrice en état d'ébriété a frappé deux des quatre piétons qui marchaient sur le bord de la route. À l'arrivée des ambulanciers et des policiers, la jeune femme n'avait plus de signes vitaux. Les manœuvres de réanimation sont amorcées et elle est transportée à l'hôpital. L'urgentologue ne peut que constater le décès.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- poursuive son bon travail de sensibilisation et d'information sur les dangers et conséquences d'une conduite dangereuse, et inculque aux automobilistes un comportement de conduite responsable, prudent et courtois. [1]

Que la Ville de Terrebonne ainsi que le ministère des Transports du Québec :

- étudient la possibilité de construire un trottoir sur la portion achalandée de la route 337 (Chemin Gascon), si le nombre de piétons et de cyclistes qui y circulent est substantiel. [2]

Organisations/personnes visées :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ville de Terrebonne
Ministère des Transports du Québec

Suivi des recommandations :Société de l'assurance automobile du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Terrebonne

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-01-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-01-06, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-172027 143283

Événement :

Un homme de 40 ans décède d'une hémorragie abdominale et thoracique après avoir été heurté par un véhicule sur l'autoroute 40, à Lachenaie.

Le 27 décembre 2008, l'homme est admis au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur pour traitement d'une surdose médicamenteuse. Ses propos sont incohérents, il est agité et hallucine. Dans la journée du 28 décembre, il est transféré en psychiatrie où une surveillance étroite est exercée par le personnel. Le 29, il rencontre le psychiatre de garde. Le patient nie avoir des hallucinations auditives et visuelles et des idées suicidaires. Le médecin autorise son congé. L'homme quitte donc à pied, seul, probablement en direction de la résidence d'un ami qui l'hébergeait.

Le coroner précise qu'il n'y a aucune information sur la feuille de planification de congé selon laquelle un ami avait signalé son intérêt à deux reprises de prendre la victime à sa sortie de l'hôpital.

Recommandation :

Que le Conseil d'administration du Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur :

- prenne les mesures requises afin que soit révisée la procédure de la planification du congé des patients, le cas échéant, afin de s'assurer que les patients, qui affichent une fragilité sur le plan psychologique, quittent de façon sécuritaire l'établissement et, si nécessaire, leur apporter un soutien technique. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

AUTRES MOYENS DE TRANSPORT

Avis/Dossier : A-305187 137957

Événement :

Un homme de 56 ans décède par noyade lors du renversement du boteur qu'il conduisait au site de pratique du Centre national de conduite d'engins de chantier.

L'homme enseignait à cet endroit depuis mars 2006. Il donnait des cours de perfectionnement. Le 14 septembre 2007, il amène ses étudiants sur le site de pratique pour leur enseigner la technique de remblayage et de compaction. Lorsqu'il avance le boteur vers l'excavation, le sol s'affaisse. Le boteur glisse au fond, se renverse et est submergé par l'eau et la boue.

Selon la Commission de la santé et de la sécurité du travail, trois causes seraient à l'origine de cet accident mortel : la circulation du boteur près de l'excavation sur un sol instable, la technique de remblayage et de compaction et la supervision déficiente de la technique qui contrevenait aux recommandations du fabricant du boteur et qui ne figurait pas aux documents didactiques du Centre de formation.

Recommandations :

Que la Commission scolaire des Navigateurs :

- s'assure que son Centre national de conduite d'engins de chantier prend les mesures nécessaires pour que les enseignants respectent le contenu du matériel didactique; [1]
- s'assure que son Centre national de conduite d'engins de chantier prend les mesures nécessaires pour que le contenu didactique soit sécuritaire; [2]
- voie à ce que son Centre national de conduite d'engins de chantier prend les mesures nécessaires pour s'assurer que les enseignants connaissent et démontrent des techniques sécuritaires. [3]

Que le Centre national de conduite d'engins de chantier :

- prenne les mesures nécessaires pour que les enseignants respectent le contenu du matériel didactique; [4]
- prenne les mesures nécessaires pour que le contenu didactique soit sécuritaire; [5]
- s'assure que les enseignants connaissent et démontrent des techniques sécuritaires. [6]

Organisations/personnes visées :

Commission scolaire des Navigateurs
Centre national de conduite d'engins de chantier

Suivi des recommandations :Commission scolaire des Navigateurs

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-12-18, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre national de conduite d'engins de chantier

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-08-28, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

ASPHYXIES

Avis/Dossier : A-308149 143716

Événement :

Une femme de 86 ans décède d'asphyxie lorsqu'elle est coincée entre son lit et la ridelle, au Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Merci de Montréal.

La femme est atteinte d'un cancer, a beaucoup maigri et est très faible. La patiente est trouvée inanimée entre son matelas et la ridelle de son lit. La femme n'étant pas agitée, le coroner s'interroge sur la nécessité d'utiliser la ridelle comme moyen de contention. De plus, l'extrême maigreur de la patiente augmente le niveau de dangerosité de la ridelle.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Merci :

- revoie ses critères d'utilisation des ridelles, s'assure qu'elles sont prescrites, qu'elles sont utilisées pertinemment et, dans ce dernier cas, qu'elles sont adaptées à la taille des personnes qu'on cherche à protéger. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Merci

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Notre-Dame-de-la-Merci

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308720 144148

Événement :

Un homme de 90 ans bénéficiant d'aide pour son maintien à domicile s'est étouffé avec de la nourriture.

Une partie des soins était assurée par le personnel d'une agence liée par contrat avec le Centre de santé et de services sociaux Cavendish. Le jour de l'événement, un membre du personnel de cette agence s'est rendu chez le bénéficiaire pour le repas du midi. Vers 14 h 30, il aurait vomi et se serait étouffé avec de la nourriture. Le 9-1-1 a été joint. Selon l'information obtenue, la personne de l'agence n'a pas tenté de manœuvres de réanimation. Le personnel de l'agence n'est pas nécessairement formé en soins d'urgence selon le coroner.

Recommandation :

Que la directrice générale du Centre de santé et de services sociaux Cavendish :

- privilégie dans la mesure du possible, dans le cadre des programmes de maintien à domicile, la mise sous contrat d'agences embauchant des personnes possédant des notions de base en soins d'urgence ou leur assurant une formation minimale. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Cavendish

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Cavendish

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-07, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304294 140320

Événement :

Une fillette de 6 ans se pend en voulant descendre d'un lit superposé à Laval.

L'échelle pour se rendre au lit supérieur a été enlevée par mesure de sécurité. La jeune fille réussissait quand même à grimper. Le jour de l'événement, elle a voulu descendre du lit, a noué un cordon de robe de chambre à son cou probablement pour sécuriser sa descente. Elle a vraisemblablement perdu pied et a été retenue par le lien au cou.

Le coronar explique que ce n'est pas la structure du lit qui est en cause dans les accidents ou les décès répertoriés, mais plutôt l'usage que les gens en font. L'enfant ne doit pas rester sans surveillance lorsqu'il est dans le lit du haut. La plupart des consommateurs ne lisent pas les mises en garde lorsqu'ils achètent un produit.

Recommandation :

Que Santé Canada ainsi que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- unissent leurs efforts, et ce, à l'intérieur de leur juridiction respective afin que les utilisateurs des lits superposés garantissent en tout temps un environnement sécuritaire pour de jeunes enfants par tout moyen de diffusion nécessaire pour atteindre cet objectif. [1]

Organisations/personnes visées :

Santé Canada
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Santé Canada

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-22, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307287 142232

Événement :

Un travailleur de 52 ans décède d'une asphyxie par compression du thorax et de l'abdomen lorsqu'il est coincé contre la plate-forme de son camion par un paquet de lattes, à Charlemagne.

L'homme, qui était livreur, assistait au déchargement de sa cargaison par un cariste de l'entreprise Habitations Beaux Lieux inc. Le cariste utilisait un chariot élévateur. La victime est cependant demeurée dans l'aire de déchargement. L'accident est survenu lorsque le cariste a retiré un paquet de lattes du camion et que le chariot élévateur a versé vers l'avant, coincant ainsi le livreur entre la marchandise et la plate-forme de son camion.

L'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail retient les causes suivantes : le chariot utilisé était inapproprié pour la charge à transporter, la présence du livreur dans la zone de déchargement l'a exposé au renversement du chariot élévateur et l'organisation, la formation et la supervision du travail étaient déficientes.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- mette en place un programme de prévention à l'intention des entreprises concernant le déchargement de matériaux lourd en paquets lors d'une livraison, particulièrement lorsqu'effectué par un tiers; nous souhaitons vivement qu'un suivi se fasse non seulement pour cette entreprise, mais également pour toutes les entreprises qui feraient de semblables déchargements lors d'une livraison. [1]

Organisation/personne visée :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi de la recommandation :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-31, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306953 141938

Événement :

Un homme de 77 ans décède d'asphyxie lorsqu'il est écrasé par un arbre, au Mont-Tremblant.

L'homme coupait du bois avec un ami. Un tracteur était utilisé pour diriger la chute de l'arbre abattu. En chutant, l'arbre en a heurté un autre et la cime de celui-ci a écrasé la victime et son ami. Ils sont trouvés par un mécanicien, mais il était trop tard pour la victime.

Selon le coronar, les apprentis bûcherons avaient une méthode de travail non adaptée, voire non sécuritaire.

Recommandation :

Que le directeur national de la santé publique :

- s'assure qu'il apporte dans ses programmes visant la diminution des événements traumatiques une attention continue à la problématique de l'abattage des arbres par des non professionnels, que ce soit par la diffusion du dépliant déjà existant, des capsules publicitaires ou par tout autre moyen afin d'informer la population sur les risques inhérents à cette activité. [1]

Organisation/personne visée :

Directeur national de la santé publique

Suivi de la recommandation :

Directeur national de la santé publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-09, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-161212 130116

Événement :

Il s'agit d'une mortinaissance par anoxie intra-utérine survenue durant le travail.

La maman avait décidé d'accoucher à la maison. Elle avait approché une accoucheuse traditionnelle, autodidacte, qui ne fait pas partie de l'Ordre des sages-femmes du Québec. Lorsque les premières contractions ont débuté, elle a appelé l'accoucheuse qui s'est présentée un peu avant midi. Lors de son examen, celle-ci note que le cœur fœtal est bon et que le col est dilaté à 2,5 cm. Dans les heures qui suivent, le cœur fœtal se maintient au delà de 120 battements par minute. Toutefois, vers 22 h, les contractions sont aux cinq minutes et de faible intensité, mais le cœur fœtal a commencé à baisser. Il est en deçà de 120 battements par minute. En accord avec la parturiente, il est décidé de passer la nuit à la maison et de se rendre à l'hôpital le lendemain matin, si le travail stagne. Vers 4 h du matin, le cœur du bébé chute sous les 80 battements. Un appel est fait au 9-1-1.

Les ambulanciers se présentent sur les lieux et la femme est transférée sur une civière munie d'une planche dorsale sous son dos. Durant le transport vers le Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur, le cœur fœtal n'est plus entendu. La parturiente accouche, vers 5 h 2, d'un bébé mort-né.

Le coronar précise qu'il existe un outil des plus utiles pour détecter de façon précoce un travail qui procède anormalement : le partogramme. Celui-ci permet de déterminer après quel intervalle le risque de complications à l'accouchement commence à augmenter.

Recommandations :

Que les Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée :

- s'assurent, si ce n'est déjà fait, que tous les ambulanciers ont la formation de base en matière de soins durant le troisième trimestre de grossesse. [1]

Que l'Ordre des sages-femmes du Québec :

- oblige ses membres à utiliser le partogramme pour le suivi des accouchements à domicile. Dans le cas où la sage-femme décide de continuer à domicile un travail sous-optimal, elle devrait alors justifier clairement, dans ses notes, la ou les raisons qui la motivent. [2]

Organisations/personnes visées :

Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée
Ordre des sages-femmes du Québec

Suivi des recommandations :Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des sages-femmes du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-10-01, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-07-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167608 144233

Événement :

Une femme de 88 ans s'étouffe avec de la nourriture au Centre hospitalier de Portneuf.

La bénéficiaire souffrait de nombreuses maladies. L'infirmière, qui a trouvé la femme en difficulté, a inséré une guedelle avec de l'oxygène, mais sans succès. Aucune autre manœuvre n'a été tentée suivant le protocole signé par la famille.

Le coroner a remarqué que l'utilisation de la guedelle, qui pousse la nourriture plus loin dans les bronches, n'était pas appropriée. Selon lui, c'est la méthode d'Heimlich qui était la plus justifiée au début de l'intervention. Il a souligné le fait qu'il a été joint trop longtemps après le décès de la patiente.

Recommandations :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier de Portneuf :

- avise de nouveau ses membres de l'obligation de toujours promptement signaler tout décès d'origine accidentel survenant dans l'établissement ou hors établissement. [1]

Que le Centre hospitalier de Portneuf :

- s'assure de bien encadrer et informer son personnel infirmier des traitements de base du RCR afin que des manœuvres simples, comme celle de Heimlich, soient appliquées adéquatement. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de Portneuf

Suivi des recommandations :Centre hospitalier de Portneuf

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-07-30, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171437 141207

Événement :

Un patient de l'Institut Philippe-Pinel décède d'une asphyxie secondaire à une obstruction des voies respiratoires.

L'homme est découvert en difficulté respiratoire par des membres du personnel. Soupçonnant la présence d'aliments dans les voies respiratoires, une infirmière a tenté d'appliquer la méthode de Heimlich sans succès. Des manœuvres de réanimation sont pratiquées jusqu'à l'arrivée d'Urgences-santé qui a pris la relève. Les paramédics ont réussi à enlever, au moyen d'une pince recourbée, le cœur de pomme qui causait l'obstruction. Toutefois, l'homme avait succombé et le médecin a constaté le décès.

Recommandation :

Que le conseil d'administration de l'Institut Philippe-Pinel :

- fasse le point sur les moyens en place à l'Institut et sur la compétence du personnel pour faire face à des situations d'urgence comme celle survenue dans le présent dossier et, si nécessaire, se munisse des instruments et moyens pour répondre à de pareilles situations d'urgence. [1]

Organisation/personne visée :

Institut Philippe-Pinel

Suivi de la recommandation :

Institut Philippe-Pinel

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304793 139383

Événement :

Un bébé de cinq mois décède d'une asphyxie positionnelle à son domicile.

L'enfant dormait dans le lit de la mère. Lorsque la mère s'est couchée, elle a trouvé la petite sans vie, couchée sur le côté et coincée entre le mur et le matelas. L'enfant a été amenée par ambulance dans un centre hospitalier où son décès a été constaté quelques minutes après son arrivée.

Ce n'était pas la première fois que le bébé était trouvée dans cette position. Dès la naissance de l'enfant, l'équipe médicale a formulé des craintes quant à sa sécurité. L'intervention de la Direction de la protection de la jeunesse a été demandée à quelques reprises, mais celle-ci n'a pas jugé bon d'intervenir.

Recommandation :

Que le Centre jeunesse de la Montérégie :

- revoie l'implication de la Direction de la protection de la jeunesse dans ce dossier et formule au besoin les recommandations qu'il jugera pertinentes. [1]

Organisation/personne visée :

Centre jeunesse de la Montérégie

Suivi de la recommandation :Centre jeunesse de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

CHALEUR OU FROID EXCESSIF

Avis/Dossier : A-169480 143142

Événement :

Un itinérant de 61 ans est trouvé gelé dans le parc Viger à Montréal.

La victime a été trouvée allongée au sol et recouverte de neige par un autre citoyen sans domicile. Le décès est constaté sur place.

Recommandation :

Que le premier ministre du Québec :

- procède, avec les différents ministères concernés, à l'application des recommandations du rapport sur l'itinérance au Québec, mais plus particulièrement celles concernant le logement, la reconnaissance et le financement du réseau communautaire qui sont en relation avec le présent dossier du coroner. [1]

Organisation/personne visée :

Premier ministre du Québec

Suivi de la recommandation :

Premier ministre du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

CHUTES

Avis/Dossier : A-163865 138197

Événement :

Un homme de 31 décède d'un traumatisme thoraco-abdominal secondaire à une chute d'une échelle, à l'usine thermique de Beaulieu Canada à Farhnam.

L'homme était un employé de Inspect-Contrôle inc., une entreprise du secteur de la construction spécialisée dans l'inspection et la réparation de cheminées industrielles et commerciales. L'accident est survenu alors que le travailleur procédait à l'installation d'une échelle temporaire sur la paroi extérieure de la cheminée de l'usine.

L'enquête de la Commission de la santé et de la sécurité du travail a révélé plusieurs lacunes dans la préparation et l'exécution des travaux. La ceinture de positionnement du travailleur attachée à un point d'ancrage inapproprié et de résistance insuffisante, le harnais de sécurité qui n'est pas relié à un point d'ancrage, une méthode d'installation des sections de l'échelle temporaire dangereuse et la gestion déficiente de la santé et de la sécurité au travail sur ce chantier sont les principaux facteurs ayant contribué à cet accident mortel.

Recommandations :

Que l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec, l'Association de la construction du Québec, l'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec et l'Association sectorielle paritaire de la construction :

- rappellent à leurs membres de se conformer à l'article 2.4.1 du Règlement du Code de la sécurité pour les travaux de construction en ce qui a trait aux plans incluant les procédés d'installation et de démontage signés et scellés par un ingénieur; [1]
- s'assurent que les règles de santé et de sécurité au travail, et plus particulièrement celles concernant le travail en hauteur, sont appliquées et respectées sur leurs chantiers de construction. [2]

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- continue à insister auprès des travailleurs et des entrepreneurs sur la nécessité d'appliquer et de suivre toutes les règles de sécurité lors du travail en hauteur; [3]
- encourage les travailleurs à acquérir, en plus de leur cours de sécurité générale, une formation complémentaire en santé et sécurité au travail dans leur secteur d'activité respectif afin qu'ils connaissent, adoptent et exigent des méthodes de travail sécuritaires. [4]

Organisations/personnes visées :

Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec
 Association de la construction du Québec
 Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec
 Association sectorielle paritaire de la construction
 Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association de la construction du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-05, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-02-05, la réponse de l'intervenant ne traite pas de cette recommandation.

Association sectorielle paritaire de la construction

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-01-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306826 140808

Événement :

Un homme de 81 ans décède d'un choc hypovolémique secondaire à une rupture de la rate survenue à la suite d'une chute.

L'homme est arrivé conscient à l'Hôpital général juif de Montréal. Il présentait une douleur aux côtes ainsi qu'au côté gauche. Des examens radiologiques ont été demandés afin d'éliminer un diagnostic d'hémorragie interne. Le suivi médical n'a pas été décrit clairement et adéquatement dans les notes d'évolution du médecin et du personnel infirmier. Il semble que la tomодensitométrie n'avait pas encore été exécutée près de huit heures après l'admission du malade et que l'échographie abdominale n'a jamais été demandée. Le patient a été trouvé inanimé au département d'imagerie médicale. Le délai d'obtention d'examens radiologiques simples a été trop long dans ce dossier selon le coroner.

Recommandations :

Que le directeur général de l'Hôpital général juif :

- examine avec le directeur des services professionnels, la directrice des soins infirmiers et le chef de l'urgence, respectivement, la qualité de l'acte médical, la qualité de l'acte infirmier et l'efficacité de la prise en charge des patients victimes de traumatisme qui se présentent à l'urgence de cet établissement. [1]

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité de l'acte médical lors de l'arrivée du patient à l'urgence de l'Hôpital général juif de Montréal le 12 mai 2008. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital général juif
Syndic du Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Hôpital général juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-16, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170530 143355

Événement :

Un homme de 89 ans décède d'un infarctus du myocarde à la suite d'une fracture de la hanche.

L'homme est opéré pour une fracture de la hanche à la suite d'une chute à domicile. En fin de soirée le jour de l'intervention, il tient des propos incohérents. Le lendemain, on lui administre de l'oxygène en raison d'une baisse de saturation. L'homme devient agité au point qu'on doit le mettre sous contention abdominale. Le chirurgien traitant est interpellé et le patient reçoit un tranquillisant. Vers 4 h, le patient est trouvé au sol dans sa chambre. Le médecin traitant est appelé à 4 h 50, car la saturation est imperceptible. Il donne l'ordre de transférer le patient aux soins intensifs et d'appeler le médecin de garde si la saturation n'est pas acceptable. Le patient y est admis vers 6 h 45 où il arrive en infarctus aigu. Il décède trois heures plus tard.

Il s'est écoulé près de deux heures avant l'admission du patient aux soins intensifs. L'infirmière l'a visité à plusieurs reprises et, même si la saturation était imperceptible, elle n'a pas appelé le médecin de garde à l'urgence ni le chirurgien traitant.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- s'assure que, pour toute demande de transfert aux soins intensifs, à défaut de pouvoir transférer physiquement la personne au lieu requis immédiatement, les soins intensifs soient prodigués sur place (bilan de base des soins intensifs, électrocardiogramme, radiographie pulmonaire, etc.) et que le temps infirmière/patient que requiert la personne soit égal à celui des soins intensifs. [1]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- enquête dans ce dossier pour s'assurer que les plus hauts standards de soins infirmiers ont été respectés. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-11, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-07, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-04-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165871 139661

Événement :

Un homme de 79 ans décède d'une complication secondaire à une lacération de l'artère diaphragmatique à la suite d'une chute au Centre régional de réadaptation La Ressource.

Le 5 février 2008, l'homme chute dans la baignoire de sa chambre. Les examens révèlent une fracture de la 8^e côte thoracique sans pneumothorax. Quelques jours plus tard, il fait une chute en circulant. Il est transporté à l'Hôpital de Hull où, après avoir été examiné par l'urgentologue, il est admis aux soins intensifs. On lui insère un drain thoracique droit afin d'y enlever un litre de sang. Aucune consultation en chirurgie thoracique ou en chirurgie générale n'est demandée. Au cours de la soirée, il saigne de nouveau et ce n'est qu'à ce moment que le patient est évalué en chirurgie thoracique.

Le patient est amené au bloc opératoire pour une thoracotomie droite. Il fait un arrêt cardiaque intermittent pendant l'intervention, mais répond aux manœuvres de réanimation. Son état se détériore et l'homme décède le lendemain.

Recommandation :

Que le Comité de morbidité-mortalité du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau - Hôpital de Hull et le département de médecine du Centre régional de réadaptation La Ressource :

- renvoient ce dossier. [1]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau
Centre régional de réadaptation La Ressource

Suivi de la recommandation :Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre régional de réadaptation La Ressource

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-01, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166271 137737

Événement :

Un homme de 27 ans décède d'un polytraumatisme consécutif à une chute d'un édifice en construction sur le site Bowen du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS).

L'homme était hospitalisé en psychiatrie au CHUS pour schizophrénie-paranoïde. Il n'était pas connu pour avoir des idées suicidaires. Il avait des autorisations de sortie d'une durée de 30 minutes. La veille du décès, vers 16 h 15, il demande la permission de sortir. Il est avisé qu'il doit être de retour pour recevoir sa médication, à 17 h. À 17 h 45, on note qu'il n'est pas de retour et la résidente de garde est avisée. On fait quelques appels téléphoniques pour le retracer, sans succès. Ce n'est qu'à 21 h qu'on signale sa disparition au Service de police de la Ville de Sherbrooke. En aucun temps, le Service de sécurité de l'hôpital n'a été informé de la fugue du patient.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - site Bowen :

- analyse les actes médicaux posés lors de la fugue de ce patient et fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et la sécurité en pareille circonstance. [1]

Que le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - site Bowen :

- s'assure que le Service de sécurité de l'établissement est avisé dès qu'une disparition d'un patient psychiatriqué est constatée et qu'il complète un rapport d'événement pour réévaluer, le cas échéant, les façons de faire afin d'assurer la sécurité des patients psychiatriqués. [2]
- renvoie les procédures du Service de sécurité lors d'une disparition d'un patient et qu'elles soient suivies de façon plus rigoureuse par l'ensemble du personnel. [3]

- revoie les protocoles d'intervention en cas de fugue d'un patient et que des rappels soient faits en ce sens au personnel. [4]

Que le Service de police de la Ville de Sherbrooke et le Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - site Bowen :

- travaillent de concert à la mise au point d'un protocole décrivant les rôles et responsabilités des membres du personnel de chaque organisme lors du signalement de la disparition d'un patient psychiatisé. [5]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - site Bowen
Ville de Sherbrooke

Suivi des recommandations :

Ville de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke - site Bowen

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-09-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308818 144852

Événement :

Une femme de 89 ans décède à la suite de fractures de la colonne et d'une colite à *Clostridium difficile* postantibiothérapie.

La patiente a fait une chute à sa résidence et elle est amenée à l'Hôpital Fleury pour de multiples fractures vertébrales. Le 18 mars, elle est admise à l'Hôpital Marie-Clara pour sa réadaptation. Elle prenait des antibiotiques pour une infection urinaire. Le 9 avril, elle chute de nouveau. Elle est alors transférée à l'Hôpital du Sacré-Cœur et le scan révèle un hématome sous-dural. Les problèmes neurologiques s'améliorent, mais la diarrhée ne diminue pas. L'équipe traitante rencontre la patiente avec sa famille et il est décidé de se limiter à des soins de confort. Elle est décédée le 7 mai.

Le coroner est d'avis que l'utilisation d'un antibiotique à spectre plus étroit aurait minimisé les risques de provoquer une colite. Plusieurs études ont démontré qu'il est possible de réduire de près du tiers le nombre de cas d'infections nosocomiales, en mettant en place un programme structuré sur l'utilisation rationnelle de l'antibiothérapie.

Recommandation :

Que le comité sur les infections nosocomiales de l'Hôpital Marie-Clara :

- revoie les événements menant au décès de cette patiente afin de déterminer si des façons de faire différentes auraient pu éventuellement diminuer le risque d'infection. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Marie-Clara

Suivi de la recommandation :

Hôpital Marie-Clara

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308841 145030

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'un traumatisme craniocérébral après avoir chuté.

L'homme est sous anticoagulothérapie. Il est admis à l'hôpital pour confusion et la tomodensitométrie révèle un hématome sous-dural secondaire à une chute survenue trois semaines plus tôt. On cesse l'anticoagulant. L'état neurologique du patient se détériore subitement et un drainage de l'hématome est réalisé quatre jours plus tard. Le lendemain, l'état du patient s'améliore, mais il devient agité en soirée. Le personnel diagnostique une pneumonie et une infection urinaire. Au matin, son état neurologique s'est considérablement dégradé et une seconde chirurgie est envisagée. Le pronostic est sombre et la famille opte pour des soins de confort.

Selon le coroner, la chirurgie est effectuée dans des conditions sous-optimales puisque le patient est toujours anticoagulé. Il s'ensuit un nouveau saignement. Le dilantin a peut-être interagit avec l'anticoagulant.

Recommandation :

Que le comité de mortalité opératoire du Centre universitaire de santé McGill :

- détermine si la gestion des cas similaires pourrait être améliorée. [1]

Organisation/personne visée :

Centre universitaire de santé McGill

Suivi de la recommandation :Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

INTOXICATIONS

Avis/Dossier : A-165989 139709

Événement :

Une femme de 83 ans décède d'une dépression respiratoire secondaire à une intoxication à la morphine, au Centre de santé et de services sociaux de Jonquière.

La patiente était hospitalisée aux soins palliatifs dans un contexte de défaillance multisystémique. Elle recevait de la morphine en sous-cutané pour soulager ses douleurs. Le jour du décès, le médecin traitant modifie la prescription de narcotiques de 2,5 mg avec des entre-doses de 1,25 mg en sous-cutané aux 60 à 120 minutes, au besoin. La patiente a plutôt reçu deux doses de 7,5 mg au lieu de 2,5 mg. Un problème de calligraphie dans l'écriture de la prescription et son interprétation est à l'origine de cet accident. Son décès est constaté moins de deux heures après la découverte de l'erreur.

Recommandation :

Que le comité de gestion des risques du Centre de santé et de services sociaux de Jonquière :

- fasse, avec les intervenants visés, une analyse systémique de la qualité des soins dans ce cas. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Jonquière

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Jonquière

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-06, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304333 136363

Événement :

Un homme de 46 ans décède des suites d'une intoxication à l'alcool et aux drogues dans une cellule de la centrale de police du parc Victoria à Québec.

La veille du décès, l'homme est arrêté pour ivresse sur la voie publique. Les policiers communiquent avec la Maison Lauberivière qui accueille des personnes intoxiquées pour une période de dégrisement. La responsable refuse de le recevoir, car l'homme lui semble trop intoxiqué, selon ce que lui disent les policiers. Elle leur conseille de l'emmener à l'Hôpital Saint-François d'Assise. Ils partent en direction de l'hôpital mais, comme l'homme est capable de discuter et de se déplacer seul, les policiers décident de l'amener au poste de police pour dégriser. Après une fouille sommaire, l'homme est mis dans une cellule. Au cours de la soirée, l'homme dort et ronfle bruyamment. Des rondes de vérification régulières et des caméras permettent une surveillance constante du détenu.

Vers 1 h du matin, l'homme est trouvé sans vie dans sa cellule par un policier lors d'une tournée de surveillance.

Recommandations :

Que le Service de police de la Ville de Québec :

- informe l'ensemble de ses policiers des règles à suivre lors de l'interception d'une personne intoxiquée; [1]
- veille à ce qu'ils reçoivent une formation minimale en matière d'intoxication aux drogues et à l'alcool afin qu'ils soient en mesure d'assurer la sécurité des personnes intoxiquées dont ils ont la garde; [2]
- collabore avec le Centre de réadaptation Ubalde-Villeneuve afin de trouver les solutions les plus adéquates au problème de sécurité publique posé par le nombre croissant de cas de toxicomanie. [3]

Organisation/personne visée :

Service de police de la Ville de Québec

Suivi des recommandations :

Service de police de la Ville de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-12-11, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Centre de réadaptation Ubalde-Villeneuve

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-25, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303667 142879

Événement :

Une femme de 57 ans décède d'une insuffisance respiratoire consécutive à une intoxication sévère au Fentanyl.

La femme avait été opérée pour un carcinome épidermoïde du plancher de la bouche et de la langue. À son départ de l'hôpital, sa médication pour soulager ses douleurs était constituée de timbres de Fentanyl 75 ucg/heure à appliquer sur la peau et de sirop de Dilaudid (1mg/ml) à prendre aux quatre heures. Alors qu'elle devait changer son timbre de Fentanyl, elle coupe en deux un des timbres de 50 ucg qui lui restait. Elle demande à son conjoint de placer sur son omoplate une moitié du timbre à côté d'un autre de 50 ucg croyant avoir ainsi la dose recommandée. Le lendemain, son conjoint remarque qu'elle ronfle beaucoup plus fort que d'habitude. Il la trouve sans vie vers la fin de l'après-midi.

Le coroner précise que les timbres transdermiques de Fentanyl sont une forme pharmaceutique encore mal comprise par les professionnels de la santé et du grand public. Ils contiennent un opioïde très puissant à longue durée d'action, ils ne doivent jamais être coupés ou altérés et leur utilisation requiert une formation.

Recommandations :

Que les fabricants de timbres de Fentanyl :

- inscrivent une mise en garde immédiatement accessible sur les emballages et la monographie du produit pour avertir les gens du risque associé à une exposition potentiellement mortelle au Fentanyl. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- sensibilise ses membres aux risques associés à une exposition potentiellement mortelle au Fentanyl. [2]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- sensibilise ses membres au fait de s'assurer que le patient et sa famille savent utiliser le timbre de Fentanyl et comprennent les risques associés à une exposition potentiellement mortelle. [3]

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- sensibilise ses membres au fait qu'ils s'assurent que le patient et sa famille savent utiliser le timbre de Fentanyl et comprennent les risques associés à une exposition potentiellement mortelle. [4]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Ordre des pharmaciens du Québec
Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Fabricants de timbres de Fentanyl

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-22, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-10-05, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Janssen-Ortho inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Cobalt Pharmaceuticals inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Novopharm Limitée

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ranbaxy Pharmaceuticals Canada inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ratiopharm inc.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-167974 146500

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'une insuffisance cardiaque secondaire à une complication de l'usage de coumadin.

L'homme devait prendre sa dose d'anticoagulant (5 mg) tous les matins. Le 13 décembre, il se rend à la pharmacie pour recevoir sa médication. Le 22 décembre, l'anticoagulation est trop importante et l'homme reçoit un antidote au coumadin. Le 30 décembre, la dose est ajustée par le médecin à 4,5 mg et l'homme refuse de se servir d'un pilulier. La pharmacie n'a pas récupéré les comprimés de 5 mg restants chez le patient. Le 6 janvier, il est hospitalisé pour un indice d'anticoagulation beaucoup trop élevé. Malgré tous les traitements, il est décédé aux soins intensifs le 10 janvier.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges ainsi que la Pharmacie Marie-Andrée Brunette :

- s'assurent que le pharmacien favorise la remise des anciens comprimés de coumadin lors d'une modification posologique; [1]
- s'assurent que le pharmacien et le médecin se consultent afin d'optimiser les mesures de sécurité entourant la prise de médicaments et qu'ils évaluent périodiquement l'aptitude à gérer l'automédication des patients à risque. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges
Pharmacie Marie-Andrée Brunette

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de Vaudreuil-Soulanges

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Pharmacie Marie-Andrée Brunette

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-22, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166154 138362

Événement :

Un homme de 69 ans décède d'une intoxication au méthanol.

L'homme souffrait d'une cirrhose hépatique et était connu pour sa sévère dépendance à l'alcool. La famille assurait une surveillance serrée de la victime pour qu'il ne consomme pas. À son réveil, le 2 août 2007, l'homme est plus désorienté que d'habitude. Son état ne cesse de se détériorer et il est transporté à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Il est établi qu'il souffre d'une intoxication au méthanol (lave-glace). Malgré les traitements, il décède aux soins intensifs le lendemain.

Le coroner a constaté que l'homme avait été hospitalisé au Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes en mai 2007 pour des symptômes similaires, bien que moins sérieux. Le coroner se demande pourquoi une intoxication au méthanol n'a pas été envisagée à ce moment.

Recommandation :

Que la directrice des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes :

- invite son comité mortalité-morbidité à se pencher sur ce cas, en vue d'établir pourquoi une intoxication au méthanol n'a jamais été envisagée. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux du Lac des Deux-Montagnes

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-163487 136153

Événement :

Une femme de 75 ans décède deux jours après avoir reçu une médication destinée à un autre patient, au Centre d'hébergement et de soins de longue durée de l'Abitibi-ouest.

Lorsque le personnel s'est rendu compte de l'erreur, on lui a donné du Narcan pour contrer les effets du Fentanyl. Malgré les soins et les traitements reçus, des complications surviennent et la patiente décède.

Recommandation :

Que la direction des soins infirmiers du Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales :

- s'assure que les mesures mises en place à la suite de cet événement sont toujours de mise et efficaces. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux des Aurores-Boréales

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-08, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170529 143210

Événement :

Un homme de 54 ans décède d'une intoxication accidentelle à la mirtazapine.

À la suite d'une hospitalisation en septembre 2008, une cirrhose du foie ainsi qu'une insuffisance hépatique sont diagnostiquées. L'homme continue de prendre de la mirtazapine à la dose maximale recommandée par le fabricant pour soigner une dépression. Les intervenants médicaux et pharmaceutiques ignoraient probablement les précautions à prendre avec ce médicament et l'état du foie du patient. L'homme a été trouvé sans vie à son domicile, le 2 janvier 2009.

Le fabricant du RemeronTM (mirtazapine) indique clairement dans la monographie du produit que cet antidépresseur doit être utilisé avec précaution en cas de maladie hépatique grave.

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- évalue ce dossier, à la lueur des éléments factuels de ce rapport, et fasse la recommandation pertinente au comité exécutif du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de la santé et des services sociaux de Beauce pour mieux encadrer l'usage de la mirtazapine dans l'établissement, surtout lorsque la clientèle souffre d'insuffisance hépatique. [1]

Que la pharmacie du Centre de santé et de services sociaux de Beauce :

- élabore un mécanisme par lequel une pharmacovigilance accrue soit effectuée chez les patients admis avec un diagnostic de dépendance à l'alcool lorsque la mirtazapine est prescrite. Une mise en garde devrait alors être faite au médecin prescripteur. [2]

Que l'Ordre des pharmaciens du Québec :

- sensibilise ses membres sur les dangers de la mirtazapine dans un contexte d'insuffisance hépatique. [3]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de Beauce
Ordre des pharmaciens du Québec

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux de Beauce

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ordre des pharmaciens du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-12-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Bureau régional Canada Vigilance - Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-02, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307973 146608

Événement :

Un travailleur de 25 ans meurt d'une intoxication accidentelle à l'oxyde de carbone dans une porcherie à Sainte-Geneviève-de-Berthier.

L'homme faisait l'entretien des parcs pour les porcs avec une laveuse à pression. Les boyaux étant trop courts pour atteindre les parcs au fond du bâtiment et n'ayant pas de rallonge, le travailleur a installé la laveuse dans une chambre non ventilée lui permettant de se rendre avec le boyau à ces parcs. Soudainement, il s'est effondré et a perdu conscience. Il a été trouvé par un collègue, mais il était trop tard.

Recommandations :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail ainsi que la Fédération des producteurs de porcs du Québec :

- mettent sur pied des cours de formation aux travailleurs de l'industrie porcine sur les risques et dangers potentiels inhérents à l'utilisation des équipements et de la machinerie de la ferme. [1]
- produisent de grandes affiches illustrant ces dangers et risques pour ensuite les placarder sur les murs aux endroits de travail dans les fermes et dans tous les bâtiments où ces machines seraient en fonction. Ces affiches devraient être en tout temps bien visibles par les travailleurs. [2]

Que l'Union des producteurs agricoles :

- informe les propriétaires de fermes du Québec sur l'importance d'installer des détecteurs d'oxyde de carbone aux endroits clos et susceptibles d'accumuler des concentrations élevées d'oxyde de carbone. [3]

Organisations/personnes visées :

Commission de la santé et de la sécurité du travail
Fédération des producteurs de porcs du Québec
Union des producteurs agricoles

Suivi des recommandations :Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des producteurs de porcs du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Union des producteurs agricoles

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Noyades

Avis/Dossier : A-171853 141857

Événement :

Un homme de 24 ans se noie à l'ancien barrage d'Hydro-Québec, à Richelieu.

La baignade est interdite à cet endroit car le courant est très fort. Malgré cette interdiction, le site est très fréquenté par la population. Une clôture entoure le terrain, mais les gens la contournent par une extrémité pour accéder à la rivière.

Recommandation :

Que Hydro-Québec et la Ville de Richelieu :

- revoient la sécurité des lieux. [1]

Organisations/personnes visées :

Hydro-Québec
Ville de Richelieu

Suivi de la recommandation :Hydro-Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Richelieu

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171523 141777

Événement :

Un garçon de 12 ans se noie dans la piscine extérieure d'un hôtel, à Montréal.

L'enfant logeait à l'hôtel avec ses parents à l'occasion d'un tournoi de soccer. Vers 18 h 45, il se rend à la piscine extérieure avec ses amis. Il ne sait pas nager et ne porte pas de vêtement de flottaison. Les enfants jouent au ballon dans la partie peu profonde de la piscine. Après un certain temps, un des parents accompagnateurs remarque qu'il ne voit plus l'enfant. Peu après, une jeune fille aperçoit le garçon au fond de l'eau, dans la partie profonde de la piscine. Malgré des manœuvres de réanimation intensives, son décès est constaté à l'Hôpital Sainte-Justine.

L'investigation du coroner a mis en lumière les éléments suivants : la surveillance était inadéquate lors de l'événement, il n'y avait aucun éclairage direct dans la piscine permettant de voir la ligne délimitant la partie peu profonde de la partie profonde et la qualité de l'eau était déficiente.

Recommandations :

Que l'hôtel Holiday Inn :

- identifie clairement la présence de deux piscines; [1]
- indique clairement aux deux piscines que tout enfant non nageur doit être accompagné d'un adulte (parent ou accompagnateur); [2]
- donne accès aux jeunes nageurs à un vêtement de flottaison individuel fourni par le propriétaire de l'installation; [3]
- améliore l'éclairage de la piscine extérieure; [4]
- ajoute un point au registre de la qualité de l'eau selon lequel on ne mesure non seulement la clarté de l'eau, mais bien le disque noir de 15 cm afin qu'il soit visible à partir de 9 mètres de tout point de la promenade; [5]
- voie à l'application du règlement Q2-r-18, règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels; [6]
- s'assure de la requalification de ses sauveteurs; [7]
- mette à la disposition de leur personnel le règlement; [8] affiche dans les chambres les consignes de sécurité concernant l'utilisation de la piscine (enfants non-nageurs doivent être accompagnés d'un adulte) ou doivent porter un vêtement de flottaison individuel); [9]
- modifie sa politique d'appel au téléphone de la piscine, c'est-à-dire que ce téléphone devienne à usage exclusif entre le sauveteur et la réception et que le sauveteur réponde uniquement en cas de besoin essentiel. [10]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- instaure des cours de natation obligatoire au 2^e cycle du primaire; [11]
- sensibilise les différentes fédérations sportives ainsi que les organisations telles les scouts et les louveteaux au rôle d'accompagnateur lorsqu'ils séjournent dans un établissement touristique possédant une piscine, principalement : [12]
 - s'assure d'une surveillance lorsque les jeunes se trouvent dans la piscine;
 - identifie les jeunes non nageurs auprès des préposés à la surveillance;
 - sensibilise les jeunes au risque de plongeon dans ces piscines.

Organisations/personnes visées :

Holiday Inn

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Holiday Inn

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2009-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2009-10-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-309305 146103

Événement :

Un enfant de 6 ans se noie au parc régional du Bois de Belle-Rivière, à Mirabel.

L'enfant fréquentait l'école Saint-Philippe de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord. Le jour de l'événement, il participait à une sortie organisée par le service de garde scolaire La Ribambelle. Quatre jeunes femmes accompagnent le groupe formé de 43 enfants et trois sauveteurs assurent la surveillance de la plage. Personne n'est informé que l'enfant nage difficilement et qu'il nécessite une surveillance particulière.

Peu de temps après, une monitrice informe la responsable du groupe que l'enfant est introuvable. On se met immédiatement à sa recherche sur le site. L'enfant est localisé par une sauveteuse au fond de l'eau, près de la bouée centrale, la partie la plus profonde du lac. Il est ramené sur le sable et des manœuvres de réanimation sont débutées. Il est transporté par ambulance au Centre hospitalier Saint-Eustache où la mort cérébrale est constatée.

L'investigation a mis en lumière que les ratios accompagnateurs-enfants déterminés par l'Association des camps du Québec n'étaient pas respectés. Par ailleurs, les accompagnatrices ne connaissaient pas suffisamment bien les aptitudes à la nage des enfants et l'eau du bassin manquait de limpidité.

Recommandations :

Que la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord et son service de garde scolaire La Ribambelle :

- fassent connaître à ses éducateurs et appliquent le Guide sur l'encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique, du ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport; [1]
- modifient le formulaire d'autorisation envoyé aux parents avant une sortie afin d'obtenir tous les renseignements pertinents sur leurs enfants; [2]

- donnent aux parents, préalablement à une activité, toute l'information utile à sa préparation et à leur décision d'y faire participer leur enfant ce qui implique notamment, de les informer du nombre d'enfants et d'accompagnateurs ainsi que des consignes de sécurité qu'ils pourront réviser avec leurs jeunes; [3]
- prévoient des techniques de repérage et d'encadrement des enfants, notamment l'instauration de la technique copain/copain;
- [4]
- élaborent un plan d'urgence pour chaque sortie scolaire et le fassent connaître aux enfants et à leurs parents. [5]

Que la Ville de Mirabel et les gestionnaires du parc du Bois de Belle-Rivière :

- fassent connaître à son personnel, notamment aux sauveteurs, et appliquent le Guide sur l'encadrement sécuritaire des groupes d'enfants en milieu aquatique, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; [6]
- mettent en place toutes les mesures permanentes annoncées et précédemment citées, avant le début de la saison de baignade de l'été 2010; [7]
- installent face aux chaises des sauveteurs une ligne de bouées balisant la profondeur de l'eau afin de donner des repères aux jeunes baigneurs et aux adultes qui en sont responsables; [8]
- s'assurent d'un accueil adéquat des groupes d'enfants, notamment par la rédaction d'un guide spécifique mettant l'accent sur les consignes de sécurité et l'organisation préalable à l'activité de baignade; [9] insistent, dans l'élaboration des dépliants et d'affiches de type pictogramme, sur l'importance, dans la surveillance des enfants, d'impliquer tout adulte qui les accompagne; [10]
- s'assurent de l'accessibilité de vestes de flottaison individuelles pour tout enfant qui ne possède pas les habiletés nécessaires à une baignade en eau profonde. [11]
- s'équipent d'un défibrillateur afin d'être en mesure de faire face à toutes les urgences. [12]

Que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

- inscrive au programme scolaire dès la maternelle des cours de natation afin que tous les enfants, avant 7 ans, réussissent la norme « nager pour survivre » de la Société de sauvetage (entrée en eau profonde par roulade, nager sur place pendant 1 minute et nager sur 50 mètres). [13]

Organisations/personnes visées :

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord
Ville de Mirabel
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Suivi des recommandations :

Commission scolaire de la Rivière-du-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-12-14, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Mirabel

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2009-10-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

ACCIDENTS MÉDICAUX OU CHIRURGICAUX

Avis/Dossier : A-163502 134696

Événement :

Un garçon de 7 ans décède d'un choc hémorragique secondaire à une adéno-amygdalectomie, au centre hospitalier de la Sagamie au Saguenay.

L'opération s'est déroulée le 22 novembre en chirurgie d'un jour. Tout allait bien et l'enfant a reçu son congé en soirée. Le lendemain, il a craché du sang et il a été admis à l'urgence. Le 24 novembre, le garçon a été réopéré pour arrêter les saignements. Deux jours plus tard, le jeune patient a reçu des transfusions sanguines et il se sentait mieux. Dans la nuit du 27 au 28 novembre, la santé de l'enfant s'est détériorée rapidement. Il s'est réveillé subitement, une grande quantité de sang a giclé hors de sa bouche et il a fait un arrêt cardio-respiratoire. Son décès a été constaté à la suite d'intenses manœuvres de réanimation.

Le coroner a étudié les gestes effectués lors des manœuvres de réanimation et a noté les trois faits suivants : le délai avant de comprimer le site du saignement, l'intubation difficile ainsi que l'installation ardue d'un cathéter intraveineux. Il aurait été préférable d'installer plus rapidement, sinon immédiatement, une ou deux voies intraosseuses pour une transfusion de sang efficace. Le coroner s'interroge également sur la nécessité de la chirurgie pour prévenir les otites à répétition.

Recommandations :

Que l'Association des pédiatres du Québec :

- réfléchisse à la place et au rôle du pédiatre dans le suivi des patients souffrant de problèmes oto-rhino-laryngologiques chroniques. [1]

Que le Collège québécois des médecins de famille :

- réfléchisse à la place du médecin de famille dans le suivi des patients souffrant de problèmes oto-rhino-laryngologiques chroniques. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- réfléchisse aux éléments qui doivent être consignés au dossier du patient qui s'apprête à être opéré pour une amygdalectomie et/ou une adénoïdectomie; [3]
- formule des directives comportant un algorithme clair pour les différentes indications de la chirurgie des tissus lymphoïdes oraux en association avec des oto-rhino-laryngologistes, des pédiatres et des médecins de famille. [4]

Que l'Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux :

- informe ses membres que tous les établissements de soins qui disposent d'un chariot de réanimation aient dans celui-ci tout ce qui est requis pour une intubation difficile et un plan B établi par les médecins appelés à utiliser le chariot; [5]
- veille à ce que l'établissement diffuse à tous ses médecins le contenu de ce chariot; [6]
- s'assure, sur une base régulière, que l'établissement veille à ce que tout le personnel susceptible d'utiliser le chariot de réanimation connaisse bien l'équipement disponible. Ces sessions devraient se faire en équipes pluridisciplinaires (médecins, infirmières, inhalothérapeutes et préposés) afin que tous partagent les mêmes connaissances et puissent s'y retrouver rapidement si une personne a besoin d'un instrument en particulier. [7]

Que l'Association des médecins d'urgence du Québec, l'Association des spécialistes en médecine d'urgence du Québec, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, le Collège québécois des médecins de famille ainsi que l'Association canadienne de protection médicale :

- sensibilisent tous leurs membres aux gestes simples que requiert une hémorragie postamygdalectomie; qu'ils reproduisent, s'ils le jugent à propos, ce rapport sur leur site Internet afin d'atteindre le plus grand nombre de membres. [8]

Que les responsables des stages d'externat et de résidence en médecine familiale, en médecine d'urgence et en anesthésiologie des facultés de médecine du Québec:

- prévoient des sessions et des stations pratiques durant ces stages pour que les externes et les internes apprennent à bien connaître tout l'équipement du médecin intubateur et l'algorithme de l'intubation difficile. [9]

Que l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé :

- se penche sur les indications des différentes techniques opératoires, y compris l'amygdalectomie partielle intracapsulaire, et les instruments (électrocautère, microdébrideur, laser, etc.) pour l'amygdalectomie. [10]
- évalue, pour l'apnée du sommeil, les modalités diagnostiques à la maison, comme le WatchPAT ou d'autres moyens, qui pourraient constituer une option plus économique et rapide à l'examen de polysomnographie en laboratoire du sommeil pour les adultes et les jeunes. [11]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- instaure un nouveau code pour la procédure de l'amygdalectomie partielle intracapsulaire (avec ou sans adénoïdectomie), et ce, dans la mesure où la profession et le Collège des médecins du Québec sont d'avis que cette technique comporte des avantages par rapport à la morbidité du geste chirurgical. [12]

Que le Centre hospitalier de la Sagamie :

- révisé les instructions remises aux parents après que leur enfant a subi une chirurgie pour adéno-amygdalectomie, en particulier celles à propos d'un saignement persistant. On y recommande de se présenter à l'urgence uniquement si le saignement persiste au-delà de quinze minutes. En présence d'un saignement important avec sang rouge clair, il faut se rendre sans tarder et rapidement à l'urgence. [13]

Organisations/personnes visées :

Association des pédiatres du Québec
 Collège québécois des médecins de famille
 Collège des médecins du Québec
 Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux
 Association des médecins d'urgence du Québec
 Association des spécialistes en médecine d'urgence du Québec
 Fédération des médecins omnipraticiens du Québec
 Association canadienne de protection médicale
 Facultés de médecine du Québec
 Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
 Ministre de la Santé et des Services sociaux
 Centre hospitalier de la Sagamie

Suivi des recommandations :

Association des pédiatres du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-02, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Collège québécois des médecins de famille

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-07-30, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-02-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-02-18, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Association québécoise des établissements de santé et de services sociaux

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des médecins d'urgence du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des spécialistes en médecine d'urgence du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Fédération des médecins omnipraticiens du Québec

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association canadienne de protection médicale

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Faculté de médecine de l'Université de Montréal

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-04-29, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2009-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2009-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier de la Sagamie

Sur la recommandation numéro 13, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 10, en date du 2009-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 11, en date du 2009-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 12, en date du 2009-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association d'oto-rhino-laryngologie et de chirurgie cervico-faciale du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-02-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Faculté de médecine de l'Université Laval

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-03-27, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Faculté de médecine de l'Université McGill

Sur la recommandation numéro 9, en date du 2009-02-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Avis/Dossier : A-170968 140222

Événement :

Une femme de 72 ans décède de complications chirurgicales à l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec.

La patiente a été opérée pour un remplacement valvulaire aortique et un pontage aortocoronarien. Lors de la resternotomie, le chirurgien a constaté la présence de plusieurs adhérences en lien avec une première chirurgie en 1994, et il y a eu lacérations de l'artère pulmonaire et du ventricule droit du cœur. Malgré les pertes sanguines importantes, l'opération a été effectuée adéquatement. Le jour suivant, l'état de la patiente s'est détérioré et une autre intervention chirurgicale a été nécessaire. Elle est décédée aux soins intensifs la même journée.

Recommandation :

Que le Service de chirurgie cardiaque de l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec :

- discute des techniques chirurgicales à adopter pour minimiser les risques de blessures aux gros vaisseaux et au ventricule lors d'une resternotomie. [1]

Organisation/personne visée :

Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Suivi de la recommandation :

Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-07, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305836 142380

Événement :

Une femme de 65 ans décède d'un collapsus cardiovasculaire secondaire à une péritonite aiguë stercorale à l'Hôpital de Maniwaki.

Le 23 juillet, la patiente a été opérée pour une endocholécystectomie. D'anciennes chirurgies font en sorte que la partie supérieure de l'abdomen de la femme est remplie d'adhérences. Après l'opération, elle était somnolente et refusait de s'alimenter. Le lendemain, elle s'est plainte de douleurs abdominales et a reçu des médicaments. Le 25 juillet, son état s'est détérioré et elle est décédée aux soins intensifs à 9 h 13.

L'autopsie a démontré que le côlon de la patiente a été perforé par un trocart de Hasson lors de l'intervention chirurgicale.

Recommandation :

Que le Collège des médecins du Québec :

- analyse la qualité de l'acte posé le 23 juillet 2008 relativement à l'intervention chirurgicale et aux soins postopératoires en vue d'améliorer la qualité des soins médicaux et infirmiers afin d'assurer la sécurité des patients en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Collège des médecins du Québec

Suivi de la recommandation :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-25, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-10, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304722 137880

Événement :

Une femme de 62 ans décède d'une dyspnée aiguë post-transfusionnelle à l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

En 2003, la femme a été hospitalisée pour une anémie ferriprive. En septembre 2004, elle se plaint de fatigue et les analyses indiquent que son hémoglobine diminue. Étant donné que la chute d'hémoglobine se poursuit, la prise de warfarine est suspendue. La patiente a alors reçu une transfusion sanguine et une demi-heure avant la fin, elle a commencé à se sentir essoufflée. À la fin de la transfusion, elle a dit à l'infirmière qu'elle manquait d'air. Malgré la dyspnée, l'infirmière n'a pas vérifié le rythme respiratoire, mais a vérifié la saturation du sang en oxygène. Quinze minutes plus tard, la patiente a activé la cloche d'appel, a annoncé qu'elle allait mourir et a perdu conscience. L'équipe a réussi à la réanimer. Toutefois, des séquelles encéphalopathiques post-réanimation ont conduit la bénéficiaire à la mort cérébrale.

Le coronar conclut en un syndrome de TRALI (Transfusion Related Acute Lung Injury) ou une surcharge circulatoire post-transfusionnelle. Ces réactions surviennent sans avertissement ce qui les rend difficilement évitables. Cependant, leurs conséquences auraient pu être limitées grâce à une meilleure surveillance permettant d'interrompre la transfusion dès l'apparition des premiers symptômes.

Recommandations :

Que le comité de médecine transfusionnelle du Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île :

- détermine l'à-propos de sensibiliser son personnel infirmier aux diverses manifestations cliniques qui peuvent survenir à l'occasion d'une transfusion de manière à pouvoir intervenir efficacement dès les premiers symptômes ou signes; [1]
- rappelle l'incontournable rigueur nécessaire à l'administration de produits sanguins de manière sécuritaire. S'il le faut, l'administration de produits sanguins pourrait se faire à l'aide d'une liste de vérification sur laquelle l'infirmière coche les cases au fur et à mesure qu'elle accomplit les différentes fonctions. [2]

Que les comités de vigilance et de la qualité ainsi que les comités de médecine transfusionnelle du Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île et du Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame :

- rappellent à leur personnel l'importance de signaler tout incident relatif à une transfusion afin que les patients puissent être dûment examinés. [3]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île

Suivi des recommandations :Centre de santé et de services sociaux du Cœur-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier universitaire de Montréal – Pavillon Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-301878 133236

Événement :

Un homme de 85 ans décède d'une dépression respiratoire secondaire à la prise de morphine en usage thérapeutique, au centre hospitalier du Centre-de-la-Mauricie.

L'homme présentait des rectorragies et des examens ont confirmé la présence d'une tumeur basse près de l'anus. Le diagnostic de cancer du rectum est posé. Le médecin a décidé de procéder à une résection abdominopérinéale.

Après la chirurgie, le rythme respiratoire du patient est de 12/minute et les effets de la morphine se font sentir. À 19 h 20, il est transféré à son unité de soins. Selon les notes des infirmières, le rythme respiratoire était de 18/minute, ce qui semble douteux au coroner. Dix minutes plus tard, lors de l'installation d'une pompe pour la morphine, le rythme respiratoire était de 12/minute. À 19 h 30, un membre du personnel juge nécessaire d'installer des contentions aux poignets du bénéficiaire, car il semblait confus et agité. Après 20 h, une note indique que le rythme respiratoire est de 18/minute et que le patient est difficilement éveillable. La pompe de morphine est suspendue. À 20 h 45, le patient est trouvé en arrêt cardiorespiratoire dans son lit. Les urgentologues suspectent que la morphine puisse être en cause et deux doses de naloxone sont données. À 21 h 15, la réanimation étant inefficace, le décès est alors constaté.

Lors de son investigation, le coroner s'est demandé si l'opération choisie était la plus indiquée pour ce patient. Il fait également des commentaires sur la qualité des soins postopératoires et sur l'utilisation de la contention. Il déplore aussi que des tissus réséqués lors de la chirurgie ne soient jamais parvenus au service de pathologie de l'établissement.

Recommandations :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre hospitalier Centre-de-la-Mauricie :

- révise ce dossier pour savoir si la chirurgie d'amputation abdominopérinéale était, en l'occurrence, la meilleure avenue thérapeutique. Si une autre intervention était préférable, mais qu'elle n'était pas offerte dans ce centre hospitalier, l'était-elle à l'intérieur du Réseau universitaire intégré de santé dont fait partie l'établissement? [1]

Que le gestionnaire de risques et la Direction des soins infirmiers du Centre hospitalier Centre-de-la-Mauricie :

- sensibilisent davantage leurs infirmiers et infirmières à l'importance de bien mesurer le rythme respiratoire chez les patients encore instables; [2]
- vérifient l'indication des contentions aux poignets du patient. Aurait-il été possible de faire autrement? [3]

Que le gestionnaire de risques du Centre hospitalier Centre-de-la-Mauricie :

- se penche sur la disparition des tissus qui ont fait l'objet d'une exérèse chirurgicale et qui auraient dû se retrouver en pathologie. [4]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Centre-de-la-Mauricie

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier Centre-de-la-Mauricie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-159577 131197

Événement :

Un homme de 43 ans décède par hypoventilation à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

L'homme s'est mis à convulser à l'extérieur d'une station de métro. À 10 h 12, il est transporté rapidement à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont qui est situé tout près. À 10 h 25, sa dernière crise convulsive est terminée. Le patient était alors inconscient et l'intubation a été nécessaire pour assurer une meilleure ventilation et oxygénation. La manœuvre a été réussie, mais l'introduction d'un tube nasogastrique a déplacé le tube endotrachéal. La seconde intubation a semblé adéquate. Toutefois, le patient était agité et, une heure plus tard, son état s'est détérioré. Le personnel a donc réalisé que la ventilation se faisait dans l'œsophage et non dans la trachée. Après plusieurs manœuvres, le décès a été constaté à 13 h 50.

Selon le coroner, la cause du décès est liée à la gestion des voies aériennes par l'équipe médicale alors que le patient était en coma post-ictal et en acidose lactique.

Recommandations :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens ainsi que le comité de vigilance et de la qualité de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont :

- étudient ce dossier. [1]

Que l'Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec :

- analyse les événements du 13 février 2006 et détermine quel rôle adéquat est attendu de camion remorque à l'intérieur de l'équipe de soins lorsque la ventilation réalisée est sous-optimale. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont
Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Suivi des recommandations :

Ordre professionnel des inhalothérapeutes du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

Avis/Dossiers : A-136491 138001
 A-136490 138000

Événement :

Deux travailleurs sont mortellement blessés après avoir été heurtés par un tuyau sur le chantier de prolongement de l'autoroute 30, à Candiac.

L'accident est survenu alors que des employés s'affairaient au déchargement de formes servant au coffrage de béton pour les structures d'un pont. Au moment où les travailleurs retirent les courroies d'arrimage, un tuyau d'acier de 830 kg placé sur le dessus du chargement du camion semi-remorque roule et écrase deux travailleurs.

Un tuyau instable sur le chargement pendant le désarrimage, une méthode inadéquate de désarrimage du chargement du camion semi-remorque et une supervision déficiente sont les trois principaux facteurs qui ont contribué à cet accident mortel.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport. [1]

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail :

- informe les employeurs du secteur construction d'ouvrages de génie civil des résultats de son enquête et de l'importance d'utiliser des dispositifs d'arrimage adéquats pour retenir les chargements des semi-remorques à plateau, particulièrement pendant l'arrimage et le désarrimage des chargements. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère des Transports du Québec
 Commission de la santé et de la sécurité du travail

Suivi des recommandations :

Ministère des Transports du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308823 144856

Événement :

Une femme de 64 ans décède à l'urgence de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.

Au triage, l'infirmière a indiqué le code de priorité 2, ce qui nécessite une prise en charge à l'intérieur de 15 minutes. Or, la patiente a fait un arrêt cardiorespiratoire quatre minutes après avoir été évaluée au triage. La salle de réanimation est alors bondée, car plusieurs patients y sont gardés en observation même si leur état ne le requiert pas. Il manque d'espace autour de la civière et de matériel de soins. Après de difficiles tentatives de réanimation, le décès est constaté.

Le coronar déploré le mauvais état de la salle de réanimation de l'établissement ainsi que les conditions de travail difficiles pour le personnel. Les traitements prodigués à l'urgence de l'Hôpital du Sacré-Cœur ont été sous-optimaux selon lui.

Recommandation :

Que l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- prenne immédiatement les mesures nécessaires afin qu'une salle de réanimation soit en permanence réservée aux patients instables nécessitant des soins urgents et complexes. Tout patient ne répondant pas à ces critères devrait être transféré dès que son état est stabilisé, afin de s'assurer que le personnel est en mesure de composer avec l'inattendu, le patient en angine instable ou le polytraumatisé de la route qui peut à tout moment se présenter à l'urgence.[1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-03, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304654 136370

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'exsanguination au site d'une fistule artérioveineuse utilisée pour la dialyse, à son domicile.

L'homme recevait des traitements de dialyse depuis une dizaine d'années, à une fréquence de trois fois par semaine. Le 12 avril, le néphrologue a diagnostiqué un anévrisme ulcéré de la fistule et il a fait une requête urgente auprès du chirurgien cardiovasculaire. Les séances de dialyse suivantes ont nécessité plusieurs minutes de compression avant que le saignement ne cesse. Le 28 avril, l'infirmière a installé un pansement compressif à conserver jusqu'au lendemain. L'homme s'est réveillé un peu après minuit et a constaté que le sang giclait. Il a demandé à sa femme d'appeler le 9-1-1 et il s'est effondré. Le médecin d'Urgences-santé a constaté le décès sur les lieux.

Le coronar s'interroge sur le suivi du patient à compter du 12 avril étant donné qu'il aurait dû être vu rapidement par un chirurgien vasculaire.

Recommandations :

Que l'unité de dialyse et le service de chirurgie vasculaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- revoient conjointement les circonstances menant à ce décès et examinent la pertinence d'apporter des modifications à la procédure de consultation présentement en place. [1]

Que le ministère de la Santé et de Services sociaux :

- s'assure que le présent rapport est remis aux coordonnateurs des unités de dialyse du Québec. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi des recommandations :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-21, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-10-29, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

SUICIDES, HOMICIDES

SUICIDES

Avis/Dossier : A-159435 133890

Événement :

Un homme de 27 ans se suicide par pendaison à son domicile après avoir fugué de l'urgence de l'hôpital Santa Cabrini.

Tôt le matin, l'homme en détresse a téléphoné à sa mère et celle-ci a appelé le 9-1-1. L'homme a refusé d'accompagner les ambulanciers, qui ont alors demandé l'aide des policiers pour le conduire à l'hôpital. L'infirmière au triage a indiqué un code de priorité 3, ce qui signifie que le patient doit être vu par le médecin moins de 30 minutes après son arrivée. Les ambulanciers sont étonnés qu'un patient suicidaire soit envoyé dans la salle d'attente. Plus tard, l'infirmière a constaté l'absence du patient, et les gardiens ont confirmé que l'homme était sorti s'acheter des cigarettes. L'infirmière a appelé l'homme à trois reprises et, même s'il ne s'est pas présenté, elle n'a pas communiqué avec les policiers ou la famille. L'homme a été trouvé pendu chez lui.

Selon le coroner, une plus grande sensibilité à l'égard du jeune homme, une meilleure connaissance d'un patient suicidaire, une meilleure surveillance à l'urgence et un comportement approprié devant le constat de fugue auraient pu éviter ce décès.

Recommandations :

Que l'infirmier-chef et le chef médical de l'urgence, la directrice des soins infirmiers ainsi que le directeur des services professionnels de l'Hôpital Santa Cabrini :

- évaluent le processus du triage et la compétence du personnel infirmier y travaillant eu égard au patient suicidaire; [1]
- forment le personnel de l'urgence aux caractéristiques du patient aux prises avec un problème de santé mentale et plus particulièrement au patient suicidaire afin que sa prise en charge et son suivi soient adéquats et qu'on assure sa sécurité; [2]
- établissent une politique en cas de fugue d'un patient potentiellement suicidaire, notamment en faisant intervenir immédiatement le service de police et en communiquant avec la « personne à aviser en cas d'urgence »; [3]
- s'assurent que le triage et la réévaluation des patients à l'urgence se font selon les délais prescrits par l'Échelle canadienne de triage et de gravité; [4]
- se conforment aux recommandations formulées dans le Guide de gestion de l'urgence rédigé par l'Association québécoise d'établissements de santé et de services sociaux paru à l'automne 2006, concernant le patient suicidaire; [5]
- rappellent aux membres du personnel infirmier de l'urgence les règles de la tenue de dossiers et notamment l'importance de notes infirmières complètes. [6]

Organisation/personne visée :

Hôpital Santa Cabrini

Suivi des recommandations :

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-02-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307282 142089

Événement :

Un homme de 47 ans se suicide par pendaison, à Granby.

Il appert qu'aucune ambulance n'était disponible au moment de l'appel. Il s'est écoulé un délai de 37 minutes avant l'arrivée des ambulanciers sur lieux.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- revoie, à la lumière de ce cas, la procédure et la politique concernant la disponibilité du transport ambulancier. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304325 136279

Événement :

Un homme de 25 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jeté d'une fenêtre de sa chambre du 5^e étage du Centre hospitalier Robert-Giffard.

Vers 21 h, un patient informe le personnel qu'il a entendu un bruit de vitre cassée. On procède à des vérifications sur l'étage. Le personnel ne remarque rien d'anormal, tous les patients étant présents. Vers 21 h 45, le personnel se rend compte que l'homme est introuvable. Une deuxième vérification est faite, et c'est à ce moment qu'on découvre la fenêtre fracassée et la victime étendue sur le sol.

Il appert que les fenêtres de la chambre du patient n'ont pas été vérifiées la première fois. Comme les rideaux étaient tirés, le préposé en a déduit que tout était normal.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier Robert-Giffard :

- améliore ses procédures de vérification lors d'incidents afin de s'assurer que tout est conforme et que chacune des vérifications visuelles est parfaitement effectuée. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Robert-Giffard

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Robert-Giffard

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-26, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167910 138710

Événement :

Un homme de 21 ans se suicide par suffocation lors de son hospitalisation en psychiatrie au Centre hospitalier régional du Suroît.

L'homme souffre de schizophrénie paranoïde. En octobre 2007, il est hospitalisé en vue d'obtenir une garde en établissement. Des sacs de plastique sont régulièrement trouvés dans sa chambre. Les chariots de l'entretien ménager ne sont pas parfaitement sécuritaires et le patient peut continuer d'amasser des sacs. Le 24 novembre, il est trouvé dans la salle de bain de sa chambre avec un sac de plastique sur la tête. Malgré les manœuvres de réanimation, son décès est constaté.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier régional du Suroît :

- élabore une procédure visant à limiter l'accès à tout objet potentiellement dangereux sur le département de psychiatrie. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier régional du Suroît

Suivi de la recommandation :Centre hospitalier régional du Suroît

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-06, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165970 137364

Événement :

Un homme de 31 ans s'est suicidé malgré plusieurs heures de négociation avec les policiers de la Ville de Saguenay.

L'homme était sous l'effet de drogues et menaçait de s'enlever la vie. Après une longue période de négociation, l'homme s'est barricadé dans son logement. À la suite d'un silence prolongé, les policiers ont pénétré dans l'appartement et ont trouvé l'homme avec le cou lacéré profondément et en rigidité.

Les services d'un groupe tactique d'intervention n'ont pas été sollicités lors de cet événement.

Recommandation :

Que la Direction du service de police de la Ville de Saguenay :

- clarifie si ce type d'événement ne justifierait pas l'implication d'un groupe tactique d'intervention. [1]

Organisation/personne visée :

Service de police de la Ville de Saguenay

Suivi de la recommandation :Service de police de la Ville de Saguenay

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Saguenay

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-03, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171503 141461

Événement :

Un homme de 84 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jeté en bas du balcon de sa résidence.

L'homme demeurait dans une résidence pour personnes âgées. Il présentait des problèmes médicaux handicapants qui réduisaient fortement sa qualité de vie. Il manifestait beaucoup de tristesse depuis le décès de son épouse survenu quelques mois auparavant.

Selon les données du Bureau du coroner, il y a eu 640 suicides chez les personnes de 65 ans et plus au Québec de 2003 à 2007. Parmi ces décès, 47 se sont produits par un saut dans le vide.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec l'Association québécoise de prévention du suicide, :

- aide au développement d'une campagne traitant spécifiquement des problèmes de suicide chez les personnes âgées afin de sensibiliser à ce phénomène les familles, les différents intervenants auprès des personnes âgées ainsi que la population. [1]

Que l'Institut national de santé publique du Québec :

- finance une étude spécifique et détaillée sur le suicide chez les personnes âgées. [2]

Que l'Association des résidences et des centres d'hébergement et de soins de longue durée privés du Québec :

- informe les résidences pour personnes âgées publiques et privées de l'existence des ressources de leur région en matière de prévention contre le suicide ainsi que le numéro à composer en cas de besoin. [3]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association québécoise de prévention du suicide
Institut national de santé publique du Québec
Association des résidences et des centres d'hébergement et de soins de longue durée privés du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Association québécoise de prévention du suicide

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Institut national de santé publique du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association des résidences et des centres d'hébergement et de soins de longue durée privés du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-171502 141463

Événement :

Un homme de 39 ans se suicide en se lacérant le cou à son domicile de Montréal.

Un proche est entré dans l'appartement et a constaté qu'il y avait beaucoup de sang. L'homme a été trouvé sur son lit avec des lacérations cervicales, le tout étant compatible avec une automanipulation de l'arme tranchante. Il est le troisième de sa fratrie à se suicider. Cette prédisposition génétique augmente de six fois le risque de commettre un suicide.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec l'Association québécoise de prévention du suicide :

- aident à l'élaboration d'une campagne traitant spécifiquement du problème de suicide dans la famille par exemple si précédent dans une fratrie ou chez les parents de 2^e ou 3^e degré afin de sensibiliser les familles et les différents intervenants touchés par ce phénomène. [1]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Association québécoise de prévention du suicide

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-31, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Association québécoise de prévention du suicide

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307601 141439

Événement :

Un homme de 57 ans se suicide en fonçant dans un bloc de béton sur la rue d'Estimauville, à Québec.

L'avant du véhicule a percuté violemment un bloc de béton séparant les voies de circulation. Aucune trace de freinage n'a été trouvée sur la chaussée. L'homme avait laissé une brève note annonçant son suicide. La victime avait donné auparavant des signes de détresse. Le coronar a constaté que les manifestations suicidaires sont encore méconnues.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- intensifie les messages de prévention concernant le suicide, tout particulièrement sur comment déceler les symptômes et sur l'importance de communiquer avec les ressources d'aide pour les personnes suicidaires. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-15, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-26, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304717 137947

Événement :

Un détenu se suicide par pendaison dans sa cellule à l'Établissement de détention Rivière-des-Prairies (EDRDP).

Les notes qui accompagnent le prévenu à son admission à l'EDRDP indiquent qu'il présente un risque suicidaire. Personne n'y porte d'attention particulière. À l'évaluation faite par un agent des services correctionnels (ASC), l'homme nie avoir des idées suicidaires, mais une requête est transmise au service de santé puisqu'il a de problèmes cardiaques importants. Quelques heures avant le décès, le détenu devient paranoïde et a peur d'être agressé. L'ASC fait sortir l'autre détenu de la cellule et verrouille celle-ci. Lorsque le co-détenu se présente à la cellule pour le dénombrement de 20 h, il découvre la victime pendue à un barreau de l'échelle du lit.

Le coroner mentionne que les ASC sont les premiers à intervenir en milieu carcéral. Meilleure sera la formation en matière de dépistage de la maladie mentale et de la gestion des situations d'urgence, mieux la population carcérale s'en portera.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- évalue soigneusement le contenu de la formation spécialisée qui sera offerte aux agents des services correctionnels nouvellement embauchés afin de s'assurer que sont traités les aspects les plus utiles à leur travail en matière de dépistage et d'intervention de base en santé mentale; [1]
- maintienne les conditions d'admissibilité actuelles y compris les deux années de formation postsecondaire dans une discipline liée à la relation d'aide. Plutôt que de réviser à la baisse la formation de base, il faut considérer d'autres façons d'attirer de bons candidats vers la profession comme, par exemple, en offrant des bourses d'étude aux personnes désireuses de s'engager dans cette carrière. [2]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-24, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-24, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Avis/Dossier : A-306576 140700

Événement :

Un détenu de 41 ans se pend dans sa cellule au poste de police Anishnabe Takonewini du Lac Simon.

L'homme était connu des policiers et avait déjà tenté de se pendre dans une cellule. Le jour de l'événement, il a été appréhendé à la suite d'une chicane après une forte consommation d'alcool. Les policiers, ne disposant pas des ressources nécessaires pour surveiller le détenu, ont tenté d'obtenir un agent de sécurité, mais aucun n'était disponible. L'homme a fait du vacarme durant la nuit étant toujours en état d'ébriété. Le peu d'effectif et les appels au poste ont fait que le contrevenant a été laissé sans surveillance. Il a été trouvé pendu avec son pantalon accroché à un barreau de la porte de sa cellule. Le poste n'était pas muni de caméras au moment du décès.

Recommandations :

Que le Service de police Lac Simon :

- s'assure de pouvoir faire appel à une deuxième agence ou encore à des ressources locales, lorsque l'agence Sécurité Optimum n'a pas d'agent disponible; [1]
- remplace les portes des cellules ou les recouvre de plexiglas. [2]

Que le ministère de la Sécurité publique :

- transmette ce rapport aux corps policiers qui pourraient en bénéficier, c'est-à-dire les petits services de police qui ne disposent pas toujours de grands budgets, mais qui devraient néanmoins procéder diligemment à la vérification et à la mise à jour de leur équipement et de leur politique de surveillance des personnes incarcérées dans leurs cellules. [3]

Que la Sûreté du Québec :

- veille à ce que le Centre de renseignements policiers du Québec permette et encourage la consignation des renseignements portant sur la sécurité de ces individus, qui sont déjà inscrits au fichier, pour que le policier qui procède à une arrestation soit alerté du risque d'automutilation et de suicide.

Organisations/personnes visées :

Service de police Lac Simon
Sûreté du Québec
Ministère de la Sécurité publique

Suivi des recommandations :

Service de police Lac Simon

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-171544 142841

Événement :

Un homme de 47 ans se suicide par pendaison à son domicile.

L'homme est hospitalisé en septembre et octobre 2008 à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont pour des problèmes psychiatriques. Il ne présente pas d'idées suicidaires. À son congé, il est confié à l'Hôpital de jour Le Point de prise pour un suivi en externe. Au cours des rencontres avec l'infirmière et l'ergothérapeute, l'homme se plaint d'étourdissements et d'inappétence. Il se dit dépressif, mais n'a pas d'idées suicidaires franches. Il est très ébranlé par le suicide d'un ami. Le 18 novembre, l'ergothérapeute l'appelle parce qu'il ne s'est pas présenté à son rendez-vous de la veille. Il dit avoir fait une chute et s'être blessé à la tête. Le 21 novembre, elle communique avec un de ses amis, car elle est sans nouvelles de son patient. Elle apprend son décès.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont :

- revoie l'ensemble de ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Suivi de la recommandation :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169786 143463

Événement :

Un homme de 49 ans se suicide par pendaison dans un boisé à Saint-Bruno-de-Montarville.

Le jour du décès, l'homme se présente à l'urgence du Centre hospitalier de Granby. Il est évalué de manière exhaustive par l'infirmière au triage. L'homme est dépressif, il a des idées suicidaires, mais il n'a pas de plan précis pour passer à l'acte. L'infirmière lui attribue un code de priorité de niveau 3 et il est installé dans une salle d'examen avant d'être vu par un médecin. L'homme est réévalué au cours de l'heure suivante. Il repose les yeux fermés. Quelques minutes après avoir demandé la permission de sortir pour aller fumer, l'infirmière se rend compte que l'homme n'est pas revenu et qu'il ne répond à aucun des appels au cours de l'avant-midi.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska :

- révisé les politiques et procédures en vigueur pour le patient se présentant à l'urgence avec des idées suicidaires afin de vérifier si des modifications pourraient y être apportées; [1]
- s'assure que les politiques et procédures en vigueur pour le patient se présentant à l'urgence avec des idées suicidaires sont suivies. [2]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de la Haute-Yamaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-08-24, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304749 139151

Événement :

Un homme de 60 ans se suicide par pendaison à son domicile.

L'homme était dépressif depuis plusieurs années. Il a été hospitalisé à trois reprises à l'Hôpital Douglas. Le 10 décembre 2007, il noue une corde autour de son cou pour ressentir un certain effet. Une amie, informée de cette mésaventure, le convainc de se présenter à l'urgence de l'Hôpital général de Montréal. L'évaluation initiale est faite par un étudiant de médecine de troisième année. On détermine qu'il s'agit plus d'une demande d'aide que d'une véritable intention suicidaire malgré l'épisode de la corde. Le patient reçoit son congé de l'hôpital avec une prescription d'antipsychotique pour 10 semaines et un rendez-vous au Module d'Évaluation-Liaison de l'Hôpital Douglas qu'il ne contactera jamais.

Le coroner précise que l'évaluation initiale d'un patient suicidaire à l'urgence est cruciale et qu'une supervision inadéquate des étudiants de médecine en psychiatrie ambulatoire soulève des inquiétudes.

Recommandations :

Que le comité de mortalité du Centre universitaire de santé McGill :

- révisé cet épisode de soins à la lumière des questions soulevées par ce rapport. [1]

Que le Doyen de la Faculté de médecine de l'Université McGill :

- s'assure que les externes en médecine, qui font leur stage en psychiatrie ainsi que les résidents juniors en psychiatrie, ont une supervision adéquate particulièrement lors des consultations à l'urgence. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre universitaire de santé McGill
Faculté de médecine de l'Université McGill

Suivi des recommandations :

Centre universitaire de santé McGill

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Faculté de médecine de l'Université McGill

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168344 143377

Événement :

Un homme de 33 ans se suicide par arme à feu à son domicile.

L'homme souffrait de problèmes psychiatriques depuis plusieurs années. En novembre 2008, il se présente à l'urgence du Centre hospitalier Comtois pour un épisode psychotique aigu. Il est gardé en observation pour la nuit en attente d'être vu par le médecin généraliste le lendemain matin. Après évaluation, celui-ci juge le risque suicidaire suffisamment élevé pour diriger le patient vers le service de psychiatrie du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières. Il est vu en consultation la journée même et le congé est autorisé. Il est mentionné dans les notes que l'homme est un chasseur, mais aucune action préventive n'est faite. Un rendez-vous de suivi en externe est prévu à la fin janvier 2009.

L'homme est découvert sans vie le 7 janvier 2009, par son père, une arme à feu à ses côtés.

Recommandations :

Que la direction des services professionnels du Centre hospitalier régional de Trois-Rivières :

- soumette ce dossier, le rapport de consultation en psychiatrie et les conclusions, au comité d'évaluation de l'acte médical pour commentaires et recommandations, le cas échéant. [1]
- évalue la possibilité d'établir des protocoles d'intervention en collaboration avec les services sociaux et les services de prévention du suicide déjà implantés sur le territoire dans tous les cas où il y a un risque suicidaire clairement identifié par l'un ou l'autre des intervenants au dossier. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- évalue la possibilité d'établir des protocoles d'intervention multidisciplinaires (médecins, psychiatres, travailleurs sociaux, corps policiers) dans le cas de malades psychiatriques connus qu'on sait en possession d'armes à feu à domicile. [3]
- informe les médecins des modalités et des mesures à prendre dans de tels cas, malgré les obligations du secret professionnel. [4]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier régional de Trois-Rivières
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Centre hospitalier régional de Trois-Rivières

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-11-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-11-23, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-10-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305938 140993

Événement :

Une femme 49 ans s'enlève la vie avec une arme à feu à son domicile.

Le 13 juin 2008, la victime, en état d'ébriété, est amenée par ambulance à l'urgence de l'Hôpital de Mont-Laurier après qu'elle ait manifesté des intentions suicidaires avec une arme à feu. Le médecin pose un diagnostic de menaces suicidaires pendant l'état d'ébriété. Elle reçoit son congé après une évaluation de 30 minutes avec indication de cesser l'alcool et de consulter en psychiatrie. Elle est trouvée gravement blessée, le lendemain matin, par son conjoint qui entendait des gémissements dans la maison.

Son décès est constaté le même jour.

Recommandations :

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- revoie l'intervention médicale du 13 juin 2008, en fin d'après-midi. [1]

Que les policiers de la Sûreté du Québec - Poste de la MRC Antoine Labelle :

- revoient leur intervention du 13 juin 2008 dans le contexte où les armes à feu n'ont pas toutes été saisies. [2]

Organisations/personnes visées :

Syndic du Collège des médecins du Québec
Sûreté du Québec - Poste de la MRC d'Antoine Labelle

Suivi des recommandations :

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-11, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Sûreté du Québec - Poste de la MRC d'Antoine Labelle

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Hôpital de Mont-Laurier

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-155760 138614

Événement :

Un homme de 47 ans se suicide par pendaison dans un boisé à quelques kilomètres de sa résidence.

L'homme n'avait pas tenu de propos suicidaires et n'avait aucun antécédent de dépression. Il occupait un nouveau poste depuis quelques mois dans la fonction publique. Il devait parler en public, et c'était un facteur de stress très important pour lui. L'homme n'avait pas demandé d'aide psychologique à son employeur. Il a laissé une note d'adieu expliquant son geste.

Recommandations :

Que l'Association des cadres du gouvernement du Québec :

- s'assure que les cadres publicisent davantage les programmes d'aide aux employés. [1]
- offre une formation systématique aux cadres afin de les rendre plus à l'écoute des appels à l'aide potentiels de leurs employés si non prévu dans leur formation. [2]

Organisation/personne visée :

Association des cadres du gouvernement du Québec

Suivi des recommandations :Association des cadres du gouvernement du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Avis/Dossier : A-171387 145303

Événement :

Un homme de 71 ans se suicide par intoxication à l'oxyde de carbone, à Saint-Anaclet-de-Lessard.

L'homme n'avait jamais fait de tentative de suicide et n'avait aucun diagnostic psychiatrique. L'état de santé d'un proche se détériorant, ils avaient discuté ensemble d'un pacte de suicide. Un membre de la famille et un médecin sont informés du plan suicidaire. La décision est prise d'hospitaliser l'autre personne impliquée afin d'assurer sa sécurité.

L'homme s'enlève la vie le lendemain.

Recommandation :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- sensibilise les médecins de famille, les gériatres et les psychiatres du risque que présentent deux personnes impliquées dans un pacte de suicide, et de l'importance qu'il y ait évaluation psychiatrique de ces deux personnes à partir du moment où leurs intentions ont été dévoilées. [1]

Organisation/personne visée :

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi de la recommandation :

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Association québécoise de prévention du suicide

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170865 140734

Événement :

Un homme de 27 ans se suicide par pendaison dans un boisé à Val-des-Monts.

L'homme était toxicomane depuis plusieurs années. Il avait été expulsé de l'endroit où il vivait depuis un mois. La famille avait entamé des recherches et l'homme a été trouvé dans un boisé derrière la résidence d'un proche.

Recommandation :

Que la Direction de santé publique de l'Outaouais :

- prenne les dispositions nécessaires afin que le service d'aide 24/7, qui offre un service d'aide téléphonique et d'intervention à domicile avec ou sans les policiers, soit davantage connu de la population en général. [1]

Organisation/personne visée :

Direction de santé publique de l'Outaouais

Suivi de la recommandation :

Direction de santé publique de l'Outaouais

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

HOMICIDES

Avis/Dossier : A-302705 132520

Événement :

Un homme de 53 ans est mortellement atteint d'un projectile d'arme à feu lors d'une intervention policière à Saint-Sulpice.

L'homme faisait l'objet d'une enquête policière depuis plusieurs mois. Tôt le matin, les policiers, en compagnie du groupe tactique d'intervention, ont enfoncé la porte du domicile en criant « police ». Arrivé à la chambre de la victime, un policier a vu sortir l'homme et il a crié : « Police, couche-toi par terre. » Le suspect a tiré un coup de feu avec son arme de poing et a atteint un policier. Les policiers ont alors répliqué et une balle a touché la tête de la victime. La conjointe de la victime explique qu'ils croyaient à une invasion de domicile, étant donné la survenue récente d'un tel événement dans leur secteur.

Lors d'une opération policière d'envergure, il y a toujours des risques pour les personnes impliquées. Lors de son réveil, l'homme a probablement cru qu'il était victime d'invasion de domicile et il a voulu se protéger. Cette réaction a été automatique. Selon un expert, l'opération policière a été menée de la manière la plus sécuritaire compte tenu de la situation.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec :

- s'assure que, lorsqu'il y a une entrée dynamique à l'intérieur d'une résidence, un véhicule policier est approché sur les lieux de l'incident avec les gyrophares et la sirène qui retentit aussitôt après l'ouverture de la porte d'entrée afin d'aider à l'identification policière lors de l'intervention. [1]

Organisation/personne visée :

Sûreté du Québec

Suivi de la recommandation :

Sûreté du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-09, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

CAUSES NATURELLES

DÉCÈS NATURELS

Avis/Dossier : A-169764 141363

Événement :

Un homme de 58 ans décède d'un infarctus du myocarde.

L'homme n'avait aucun antécédent médical et n'était suivi par aucun médecin. Dans les mois précédant son décès, il disait ressentir des palpitations, mais il a refusé de consulter un médecin, disant qu'il n'avait pas le temps.

Il est trouvé sans vie au domicile d'une cliente qui l'employait pour divers travaux.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- poursuive ses campagnes de sensibilisation, à l'intention des 45 ans et plus, sur les symptômes des cardiomyopathies ischémiques et sur l'importance de consulter un médecin par les moyens qu'il jugera appropriés. [1]

Organisation/personne visée :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Suivi de la recommandation :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-02, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-307403 140843

Événement :

Une femme de 89 ans décède des suites de la détérioration de son état général et d'une défaillance cardiaque, à la Résidence des Boulevards, à Montréal.

La Résidence des Boulevards est une résidence privée pour personnes âgées autonomes ou en perte d'autonomie. Elle a une capacité de 136 résidents. Durant la nuit, une infirmière auxiliaire et quatre préposés aux bénéficiaires y travaillent. Le 10 mai 2008, la femme fait une chute et elle doit être transportée à l'Hôpital Jean-Talon, car, selon les notes de l'infirmière, elle ne réagit pas aux stimuli. Elle est de retour vers 15 h le lendemain, sans que les préposés de jour laissent quelques notes que ce soit à son sujet. Le 14 mai, son médecin traitant l'examine et indique dans le dossier que la patiente présente une certaine dysphagie depuis sa chute, mais que son état général semble bon. Le 22 mai, son état s'aggrave. Elle demeure alitée, est très somnolente et n'est plus capable d'avaler ses médicaments écrasés. Le 26 mai, vers 16 h, l'infirmière auxiliaire tente de joindre le médecin traitant. Comme il ne rappelle pas, elle joint un autre médecin qui prescrit de la morphine. La femme est trouvée sans vie le lendemain matin, lors de la tournée de l'infirmière auxiliaire.

L'investigation du coronar a mis en lumière plusieurs problèmes tant sur l'organisation de la résidence que sur la qualité des soins donnés aux résidents. Elle note que, malgré la détérioration rapide de l'état de santé de la femme, aucune consultation n'a été demandée par

le personnel. Par ailleurs, elle remet en question la décision d'un médecin, qui ne connaît pas du tout la patiente, de prescrire de la morphine par téléphone, alors que l'infirmière auxiliaire indique dans ses notes que la patiente ne semble pas souffrante. Elle souligne aussi les embûches rencontrées par les intervenants d'Urgences-santé pour avoir accès à la patiente. Il n'y avait personne à la porte pour les accueillir et, le personnel étant occupé, n'a pas jugé bon de se déplacer tout de suite en attendant la cloche d'appel tirée par les ambulanciers.

Recommandations :

Que la direction de la Résidence des Boulevards :

- applique à l'ensemble de ses étages les exigences de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal relativement aux places en ressources intermédiaires et ressources non intermédiaires; [1]
- augmente le nombre de préposés aux bénéficiaires afin que leur nombre soit suffisant de jour, de soir et de nuit; [2]
- s'assure qu'il y a en permanence, sur chaque étage, une personne responsable dès que le niveau d'autonomie des résidents diminue.; [3]
- tente de stabiliser son personnel; [4]
- établisse et fasse connaître à tout son personnel des normes et pratiques complètes; [5]
- s'assure, à tout moment, que son personnel est formé et qu'il respecte les normes et pratiques en vigueur à la résidence. [6]

Que le Centre local de services communautaires Saint-Louis-du-Parc :

- procède à une évaluation complète de tous les résidents afin de déterminer pour chacun si la résidence est adaptée à ses besoins et, s'il y a lieu, qu'il offre les soins et services qui leur sont nécessaires. [7]

Que le Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance :

- poursuive sa surveillance du respect des attentes signifiées aux responsables de la résidence et, notamment, s'assure que les résidents reçoivent des soins infirmiers de qualité. [8]

Organisations/personnes visées :

Résidence des Boulevards

Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance

Centre local de services communautaires Saint-Louis-du-Parc

Suivi des recommandations :

Résidence des Boulevards

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-04-17, l'intervenant informe le coroner en chef qu'il étudie la recommandation.

Centre local de services communautaires Saint-Louis-du-Parc

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-05-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-05-14, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 8, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-15, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303645 139945

Événement :

Un homme de 69 ans décède d'une hémorragie sous-arachnoïdienne en se rendant à son chalet en motoneige, à Labrieville.

Quelque temps avant son décès, l'homme est examiné au Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy à la suite d'une syncope. Les examens révèlent entre autres, de l'hypertension artérielle et des hématomes sous-duraux chroniques. Il reçoit son congé avec une prescription pour passer une échographie cardiaque et un tapis roulant. Il s'effondre lors d'une expédition de motoneige qui s'avère difficile en raison de la neige abondante.

L'autopsie demandée par le coroner révèle l'absence d'hématomes sous-duraux chroniques chez la victime.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy :

- analyse les actes médicaux accomplis lors de l'hospitalisation de la victime à l'aide du rapport final d'autopsie compte tenu de l'absence d'hématomes sous-duraux chroniques à l'autopsie. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Domaine-du-Roy

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-27, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-01-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168454 140554

Événement :

Une femme de 59 ans décède de problèmes cardiaques, quelques heures après avoir obtenu son congé du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de Sept-Îles.

Elle a consulté à l'urgence en après-midi pour des douleurs au cou et au bras gauche accompagnées de vomissements. Elle a quitté l'urgence après avoir été examinée par l'urgentologue. En soirée, elle a perdu conscience. Les ambulanciers sont arrivés à son chevet à 19 h 23 et, malgré les manœuvres de réanimation, son décès a été constaté à 19 h 58 au CSSS de Sept-Îles.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles :

- analyse les actes médicaux accomplis dans ce dossier et qu'il adresse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Sept-Îles

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-165870 139570

Événement :

Un homme de 37 ans meurt d'insuffisance cardiaque au Centre de santé et de services sociaux de Gatineau, Hôpital de Hull.

Le 26 janvier, il a consulté au Centre hospitalier Gatineau Memorial. Une prescription d'anxiolytiques lui est remise et un rendez-vous chez un cardiologue est fixé. Il s'est présenté le lendemain à l'Hôpital de Hull avec une douleur au thorax, de la difficulté à respirer et des frissons. Son état s'est détérioré rapidement, et l'intubation a été difficile. L'équipe des soins intensifs l'a pris en charge et, malgré d'intenses manœuvres de réanimation, son décès a été constaté le 28 janvier à 2 h 34.

Recommandation :

Que le comité de morbidité et mortalité du Centre hospitalier Gatineau Memorial :

- révise ce dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier Gatineau Memorial

Suivi de la recommandation :

Centre hospitalier Gatineau Memorial

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-11, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-170886 142273

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'une insuffisance myocardique au Centre de santé et de services sociaux, Hôpital de Hull.

Le 2 octobre 2008, la femme se présente à l'urgence de l'hôpital, car elle est dyspnéique. L'examen clinique et radiologique révèle de l'anémie et des anomalies aux lobes moyen et inférieur droits. En fin d'avant-midi le lendemain, la patiente est amenée en endoscopie pour une gastroscopie, mais l'examen n'est pas effectué en raison du mauvais état général de la patiente. Entre 7 h 30 et 14 h 15, seuls les signes vitaux pris à la salle d'endoscopie sont notés au dossier.

Vers 15 h 30, la patiente est trouvée en arrêt cardiorespiratoire sur sa civière à l'urgence.

Recommandation :

Que le directeur général du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau :

- examine, avec son directeur des soins infirmiers, la qualité du travail infirmier dans la salle d'urgence de l'Hôpital de Hull dans la journée du 3 octobre 2008.[1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de Gatineau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168830 140974

Événement :

Un homme de 31 ans décède d'un coma hyperglycémique acidocétosique au Centre hospitalier Pierre-Le Gardeur.

Il a consulté deux jours avant son décès au Centre hospitalier Pierre-Boucher pour vomissements, nausées et étourdissements. Une réhydratation au Pédialyte est amorcée. Le médecin a conclu à une gastrite et lui a remis une prescription de Pedialyte. Le patient a donc reçu son congé de l'hôpital sans qu'aucune analyse de laboratoire soit effectuée. Le jour de l'événement, l'homme ne se sent pas mieux. Vers 11 h, des amis l'aident à se lever pour qu'il mange de la soupe, ce qu'il refuse. Son état se dégrade encore et il reçoit de l'aide pour se recoucher. Il est trouvé inerte dans son lit peu de temps après.

Les résultats de l'autopsie démontrent que l'homme est décédé à sa première manifestation d'un diabète. Le coronar se demande si un bilan sanguin et une analyse d'urine n'auraient pas été indiqués pour évaluer l'état du patient au Centre hospitalier Pierre-Boucher.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels ainsi que le médecin-chef de l'urgence du Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher :

- s'assurent que l'évaluation et l'investigation de ce dossier ont été faites selon les règles de l'art. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Pierre-Boucher

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-13, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308054 142264

Événement :

Un homme de 32 ans décède d'arythmie cardiaque maligne probable à son domicile de Montréal.

La veille du décès, une ambulance a été demandée par un proche. Le répartiteur médical d'urgence (RMU) a refusé d'envoyer une ambulance et recommandé que le malade se rende à l'hôpital par un autre moyen. La personne souffrante a refusé et a été trouvée inanimée près de son lit le lendemain.

Le coronar confirme la pertinence de la décision de ne pas envoyer l'ambulance. Le RMU n'ayant pas de connaissances médicales particulières, le coronar suggère que, lors d'un refus d'envoyer une ambulance, les appels soient transférés à une personne possédant des connaissances médicales.

Recommandation :

Que la Corporation d'Urgences-santé :

- examine, en collaboration avec d'autres intervenants du réseau de la santé, la mise en place d'une procédure de transfert d'appels pour une réévaluation de la personne malade par quelqu'un possédant des connaissances médicales dans les cas où le répartiteur en fonction décide que l'état d'une personne ne requiert pas l'envoi d'une ambulance. [1]

Organisation/personne visée :

Corporation d'Urgences-santé

Suivi de la recommandation :

Corporation d'Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-07, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305802 138426

Événement :

Une femme de 50 ans décède d'une pneumonie après avoir reçu son congé de l'Hôpital de Mont-Laurier.

À la suite d'une collision en voiture, les ambulanciers ont conduit la femme à l'urgence de l'hôpital. Les examens effectués ont démontré que ses poumons étaient lourds et congestifs. Elle a donc obtenu son congé avec une prescription d'antibiotique. Une fois arrivée chez un ami, comme elle ne se sent pas bien, elle se couche. Lorsque son ami est revenu de la ferme, il l'a trouvée inerte dans le lit.

Les résultats de l'autopsie révèlent qu'une pneumonie a causé le décès de la femme et que l'accident de la route n'est pas lié à son décès. Le coroner désire que soit vérifiée la qualité des soins donnés à cette patiente.

Recommandations :

Que le directeur des services professionnels ainsi que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital de Mont-Laurier :

- analysent les actes médicaux accomplis pour ce décès et qu'ils adressent, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement toutes les recommandations qu'ils jugent utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- s'assure de la qualité des soins médicaux dans ce dossier, en particulier qu'il vérifie si l'évaluation, le diagnostic et l'orientation du patient ont été effectués selon les règles de l'art. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital de Mont-Laurier
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Hôpital de Mont-Laurier

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-04, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164983 135605

Événement :

Un homme de 63 ans décède d'une arythmie maligne sur ischémie cardiaque aiguë secondaire à une thrombose coronarienne récente, à l'Hôpital général de Montréal (HGM).

L'homme est transporté par ambulance à l'HGM pour des douleurs à la poitrine ressenties à la suite d'un effort physique. Il est évalué par l'infirmière au triage et, selon son impression clinique, il s'agit d'une maladie gastro-intestinale. Elle lui attribue un code de priorité 3, c'est-à-dire qu'il doit être vu dans les 30 minutes par un médecin. Le patient est orienté vers l'aire de traitement des soins ambulatoires et installé sur une civière. Toutefois, selon les notes médicales, le patient n'a pas été revu par l'infirmière au triage ni vu par le médecin. Celui-ci s'est présenté dans la salle une heure plus tard et a découvert l'homme par terre, en arrêt cardiorespiratoire.

Selon l'investigation du coroner, puisque l'information relative aux antécédents médicaux du patient, à sa médication et à ses douleurs à l'effort n'a pas été transmises à l'infirmière au triage, l'impression clinique de celle-ci n'a pas été orientée vers un problème d'origine cardiaque probable. Si tel avait été le cas, une prise en charge médicale précoce et efficace aurait sûrement permis de meilleures chances de survie.

Recommandations :

Que les gestionnaires de l'urgence (l'infirmière chef et le chef médical), le directeur des services professionnels et le directeur des soins infirmiers de l' Hôpital général de Montréal :

- revoient les procédures de triage à l'urgence en s'inspirant du *Guide de gestion de l'urgence (2006)* publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux, plus particulièrement en ce qui concerne la surveillance et la réévaluation post-triage des patients; [1]
- s'assurent que l'information recueillie par les techniciens ambulanciers, lorsque ceux-ci ont terminé leur intervention auprès des patients, est transmise verbalement à l'infirmière au triage, que celle-ci les consigne sur la feuille de triage et que les ambulanciers remettent à l'infirmière responsable du patient (il peut s'agir de l'infirmière au triage) leur rapport d'intervention préhospitalière pour qu'elle en prenne connaissance; [2]
- revoient, avec les infirmières au triage, la problématique des douleurs cardiaques atypiques afin qu'elles soient plus vigilantes dans leur détection, surtout lorsque le contexte à l'urgence porte à confusion (ex. : nombreux cas de gastro-entérite), et ce, afin que les patients bénéficient des soins appropriés pour de meilleures chances de survie. [3]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- inclut dans son *Guide de gestion de l'urgence (2006)*, au chapitre sur le triage, des recommandations concernant la transmission de l'information recueillie par les techniciens ambulanciers, à savoir la transmission verbale des données à l'infirmière au triage, l'inscription de ces données sur la feuille de triage et la remise du rapport d'intervention préhospitalière des ambulanciers à l'infirmière qui doit en prendre connaissance. [4]

Qu'Urgences-santé :

- s'assure auprès de ses techniciens ambulanciers que ceux-ci transmettent toute l'information pertinente à l'infirmière au triage lorsqu'ils se présentent à l'urgence avec un patient. [5]

Organisations/personnes visées :

Hôpital général de Montréal
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Urgences-santé

Suivi des recommandations :

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-18, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-04-28, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Avis/Dossier : A-169355 141109

Événement :

Un homme de 66 ans décède d'une hémorragie digestive haute massive.

L'homme est admis à l'Hôpital général juif pour investigation d'une masse cervicale. Les résultats des examens révèlent des lésions cancéreuses, dont une d'allure maligne au rein gauche. Il est décidé de procéder à une néphrectomie avant de traiter la masse cervicale.

Le bilan des examens préopératoires démontre une anémie et une fibrillation auriculaire. Le cardiologue juge le patient apte à subir l'intervention, mais il précise au médecin traitant que le patient est anémique. Il suggère également de cesser la médication pour la haute pression, car la tension artérielle est basse. Deux semaines avant la néphrectomie, l'homme est réadmis pour une biopsie de la base de la langue. Les notes au dossier indiquent que l'anémie progresse. Il reçoit son congé avec une concentration sanguine en hémoglobine de 98 g/L.

La veille de la chirurgie pour l'ablation du rein, les examens de laboratoire révèlent que l'anémie est toujours présente. Le patient reçoit une transfusion sanguine en raison des saignements anticipés lors de l'opération. Dès le début de l'anesthésie, le patient fait un

épisode d'hypotension. Une échocardiographie démontre une fonction cardiaque normale. En suivi postopératoire, le cardiologue suggère d'éliminer un saignement ayant pu entraîner la baisse de la tension artérielle puisque l'étiologie de cette hypotension n'est pas claire. Cependant, aucun bilan sanguin n'est demandé par l'équipe traitante avant la sortie du patient de l'hôpital.

De retour chez lui, l'homme présente un épisode d'hématochésie. Il se plaint de fatigue importante à l'infirmière des soins à domicile. Celle-ci l'encourage à se mobiliser, mais ne prend pas ses signes vitaux. L'homme est trouvé sans vie par sa conjointe en fin de soirée.

Recommandations :

Que le conseil des médecins et dentistes de l'Hôpital général juif :

- revoie l'ensemble du dossier de ce patient. [1]

Que le Centre local de services communautaires de l'Ouest-de-l'Île :

- revoie le dossier de ce patient et évalue la pertinence de prendre la tension artérielle chez un patient des antécédents d'hypotension et dont la prise de médicaments a été interrompue pour la période périopératoire.[2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital général juif
Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Suivi des recommandations :

Hôpital général juif

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-02-10, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Centre de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-23, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-303105 134130

Événement :

Un homme meurt d'un infarctus du myocarde dans un stationnement à Saint-Jude.

Il ressent un malaise en conduisant sa voiture. Il s'arrête et mentionne à sa conjointe qu'il éprouve des douleurs rétrosternales. Celle-ci compose le 9-1-1 à 18 h 31. Le répartiteur l'informe que c'est une ambulance de Drummondville qui répond à l'appel. Pendant que la femme prend soin de son conjoint, elle voit passer une auto-patrouille. Les ambulanciers arrivent finalement sur les lieux à 19 h 16. La femme leur dit de cesser les manœuvres étant donné que son conjoint ne respire plus depuis 20 minutes.

Lors de son investigation, le coroner a relevé des problèmes en ce qui a trait à la répartition de l'appel aux ambulanciers et déplore qu'aucune demande d'assistance n'a été adressée aux policiers.

Recommandation :

Que la direction de la Coopérative des techniciens ambulanciers de la Montérégie :

- s'assure que les répartiteurs suivent en tout temps les procédures établies. [1]

Organisation/personne visée :

Coopérative des techniciens ambulanciers de la Montérégie

Suivi de la recommandation :Coopérative des techniciens ambulanciers de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-26, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-23, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305507 140562

Événement :

Un homme de 79 ans décède d'une surinfection bronchique au Centre d'accueil Pontiac à Shawville.

Le 17 septembre, il a été admis au centre d'accueil, car il présentait des signes d'un processus démentiel. Le dossier médical est constitué principalement de notes infirmières, ne comptant que trois notes médicales (dont celles de l'admission et du décès). Le 22 septembre, le patient a une toux et des sécrétions qui nécessitent un traitement aux antibiotiques. Ce traitement a été rapidement interrompu. Le lendemain, l'homme commence à être agressif. Le 24 septembre, il trébuche et présente deux petites lacérations à la tête. Il devient alors encore plus agressif tant verbalement que physiquement. Le 27 septembre, une contention est prescrite et son langage devient incohérent. Le 29 septembre, il veut encore frapper le personnel, mais il est trop somnolent. Une analyse sanguine indique la présence probable d'une infection. Le médecin prescrit alors des antibiotiques et des inhalateurs. Très tôt le 30 septembre, le patient est trouvé inerte dans son lit et, malgré l'ordonnance de réanimation, aucune manœuvre n'est entreprise.

Le coroner croit que le patient a reçu des soins inadéquats. La raison du changement de son comportement aurait dû être recherchée. Ce changement radical aurait nécessité un transfert vers un établissement en mesure de poser rapidement un diagnostic et d'entreprendre un traitement efficace.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre hospitalier du Pontiac :

- soumette ce rapport à l'attention du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'établissement, afin qu'il analyse les actes médicaux accomplis au Centre d'accueil Pontiac de Shawville entre les 17 et 30 septembre 2007 et qu'il fasse, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances.[1]

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- examine la qualité des actes médicaux accomplis au Centre d'accueil Pontiac du Centre de santé et des services sociaux de Pontiac dans ce dossier. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre hospitalier du Pontiac
Syndic du Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier du Pontiac

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-04-20, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-17, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-27, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169006 139331

Événement :

Un homme de 78 ans décède d'embolies pulmonaires bilatérales massives à la Clinique médicale Viau.

Vers 15 h 30, le 11 janvier 2008, l'homme s'est présenté à la clinique sans rendez-vous. Après avoir vérifié qu'il n'avait pas de dossier à la clinique, la réceptionniste lui dit de s'asseoir dans la salle d'attente et l'informe qu'un médecin l'appellera lorsque ce sera son tour. Elle ne note rien de particulier. Un peu plus tard, des patients assis dans la salle d'attente s'aperçoivent que l'homme n'est pas bien. Ils avertissent la réceptionniste qui se rend au bureau de l'infirmière auxiliaire pour l'informer qu'un patient a du mal à respirer. Cette dernière, occupée à vacciner un patient, lui suggère de déranger un médecin. Celui-ci se rend sans attendre auprès du patient et, après un examen de quelques minutes, conclut qu'il est décédé. Il ne tente aucune manœuvre de réanimation et demande à la réceptionniste d'appeler le 9-1-1 pour le constat de décès. Il retourne à ses occupations.

L'homme décédé est laissé sur sa chaise, ce qui provoque un certain désarroi chez les autres patients. Une femme a voulu tenter des manœuvres de réanimation, mais une infirmière auxiliaire l'en a empêché. Lorsque les ambulanciers arrivent sur les lieux, l'homme est toujours assis dans la salle d'attente, sans que personne tente des manœuvres de réanimation. Ils le transportent à l'écart et le branchent sur le moniteur. Ils mettent fin au protocole à la demande du médecin de la clinique au bout de cinq minutes. Le décès est constaté par le médecin d'Urgences-santé à 17 h 8.

La Clinique médicale Viau existe depuis plus de trente ans et s'est toujours affichée comme une clinique d'urgence. L'enquête publique a démontré que l'homme n'a pas reçu les soins appropriés à son état. L'accueil des patients est assuré par des secrétaires-réceptionnistes qui n'ont aucune formation particulière et qui ne disposent d'aucune directive écrite pour les guider dans leur travail. Par ailleurs, pour une clinique qui accueille un gros volume de patients, aucune infirmière ou infirmière auxiliaire ne procède à un certain triage. Selon le coroner, le patient ne présentait pas les critères d'une mort évidente et le médecin de la clinique de même que les infirmières auxiliaires auraient dû entreprendre des manoeuvres de réanimation.

Recommandations :

Que les administrateurs de la Clinique médicale Viau :

- s'assurent que les patients sont accueillis adéquatement et que la salle d'attente est surveillée; [1]
- instaurent un processus de triage des patients; [2]
- forment le personnel aux manœuvres de réanimation afin qu'il y ait à la clinique des personnes aptes à réagir à une situation d'urgence; [3]
- s'assurent que les protocoles en vigueur depuis janvier 2009 sont bien compris et appliqués par tout le personnel. [4]

Que le Collège des médecins du Québec :

- rédige un guide de bonnes pratiques afin d'aider les administrateurs des cliniques privées à offrir un environnement sécuritaire à leurs patients et de leur permettre de faire face adéquatement aux urgences. [5]
- se penche sur la qualité du traitement médical offert à cet homme à la Clinique médicale Viau, le 11 janvier 2008. [6]

Organisations/personnes visées :

Collège des médecins du Québec
Clinique médicale Viau

Suivi des recommandations :

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-04-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-04-20, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Clinique médicale Viau

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-03-31, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171369 143867

Événement :

Un homme de 50 ans décède d'une hémorragie digestive au Centre de santé et de services sociaux (CSSS) de la Matapédia.

L'homme avait des problèmes de consommation abusive d'alcool. Il aurait fait à quelques reprises des hémorragies digestives. En décembre 2008, il est admis dans un centre de désintoxication à Val-Brillant. Au début de 2009, il est hospitalisé au CSSS de la Matapédia. Les diagnostics au dossier font mention d'une cirrhose alcoolique et d'une coagulopathie secondaire. Il se présente de nouveau à l'urgence le 23 février et les examens montrent une insuffisance rénale très probablement en lien avec une cirrhose. Étant donné sa condition médicale, seul un traitement médical est approprié. Le pronostic est sombre. Des narcotiques lui sont prescrits contre la douleur et, le 26 février, il retourne au centre de désintoxication à sa demande.

Le lendemain, son colocataire prévient le responsable du centre qu'il y a du sang sur le mur au pied du lit et que le niveau de conscience de l'homme est altéré. L'homme est transporté par ambulance au CSSS de la Matapédia où il décède le jour même.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia et le Centre Corps Âme et Esprit :

- élaborent un protocole d'entente afin d'établir une collaboration, plus particulièrement sur l'aspect communication et l'aspect évaluation médicale comprenant celui de la toxicomanie. [1]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent :

- évalue si un protocole ne devrait pas être établi entre les CSSS sur le territoire du Bas-Saint-Laurent et les organismes de désintoxication pour l'alcool qui hébergent des personnes présentant ce diagnostic et leur offrent des soins. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia
Centre Corps Âme et Esprit
Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-04, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Centre Corps Âme et Esprit

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-16, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Agence de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-16, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-05-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-05-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossiers :	A-171501	141462
	A-171508	141529

Événement :

Deux hommes décèdent d'un status épilepticus en juillet 2008.

Les deux hommes souffraient d'épilepsie post-traumatique. En raison de perte de mémoire, ils n'étaient pas fidèles au traitement. À la suite de leur investigation, le coronar s'interroge sur le suivi offert à l'Hôpital Notre-Dame, autant pour celui qui avait été hospitalisé que celui suivi en externe en neurologie.

Recommandations :

Que le conseil des médecins et dentistes de l'Hôpital Notre-Dame :

- examine ces dossiers afin d'en assurer l'analyse sur le plan du suivi et du soutien, afin de formuler, s'il y a lieu, au conseil d'administration de l'établissement, toutes les recommandations qu'il juge utiles pour que des mesures soient prises, en vue d'améliorer la qualité des soins et d'en assurer la sécurité en pareilles circonstances. [1]

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux en collaboration avec Épilepsie Montréal Métropolitain :

- mette à la disposition des différentes urgences et cliniques de neurologie les informations et documents en relation avec le soutien offert aux patients atteints d'épilepsie ainsi que leur famille par cette association. [2]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Notre-Dame
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Épilepsie Montréal Métropolitain

Suivi des recommandations :Hôpital Notre-Dame

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-18, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Épilepsie Montréal Métropolitain

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-05, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304729 138063

Événement :

Un homme de 22 ans décède d'une péritonite aiguë purulente secondaire à une maladie de Crohn avec fistules entéro-mésentériques et collections abcédés intra-mésentériques.

En juin 2007, l'homme, d'origine mexicaine, s'installe avec sa famille au Québec. Quelques jours après leur arrivée, ils font une demande pour obtenir le statut de réfugiés politiques. Au cours de cette période, l'homme présente des symptômes digestifs qu'il a déjà éprouvés dans le passé. Il consulte dans une clinique médicale du quartier où la famille habite. Le médecin note que le patient est maigre mais non déshydraté. Il conclut à une gastro-entérite et lui prescrit de l'imodium. Six semaines plus tard, il consulte un autre médecin à la même clinique pour un état de grande fatigue. L'examen rapide du médecin est sans particularité et il lui prescrit des prises de sang. En septembre, après avoir participé à une fête où il aurait fait quelques excès alimentaires, l'homme commence à se sentir moins bien. Il vomit à plusieurs reprises et son état se détériore rapidement. Les secours sont appelés, mais malgré les manœuvres d'usage on ne peut que constater son décès.

À la suite d'une rencontre entre le coroner et la famille, il ressort quelques conclusions sur les soins obtenus au Québec et sur la méconnaissance du système de santé québécois par les nouveaux arrivants et le peu d'informations qu'ils reçoivent à leur arrivée. En effet, la famille n'avait entendu parler du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile (PRAIDA) du Centre de santé et de services sociaux de la Montagne que comme une ressource pour obtenir de la nourriture et des vêtements, alors que celui-ci a aussi le mandat de s'occuper des soins de santé et des services sociaux pour cette clientèle spécifique. Par ailleurs, la famille ne connaissait pas l'existence du 9-1-1 et ne savait pas comment procéder pour obtenir des secours rapides.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- évalue la qualité des services qu'elle offre présentement aux nouveaux arrivants en ce qui concerne l'accès et l'adaptation des services en fonction des facteurs de vulnérabilité de cette clientèle qu'elle considère pour le Programme régional d'accueil et d'intégration de demandeurs d'asile; [1]
- considère pour le Programme régional d'accueil et d'intégration de demandeurs d'asile une deuxième clinique située dans le secteur Ahunatic et Montréal-Nord; [2]
- considère un accès élargi pour tous les nouveaux arrivants avec un statut légal avec des fonds autres que ceux du Programme fédéral de santé intérimaire. [3]

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et la direction du Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile :

- fassent connaître clairement la nature et la portée du mandat du PRAIDA aux autres partenaires dont le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles qui semble en avoir une vision réductrice. Cette démarche de clarification devrait également se faire après concertation avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et les principaux organismes du Grand Montréal qui se préoccupent de l'intégration des personnes réfugiées et immigrantes. [4]

Que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles :

- fasse la mise à jour des informations qu'il remet aux nouveaux arrivants, entre autres celles portant sur :[5]
 - Info-santé,
 - sur la conduite à tenir en cas d'urgence,
 - l'offre des services offerts en matière de soins de santé.
- s'assure que l'information parvienne aux demandeurs d'asile qui s'installent dans la région montréalaise, idéalement dans une langue qu'ils comprennent. [6]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-06-12, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Programme régional d'accueil et d'intégration des demandeurs d'asile

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-08-04, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-06-12, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306950 141898

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'insuffisance myocardique aiguë en faisant du vélo sur une piste cyclable à Blainville.

Il a dépassé des cyclistes et, 50 mètres en avant d'eux, il s'est écroulé. Les ambulanciers l'ont transporté à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Malgré les manœuvres avancées de réanimation, l'asystolie a persisté. L'homme n'avait pas consulté de médecin récemment; il ignorait donc l'état précaire de ses artères coronaires.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- informe la population au moyen de capsules télévisées ou en profitant du renouvellement de la carte d'assurance-maladie, de l'importance pour une personne âgée de plus de 50 ans, qu'elle soit sédentaire ou en bonne forme physique, de consulter son médecin régulièrement et plus particulièrement, si cette personne pratique des activités sportives énergivores. [1]

Que le Collège des médecins du Québec :

- utilise son bulletin pour suggérer à ses membres de communiquer avec leurs patients de 50 ans et plus dont ils sont sans nouvelle depuis un certain temps, pour les inviter à passer un bilan annuel ou à un autre intervalle selon l'état du patient. [2]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-22, l'intervenant répond au coronar en chef en formulant un commentaire général.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-28, l'intervenant informe le coronar en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-16, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304651 136311

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'arythmie maligne à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.

Il avait été opéré pour des pontages il y a une douzaine d'années, mais refusait d'être suivi par un médecin depuis. Un matin, il s'est levé et a ressenti une douleur thoracique. Sa conjointe lui a suggéré de consulter, mais il a refusé. Il est allé se reposer et sa conjointe a remarqué qu'il était pâle et en sueur. Elle a communiqué avec le 9-1-1. L'homme a mentionné qu'il éprouvait des douleurs similaires depuis environ une semaine. Il a été rapidement transporté à l'hôpital et son état n'a cessé de se détériorer. Le médecin a tenté de défibriller, mais les deux appareils ont semblé inopérants. Une infirmière lui en a apporté un qui était fonctionnel, mais les manœuvres sont demeurées vaines et le médecin a constaté le décès.

À l'établissement, aucun rapport d'incident/accident n'a été complété. La source du malfonctionnement du défibrillateur pourrait être une erreur humaine, mais il pourrait également s'agir d'une entorse à la vérification quotidienne de l'équipement. Le coroner s'est également demandé si le délai engendré par ce problème avait mis en péril la vie du patient.

Recommandation :

Que le comité de vigilance et de la qualité, le gestionnaire des risques ainsi que le directeur de l'urgence et le chef du service de l'urgence de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- déterminent s'il y a lieu de prendre des mesures préventives pour éviter la répétition des événements entourant ce décès. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-17, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171519 141774

Événement :

Une femme de 59 ans décède d'une hémorragie digestive après avoir consulté à la clinique externe de l'Hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine.

Elle a été hospitalisée du 3 au 11 août pour décompensation de trouble schizo-affectif. À la suite de son congé, elle a présenté des vomissements et de l'inappétence. Le 13 août, elle a consulté à la clinique externe, mais a refusé d'aller à l'hôpital. Une demande de consultation en médecine interne a été faite et les coordonnées de cliniques médicales près de chez elle lui ont été remises. Le 16 août, la femme a des vomissements noirâtres en grande quantité et fait un arrêt cardiorespiratoire.

Dans son rapport, la coroner mentionne qu'une consultation en médecine interne peut être faite le même jour et que les patients des cliniques externes peuvent être transférés à l'urgence si nécessaire.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Louis-H. Lafontaine :

- revoie l'ensemble du dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Suivi de la recommandation :

Hôpital Louis-H. Lafontaine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171516 141718

Événement :

Un bébé prématuré décède d'une insuffisance multisystémique à la suite d'une réanimation prolongée alors qu'il était en mort apparente.

La maman était à la 30^e semaine de sa grossesse lorsqu'elle a été impliquée dans un accident de la route le 3 août. Le bébé allait bien à ce moment. La mère a subi une opération orthopédique à l'Hôpital Sacré-Cœur le 4 août et l'échographie fœtale s'est avérée normale. Quelques heures plus tard, des anomalies ont été enregistrées pour le cœur de fœtus. Vers 19 h, il est décidé de procéder à une césarienne. Une équipe de l'unité de néonatalogie de l'Hôpital pour enfants de Montréal est appelée. À sa naissance vers 21 h, le bébé doit être réanimé. Il reprend vie et est transféré aux soins intensifs en néonatalogie de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont le 5 août. Le pronostic est sombre et l'état du bébé n'a cessé de se détériorer. Il décède le 8 août.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- revoie l'ensemble du dossier de la mère, en portant une attention particulière au délai entre la décision de pratiquer une césarienne et le moment où l'on a procédé à celle-ci. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-06-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-159185 137989

Événement :

Un homme de 59 ans décède d'une arythmie maligne à la suite d'un syndrome coronarien aigu.

L'homme s'est effondré subitement devant témoins. Des manœuvres de réanimation ont été débutées par les policiers et continuées par les ambulanciers.

Il appert, selon le formulaire de déclaration de transport ambulancier, que l'appel à la compagnie ambulancière a été fait à 11 h 33, les ambulanciers y ont été affectés à 11 h 45 pour arriver sur les lieux à 11 h 54. L'investigation révèle qu'en cette période de janvier un nombre anormalement élevé d'appels a nécessité l'utilisation des services ambulanciers d'un autre territoire.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie :

- étudie ce dossier et évalue les éléments contribuant au délai d'intervention des ambulanciers. [1]

Que les autorités de la Ville de Boucherville :

- reçoive ce rapport afin de les sensibiliser et de les encourager à mettre sur pied un service de premiers répondants comme il en existe dans plusieurs municipalités québécoises. [2]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie
Ville de Boucherville

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-31, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ville de Boucherville

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-07-15, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation ne relève pas de sa compétence.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169767 142345

Événement :

Un homme de 62 ans, demeurant dans une résidence de type familial, décède d'un infarctus du myocarde.

L'homme est découvert sans vie dans sa chambre par un employé. Selon ses dires, le corps est congelé. Il ne tente aucune manoeuvre de réanimation et essaie de joindre sans succès la propriétaire de la résidence. Celle-ci appelle le 9-1-1 lorsqu'elle est informée de la situation, soit près de deux heures après la découverte du corps.

Le coroner précise que l'employé n'avait aucune formation particulière. Il devait assumer le rôle de gardiennage ce jour-là.

Recommandation :

Que l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal :

- demande aux résidences d'accueil de type familial qu'il accrédite de s'assurer que tous les intervenants sont sensibilisés à l'importance d'aviser immédiatement les services d'urgence lorsqu'un usager est dans un état de mort apparente, à moins qu'il existe une ordonnance de non-réanimation et une ordonnance d'intervention thérapeutique demandant de ne pas être transféré en centre hospitalier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Suivi de la recommandation :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308155 143056

Événement :

Un homme de 58 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne au Centre de santé et de services sociaux Papineau (CSSS), à Gatineau.

Le 14 décembre 2008, l'homme appelle le 9-1-1 pour des douleurs à la poitrine associées à de la difficulté à respirer. Les ambulanciers se présentent sur les lieux 30 minutes après l'appel initial. L'homme est transporté au CSSS Papineau où il décède après des manoeuvres de réanimation infructueuses.

Cette nuit-là, cinq véhicules ambulanciers étaient en service. La seule ambulance disponible lors de l'assignation se trouvait à Hull, soit à 35 km de la résidence de la victime. Il ressort de l'investigation du coroner qu'il n'existe aucune directive ministérielle qui dicte une période d'intervention acceptable lors de situations urgentes.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- établisse une norme (et pas seulement une cible) en ce qui a trait au temps de réponse acceptable des ambulanciers/paramédics pour des appels urgents; [1]
- s'assure que ces normes sont respectées par les diverses compagnies de transport ambulancier et fasse un suivi pour veiller à ce que l'attente ne dépasse pas le temps dicté par le ministère. [2]

Que les compagnies de transport ambulancier du Québec :

- signalent aux agences de la santé et des services sociaux ainsi qu'aux autres intervenants (centres hospitaliers, CLSC avec salle d'urgence) les cas où le délai

d'intervention est inapproprié entre l'appel et l'arrivée des ambulanciers/paramédics) afin de les sensibiliser à l'ampleur du problème; [3]

- fassent rapport, au moins annuellement, une fois les normes établies par le ministère de la Santé et des Services sociaux, du temps de réponse moyen dans les divers secteurs de leurs territoires et apporter, si nécessaire, des correctifs pour répondre aux exigences du ministère. [4]

Organisations/personnes visées :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Compagnies de transport ambulancier du Québec

Suivi des recommandations :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Corporation d'Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Corporation des services d'ambulance du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-07-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-169465 143064

Événement :

Une femme de 59 ans meurt d'embolie pulmonaire massive lors de son admission à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine.

La patiente venait d'être transférée de l'Hôpital Santa Cabrini où elle avait été hospitalisée pour constipation avec rétention urinaire associée. Elle a été admise vers 19 h à l'Hôpital Louis-H. Lafontaine et son état s'est grandement détérioré vers 20 h lors de son entrevue avec l'externe de garde. Les manœuvres de réanimation ont été infructueuses.

Le diagnostic d'embolie pulmonaire est un des plus difficiles à établir cliniquement. Cependant, la patiente présentait des anomalies qui auraient pu être investiguées plus à fond selon le coroner.

Recommandation :

Que le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital Santa Cabrini :

- revoie l'ensemble du dossier. [1]

Organisation/personne visée :

Hôpital Santa Cabrini

Suivi de la recommandation :Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-24, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-305921 140919

Événement :

Une femme de 38 ans décède d'un choc septique post-partum et d'un infarctus du myocarde septique au Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine.

Le 18 mai 2008, la femme accouche à l'Hôpital Royal Victoria. L'accouchement s'est bien déroulé, la mère et le bébé reçoivent leur congé le 20 mai. Le 21 et le 22 mai, la femme se présente à l'urgence de l'Hôpital Royal Victoria pour des épisodes de fièvre. L'examen physique révèle peu de choses et le médecin en vient à la conclusion que la seule possibilité pour expliquer la température pourrait être reliée à une endométrite. La patiente est vue par un gynécologue qui explique plutôt la fièvre à l'engorgement des seins. Dans les jours qui suivent, l'état de la femme se détériore. Elle devient confuse. Le 2 juin, elle est admise au Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine où on évoque une faible possibilité d'endométrite. Un bilan microbiologique révèle des hémocultures positives et confirment l'hypothèse d'un choc septique. Dans la nuit, la victime évoluera progressivement vers une chute de tension et une congestion pulmonaire.

Elle est trouvée en arrêt cardiorespiratoire un peu avant 6 h le matin du 3 juin.

Recommandations :

Que les directeurs des services professionnels de l'Hôpital Royal Victoria et du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine :

- revoient ce dossier et que les mesures soient prises pour le suivi en gynécologie et le traitement d'un choc septique. [1]

Que le syndic du Collège des médecins du Québec :

- revoie ce dossier. [2]

Que l'Association des obstétriciens et gynécologues du Québec :

- rappelle à leurs membres l'importance du suivi et des tests diagnostiques qui doivent être faits lors d'une température post-partum. [3]

Que le Collège des médecins du Québec :

- pourrait, s'il le juge à propos, rappeler à ses membres les dangers d'établir des relations diagnostiques avec des proches, sans pratiquer d'examen complet. [4]

Organisations/personnes visées :

Hôpital Royal Victoria
 Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
 Syndic du Collège des médecins du Québec
 Association des obstétriciens et gynécologues du Québec
 Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :Hôpital Royal Victoria

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Syndic du Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Association des obstétriciens et gynécologues du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-10-13, l'intervenant informe le coroner en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-08-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-08-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-08-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-08-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-306988 142703

Événement :

Une femme de 55 ans décède d'une insuffisance myocardique aiguë lors d'une randonnée pédestre dans le parc provincial du Mont-Tremblant.

La femme est accompagnée d'un groupe de randonneurs. Ils ont comme objectif de parcourir le sentier du Centenaire. Le sentier est boueux augmentant ainsi l'effort physique. Rendue au sommet, la femme s'effondre. Les secours sont appelés, mais en raison des conditions difficiles d'accès, ils arrivent sur les lieux environ quatre heures plus tard.

Recommandation :

Que la Société des établissements de plein air du Québec :

- revoie ses modes d'intervention et d'évacuation lors d'une urgence médicale qui survient dans les sentiers de randonnée ou de raquette ou autres endroits difficiles d'accès, notamment en s'interrogeant sur la possibilité de définir des points d'accès par véhicule tout-terrain tout en respectant l'environnement. [1]

Organisation/personne visée :

Société des établissements de plein air du Québec

Suivi de la recommandation :

Société des établissements de plein air du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-06, l'intervenant informe le coronar en chef qu'une solution de rechange est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-167770 144766

Événement :

Une femme de 76 ans décède dans la salle d'urgence de l'Hôpital du Haut-Richelieu.

Le 26 février 2008, la patiente a subi une intervention endoscopique et elle a reçu son congé vers 16 h. Ne se sentant pas bien, elle a été réadmise en soirée. Elle a été évaluée à son arrivée et devait être vue par un médecin dans un intervalle de 60 minutes. Elle a demandé plusieurs fois au personnel infirmier quand elle serait rencontrée. La patiente a été trouvée en arrêt cardiaque près de 12 heures après son admission sans avoir été vue par l'urgentologue.

Recommandation :

Que le service d'urgence du Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville :

- s'assure que les mesures sont prises pour que les bénéficiaires, se trouvant dans la même condition que cette patiente, soient vus dans les temps requis. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-07, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166123 137673

Événement :

Un homme de 62 ans décède d'une insuffisance hépatique, déshydratation et encéphalopathie métabolique, à l'Hôpital du Haut-Richelieu.

Des évaluations médicales révèlent que l'homme présentait un danger pour lui-même et pour autrui. À la suite d'une ordonnance de la cour, il est admis en garde fermée à l'Hôpital du Haut-Richelieu. Quelques temps après son admission, il est mis en arrestation par les policiers de la Sûreté municipale de Saint-Jean-sur-Richelieu pour voies de fait sur une agente de sécurité. Le patient est amené devant le juge sans évaluation médicale. Celui-ci rend sur-le-champ une ordonnance pour que le patient soit conduit au centre de détention Rivière-des-Prairies en attendant d'être évalué à l'Institut Pinel.

Toutefois, devant la mauvaise condition physique du patient, l'infirmière refuse de le garder. Il est réadmis à l'Hôpital du Haut-Richelieu où son état ne cesse de se détériorer. Il décède deux jours plus tard.

Recommandations :

Que le Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville :

- prenne les mesures pour s'assurer que seul un médecin peut autoriser qu'un bénéficiaire hospitalisé quitte l'hôpital. Cette politique doit être rappelée au personnel infirmier. [1]

Que le Service de police de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu :

- informe ses policiers et ses officiers que seul un médecin peut autoriser un bénéficiaire à quitter l'hôpital, si sa condition le permet. [2]

Organisations/personnes visées :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Suivi des recommandations :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-12-09, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-09, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-308747 144387

Événement :

Une femme de 81 ans décède des complications d'une pneumonie à la Résidence Legault de Beaconsfield.

La dame est trouvée sans vie dans son lit. Aucune manoeuvre de réanimation n'a été entreprise par le personnel en attendant l'arrivée des ambulanciers.

Pour le coroner, il n'est pas clair si la victime ou sa famille avait exprimé ses volontés concernant les soins à donner et l'ordonnance de réanimation.

Recommandation :

Que le directeur de la Résidence Legault :

- prenne les mesures pour que les soins à donner et les ordonnances de réanimation soient déterminés pour chaque personne admise à la résidence et qu'elles soient clairement notées et respectées par le personnel. [1]

Organisation/personne visée :

Résidence Legault

Suivi de la recommandation :

Résidence Legault

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-21, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168371 142549

Événement :

Un homme de 80 ans décède d'une arythmie cardiaque à son domicile.

L'homme est admis à l'urgence de l'Hôpital général de Montréal pour faiblesse. Le médecin note une histoire d'étourdissements et de chute dans un escalier du métro. L'examen clinique révèle une bradycardie et les résultats des analyses de laboratoire démontrent certaines anomalies cardiaques. Le patient reçoit son congé avec une ordonnance d'antibiotiques et une demande d'évaluation externe en cardiologie.

Il est trouvé sans vie quelques jours plus tard.

Recommandations :

Que le comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'Hôpital général de Montréal :

- révisé et étudié le dossier de ce patient dans le but de revoir l'exactitude de l'évaluation, de la prise en charge et de la conduite médicale à la salle d'urgence; [1]
- adopte une pratique prudente et diligente pour tout patient se présentant dans un contexte similaire. [2]

Organisation/personne visée :

Hôpital général de Montréal

Suivi des recommandations :

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-04, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-164977 135537

Événement :

Une femme de 44 ans décède d'une arythmie cardiaque maligne au Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) - Hôpital Saint-Luc.

La femme avait été opérée pour une sténose valvulaire aortique sévère et un remplacement de l'aorte ascendante. La période postopératoire est difficile, mais son état s'améliore graduellement. L'implantation d'un cardiostimulateur est prévue dans les jours suivants pour des problèmes de son rythme cardiaque.

Le jour du décès, la patiente est trouvée en arrêt cardiorespiratoire par un infirmier. Il appert qu'il s'est écoulé cinq minutes avant que le personnel intervienne après le déclenchement de l'alarme sonore provoquée par l'arrêt cardiaque. De plus, il y aurait eu ventilation inadéquate pendant cinq minutes, car elle aurait été intubée dans l'œsophage.

Recommandations :

Que le directeur général du Centre hospitalier de l'Université de Montréal :

- prenne les mesures pour que les patients admis à l'unité des soins intensifs puissent bénéficier à tout moment de la présence du personnel infirmier requis par leur état clinique; [1]
- s'assure que l'acte médical réalisé est examiné par le Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens du CHUM et par le Directeur de l'enseignement du CHUM et que les mesures sont prises pour éviter la répétition d'un événement semblable. [2]

Organisation/personne visée :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Suivi des recommandations :

Centre hospitalier de l'Université de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :

A-305788

139432

Événement :

Une femme de 56 ans décède d'une bronchopneumonie le lendemain de son congé du Centre de santé et des services sociaux (CSSS) de la région de Thetford.

La patiente est connue pour une déficience intellectuelle sévère, épilepsie et maladie pulmonaire obstructive chronique. À la fin décembre, une détérioration de son état général est notée. Elle est alors admise pour un traitement de sulfate ferreux et de l'ionothérapie. Pendant l'hospitalisation, des problèmes avec la sonde urinaire sont survenus. Le 21 janvier, elle a obtenu son congé et est retournée en ressource intermédiaire, soit le Centre de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI). À son arrivée, la femme ne paraît pas en bon état et la communication semble peu précise entre l'hôpital et le CRDI. Tôt le matin du 22 janvier, elle est amenée au CSSS de la région de Thetford pour constat de décès.

Recommandation :

Que la directrice des services professionnels du Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford :

- revoie les interventions et les communications médicales dans les heures entourant le congé de la patiente du centre hospitalier et améliore les procédures si elle le juge à propos. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux de la région de Thetford

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-06, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier :

A-303387

134894

Événement :

Une femme de 23 ans décède d'une pneumonie bilatérale compliquée d'une coagulation intravasculaire disséminée secondaire au processus septique. Ce décès est survenu dans un contexte de prise en charge sous-optimale à l'urgence de l'Hôpital Santa Cabrini.

La jeune femme a un handicap physique et possède une bonne santé. Le 14 décembre, elle consulte à l'urgence pour des vomissements, de la toux et des douleurs thoraciques présents depuis quatre jours. Un diagnostic de pneumonie est donné après plusieurs heures d'hospitalisation. Les examens révèlent d'autres problèmes à investiguer. Son état se détériore graduellement sans que le personnel ne saisisse la gravité de la situation. Le 16 décembre, elle reçoit de la morphine étant donné son intolérance à la codéine, et elle est laissée sans surveillance médicale. Elle s'affaisse alors dans son lit devant un proche. Celui-ci alerte une infirmière qui juge la situation normale. Lorsque les manœuvres de réanimation sont finalement enclenchées, le cerveau de la patiente subit des dommages irréversibles.

Recommandations :

Que l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec :

- enquête sur la qualité de l'acte de l'infirmier durant le séjour de la patiente à l'Hôpital Santa Cabrini. [1]

Que le comité responsable de l'étude des mortalités de l'Hôpital Santa Cabrini :

- prenne connaissance de ce rapport, et au besoin, évalue de manière plus approfondie la qualité de l'acte médical. [2]

Que le comité de vigilance et de la qualité de l'Hôpital Santa Cabrini :

- prenne connaissance de ce rapport pour qu'il puisse assurer le suivi nécessaire. [3]

Que l'Hôpital Santa Cabrini :

- se penche sur les méthodes de travail de son médecin examinateur pour, le cas échéant, lui rappeler les obligations légales rattachées à ses fonctions. [4]

Organisations/personnes visées :

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
Hôpital Santa Cabrini

Suivi des recommandations :Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-12-02, l'intervenant informe le coronar en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Hôpital Santa Cabrini

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-01-05, le coronar en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coronar.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-11-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2009-11-13, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-304818 139834

Événement :

Une femme de 46 ans décède d'un syndrome coronarien aigu avec arythmie maligne.

La femme se dirige dans un centre local de services communautaires pour des douleurs thoraciques. Puisqu'aucun médecin ne travaille le samedi, elle est redirigée vers l'urgence

d'un centre hospitalier. N'ayant pas de carte d'assurance-maladie, elle décide plutôt de se rendre dans une clinique médicale. Le médecin de la clinique s'apprête à prendre la tension artérielle de la patiente lorsqu'elle a quelques secousses avec les yeux révulsés puis s'évanouit. La secrétaire appelle le 9-1-1 et plusieurs problèmes de communication s'ensuivent entre les différents intervenants. Les manœuvres de réanimation se poursuivent jusqu'à l'urgence où son décès est constaté.

Recommandations :

Que la Corporation d'Urgences-santé :

- conscientise son personnel aux différences linguistiques et culturelles entre intervenants en santé afin de favoriser une meilleure communication. [1]

Que le Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île :

- fasse l'évaluation de son intervention auprès de la patiente. [2]

Que la Clinique d'urgence Léger :

- offre un minimum de formation à tout son personnel (administratif et autre) afin qu'il puisse soutenir le travail du médecin lorsque nécessaire. [3]
- se dote d'un défibrillateur automatique afin de pouvoir faire face aux urgences cardiaques. [4]

Que le département régional de médecine générale de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- veille à la mise en œuvre de son plan régional d'effectifs médicaux afin d'en assurer une plus juste distribution sur son territoire. [5]

Que le ministre de la Santé et des Services sociaux :

- voie de quelle façon il peut soutenir l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal pour assurer une distribution plus juste des médecins de première ligne sur l'Île. [6]

Que le Protecteur du citoyen:

- prenne connaissance de la situation et prenne toutes les mesures qu'il jugera appropriées. [7]

Organisations/personnes visées :

Corporation Cité des Rivières
Corporation d'Urgences-santé
Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île
Clinique d'urgence Léger
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Ministre de la Santé et des Services sociaux
Protecteur du citoyen

Suivi des recommandations :

Corporation d'Urgences-santé

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre de santé et de services sociaux de la Pointe-de-l'Île

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Clinique d'urgence Léger

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Sur la recommandation numéro 4, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 5, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministre de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-11-30, le coroner en chef a reçu un accusé de réception de l'intervenant.

Protecteur du citoyen

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-12-08, l'intervenant informe le coroner en chef que la recommandation est ou sera mise en oeuvre.

Régie de l'assurance maladie du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Sécurité publique

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 6, en date du 2009-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 7, en date du 2009-11-18, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-168847 141853

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'une pneumonie du lobe inférieur du poumon droit à l'Hôpital général juif de Montréal.

L'homme demeurait dans un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD) depuis plusieurs années. Il avait présenté à maintes reprises des pneumonies d'aspiration. Une gastrostomie avait donc été installée avec un gavage permanent et son état était relativement stable depuis un an. Peu de temps avant son décès, il est transféré à deux reprises à l'Hôpital général de Montréal pour des vomissements et une désaturation en oxygène. Le lendemain de son retour au CHSLD, son état se détériore rapidement. Il est amené par ambulance à l'hôpital le plus près où son décès est constaté après des manœuvres de réanimation infructueuses.

À la suite de son investigation, le coroner s'interroge sur le suivi des soins en établissements.

Recommandations :

Que l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal :

- revoie ce dossier sous l'aspect des suivis de soins en établissements. [1]

Que le directeur des services professionnels de l'Hôpital général de Montréal et le directeur des services professionnels du Centre d'hébergement de soins de longue durée Vigi Reine Elizabeth :

- revoient ce dossier et voient les possibilités d'améliorer la qualité de suivi de soins entre établissements. [2]

Que le Collège des médecins du Québec :

- prenne connaissance de ce rapport. [3]

Organisations/personnes visées :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal
Hôpital général de Montréal
Centre d'hébergement de soins de longue durée Vigi Reine Elizabeth
Collège des médecins du Québec

Suivi des recommandations :

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Hôpital général de Montréal

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Centre d'hébergement de soins de longue durée Vigi Reine Elizabeth

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-11-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-11-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-11-20, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

CAUSES INDÉTERMINÉES

DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE

Avis/Dossier : A-306958 142147

Événement :

Une fille de 12 ans décède d'asphyxie par pendaison à son domicile de Sainte-Anne-des-Lacs.

Elle avait inventé une histoire d'enlèvement quelques semaines plus tôt. Ses parents ont alors entrepris une démarche psychosociale avec elle. Le jour de son décès, il y a eu une discussion lors du repas familial et elle est partie dans sa chambre. Un proche l'a trouvée pendue environ 10 minutes plus tard. Le réflexe a été de fermer la porte et d'appeler le 9-1-1. Un premier policier s'est présenté seul et a amorcé les premiers soins. Les ambulanciers sont arrivés 22 minutes après l'appel. La victime a donc été admise à l'hôpital environ une heure après l'appel au 9-1-1. Son décès a été constaté malgré des manœuvres avancées de réanimation.

La thèse du suicide est possible, mais il se peut également que toute cette situation soit une mise en scène pour attirer l'attention et que la jeune fille ait négligé les risques de son geste. Le coroner se demande si les minutes perdues ici et là auraient pu faire la différence.

Recommandations :

Que la Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord :

- s'assure que la formation en réanimation de ses membres est mise à jour à la fréquence nécessaire qu'elle déterminera et que ceux-ci comprennent bien le protocole de réanimation lorsqu'ils ont à l'appliquer; [1]
- s'assure que, en cas d'urgence pouvant nécessiter l'application d'un protocole de réanimation, deux policiers sont toujours disponibles pour intervenir. [2]

Que les Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée :

- se penchent avec les techniciens concernés sur les moyens à prendre pour améliorer le délai d'intervention et sur toute question touchant celle-ci. [3]

Organisations/personnes visées :

Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord
Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée

Suivi des recommandations :

Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Sur la recommandation numéro 2, en date du 2009-09-25, l'intervenant répond au coroner en chef en formulant un commentaire général.

Services préhospitaliers Laurentides-Lanaudière limitée

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 3, en date du 2009-06-19, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-171932 143750

Événement :

Un homme de 82 ans décède juste avant une chirurgie à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

L'homme s'est présenté à l'urgence pour une hernie inguinale. L'intervention chirurgicale est alors prévue en soirée. Vers 19 h 03, le chirurgien a procédé à une injection de sédation analgésique pour tenter de réduire l'hernie manuellement. Deux minutes après, le patient est entré en état de diaphorèse suivi d'un arrêt respiratoire. La ventilation est alors assurée par masque à oxygène. Le chirurgien a quitté pour la salle d'opération sans attendre l'arrivée de l'inhalothérapeute. Le personnel de l'urgence a entamé des manœuvres de réanimation avec l'arrivée de l'anesthésiste vers 19 h 10. Le décès a été confirmé à 19 h 33.

Recommandation :

Que le directeur des services professionnels de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska :

- soumette ce dossier pour examen à l'attention du comité d'évaluation de l'acte et d'éthique de l'établissement ainsi qu'à l'attention du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, afin que des mesures soient prises en vue d'améliorer la qualité des soins et l'assurance de sécurité en pareille circonstance. [1]

Organisation/personne visée :

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Suivi de la recommandation :

Hôtel-Dieu d'Arthabaska

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Collège des médecins du Québec

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-09-14, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.

Avis/Dossier : A-166141 139048

Événement :

Une femme de 67 ans est trouvée en état de putréfaction dans son logement de Saint-Jean-sur-Richelieu.

Elle souffrait d'un problème de santé mentale important et a été hospitalisée en psychiatrie. Elle est suivie de façon irrégulière en clinique externe jusqu'en mars 2007 et, par la suite, par son médecin de famille qui la voit pour la dernière fois en juin 2007. La femme a été trouvée en état de putréfaction avancée au début du mois de novembre.

Selon le coroner, la femme aurait nécessité un milieu de vie supervisé ou un suivi à domicile serré par l'équipe externe de psychiatrie ou du Centre local de santé communautaire.

Recommandation :

Que le Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville :

- coordonne de façon adéquate et efficiente le suivi des bénéficiaires à risque de désorganisation et de détérioration en milieu externe. [1]

Organisation/personne visée :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Suivi de la recommandation :

Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu-Rouville

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2010-02-25, aucune réponse de l'intervenant à la suite de cette recommandation du coroner.

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Sur la recommandation numéro 1, en date du 2009-10-08, aucune réponse attendue, la recommandation a été transmise pour information.
